

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les relations commerciales entre la France et l'Indochine

Lois et Faits

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Raoul L. M. COLAS

JURY	{	<i>Président</i> : M. René MAUNIER.	
		<i>Suffragants</i> {	ESCARRA { SOLUS { <i>Professeurs</i>



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

1933

*Thèse Paris
1933.*

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les relations commerciales entre la France et l'Indochine

Lois et Faits

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1933, à 14 heures

PAR

Raoul L. M. COLAS

JURY	{	<i>Président</i> : M. René MAUNIER.		
		<i>Suffragants</i> {	ESCARRA SOLUS	{ <i>Professeurs</i>



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

1933

* 29686-



INTRODUCTION

Les questions douanières parmi les nombreux problèmes de l'après-guerre sollicitent sans arrêts sur le plan économique aussi bien que sur le plan politique, l'attention de l'homme d'Etat. Libre échange ou protectionnisme, pôles extrêmes des modalités des échanges internationaux semblent lui offrir, suivant les circonstances locales peut-être, la solution à la crise du chômage, au problème de la surproduction ou au déficit de la balance commerciale au milieu desquels se débattent depuis plus de douze ans, tant de nations.

Malgré la force actuelle jamais atteinte des théories d'internationalisme, c'est vers une politique à la fois de protection brutale et d'expansion à outrance, allant jusqu'au dumping, formes économiques du nationalisme le plus absolu que se sont tournés à quelques rares exceptions près, tous les pays du monde déchaînant une guerre économique devant laquelle la S.D.N. s'est montrée impuissante jusqu'à ce jour.

Le tableau annexe des mesures restrictives du commerce mondial adoptées depuis le milieu de l'année 1931 et publié par la Reichs Kredit Gesellschaft, à la suite de son rapport sur « le développement économique de l'Allemagne pendant le premier semestre 1932 » constitue à cet égard, un document du plus rare intérêt.

Quoiqu'il semble difficile de distinguer parmi les Etats, celui qui les a entraînés dans cette ronde infernale, rappelons seulement à titre historique l'incident qui se

produisit le 8 Février 1932 au Sénat de Washington, lorsque le sénateur Barkley dénonça le nouveau tarif ultra-protectionniste anglais comme « un tarif de représailles et la conséquence nécessaire de la course folle des événements internationaux à laquelle la mise en vigueur du tarif Hawley Smoot en 1930 a donné le départ ».

Enfin il ne faut pas oublier que le principe Wilsonien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, a amené la création en Europe de nouveaux Etats provoquant par ricochet l'installation de six mille kilomètres de frontières nouvelles tout le long desquelles de solides murailles douanières ont été édifiées rapidement (1) ; rien que la dissolution de la seule communauté douanière austro-hongroise le plus grand territoire douanier de l'Europe Centrale en 1914 devait donner naissance après la grande guerre à sept unités douanières différentes.

Devant la fermeture de tant de marchés, la guerre de tarifs, les régimes de contingentement ou de licences, les grandes puissances coloniales se sont instinctivement tournées vers leurs possessions lointaines, espérant y trouver un accroissement des débouchés impériaux de la production industrielle métropolitaine.

Lord Beaverbrock entreprend en Angleterre, soutenu par les journaux contrôlés par lord Rothenwere, une véritable « croisade » en faveur au libre échange impérial (Empire Free-trade) ralliant à sa thèse plus de 200.000 adhérents, groupés en un nouveau parti politique dénommé « United Empire-Party ».

En France, les préoccupations relatives au régime douanier colonial aboutissent au vote de la loi du 13 avril

(1) Joseph Barthélémy, *L'Information* du 10 mai 1932.

1928, dont la nécessité s'imposait impérieusement à la fois par suite des bouleversements économiques de l'heure présente et en raison du développement commercial de notre domaine d'outre-mer depuis les lois du 11 janvier 1892, 29 mars 1910 et 5 août 1913.

Les statistiques des douanes nous révèlent qu'en 1927 année qui précéda le vote de cette réforme, les échanges entre la France et ses possessions coloniales ont représenté une valeur globale de 9.184 millions à l'exportation et 6.243 millions à l'importation ce qui représente plus de 12.8 % du commerce général de la Métropole.

Parmi ces clients, l'Indochine a acheté à la mère patrie pour 1.161 millions de marchandises et lui a vendu pour 627 millions, mais ce commerce avec la France ne représente qu'une faible partie de son trafic extérieur puisque pendant la même année celui-ci s'est élevé à :

Commerce spécial :

Importation	2.686.000.000.
Exportation	2.981.000 000
Total	5.667.000.000

Egalant presque en importance celui des autres colonies réunies.

Si l'on veut bien se rappeler qu'en 1892, année où fut établi le premier régime douanier rationnel, le commerce extérieur de l'Indochine s'élevait seulement à 164 millions de francs, l'on reste à la fois confondu devant l'effort de mise en valeur accompli en moins de quarante ans et en même temps prodigieusement intéressé par les perspectives d'avenir presque illimitées d'un marché de plus de vingt millions d'habitants à la puissance de production et la ca-

pacité de consommation unique dans notre domaine colonial. Il y a lieu aussi de faire état dans ce potentiel économique du voisinage de la fourmilière chinoise, de cet empire groupant à lui seul près du quart de l'humanité et dont les ports s'ouvrent à quelques heures de notre frontière tonkinoise.

Le commerce métropolitain, dans ce mouvement d'échanges, a-t-il eu la part légitime que les mises de fonds succédant aux mises de sang devaient lui réserver et dans la négative quelles sont les améliorations que l'on peut attendre de la législation du 13 avril 1928 ? Enfin, ce développement a-t-il été l'œuvre du régime douanier instauré par les lois de 1892 et de 1910 ou au contraire, entravé en partie par le système de l'assimilation dont il était inspiré n'aurait-il pas trouvé dans l'octroi de l'autonomie ou plutôt de la personnalité douanière un puissant stimulant ?

Nous allons essayer non pas de résoudre ce problème aux équations multiples mais seulement nous borner à en dégager quelques inconnues.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DU RÉGIME DOUANIER DE L'INDOCHINE

Après la perte de l'Empire des Indes (traité de Paris 1763) le gouvernement Royal ne renonça pas, en Asie, à toutes visées coloniales ; il encouragea sous main, missionnaires, explorateurs, négociants et même aventuriers, à profiter de leurs pérégrinations au Siam, en Birmanie, en Cochinchine, pour nous créer des amitiés ou y préparer des alliances.

Quelques années plus tard, grâce à cette infiltration pacifique, notre diplomatie pouvait s'enorgueillir d'un succès des plus prometteurs : le 28 Novembre 1787, un traité d'alliance et des conventions de commerce étaient signés à Versailles entre le comte de Montmorin, au nom du roi de France, et, Mgr Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran, produisant le grand sceau du royaume de Cochinchine.

L'article VI déterminait pour la première fois, les conditions auxquelles seraient désormais soumis les échanges commerciaux entre les deux puissances contractantes ; il était prévu que « les sujets du roi très chrétien jouiront d'une entière liberté de commerce, dans tous les Etats du roi de Cochinchine, à l'exclusion de toutes les autres nations européennes. Ils pourront pour cet effet, aller, venir et séjourner sans obstacles et sans payer aucun droit, à con-

dition toutefois qu'ils soient munis d'un passeport du commandant de l'île de Hoïnan (1). Ils pourront importer toutes les marchandises d'Europe et des autres parties du monde, à l'exclusion de celles qui sont défendues par les lois du pays. Ils pourront également exporter toutes les denrées et marchandises du pays et des pays voisins sans aucune exception ; ils ne paieront d'autres droits d'entrée et de sortie que ceux qui acquittent actuellement les naturels du pays et les droits ne pourront être haussés en aucun cas et sous quelque dénomination que ce puisse être ».

Il était convenu de plus qu'aucun bâtiment étranger, soit « marchand, soit de guerre, ne sera admis dans les Etats du roi de Cochinchine que sous pavillon français » (2).

La désorganisation de notre marine, à la suite de la Révolution, empêcha l'exécution du traité.

Même après les traités de 1815, lorsque la liberté des mers nous fut rendue, pendant toute la première moitié du siècle dernier, les relations commerciales entre la France et les différents Etats de la péninsule indochinoise ne donnèrent lieu qu'à des manifestations sporadiques, sans intérêt.

Mais, dès le lendemain de notre conquête (1858), l'œuvre de colonisation, par nous entreprise dans ces territoires, nous imposa, entre autres charges de nation protectrice, l'instauration d'un régime commercial propre à assurer le développement économique de notre jeune possession.

Pour apprécier le système douanier actuel de l'Indochine et par suite, son influence sur les relations commerciales entre la Métropole et sa Colonie, un exposé historique de ce régime est indispensable, afin de le situer dans

(1) Baie de Tourane.

(2) Armand Megglé « L'Indochine », page 19.

l'évolution des idées, des faits et des lois ; il a, en outre, l'immense avantage de démontrer par les réformes réalisées l'inanité de certaines critiques actuelles.

SECTION I.

DE LA CONQUETE A LA LOI DU 26 FÉVRIER 1887

Peu après les débuts de notre établissement en Cochinchine, le Gouvernement du Second Empire, qui venait, par le traité franco-anglais du 23 janvier 1860, de marquer un renversement de l'orientation de la politique commerciale du pays, étendit à nos possessions coloniales, l'application des théories libre-échangistes chères à Michel Chevalier.

Ce fut l'œuvre de la loi du 3 juillet 1861, renforcée quelques années plus tard par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 ; ils abrogeaient implicitement les derniers vestiges subsistant alors du Pacte Colonial.

Ce dernier texte, qui dès sa promulgation fut considéré comme devant constituer sous peu la future charte commerciale de notre domaine d'outre-mer, conférait l'autonomie douanière à nos « grandes colonies » de l'époque : la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

La Cochinchine, dont la conquête était inachevée, fut tenue à l'écart de ces dispositions nouvelles, mais elle put se prévaloir pour ses importations dans la Métropole, du décret du 6 octobre 1862, homologué par une loi du 6 octobre 1863, qui admettait en franchise tous les produits des colonies autres que les sucres, les mélasses non destinées à être converties en alcool, les confitures et fruits confits au sucre et au miel, le café et le cacao.

Quant aux importations en Cochinchine des marchandises françaises et étrangères, c'était le régime de la porte ouverte, à l'exception pour les alcools, armes et poudres, de taxes locales qui relevaient du régime de l'octroi de mer et affectaient par suite un caractère plus fiscal que protecteur.

SECTION II.

LA LOI DU 26 FÉVRIER 1887

La Cochinchine devait jouir pendant près de vingt ans, de ce système; qui revenait en somme à un régime libre-échangiste et ses importations qui n'étaient en 1867 que de 29.606.285 francs, atteignaient en 1885, 108.725.474 francs, tandis que dans le même laps de temps ses recettes budgétaires progressaient de 5 millions à 27 millions de francs.

Sous l'influence de causes multiples, une évolution vers 1883, apparut dans la politique douanière coloniale de la France.

La crise de 1882, tout d'abord, par la baisse des prix qui s'ensuivit, déclencha dans notre pays une réaction intense de protectionnisme.

D'autre part, la recherche de nouveaux débouchés pour la production nationale étant alors invoquée à l'appui des sacrifices d'hommes et d'argent des expéditions en cours du Tonkin et de Tunisie, nos industriels réclamèrent devant l'infériorité de leurs importations sur les marchés coloniaux, d'y être protégés au plus tôt par le même tarif des douanes que dans la Métropole.

Enfin, il faut reconnaître que l'essai d'autonomie tenté par le sénatus-consulte de 1866 avait été décevant; les trois

îles, dont les pouvoirs locaux étaient les maîtres des tarifs applicables dans la colonie, édictèrent des octrois de mer frappant sans distinction d'origine tous les produits importés et supprimèrent les droits de douane sur les marchandises étrangères.

Si le Pacte Colonial avait trop longtemps brimé le commerce de notre domaine d'outre-mer, par un choc en retour fort caractéristique, l'autonomie ainsi comprise sacrifiait les intérêts de la France continentale à ceux de ses colons uniquement préoccupés de bon marché.

Deux projets d'instauration, l'un en 1884, et l'autre en 1885, d'un régime douanier protecteur en Indochine furent successivement abandonnés; les milieux administratifs et parlementaires hésitaient entre l'application d'un tarif spécial primitivement proposé et celle du tarif métropolitain.

Le Conseil Colonial de la Cochinchine, appelé à en délibérer, lors de la seconde étude, adopta à la séance du 15 octobre 1884, avec l'arrière pensée de réaliser le Zollverein indochinois, le principe d'un régime douanier. Mais il demanda qu'au projet de tarif spécial différentiel, soumis par l'Administration locale et accordant une détaxe de 60 % aux importateurs de France, d'Algérie et des colonies françaises, fut substitué le tarif amendé par la Chambre de Commerce de Saïgon, avec réduction aussi large que possible des droits sur les marchandises françaises.

Des crises ministérielles, les élections législatives de 1885, des remaniements administratifs rattachant à des ministères différents la Cochinchine et le Tonkin, procurèrent à la colonie un nouveau sursis de deux années.

Mais, lors de la discussion du budget de 1887, au moyen d'un amendement proposé par les députés protec-

tionnistes de la Seine-Inférieure, M. Waddington à leur tête, la question du régime douanier de l'Indochine de nouveau soulevée, fut enfin résolue par l'article 47 de la loi de finances du 26 février 1887, ainsi conçu :

« Les produits étrangers importés dans la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam, le Tonkin, seront soumis à partir du 1^{er} juin 1887, aux droits inscrits au tarif général de la Métropole. »

« Des règlements d'administration publique détermineront les produits qui, par exception à la présente disposition, seront l'objet d'une tarification spéciale et les localités où les entrepôts pourront être établis ».

Le Parlement s'était prononcé pour l'assimilation, alors que les milieux coloniaux auraient souhaité l'essai d'un système préférentiel octroyant, non la franchise aux importations métropolitaines, mais seulement des pourcentages de réduction sur le tarif appliqué aux produits étrangers.

Ce ne devait pas être là le seul exemple de la résistance de la Métropole aux desiderata de l'Indochine en matière douanière.

Les exceptions, au tarif général des douanes de France, alors celui annexé à la loi du 7 mai 1881, furent déterminées par le décret du 8 septembre 1887, pris après avis du Conseil d'Etat.

Des erreurs de taxation furent commises. Les tissus de soie pure, par exemple, exempts de tout droit à leur importation dans la Métropole, furent frappés lors de leur entrée dans la colonie par un droit de 10 à 20 %; on alla même jusqu'à prohiber l'entrée des sucres étrangers afin de laisser place libre à nos sucres indigènes ou coloniaux.

D'autres articles, dont la production ou la fabrication étaient interdites, par leur nature même, à jamais à la France, ne furent pas mieux traités, c'est ainsi que les espèces médicinales chinoises, le thé, les comestibles chinois furent astreints à des droits *ad valorem* respectivement de 10 %, 14 % et 23 %.

Ces taux étaient manifestement exagérés et dès la première année d'application, le Directeur Général des Douanes relevait l'erreur de mesure dans son rapport pour l'année 1887 :

« En moyenne, le tarif général, même avec les modifications qu'y a apportées le décret du 8 septembre, « frappe de droits variant de 10 à 20 %, un grand nombre « d'articles que la France et ses colonies ne pourront jamais « nous fournir et qui sont indispensables aux populations « indigènes de l'Indochine. Ces taxes purement fiscales « sont certainement trop élevées et constituent une trop « lourde charge pour le peuple annamite ».

Cette première expérience d'assimilation aboutit à un désastre pour l'économie de la jeune colonie.

Immédiatement, d'une année à l'autre, les importations tombèrent de 59 millions et demi de francs en 1887 à 42 millions et demi. Les exportations ne tardèrent pas également à fléchir, le premier semestre de 1889 enregistrait une différence en moins de 16 millions sur la période correspondante de l'année précédente dont le total avait été de 65 millions.

Une crise commerciale était fatale devant un pareil recul du commerce extérieur.

Les faillites, au nombre de 5 en 1886 et de 3 en 1887, passèrent brusquement à 17 pour les sept premiers mois de 1888.

Les patentés, dans les deux villes de Saïgon et de Choïlon reculèrent en cinq ans, de 6850 en 1886, à 4314 en 1891.

Quant au budget local, il était menacé du déficit devant l'évasion de la matière imposable, en l'espèce les marchandises étrangères.

Devant les unanimes protestations des colons, soutenus par les Chambre de Commerce de Saïgon et Haïphong, le décret du 9 Mai 1889, en son article 1, remplaça le tableau annexé au décret précédent du 8 septembre 1887, par un nouveau tarif.

Des apaisements étaient donnés aux milieux indochinois.

Les produits étrangers n'ayant pas de similaires en France étaient l'objet de dégrèvements importants ou même d'exemptions radicales. Mais ces concessions étaient payées par un renforcement des droits pour les marchandises que la Métropole pouvait fournir. Tel tissu de coton, qui aurait payé, dédouané en France 52 francs, droit du tarif conventionnel, et, à la colonie 62 francs, droit du tarif général en vertu du décret du 8 septembre 1887, était désormais soumis à un droit de 90 francs .

Une reprise des échanges ne devait pas tarder à se manifester, puisqu'en 1892, dernière année d'application de ce tarif, les importations s'élevèrent à 68.630.834 francs et les exportations à 95.071.570 francs.

SECTION III

LA LOI DU 11 JANVIER 1892

Aux environs de 1890, pour les protectionnistes et même pour beaucoup d'hommes d'Etat, la politique coloniale n'avait pas d'autre but que de développer dans nos divers établissements d'outre-mer, la consommation des produits français. Rares ont été les esprits clairvoyants qui devançant leur époque, se sont préoccupés si ce régime de protection à outrance dont il était la conséquence, conviendrait aux colons et aux indigènes, devenus clients obligatoires de la Métropole.

« Les produits étrangers, disait M. Méline, dans le rapport général présenté en 1890, au nom de la Commission des Douanes, doivent être des produits étrangers dans nos colonies comme chez nous et soumis aux mêmes droits. Il faut que nos colonies offrent aux produits français des débouchés de plus en plus larges, sans cela la politique coloniale serait radicalement condamnée ».

On était loin de la « mentalité impériale » qui lors de la crise actuelle, nous a imposé, malgré nos propres difficultés, toute une politique de soutien à l'égard de nos protégés. Il est vrai qu'en 1892 et surtout pendant que la loi se préparait, il n'existait à l'état de colonies et sous le régime administratif actuel, ni l'Indochine, ni Madagascar, ni l'Afrique Orientale, ni l'Afrique Equatoriale. Si l'on ampute notre domaine extérieur de ces possessions, l'unification douanière qui en fut tentée par la loi du 11 janvier 1892, semble moins utopique.

Cette loi posa le principe de l'assimilation douanière des Colonies à la Métropole qui, jusqu'alors sans être for-

mulé, avait été appliqué pour la première fois à l'Algérie par la loi de finances du 29 janvier 1884; son heureuse réussite n'avait pas été sans influence sur son extension à l'Indochine réalisée par la loi du 26 février 1887, que nous venons d'étudier.

Toutefois, si certaines contingences, situation géographique ou conventions diplomatiques, contraignirent le législateur à laisser quelques-unes de nos possessions en dehors de cette mesure, l'Indochine fut comprise parmi celles dont l'Union douanière fut décidée avec la Métropole.

Des articles 3, 4, 5, 6 et 7 de la loi de 1892, il résulte que les principes suivants réglementaient le trafic commercial franco-indochinois:

a) En cas d'importation en Indochine, alors que les produits français étaient admis en franchise, les marchandises étrangères étaient frappées des droits prévus par la législation métropolitaine, c'est-à-dire du tarif général, du tarif minimum ou des tarifs intermédiaires ; cependant, pour mitiger la rigueur d'une règle aussi sévère, des décrets en forme de règlements d'administration publique, rendus après avis du Conseil de Gouvernement de l'Indochine, étaient prévus pour déterminer les articles qui, par exception à la règle générale, seraient soumis à un régime spécial.

b) Dans le sens inverse, en ce qui concernait l'admission en France des marchandises indochinoises, la réglementation fut beaucoup plus nuancée. Le tableau E les répartissait en trois catégories: en premier lieu, les sucres et les produits sucrés (sirops, confitures; mélasses) se virent appliqués les lois visant les sucres métropolitains ; un second groupe beaucoup plus important comprenant la généralité des épices et des denrées exotiques, fut taxé à la

moitié des droits minima frappant les similaires étrangers; enfin tous les autres produits non mentionnés aux deux états précédents étaient admis en franchise.

Appliquée dans la Métropole dès le 1^{er} février 1892, cette loi pour être exécutoire en Indochine dut attendre la signature du décret du 29 Novembre 1892, auquel était annexé le tableau des dérogations; ce retard était l'œuvre d'une disposition expresse de ladite loi qui avait accordé au Gouvernement métropolitain un délai d'un an pour élaborer en connaissance de cause, après avis des Assemblées locales et du Conseil d'Etat, les tarifications spéciales.

Les produits, au nombre d'une centaine, qui en furent l'objet, furent repris à un tarif unique, qui se substitua à la fois aux droits du tarif général et du tarif minimum métropolitains (article 2 du décret du 29 Novembre 1892).

Depuis le décret initial, ce tarif fut l'objet de nombreux remaniements, imposés par une évolution dans la conception du rôle qu'il devait assumer.

En 1892, conformément aux vœux des Chambres de Commerce de Saïgon, d'Hanoï et d'Hàïphong encore sous l'influence de l'expérience de 1887, il modérait les taux du tarif métropolitain particulièrement en faveur des produits japonais et chinois d'une consommation courante auprès de la masse indigène.

Mais quelques années plus tard, les nécessités budgétaires alliées à un mouvement de protectionnisme, mais cette fois d'inspiration indochinoise dû au développement de l'industrie locale, déterminèrent à plusieurs reprises un relèvement des droits, tant sur les denrées de consommation que sur les objets fabriqués que l'économie annamite pouvait désormais livrer. (Décrets du 29 Déc. 1898, 26 Août

SECTION IV

LA LOI DU 29 MARS 1910

Les tarifs établis par la loi de 1892 ayant été modifiés par la loi du 29 Mars 1910, le Parlement dut se préoccuper lors de la discussion de cette loi de l'application de ces relèvements de taxes aux colonies. Sur la proposition de M. le Sénateur Flandrin, un article 7 fut inséré spécifiant que les nouveaux tarifs à l'importation des produits étrangers ne seraient exécutoires aux colonies, qu'après que des décrets en forme de règlements d'administration publique rendus après avis des Conseils locaux auraient déterminé les produits devant être l'objet d'une tarification spéciale.

Mais il fut exigé par ce même article que ces décrets seraient désormais contresignés du Ministre des Colonies, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre des Finances. Jusqu'alors, si d'après la loi du 11 janvier 1892, les décrets portant exception au tarif général des douanes auraient dû être contre-signés uniquement par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, il était admis depuis 1894, par le Conseil d'Etat, que la responsabilité ministérielle engagée par ces décrets serait celle du Ministre des Colonies, mais que l'avis du Ministre du Commerce devait toujours être demandé lors de la préparation et visé dans le préambule des textes de cette nature (1).

Dorénavant, chacun des trois ministres intéressés jouissant d'un véritable droit de veto vis-à-vis des demandes des

(1) Rapport Gervais sur le budget du Ministre des Colonies pour 1911 annexe 151, page 892, 1^{re} colonne.

colonies, la concession des tarifs spéciaux devait devenir beaucoup plus rare et sa procédure préparatoire beaucoup plus lente.

Par cette redoutable aggravation du régime de 1892, une importante satisfaction était accordée aux protectionnistes intransigeants, qui attribuaient le lent développement du commerce métropolitain dans les colonies assimilées à l'octroi de tarifs d'exception trop nombreux et trop largement conçus.

Cet amendement n'avait, au surplus, été proposé par ses auteurs que comme une simple transaction, étant bien entendu qu'il ne pourrait conduire à une aggravation de la situation des colonies, pendant la période d'attente prévue; en réalité, on n'avait pas voulu couper les ponts à l'établissement à bref délai du régime spécial demandé par les colonies.

L'étude du nouveau texte à proposer ne fut pas perdue de vue au Parlement, mais il ne put aboutir dans les douze mois prévus, et le 31 Mars 1911, le Sénat vota *in extremis* une loi portant prorogation de trois nouveaux mois.

Les « nouveaux actes fixant le régime douanier des colonies et pays de protectorat » dont parle le premier paragraphe de l'article 7 n'ayant pas vu le jour avant la fin de ces trois mois, le Gouvernement prit, toujours *in extremis*, le 30 Juin 1911, les décrets prévus, déterminant à nouveau les produits qui, par exception au paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, seraient l'objet d'une tarification spéciale.

Le décret spécial à l'Indochine ne comporta que fort peu de modifications au tarif spécial antérieur. Quatre articles seulement furent l'objet d'un changement de taxation: les fils de coton, les machines agricoles destinées à la cul-

ture du riz, les caisses et bidons en fer blanc ayant servi au transport des huiles minérales et divers objets de tabletterie chinoise.

Mais alors que jusqu'ici les taxes douanières figurant aux tarifs spéciaux se substituaient purement et simplement aux tarifs métropolitains général et minimum, désormais le tarif spécial indochinois était à « double colonne ».

SECTION V

LA LOI DU 5 AOÛT 1913

La Chambre, voyant qu'il ne lui serait pas possible de voter avant la fin de sa législature, le projet déposé par M. Lebrun, Ministre des Colonies « relatif à l'établissement du régime douanier colonial » et que nous examinerons dans un instant, chercha avant la fin de la session de 1913, d'obtenir au moins une mesure générale et il lui parut que celle qui consisterait à dégrever les denrées coloniales dites « de consommation » ne sauraient donner lieu à de longs débats.

Sur l'initiative de la Commission des Douanes de la Chambre des Députés, alors présidée par M. Joseph Thierry, le Gouvernement demanda par l'organe de M. J. Morel, Ministre des Colonies, la disjonction des dispositions relatives au dégrèvement des denrées coloniales autres que les sucres et les poivres à leur entrée dans la Métropole.

Ces denrées (cacaos, thés, cafés, piments et autres épices, vanilles) étaient en effet soumises jusque-là au demi-tarif métropolitain.

Les partisans du *statu quo* faisaient ressortir que les droits très élevés qui frappaient ces produits avaient un

double caractère : la partie inscrite au tableau E était une taxe de consommation atteignant l'universalité des denrées consommées, le surplus, qui figurait au tableau A était seul différentiel et constituait le droit de douane proprement dit frappant l'importation étrangère exclusivement. La suppression des droits du tableau E devenait donc une question d'ordre fiscal ; le budget métropolitain risquait en doublant la protection accordée aux importations des colonies d'arrêter l'apport étranger et par suite de ne plus rien percevoir sur des denrées qui fournissaient une recette de plus de 100 millions (1).

Les Colonies répliquaient que les considérations d'ordre fiscal étaient hors du débat et que la protection assurée à leurs produits par le jeu combiné des tableaux A et E était insuffisante. Mais leur principal argument était, en présence de la prétention de la Métropole de les approvisionner seule en produits manufacturés de réclamer par réciprocité l'avantage de lui fournir seules les denrées coloniales.

A la suite des rapports de M. Victor Sévère au nom de la Commission des Douanes de la Chambre des Députés et de M. Etienne Flandrin au nom de la Commission des Douanes du Sénat, une loi du 5 Août 1913, déclara qu'à partir du 1^{er} janvier 1914, ces produits seraient exemptés de tout droit à leur entrée dans la Métropole.

Les nécessités budgétaires dues à la guerre de 1914 ont obligé les pouvoirs publics à rétablir par l'article 17 de la loi du 30 Décembre 1916 modifié par l'article 107 de la loi du 26 Juin 1920, sous forme de taxes de consommation, les droits sur ces articles.

(1) Rapport Gervais, sur le budget du Ministère des Colonies pour 1911, annexe 151, page 892, 3^e colonne.

SECTION VI

LES COEFFICIENTS DE MAJORATION

Pendant la guerre, en raison du bouleversement des conditions de la vie économique, le Gouvernement fut autorisé par la loi du 6 Mai 1916, à prohiber en France l'importation des marchandises étrangères et à majorer les droits de douane, par décrets rendus en conseil des Ministres. Limitée à la durée des hostilités, cette loi fut prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1922 pour les prohibitions et jusqu'au 1^{er} Janvier 1923 pour les relèvements de droits de douane.

A la signature de la paix, en prévision d'un retour à la liberté des échanges et par suite de la hausse générale du prix des marchandises, le Gouvernement, après un essai d'un mois des surtaxes *ad valorem* (décret du 14 Juin 1919), adopta le système des coefficients de majoration par le décret du 8 Juillet 1919.

L'article 5 de ce dernier décret, ayant stipulé que ses dispositions étaient applicables à l'Algérie, excluait par son silence, les colonies et par suite l'Indochine ; dès lors, il fut admis que pour cette dernière, les coefficients de majoration des droits spécifiques du tarif métropolitain ne lui étaient applicables que lorsqu'il en a été ainsi expressément décidé par les décrets d'instauration.

Parmi ces décrets, il convient de citer ceux du 28 Mars 1921 et du 29 Juin de la même année ; le premier relevait les taux du tarif général au quadruple de ceux du tarif minimum et le second, devant la hausse croissante de la valeur intrinsèque des marchandises et la dépréciation de notre monnaie, portait révision générale des coefficients de majoration des droits du tarif métropolitain.

Le Gouvernement Général de l'Indochine, ayant estimé que l'application intégrale de ces décrets, conçus exclusivement dans un but de défense métropolitaine, aurait pour le commerce local de graves inconvénients, ne les promulgua que partiellement.

Tel a été le cas pour le décret du 29 Juin 1921, qui n'a été promulgué dans la colonie suivant arrêtés des 24 janvier et 31 Mai 1922, que par extraits, en réservant certains articles ayant fait, après avis des assemblées locales et du Conseil de Gouvernement, l'objet de demande de tarifications spéciales ; quant au décret du 28 Mars 1921, ce ne fut que le cinq juillet 1922 seulement qu'il fut promulgué et encore que partiellement, un nombre important de rubriques, ayant été exceptées.

Semblable procédure de promulgation partielle est injustifiable en droit, car les lois qui ont modifié les droits de douane postérieurement à la loi du 29 Mars 1910, n'ont pas reproduit les dispositions de son article 7, suspendant l'application dans les colonies assimilées, de nouveaux tarifs métropolitains jusqu'au décret déterminant les tarifications spéciales.

Le tarif spécial à l'Indochine a été lui-même l'objet de relèvements par application de coefficients de majoration variant de 200 à 600 % (Décrets du 17 juillet 1920 et du 15 Mai 1922 et tableaux annexés à ces décrets).

DEUXIEME PARTIE

VERS LA RÉFORME DU RÉGIME DOUANIER INDOCHINOIS

Les effets de la loi de 1892 ne tardèrent pas à soulever de vives protestations de la part des colonies du premier groupe. Celles-ci observaient, non sans raison, que l'assimilation énoncée par le législateur était surtout unilatérale, les contraignant à recevoir en franchise toutes les marchandises françaises mais ne leur octroyant pas, en contre-partie, la réciprocité pour la totalité de leurs produits.

Les milieux coloniaux se plaignaient en outre de l'arbitraire qui avait présidé à la répartition entre les colonies assimilées et les Colonies non assimilées ; le facteur éloignement ou l'objection de relations avec des régions étrangères voisines auraient dû être retenues également pour la Nouvelle-Calédonie, l'Indochine, le Gabon et Saint-Pierre et Miquelon. Enfin, ils s'insurgeaient contre la rigidité trop grande du système, le caractère absolument, exceptionnel des dérogations obtenues et l'absence de procédure facilitant la réalisation de ces dérogations. Tous ces éléments déterminèrent en faveur d'un remaniement des dispositions en vigueur, une vive agitation, dont on devait relever des manifestations symptomatiques aux Congrès Coloniaux ou au Parlement et qui provoquèrent à la fois des enquêtes administratives et des nombreuses délibérations des Chambres de Commerce, tant métropolitaines que coloniales.

SECTION I

AVANT LA GUERRE

§ 1. *Les Congrès coloniaux*

Le Congrès de l'Exposition Coloniale de Marseille en 1906 fut le premier où la question de la revision du régime douanier colonial, par la valeur des rapports déposés, permit à la doctrine de la personnalité douanière des Colonies de prendre corps.

Ce congrès déclarait : « que le meilleur régime douanier à adopter serait celui qui :

« 1° Renoncera à toute unification et centralisation systématiques que l'expérience de l'application de la loi du 11 janvier 1892 a démontrées irréalisables.

« 2° Abandonnera définitivement le principe faux de la subordination économique des Colonies à la Métropole, en reconnaissant que le véritable intérêt de la Métropole réside dans la prospérité des Colonies ;

« 3° Dérètera l'autonomie de chaque Colonie ou groupe de Colonies au point de vue économique et règlera le régime douanier de chaque Colonie ou groupe de Colonies au mieux de leurs intérêts, en tenant compte des formes et conditions essentielles ci-après :

« a) Revendication par la Colonie des mesures et taxes qu'elle juge les plus favorables au développement de sa richesse.

« b) Octroi de ces mesures par la Métropole, sous réserve de ses intérêts généraux, après consultation des Chambres de Commerce et des Ports, par un décret rendu dans la forme du règlement d'administration publique ;

« c) Fixation d'une durée convenable pour le régime
« ainsi établi, de façon à permettre aux mesures prises de
« sortir pleinement leur effet, et aux intéressés d'en tirer
« le meilleur parti ».

L'année suivante, en 1907, le *Congrès de Bordeaux* maintenait la même thèse, en formulant les considérants ci-après :

« En politique coloniale le premier, le véritable intérêt matériel et moral de la Métropole réside dans la prospérité de ses Colonies.

« Il convient d'empêcher toute mesure fiscale qui soit de nature à diminuer les ressources des indigènes, à les appauvrir, à restreindre la population, à porter atteinte au crédit financier des Colonies et, par voie de conséquence, à entraver l'exécution des travaux publics et à nécessiter le recours au Trésor métropolitain, soit pour fournir les arrérages des emprunts garantis, soit pour parfaire l'insuffisance des Budgets locaux ».

En 1909, le *Congrès des Anciennes Colonies*, réuni à Paris sous la présidence de M. Paul Deschanel, ratifiait à l'unanimité les conclusions des Congrès de Marseille et de Bordeaux, en s'exprimant ainsi :

« Le Congrès :

« 1° Désapprouve l'application aux Colonies de la loi
« du 11 janvier 1892 comme inutile et comme nuisible aux
« intérêts solidaires de la Métropole et de ses possessions.

« 2°

« 3° Emet le vœu qu'il soit reconnu à chaque établissement et à chaque groupe d'établissements, la faculté et qu'il leur soit donné le moyen de discuter leurs tarifs de douane avec la Métropole ;

« 4° Emet le vœu que les tarifs douaniers spéciaux à chaque Colonie, après leur ratification par le Gouvernement de la République, soient établis pour une durée d'au moins douze années ;

Enfin, lors du *Congrès national pour la défense et le développement du Commerce extérieur* qui se tint à Paris du 24 au 27 Juin 1912, sa huitième commission adoptait et faisait sien le vœu ci-après, présenté par la section de l'Asie de la Fédération intercoloniale :

« Considérant que le régime institué par la loi du 11 janvier 1892 ne paraît pas avoir donné dans toutes les Colonies où il a été appliqué des résultats satisfaisants ;

« Considérant que les diverses possessions françaises, placées dans des conditions géographiques, ethniques et économiques fort différentes, ont nécessairement des besoins différents ; qu'il serait contraire à la saine logique de vouloir leur imposer des règles uniformes ;

« Estime qu'il est indispensable que chaque Colonie soit, en ce qui concerne ses tarifs douaniers, régie par des dispositions particulières, constituant un ensemble qui lui soit personnel ;

« Rappelle les vœux adoptés aux divers Congrès des Anciennes Colonies, de Marseille, de Bordeaux et de Paris ;

La loi du 13 Avril 1928 devait réaliser quelques-uns de ces vœux.

§ 2. *Les enquêtes administratives de 1908 à 1910*

Le premier résultat des Congrès, par le mouvement d'opinions soulevé, fut d'inciter les pouvoirs publics métropolitains à s'inquiéter à leur tour des résultats de la loi

douanière de 1892 dans notre domaine d'outre-mer. Une première enquête était prescrite le 18 Janvier 1908 par le Ministre des Colonies, M. Milliès-Lacroix, afin de fixer, après étude du régime en vigueur « les bases sur lesquelles devrait être établi le Régime Douanier Colonial le plus propre à favoriser le développement économique de nos possessions.

En réponse à cette circulaire, le Gouverneur Général de l'Indochine faisait connaître que le régime le plus favorable au développement économique de la Colonie reposerait sur les bases suivantes :

1° Droits d'importation : maintien de l'exemption des droits sur les marchandises de la Métropole et maintien des droits sur les marchandises étrangères ayant des similaires dans la Métropole, sans toutefois que ces droits puissent être élevés davantage ; suppression ou réduction sensible des droits frappant les marchandises étrangères n'ayant pas de similaires dans la Métropole, et établissement à leur profit d'un tarif spécial où auraient place les produits asiatiques bénéficiant actuellement d'un régime atténué.

2° Droits de sortie : suppression des droits de sortie, sauf ceux frappant le riz, le bétail et les soies ;

3° Suppression des droits de transit, sauf sur les filés de coton ;

4° Maintien du régime actuel de l'entrepôt et de l'admission temporaire ;

5° Admission en franchise dans la Métropole, par réciprocité, des denrées de provenance indochinoise.

Ces propositions d'opinion transactionnelle, reflétaient les desiderata émis par les diverses assemblées élues et par les autorités administratives locales ; l'unique amendement

de valeur proposé était la réduction de droits sur les marchandises étrangères qui n'ont pas de similaires dans la Métropole.

Mais, comme quelques mois plus tard, survenait la loi du 29 Mars 1910, au nouveau tarif déclaré applicable aux colonies dans le délai d'un an, sous réserve à celles-ci du droit de demander pendant ce laps de temps, les atténuations qu'elles jugeraient utiles, deux nouvelles circulaires furent envoyées les 15 Janvier 1910 et 26 Avril 1910 à tous les Gouverneurs par M. Trouillot, alors Ministre des Colonies, les invitant à faire connaître d'urgence les aspirations à ce sujet des territoires dont ils avaient la charge.

Les modifications de tarifs portées aux décrets du 30 Juin 1911 et dont nous avons précédemment parlé, furent prononcées, après avis du Conseil d'Etat, d'après les réponses des Colonies à ces circulaires.

§ 3. Propositions de l'Administration des Douanes et Régies de l'Indochine

L'Administration des Douanes et Régies de l'Indochine consultée en 1908 et en 1910 a proposé des solutions différentes pour améliorer le régime alors en vigueur. Les conclusions du rapport de M. Boundal, directeur général par interim en 1908, envisageaient un changement radical d'orientation alors que celles du rapport de M. Picanon, directeur général en 1910, étaient beaucoup moins réformatrices.

a) *Rapport Boundal.* — Dans son rapport, Monsieur Boundal relevait combien lourde avait été l'erreur commise en 1892, en étendant le tarif métropolitain à l'Indochine, « la Métropole a réservé sans contre-partie tous ces droits, condition vraiment extrême pour un pays éloigné comme

l'est l'Indochine englobé déjà dans de vieux courants commerciaux et depuis longtemps client des marchés de la Chine et des entrepôts de Singapooré et de Hong-Kong » et il concluait :

1° A l'exemption des droits à l'entrée des marchandises provenant de France ;

2° A l'application aux marchandises provenant de l'étranger et des colonies françaises de droits déterminés à un tarif indochinois qui se subdiviserait en un tarif général très spécialisé et beaucoup plus modéré que celui de 1892, et, en un tarif minimum dans lequel serait incorporé le tarif spécial. Ce tarif minimum comprendrait, en outre, certains articles pour lesquels un taux très réduit serait accordé aux colonies françaises et à certains pays étrangers à la suite d'avantages réciproques concédés à l'Indochine.

Il s'agissait, en somme, de permettre à l'Indochine d'avoir, comme beaucoup de colonies anglaises, son régime conventionnel, négocié sous le contrôle de la Métropole.

M. Boundal suggérait que l'octroi de détaxes à certains produits, comme le chanvre de Manille, le pétrole des Indes Néerlandaises, aux articles chinois ou japonais consommés par les indigènes, permettrait d'obtenir pour l'Indochine des détaxes correspondantes sur ses riz, que la France ne saurait acheter en entier, ses minerais, ses houilles (1).

b) *Rapport Picanon*. — Au contraire, M. Picanon était partisan du maintien des principes généraux posés par la loi de 1892, mais il admettait l'éventualité de certaines

(1) Pierre Dasser. Le régime douanier de l'Indochine dans le numéro de septembre 1910 de « *L'Asie française* ».

modifications, sous réserve qu'ils ne constitueraient pas une aggravation des dispositions restrictives du régime en vigueur.

« Un régime de protection outrancière, faisait remarquer M. Picanon, aurait pour effet de supprimer les recettes douanières, de faire disparaître une grande partie des ressources budgétaires pouvant permettre le parachèvement de l'outillage nécessaire à l'essor de la colonie et par suite enrayer le développement économique de l'Indochine ».

§ 4. *Opinions formulées par les Chambres de Commerce indochinoises*

L'opinion de l'Indochine devait se manifester également par les votes des diverses Chambres de Commerce.

a) *Chambre de Commerce de Saïgon.* — La Chambre de Commerce de Saïgon, beaucoup plus réservée dans son avis que les Chambres de Commerce du Tonkin, déclarait accepter le régime protecteur, mais elle disait dans son rapport voté à l'unanimité :

« Il est de notre devoir de proclamer que ce lourd sacrifice fait aux intérêts de la mère-patrie est contraire aux intérêts commerciaux de l'Indochine; nous ne saurions trop le rappeler à la Commission des Douanes de la Chambre des Députés, en insistant auprès d'elle pour obtenir en échange, et comme conséquence logique, une suppression plus ou moins complète des droits à l'entrée en France, des produits d'origine de notre colonie et aussi la certitude que l'évolution industrielle qui tend à se développer chez nous puisse se poursuivre avec tranquillité, à l'abri des revendications injustifiées des producteurs métropolitains ».

b) *Chambre de Commerce d'Hanoï*. — Dans sa réponse au questionnaire des circulaires ministérielles, la Chambre de Commerce d'Hanoï estimait que le tarif métropolitain appliqué de plein droit à l'Indochine nuisait fatalement à son extension et qu'un tarif particulier pouvait seul tenir compte de ses nécessités économiques. Celui-ci devrait être établi d'après les principes suivants : 1° franchise complète en faveur des produits métropolitains ; 2° droits plus modérés que ceux de 1892, mais calculés cependant de manière à permettre aux produits métropolitains de concurrencer les produits étrangers. Il serait entendu que la Métropole admettrait le principe d'égalité de traitement en ce qui concerne la nationalisation des marchandises étrangères et par conséquent la franchise à leur entrée dans la Métropole, des marchandises étrangères ayant acquitté les droits de douane en Indochine. Si les droits perçus dans la colonie étaient inférieurs à ceux prévus dans la Métropole, ces marchandises n'auraient à acquitter que la différence des deux droits.

Il est à noter que cette réforme ne devait être réalisée que dix huit ans plus tard par l'article huit de la loi du 13 Avril 1928.

c) *Chambre de Commerce d'Haïphong*. — La Chambre de Commerce de Haïphong, plus hardie encore dans ses tendances, opinait pour l'autonomie complète, avec établissement à Haïphong, d'une zone franche organisée sur les bases de celles de Gênes, Hambourg, Anvers, servant d'entrepôt à tous les produits à l'exportation et à l'importation.

§ 5. *La Proposition de loi de M. Toy-Riont*

Une proposition d'initiative parlementaire émanant de M. Toy-Riont fut déposée le 19 Janvier 1911 sur le bureau de la Chambre, aux fins d'instituer dans l'ensemble de notre Empire Colonial le système de l'autonomie.

Le régime douanier colonial institué par le loi du 11 janvier 1892, constatait M. Toy-Riont a contrarié le développement auquel nos Colonies seraient en droit de prétendre et en outre n'a nullement sauvegardé les intérêts de la Métropole.

De l'examen des statistiques publiées par le Département des Colonies, il ressortait, en effet

1°) que si à la veille de la mise en application du régime douanier de 1892, l'importation des produits coloniaux en France, en 1890, atteignait 52 % de l'ensemble des exportations coloniales, en 1908 (dernière année dont les résultats étaient alors connus), ce pourcentage était tombé à 40 %.

2° et que pour l'importation des produits français aux colonies, leur part qui atteignait en 1890, 50 % des importations de toutes provenances était réduite à 43 %.

Or, continuait M. Toy-Riont, le régime de l'autonomie douanière a fait ses preuves dans une de nos plus importantes colonies, celle de l'Afrique Occidentale française, dont le commerce extérieur est passé de 153.000.000 francs en 1905 à 193.000.000 francs en 1908.

En outre, faisait remarquer l'auteur de la proposition, quoique les produits français ne fussent avantagés comparativement aux marchandises étrangères que par une différence de 7 % sur le tarif *ad valorem*, les importations

métropolitaines atteignaient en 1907 plus de 50 % de l'ensemble.

M. Toy-Riont concluait en réclamant que les tarifs douaniers à percevoir à l'entrée des Colonies soient déterminés séparément pour chacune d'elles par des lois, après avis des Conseils généraux ou des Conseils d'administration.

Cette proposition ne fut pas prise en considération par la Commission des Douanes, bien que fortement appuyée par M. Artaud, alors Président de la Chambre de Commerce de Marseille, dans un rapport présenté au « Congrès pour la défense et le développement du commerce extérieur de la France », réuni à Paris, sur l'initiative des Chambres de Commerce françaises à l'étranger (27 juin 1912).

§ 6. *Le projet de loi Lebrun*

Si, les Congrès Coloniaux dans leur ensemble avaient conclu, ainsi qu'on l'a vu précédemment, à l'attribution aux Colonies de la personnalité douanière, le système de 1892 trouvait par contre des défenseurs au Parlement et parmi les producteurs métropolitains (1).

1) Voir :

a) le discours de M. Jean Morel au Sénat (séance du 7 novembre 1912) lors de la discussion du projet de loi, revisant le régime douanier de Saint-Pierre et Miquelon ;

b) Le Travail National, 26 mai-15 juin 1913, contenant les revendications formulées le 19 mai 1931, par l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises.

Résolu à intervenir en pleine connaissance de cause, le Gouvernement institua dans ce but, par arrêté ministériel du 16 juin 1909, une Commission interministérielle, avec charge de recherche des informations sur le problème du régime douanier colonial.

Cette Commission s'est efforcée dans ses conclusions, de trouver un terrain de conciliation entre les tenants des deux doctrines opposées : assimilation renforcée et autonomie. Si elle concédait aux « coloniaux intégraux » — et il lui était bien difficile de taire cette vérité — que le régime adopté par la loi de 1892, avait été néfaste pour plusieurs considérations aux Colonies en les contraignant à consommer les produits métropolitains de préférence à ceux de pays limitrophes ; en revanche pour tenir la balance égale, elle reconnaissait aux métropolitains « pur sang » que la politique d'union économique entre la France métropolitaine et la France coloniale synthétisait, suivant la conception de la Convention, l'unité du territoire et la communauté des intérêts ; le régime de libre concurrence, d'ailleurs entraînerait la ruine de certaines industries nationales par exemple celle des tissus de coton.

S'inspirant de ces conclusions transactionnelles, le Gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre des Députés le 12 Décembre 1912, un projet de loi qui s'efforçait d'opérer une fusion entre les tendances d'assimilation intégrale et de personnalité douanière. L'exposé des motifs, après un rappel des critiques échangées entre adversaires, écartait, en raison de la diversité des milieux coloniaux, l'adoption de l'une ou l'autre des deux solutions extrêmes ; par suite, le choix, pour les législateurs, était donc limité entre l'assimilation tempérée par des dérogations et l'au-

tonomie douanière, sous le contrôle de la Métropole, avec un traitement différentiel pour ses importations (1).

Enfin, il y a lieu de signaler que, devant de près de vingt ans la campagne de Lord Beaverbrook en faveur du libre échange impérial (« Empire Free Trade »), une des directives de ce projet prévoyait que la France, dans un avenir prochain comme d'ailleurs toute autre puissance colonisatrice, serait contrainte d'envisager, du fait de la concurrence mondiale intense des Etats, une étroite fédération économique entre elle et ses Colonies ; cet argument devait décider de la condamnation sans appel de l'autonomie.

Le projet élaboré par M. Lebrun, Ministre des Colonies, maintenait la dualité des régimes douaniers coloniaux, mais déclassait le Gabon et la Nouvelle-Calédonie du groupe des colonies assimilées ; toutefois l'Indochine notamment, comme un certain nombre d'autres possessions pour lesquelles l'autonomie douanière avait été revendiquée, n'obtenait pas satisfaction.

Quant au régime douanier proposé, les dispositions principales du projet étaient les suivantes :

Les produits étrangers importés dans les colonies assimilées étaient soumis, comme auparavant, aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France, sauf pour ceux des pays qui seraient l'objet d'une tarification spéciale en vertu de règlements d'administration publique. Des tarifications spéciales pourraient désormais être proposées par les Gouverneurs, les Conseils généraux, Conseils de Gouvernement ou d'Administration ; il devait être statué dans

(1) *Journal Officiel*. Documents parlementaires. Chambre, 2^e séance du 12 Décembre 1912. Annexe 2366.

le délai d'un an sur la suite à donner à ces propositions par décret d'administration publique. Pour les Colonies du second groupe, le projet maintenait l'établissement de tarifs spéciaux sur les produits étrangers entrant sur le territoire de ces possessions ; pour bénéficier des faveurs à eux concédées, les produits coloniaux devaient, comme par le passé, justifier de l'importation en droiture et produire les justifications réglementaires ; toutefois, le projet accorde à cet égard des facilités plus grandes que la législation en vigueur (2).

SECTION II

PENDANT LA GUERRE

LA COMMISSION JEAN MOREL

Au cours de la guerre, une évolution favorable à l'établissement d'un tarif spécial devait se manifester, le Gouvernement métropolitain ayant enfin compris que le simple jeu des dérogations prévues par la loi de 1892, ne permettait pas de satisfaire aux nécessités économiques et diplomatiques de notre grande Colonie.

Par un arrêté du Ministre des Colonies, en date du 25 septembre 1916, une commission ayant à sa tête M. Jean Morel, Président de la Commission des Douanes du Sénat, fut chargée « d'étudier les modifications à apporter au tarif douanier indochinois ».

Cette commission devait tenir huit séances du mois de Septembre 1916 au mois d'Octobre 1918, au cours desquelles s'étant ralliée à la thèse de l'institution d'un tarif douanier personnel à l'Indochine, pria le Gouverneur Génér-

(2) Maurice Caullery. La Réforme du régime douanier colonial, page 27.

ral de la Colonie, de se préoccuper de l'établissement d'un tableau des droits, établi en fonction de son économie.

L'Administration des Douanes et Régies, dont le Directeur était M. Kircher, fut saisie de la question et élabora un tarif personnel indochinois, qui, soumis aux Corps élus de la Colonie, obtint leur assentiment. Ce projet fut alors transmis avec avis favorable du Gouverneur Général alors M. Albert Sarraut au Département des Colonies.

Le double tarif était maintenu, mais la nomenclature édictée par la loi de 1892 et les lois postérieures, quoique prise pour guide, fut l'objet de deux opérations diamétralement opposées; d'un côté, suppression des spécialisations sans intérêt pour la Colonie, par contre les catégories étaient remaniées et adaptées aux besoins locaux.

Le problème de la quotité des droits était plus ardu, il fallait concilier le côté fiscal avec les nécessités de protection de l'industrie locale, sans pour cela négliger les intérêts légitimes de la Métropole. Heureusement résolu, le coût de la vie ne devait en être que très modérément affecté par les taux proposés.

La Commission fut saisie du projet, mais n'eut pas le temps de se prononcer, car l'éventualité, par la Métropole, d'une révision générale des tarifs douaniers, l'incita à interrompre ses travaux.

De tous ces efforts, il subsistait ce fait, dont il faudrait parfois se souvenir, que l'Indochine est parfaitement capable d'établir avec toute la compétence désirable, un plan d'ensemble tarifaire,

SECTION III

APRÈS LA GUERRE

§ I. *Le projet de loi Albert Sarraut de 1921*

La guerre, par le problème angoissant du ravitaillement en matières premières nécessaires à la défense nationale, donna une acuité nouvelle à la question de la mise en valeur de notre domaine colonial.

Avant la fin même des hostilités, par décret du 6 Février 1918, une Commission était instituée au Ministère des Colonies, avec mandat d'étudier les problèmes coloniaux soulevés par le conflit mondial.

Le régime douanier colonial, aux conceptions surannées d'assujettissement des possessions à la mère patrie, fut retenu par le rapport de cette Commission, comme une des entraves les plus manifestes au développement du trafic impérial.

Les travaux de cette Commission aboutirent au dépôt d'un projet de loi, présenté à la Chambre des Députés le 12 Avril 1921, par M. Albert Sarraut alors Ministre des Colonies, et qui fixait les principes d'un programme complet de politique économique coloniale.

M. Sarraut avait admirablement compris qu'il ne pouvait s'agir, pour développer notre production coloniale, d'employer le moyen artificiel qui consisterait à établir en faveur de nos possessions une protection basée sur une élévation de nos tarifs douaniers. Il voyait dans l'application d'un système de cette nature, à la fois un danger de coûteuses représailles et un péril grave pour l'approvisionnement normal de l'industrie métropolitaine.

Aussi M. Saurraut édifiait-il un vaste programme comportant un échelonnement rationnel des efforts à accomplir :

En premier lieu, création des voies d'accès nécessaires vers les centres de production et construction des lignes de chemins de fer indispensables à la liaison de ces centres avec les ports d'embarquement ;

Ensuite, développement et équipement de ces ports en vue d'un grand trafic.

Puis augmentation de la productivité des régions les plus intéressantes, extension des mises en culture, exploitation des richesses du sol et du sous-sol, travaux d'irrigation et d'assainissement, etc..

Ce programme exigeait quinze ans ; mais, en substituant l'ordre au désordre et la méthode à l'artifice, il devait conduire, en quelque sorte nécessairement, aux résultats les plus heureux.

Les embarras financiers de l'après-guerre ont imposé, jusqu'à ce jour, la mise en sommeil de ce projet.

§ 2. *L'enquête de 1925*

et le rapport au Conseil supérieur des colonies

Par une circulaire du 18 Mars 1925, le Ministre des Colonies invita les administrations coloniales à répondre au questionnaire suivant :

1° Y a-t-il lieu de maintenir la distinction entre les Colonies assimilées et les Colonies non assimilées au tableau E ?

2° Le régime d'inter-échange entre les Colonies et la Métropole doit-il continuer à être basé sur l'application de détaxes réciproques ?

3° Quel régime devrait être appliqué aux produits coloniaux à l'entrée en France au cas où le régime de l'autonomie douanière serait étendu à d'autres colonies ? Faites procéder également à une étude du régime des échanges intercoloniaux.

Le rapport présenté à la suite de cette enquête, au Conseil supérieur des Colonies, par la Direction des Affaires économiques du Ministère des Colonies, prétendait que l'opinion de l'Indochine était favorable au maintien du régime actuel avec amélioration du système des dérogations; c'était là une affirmation quelque peu risquée si l'on faisait état des vœux maintes fois exprimés par les Assemblées indochinoises.

Le rapport indiquait, il faut le reconnaître, que les avis des Chambres de Commerce et d'Agriculture, ainsi que ceux du Conseil général de la Cochinchine et du Conseil supérieur de l'Indochine n'étaient pas parvenus au Ministère.

Ce n'était donc que l'avis du Gouverneur qui était exprimé, mais il y a lieu de remarquer en outre qu'au moment où le rapport avait été rédigé, Monsieur le Gouverneur Général Varenne prenait seulement possession de son poste et exprimait à ce sujet une simple opinion personnelle, qu'il se défendait d'appuyer sur la connaissance des questions indochinoises qu'il déclarait au contraire, complètement ignorer.

Les conclusions de l'étude faite par Monsieur Varenne étaient résumées, comme suit, audit rapport :

1° Bien qu'acceptant de demeurer sous le régime de l'assimilation, l'Indochine désire obtenir le perfectionnement du système des dérogations résultant des lois de 1892 et de 1910.

Les principes suivants devront être inscrits dans la loi qui fixera le statut douanier colonial :

a) Les tarifs métropolitains sont applicables *ipso facto* à l'entrée et à la sortie des colonies assimilées.

b) La Colonie doit, dans les quatre mois suivant la réception du Journal Officiel, assurer la promulgation intégrale des textes du tarif ou présenter au Ministre des Colonies une demande de tarif spécial en deux colonnes pour la totalité ou une partie des articles repris à ce tarif. Cette demande suspend l'obligation de promulgation jusqu'à l'arrivée de la décision du Gouvernement.

c) A toute époque, la Colonie a le droit de présenter une demande de tarif spécial en deux colonnes pour tout article repris nommément ou non au tarif métropolitain. Le Gouvernement doit statuer par acceptation ou rejet dans les six mois qui suivent la réception des dossiers.

d) Le tarif spécial se substituant au tarif métropolitain, est institué par décret en Conseil d'Etat.

e) Les conventions commerciales entre la Métropole et les pays étrangers ne peuvent être rendues applicables aux Colonies assimilées que par actes séparés et seulement après consultation de ces dernières.

2° A l'exception des poivres, les échanges entre la Métropole et l'Indochine doivent être basés sur l'exemption totale et réciproque des droits de douane. Si l'autonomie douanière était étendue à l'Indochine, la Colonie continuerait à exempter des droits de douane la généralité des marchandises françaises. Voulant réserver une place privilégiée à l'agriculture, à l'industrie et au commerce de la Métropole, elle demande l'application d'un traitement réciproque. Les transactions France-Indochine ont pris une telle extension que la rupture de l'Union douanière provoquerait

une crise ruineuse pour de nombreuses industries françaises et un malaise appréciable pour certaines exportations indochinoises.

3° Les échanges intercoloniaux (y compris Algérie, Tunisie, Maroc) doivent bénéficier de tarifs préférentiels allant de la moitié du tarif minimum à la franchise complète. Chaque Colonie doit cependant pouvoir protéger la production ou la fabrication locale indispensable à la vie économique contre l'envahissement des marchandises produites ou fabriquées à meilleur compte dans une autre possession. Des décrets en Conseil d'Etat fixeraient les tarifs.

4° Les marchandises étrangères nationalisées dans la Métropole ou dans la colonie doivent être admises en franchise dans les autres pays de l'Union douanière, si le tarif au lieu de destination est inférieur ou égal au tarif du lieu du départ. La différence seule doit être acquittée si le tarif au lieu de destination est supérieur.

A la fin du rapport général, le Département proposait quatre solutions au problème posé de la revision douanière :

A. Le maintien du régime actuel, système seulement à signaler mais sur lequel il n'y a pas lieu d'insister, ayant contre lui l'hostilité unanime des milieux coloniaux ;

B. Le maintien du régime actuel, mais avec de notables amendements consistant dans :

1°) la désassimilation immédiate du Gabon et de la Nouvelle Calédonie ;

2°) l'établissement d'une réglementation douanière particulière aux colonies assimilées ;

3°) l'établissement de conventions commerciales relatives aux Colonies, distinctes des conventions qui règlent les

relations commerciales extérieures de la Métropole, après consultation des Colonies en cause.

4°) enfin la fixation d'un délai, selon la proposition de M. Angoulvant, pour l'intervention des décrets d'exception des Colonies assimilées (1).

C. La concession à toutes les Colonies de la personnalité douanière avec détermination de leurs tarifs, par décret en Conseil d'Etat après avis des Conseils généraux et d'administration des Colonies.

D. En dernier lieu, comme formule de conciliation, l'établissement par le Parlement des tarifs des Colonies actuellement assimilées.

Le rapport précité envisageait que dans cette hypothèse, la construction du nouveau régime douanier des Colonies assimilées pourrait s'inspirer des considérations ci-après :

« Les tarifs et la nomenclature adoptés seraient sensiblement les mêmes que ceux de la Métropole. La nomenclature pourrait toutefois être simplifiée. Des modifications seraient apportées au tarif métropolitain, soit pour faciliter l'octroi du tarif minimum à certains pays étrangers, dans le sens d'un relèvement des droits, soit dans le sens opposé, pour faciliter le ravitaillement des populations locales et la mise en valeur de notre domaine colonial.

« Cette réforme, qui rendrait au Parlement ses droits souverains en matière de tarification douanière, serait complétée par une disposition qui ne manquerait pas d'avoir d'heureuses répercussions, d'une part, sur les rapports commerciaux entre la France et ses colonies et, d'autre part, sur le régime fiscal des possessions françaises :

(1) Voir proposition de loi de M. Angoulvant (N° 1993 déposé le 9 Octobre 1925).

— 1° « Les droits de sortie sur les produits coloniaux destinés à la Métropole seraient supprimés (une taxe ne pouvant dépasser 3 % de la valeur des produits exportés pourrait toutefois être perçue).

2° « Les taxes d'importation et d'exportation, dont le taux est inférieur à 3 % de la valeur des produits, cesseraient d'être soumises à la législation douanière. Considérées comme de simples taxes fiscales, elles seraient régies par la réglementation en vigueur en cette matière (décrets d'approbation par le Conseil d'Etat dans les délais prévus par le décret du 31 décembre 1912). Pourraient être également soumises à ce régime, les taxes à l'importation portant sur des articles passibles dans la Métropole de la taxe sur les objets de luxe et dont les tarifs n'excéderaient pas 10 % *ad valorem* » (1).

Il est infiniment probable que la Commission des Douanes de la Chambre, lors des discussions qui ont précédé le vote de la loi du 13 Avril 1928, a été influencée par ces dernières suggestions lorsqu'elle insista pour obtenir la restitution au Parlement, du droit de regard sur le régime douanier colonial, auquel il avait renoncé en 1892.

Quant aux réformes préconisées dans les deux derniers paragraphes, l'Indochine ne peut que se féliciter qu'elles soient restées jusqu'à ce jour dans le domaine de l'expectative, car leur adoption aurait bouleversé son système fiscal, qui repose en partie sur les droits de douane à la sortie et la taxe générale intérieure 2 % *ad valorem*.

(1) Résultats de l'enquête prescrite par la Circulaire ministérielle du 18 Mars 1925, page 86.

§ 3. *Les Congrès Coloniaux de Strasbourg (1924)
et Marseille (1925)*

La paix une fois signée, et la France en voie de reconstitution économique, la campagne des Congrès coloniaux ne devait pas tarder à reprendre. Il importait de poursuivre les travaux momentanément abandonnés, afin d'attirer à nouveau l'attention des pouvoirs publics sur les problèmes douaniers, dont les Colonies attendaient anxieusement la solution.

En 1924, le *Congrès Colonial de Strasbourg* organisé par l'Institut Colonial français, terminait ses travaux en formulant les vœux suivants :

2) « Que des études soient entreprises en collaboration par les pouvoirs publics et tous les groupements intéressés, en vue d'une refonte complète du régime douanier de nos colonies, tendant, dans la mesure du possible, à réaliser une véritable union douanière entre la Métropole et ses possessions, tout en dotant celles-ci d'une personnalité douanière permettant de tenir compte avec toute la souplesse désirable de leurs besoins propres et de leur évolution.

3) Qu'aucune négociation internationale d'ordre commercial ne soit poursuivie sans la collaboration des milieux coloniaux et qu'aucun projet d'accord ne soit élaboré avec un pays quelconque sans que ses répercussions sur notre trafic colonial ne soient sérieusement envisagées, pour éviter de porter atteinte à des intérêts essentiels, comme menace de le faire le projet de convention entre la France et le Japon qui émeut vivement les milieux industriels de l'Est ».

Le problème rebondit avec vigueur en 1925, sous l'impulsion de l'Institut Colonial de Marseille, qui organisa

dans cette ville, du 29 Juin au 1^{er} Juillet, le *Congrès du Régime Douanier Colonial* appelé, sous la présidence de M. Artaud, à étudier en détail la refonte de notre organisation douanière coloniale.

Le rapport de la section de l'Indochine, confié à M. Sambuc, bâtonnier honoraire près la Cour d'appel de Saïgon, constitue un document hors de pair tant par un exposé impartial des imperfections du système de l'assimilation que par la synthèse des aspirations de la colonie en matière douanière, concrétisées quant à cette dernière partie, par les vœux adoptés à la fin du Congrès.

La valeur des arguments de ce réquisitoire, dressé à la veille de la loi du 13 avril 1928, contre le système en vigueur, nous impose de nous y arrêter longuement, afin de nous permettre de retenir les apaisements que cette loi devait plus tard s'efforcer d'y apporter.

Monsieur Sambuc a retenu sept chefs d'accusation contre le régime de l'assimilation instauré en Indochine par la loi de douane de 1892.

1) *Les tarifs douaniers établis par et pour la Métropole ne sauraient nécessairement convenir à une colonie lointaine soumise à des conditions géographiques et économiques profondément différentes.*

Lors des discussions qui ont abouti à la loi de douane de 1892, assure Monsieur Sambuc, ni dans celles consacrées à la révision de 1910, on ne trouve la moindre trace d'une préoccupation quelconque de l'incidence au point de vue colonial, des tarifs établis ou révisés par et pour la métropole.

Il en résulte que le même droit de douane, dont le but essentiel est de protection, se trouve appelé à remplir en France et en Indochine, deux rôles essentiellement différents.

Dans la Métropole, il doit compenser la différence entre les prix de revient, en France, du produit français, et frais de transport compris du produit similaire étranger.

Mais en Indochine, le problème est tout autre, il doit viser à rétablir l'équilibre entre le prix de revient dans la colonie, du produit métropolitain et le prix de revient dans la colonie également, frais de transport compris, du produit similaire étranger.

Or, les conditions de la production qui influent sur le prix de revient : coût de la matière première, taux des salaires, durée de la journée de travail, intérêt du capital, amortissement de l'outillage, charges fiscales et sociales, présentent les plus grandes différences entre les pays d'Occident voisins de la France et dans les pays d'Extrême-Orient, limitrophes de l'Indochine.

Ainsi éclate le vice fondamental du principe de l'assimilation douanière de l'Indochine à la Métropole.

Enfin, il faut tenir compte également, au dire de l'éminent rapporteur pour juger l'inconséquence du système, que la distance entre la France et sa colonie est de 15.000 kilomètres, alors que l'Indochine se trouve à proximité de la Chine, du Siam, du Japon, des Indes anglaises et Néerlandaises, d'où désavantage de celle-ci, par rapport à ceux-là pour le taux du fret.

Si l'on ajoute que ces derniers pays sont peuplés de race asiatique comme l'Indochine elle-même, que depuis des temps immémoriaux des relations commerciales existent entre eux, l'on ne peut s'étonner que même à l'heure actuelle, malgré trente ans d'assimilation, notre colonie dépende encore économiquement de ses voisins d'Extrême-Orient, ainsi qu'il est démontré par les statistiques ci-après des importations étrangères pour l'année 1923.

*Principales importations en provenance de l'étranger
en 1923
(en milliers de francs)*

<i>Pays soumis au tarif général</i>		<i>Pays bénéficiant du tarif minimum</i>	
Hong-Kong	227.400		
Chine	82.300	Angleterre	13.100
Singapore	34.000	Suisse	8.600
Indes Anglaises ..	70.500	Belgique	6.469
Indes Néerlandaises	41.700	Italie	2.800
Japon	9.700	Pays-Bas	4.900
Philippines	473		
Total : 466.073		Total : 35.869	

Ce tableau révèle, en outre, que par une étrange contradiction, dont l'Indochine a grandement souffert, notre possession se voit contrainte sauf exceptions limitées, concernant certains produits spécialement tarifés, d'appliquer le tarif général à ses meilleurs et plus proches clients

Là encore, nous retrouvons une des conséquences du principe de l'assimilation, qui impose l'extension à ses Colonies des accords commerciaux conclus par la Métropole au regard de son propre territoire.

2) *Le régime de l'assimilation a eu pour effet de priver l'Indochine des recettes douanières qui lui seraient nécessaires.*

Le régime douanier métropolitain imposé à l'Indochine par la loi de 1892, continue Monsieur Sambuc, devait nécessairement affaiblir les recettes douanières de la Colonie, puisque si les marchandises françaises entrent en fran-

chise, les produits d'origine étrangère, les seuls frappés par les droits, n'entrent qu'en faible quantité.

Comme conséquence, les prévisions du budget général pour l'exercice 1925, sur un total de 76.000.000 de piastres de recettes, escomptent que le produit des douanes y figurera pour 11.934.000 piastres seulement (non d'ailleurs atteint) (1).

Or, il faut à l'Indochine, insiste M. Sambuc, des recettes douanières importantes pour assurer l'équilibre du budget général, dont la progression plus que naturelle dans un pays neuf, est imposée par le financement des grands travaux de toute nature, que l'économie du pays réclame impérieusement: chemins de fer de pénétration ou de liaison, travaux d'irrigation ou de drainage, digues contre les inondations.

De même, si l'on se décide enfin à contracter des emprunts pour devancer l'ère de réalisation de ces travaux, il faudra bien songer à réclamer le service des intérêts et la charge de l'amortissement, à un accroissement des recettes douanières.

Ce sera d'ailleurs la même solution qui s'imposera, lorsque l'Indochine sera contrainte, pour satisfaire aux obligations des Conventions internationales, d'abandonner le monopole de l'opium, qui constitue un neuvième des recettes actuelles de son budget.

« Les importateurs de produits métropolitains, conclut

(1) Monsieur Sambuc aurait pu ajouter qu'en 1899, les recettes douanières s'élevaient à 7.362.616 piastres, soit une faible augmentation de 60 %, tandis que dans le même délai le produit des impôts indirects augmentait de 327 % et passait de 10.897.710 piastres en 1899 à 45.074.590 piastres en 1925.

M. Sambuc, ont intérêt à favoriser, fût-ce au prix de quelques concessions, les recettes douanières de l'Indochine, et par là même le développement général de la Colonie.

« Ils en seront largement récompensés dans l'avenir, la puissance d'achat de la Colonie devant nécessairement augmenter au fur et à mesure de son développement économique et de son enrichissement. Seules les colonies prospères constituent pour la métropole des débouchés fructueux ».

3) *Le régime de l'assimilation a eu pour effet d'augmenter dans la Colonie le coût de la vie.*

Alors que l'élément indigène de la population indochinoise, c'est-à-dire plus de 20 millions d'habitants, explique M. Sambuc, pourrait se ravitailler à bon compte chez les Etats voisins du Pacifique, en produits de première nécessité, dont leur territoire est déficitaire, l'assimilation les contraint à demander ces marchandises, mais au prix fort, à la France.

Une conséquence inéluctable a été une hausse des salaires, qui ne pouvait que se répercuter sur le coût de la vie.

Si, il est hors de discussion que l'Indochine, comme d'ailleurs toutes les colonies, doivent constituer des débouchés assurés à l'industrie métropolitaine, il ne s'ensuit pas que l'indigène ait à souffrir des conséquences d'un protectionnisme sans limite, accordé aux produits français.

Fort de la protection douanière, le commerce métropolitain ne doit pas, comme il serait tenté de le faire, négliger les autres éléments de combat pour lutter contre la concurrence étrangère.

La réduction du prix de revient par la compression des frais généraux, le perfectionnement de l'outillage, les facilités de paiement et surtout l'adaptation de la production métropolitaine aux usages et aux goûts des indigènes,

assureront avec force la prééminence de notre pavillon sur le marché indochinois.

Il ne faut pas oublier, continue M. Sambuc, qu'au Maroc (zone française de l'Empire Chérifien) où l'acte d'Algésiras a posé le principe de l'égalité économique entre tous les États et où par suite les industries françaises et étrangères luttent avec les mêmes armes, les importations de France et d'Algérie ont atteint en 1923, le 78,47 % des importations totales.

4) *Le régime de l'assimilation ne permet pas à l'Indochine d'organiser utilement la protection due à ses industries locales.*

M. Sambuc rappelle que, grâce à la protection résultant de la loi de 1892, l'Indochine a vu s'implanter plusieurs industries locales, dont quelques usines se sont consacrées à la fabrication de produits dits « chinois » destinés à la population asiatique, indigène ou immigrée.

La richesse de l'Indochine en matières premières, l'abondance prochaine d'une main-d'œuvre peu chère, sont deux éléments qui doivent lui permettre d'aborder dans un avenir très rapproché la grosse industrie, à l'instar des Indes Anglaises et du Japon.

Parvenu à ce stade de développement économique, notre grande colonie asiatique, utilisée sur la route d'Extrême-Orient comme « relais » par la France, permettra à celle-ci de se trouver à pied-d'œuvre des marchés du Pacifique.

Or, si tous les économistes reconnaissent la nécessité d'une protection douanière adéquate à la naissance d'un mouvement industriel, il ne semble pas, que le régime de l'assimilation conçu en vue des seuls intérêts métropolitains, puisse assurer cette défense.

M. Sambuc conclut en demandant que des tarifs particuliers à la colonie soient élaborés dans ce but.

5) *Le régime de l'assimilation entrave le développement économique de l'Indochine en empêchant celle-ci de s'approvisionner en quantité suffisante dans les pays d'Extrême-Orient auxquels elle doit nécessairement vendre les excédents de sa production que la Métropole ne peut pas absorber.*

« En 1923, dit M. Sambuc, les exportations locales de l'Indochine se sont élevées, en chiffres ronds, à 1 milliard 155 millions de francs, sur lesquels 227 millions seulement ont été dirigés sur la France et les colonies françaises. Le surplus, soit 928 millions, a été absorbé par l'étranger. Sur ces 928 millions d'exportations vers l'étranger, les pays d'Extrême-Orient voisins de l'Indochine lui en ont pris pour 848 millions, savoir : Hong-Kong pour 511 millions, la Chine pour 129 millions, Singapore pour 97 millions, le Japon pour 40 millions, les Philippines pour 37 millions, les Indes Néerlandaises pour 15 millions, le Siam pour 13 millions, les Indes Anglaises pour 4 millions, les autres pays l'Extrême-Orient pour 2 millions ».

6) *Le régime de l'assimilation combiné avec le système des dérogations présente de graves inconvénients d'ordre pratique.*

La nomenclature du tarif métropolitain, remarque M. Sambuc, comprend un grand nombre d'articles que l'Indochine n'achète pas et d'autre part oublie de mentionner de nombreux produits ignorés en France, mais d'une importation courante dans notre possession asiatique (tissus de ramie venant de Chine, résines spéciales, huile à laquer).

La suppression des positions inutiles et l'inscription de nouvelles correspondant aux besoins locaux sont deux réfor-

mes à retenir lors de l'élaboration d'un tarif spécial indochinois ; car vraiment appliquer aux produits non dénommés le droit qui frappe l'article le plus analogue, est une solution de paresse, que l'on doit rejeter comme constituant un système permanent.

Enfin, comme si ces difficultés n'étaient déjà pas suffisantes, ajoute M. Sambuc, les promulgations partielles en Indochine du décret du 28 Mars 1921 ayant relevé les droits du tarif général et de celui du 28 Juin 1921 portant révision des coefficients de majoration des droits de douane, ont compliqué à l'extrême le travail des vérificateurs et des importateurs.

Chaque article leur impose trois ordres de recherches : tout d'abord, détermination de sa reprise, soit au tarif spécial, soit au tarif métropolitain ; dans la seconde hypothèse, l'article en question a-t-il été visé par un texte comportant relèvement des droits ou application des coefficients de majoration ; en dernier lieu, dans l'affirmative, recherche du produit dans la partie des décrets promulgués.

M. Sambuc en déduit « que de telles difficultés parfois inextricables, même pour les Agents des Douanes, n'existeraient pas, si l'Indochine possédait son tarif particulier ».

7) *Le système des dérogations, même amélioré, serait insuffisant pour remédier aux inconvénients résultant du régime de l'assimilation.*

M. Sambuc ne considère pas comme fondée la prétention des théoriciens de l'assimilation, lorsqu'ils soutiennent que le mécanisme des dérogations permettra de pallier les défauts du système.

Il leur objecte avec raison que les tarifications spéciales ne portent que sur un nombre très restreint de positions, que leur obtention exige l'adhésion des trois Dépar-

tements des Colonies, des Finances et du Commerce, enfin qu'il est presque de tradition de laisser les demandes de dérogations sans réponse, aucun délai n'étant imparti, soit aux Ministères intéressés, soit au Conseil d'Etat pour statuer sur leur sort.

La section de l'Indochine concluait ses travaux en demandant que le régime douanier rationnel de la Colonie comportât, à son avis, les dispositions suivantes :

1° Octroi le plus rapide possible de la personnalité douanière par la mise à l'étude par le Parlement des actes fixant le régime douanier des colonies et pays de protectorat prévus par l'article 7 de la loi du 29 Mars 1910.

2° Maintien de la réglementation en vigueur en ce qui concerne le trafic franco-indochinois, mais avec désormais pour les marchandises étrangères réimportées d'Indochine, admission en franchise dans la Métropole jusqu'à concurrence du montant des droits payés par elles dans la Colonie.

3° Maintien de la législation existante pour les relations intercoloniales sous réserve de la réciprocité de taxation, lorsqu'une Colonie ou Pays de Protectorat aurait obtenu du Ministre des Colonies, le droit de frapper de taxes douanières certains produits indochinois.

4° Etablissement des tarifs, de l'assiette et des règles de perception des droits de douane à l'importation des marchandises étrangères en Indochine, par décret en forme de règlement d'administration publique, rendu sur le rapport du Ministre des Colonies, du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances, après avis du Conseil de Gouvernement de la Colonie; toutefois faculté serait accordée au Gouvernement Général de l'Indochine, après consultation des Chambres de Commerce et d'Agriculture et délibération du Conseil de Gouvernement, de formuler sur les modalités des

dits droits de douane (tarif, assiette, règles de perception) des propositions à soumettre obligatoirement, après instruction, dans un délai de six mois à compter de leur date au Conseil d'Etat, qui devrait statuer dans les trois mois.

Mais qu'en attendant la réalisation de ces réformes, l'article 4 de la loi du 11 Janvier 1892 soit amendé comme suit :

a) que les demandes d'exception au tarif de la Métropole présentées par le Conseil de Gouvernement, soient obligatoirement soumises dans les six mois au Conseil d'Etat, lequel devra, dans les trois mois qui suivront, statuer sur leur acceptation ou leur rejet.

b) que les lois modificatrices du tarif métropolitain ne soient promulguées en Indochine que six mois après leur notification officielle et que ce délai soit mis à profit par le Gouvernement Général, pour demander, après consultation des Chambres de Commerce et d'Agriculture et délibération du Conseil de Gouvernement, une dérogation audit tarif, sur lesquelles il serait statué dans les formes et délais ci-dessus.

c) enfin, qu'en cas d'urgence, après consultation des mêmes Assemblées locales et délibération du Conseil de Gouvernement ou de sa Commission permanente, le Gouverneur Général de la Colonie arrête l'exécution immédiate des lois modifiant le tarif métropolitain.

5° Maintien des droits de transit, mais avec faculté au Gouverneur Général, sous réserve de l'approbation du Ministre des Colonies, de légiférer en la matière, par arrêté pris en Conseil de Gouvernement, les Chambres de Commerce et d'Agriculture entendues ; au cas de silence du Ministre pendant un délai de six mois de leur date, ces arrêtés acquerront force de loi.

6° Modification des règles relatives au transport en droiture par la concession de la faculté de transbordement dans les ports étrangers pour les marchandises de toute origine et de toute provenance embarquées sous connaissance direct et avec certificat d'origine, et que dans l'hypothèse de défaut de connaissance direct, il y soit suppléé par un certificat du Consul de France du port de transbordement identifiant la marchandise et les conditions de l'opération, effectuée de bord à bord et sans toucher terre.

7° Application à l'Indochine, des conventions commerciales conclues par la France avec des pays étrangers, sous réserve de consultation préalable de la colonie et admission des représentants autorisés de cette dernière aux négociations engagées en vue de la conclusion des conventions complémentaires, imposées par les exigences du commerce extérieur de l'Indochine.

8° Enfin en ce qui concernerait les relations commerciales de l'Indochine avec le Japon, il y avait lieu de prévoir les directives ci-après :

a) Participation de l'Indochine aux pourparlers préliminaires de l'accord spécial à intervenir entre la France et le Japon, pour en assurer le règlement;

b) Consultation des Chambres de Commerce de la Métropole ainsi que des Chambres de Commerce et d'Agriculture indochinoises sur la quotité des droits à appliquer aux marchandises japonaises, aptes à concurrencer en Indochine, soit des articles similaires d'origine française, soit des matières premières indigènes ou des objets manufacturés, produits dans la colonie.

c) Sur les concessions tarifaires pouvant être éventuellement concédées au Japon, touchant les marchandises ci-dessus visées, qu'elles consistent toujours dans un pourcen-

tage de l'écart existant entre les droits du tarif général et ceux du tarif minimum, afin que dans l'hypothèse d'une modification ultérieure par la France, de ses tarifs à l'importation, la situation du Japon demeure sans changement vis-à-vis de ses concurrents étrangers.

Deux seules voix se sont élevées au Congrès contre cet exposé, celle du Délégué Général de l'Industrie textile cotonnière, M. de la Beaumelle et celle de M. Angoulvant, Député de l'Inde.

« J'ai cherché, a dit M. de la Beaumelle, sans la trouver, dans les statistiques indochinoises, une preuve de l'appauvrissement qui aurait entraîné pour la Colonie, l'application du tarif métropolitain, je vois que de 1900 à 1923, le chiffre d'affaires de la colonie n'a augmenté que de 775 %. C'est là un chiffre impressionnant, même en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie.

« D'autre part, si j'aborde la question plus spéciale des exportations françaises de tissus de coton, je vois, que de 1910 à 1913, pendant quatre années, et avec une progression soutenue, année par année, nous passons de 4.280 tonnes à 8.704 tonnes. Le double exactement, augmentation de cent pour cent en quatre années.

« Pendant la guerre, grande baisse de nos exportations, étant donné que l'industrie cotonnière française a été victime de l'invasion en grande partie et que le reste a travaillé pour la défense nationale. C'est ce qui explique qu'en 1920, le chiffre retombe à 739 tonnes, mais il est remonté à 5.500 tonnes en 1923 et nous espérons que le chiffre de 1913 sera maintenant rattrapé. Une progression aussi accentuée montre de façon indiscutable qu'il ne peut être question d'appauvrissement de la clientèle indigène.

« J'ajoute un détail qui confirme encore ce que je
« viens de dire. Ceux de nos industriels qui vendent en
« Indochine constatent qu'on leur demande pour la clien-
« tèle indigène, non pas des articles bon marché, mais bien
« des articles relativement chers. On leur demande des
« articles fabriqués avec des fils fins, qui représentent
« même mieux que la moyenne de ce qui est vendu en
« France. Sur ce point, il ne peut pas être question d'ap-
« pauvrissement de la population ».

Il est à remarquer que ces statistiques n'infirmen-
t rien de celles de M. Sambuc. Malgré qu'en 1923 l'exporta-
tion de l'Indochine ait été deux fois plus importante qu'en
1913, compte tenu de la dépréciation du franc, il n'a pas
été enregistré une importation double de fils et tissus, soit
français, soit étrangers. En effet, si pour une quantité moi-
ndre de fils et tissus français importés en 1923, la valeur
de ces tissus passe de 32.000.000 de francs en 1909 à
53.000.000 de francs or en 1923 (le dollar étant compté à
17 francs), la valeur des importations de tissus étrangers
est restée stationnaire (31 millions 374.000 francs en 1909
pour 30.523.000 or en 1923) (1).

M. Angoulvant était persuadé que la demande de révi-
sion du régime douanier colonial risquait d'indisposer
à l'extrême le Parlement, qui verrait dans cette requête
une tentative de diminution de ses attributions; il estimait
d'autre part, que sous la pression des industriels métropo-
litains, dont le protectionnisme est facilement inquiet, les

(1) Bulletin du Congrès permanent du Régime Colonial n° 2 Février
1926.

Rapport de M. Emile Baillaud : L'enquête du Ministère des Colonies
et les conclusions du Congrès de Marseille, page 18.

Assemblées législatives seraient unanimes à repousser toutes améliorations au régime actuel.

Dans ces conditions, le Député de l'Inde recommandait à l'attention du Congrès Colonial, comme devant permettre l'économie d'une réforme totale du régime douanier colonial, la proposition de loi, dont il était l'auteur et qui tendait à créer la double obligation, d'abord pour le Gouvernement de saisir le Conseil d'Etat des demandes de dérogation qui lui seraient adressées par les colonies dans le délai de six mois, et ensuite pour celui-ci, de se prononcer dans un délai de trois mois.

§ 4. *Opinions formulées*
par les Chambres de Commerce indochinoises

Le point de vue soutenu par l'éminent rapporteur de la Section de l'Indochine, représentait aussi fidèlement que possible, l'opinion exprimée par les Assemblées commerciales indochinoises, depuis plus de vingt ans et dont, on s'en souvient, le rapport du Département au Conseil Supérieur des Colonies, lors de l'enquête de 1925, n'avait pu tenir compte, en raison de l'arrivée tardive de leurs réponses au questionnaire ministériel.

Pourtant, leurs sentiments étaient bien connus, car ces Assemblées n'avaient jamais cessé de renouveler leurs vœux en faveur de l'établissement d'un tarif spécial indochinois, en les appuyant des rapports les plus circonstanciés.

Le Congrès de Marseille devait leur permettre à nouveau de formuler leurs revendications.

Chambre de Commerce de Saïgon. — La Chambre de Commerce de Saïgon estime que l'heure est venue d'accor-

der aux colonies françaises leur autonomie douanière : les conditions économiques de chacune d'elles se différenciant de celles de la Métropole, il importe que le tarif douanier soit adapté à leurs besoins personnels.

« C'est une anomalie flagrante, fait-elle remarquer, d'avoir un tarif douanier qui est celui de la France et les quelques modifications qui ont pu y être apportées sont loin de l'adapter comme il convient aux besoins du pays ».

Chambre de Commerce d'Hanoï. — La Chambre de Commerce d'Hanoï espère que « cette fois la voix des colonies se fera mieux entendre et que les législateurs voudront bien apporter une oreille attentive aux desiderata exprimés, desiderata qui tendent à obtenir que chaque colonie ait un régime douanier parfaitement conforme à ses intérêts et à ceux de la Métropole, dont l'octroi marquerait une recrudescence dans le développement économique des colonies ».

Chambre d'Agriculture du Tonkin et du Nord-Annam. — Les Membres de cette Chambre, quoique ne voulant envisager que ce qui, dans le régime douanier, intéresse spécialement l'agriculture, constatent, comme étant au-dessus de toute discussion, l'accord unanime des milieux indochinois à proclamer « l'avantage qu'il y aurait pour la colonie à régler elle-même des questions douanières qui l'intéressent directement, dans les conditions et sous les réserves formulées par le Congrès de l'Exposition de Marseille de 1906 ».

Cette Chambre demande, craignant un retour au régime antérieur à la loi du 5 Août 1913 ; que les produits agricoles exportés en France par l'Indochine : riz, cafés, thés, graines oléagineuses, huiles et essences diverses, jutes ramie, soies grèges et filées et autres textiles, bois coloniaux

soient largement dégrevés à leur entrée dans la Métropole; que pour les cafés et les thés notamment, le régime en vigueur de détaxe continue à être appliqué, tout droit d'entrée sur ces produits serait néfaste à l'essor des plantations actuelles.

Syndicat des planteurs de caoutchoucs de l'Indochine.

· · La Chambre syndicale des planteurs de caoutchouc, à sa séance du 10 Juin 1925, s'est prononcée pour l'extension du régime des tarifications spéciales ; elle reconnaît s'être ralliée à cette thèse lorsque la colonie s'étant adressée « à la Métropole pour obtenir des droits protectionnistes pendant les années de mévente du caoutchouc, elle a trouvé à l'encontre de ses intérêts une puissante organisation pour la combattre ».

TROISIÈME PARTIE

LA LOI DU 13 AVRIL 1928

Au cours de l'établissement du projet de loi (n° 3352) portant révision du tarif général des Douanes, le Gouvernement reprenant sur ce point les dispositions du projet Albert Sarraut, inséra dans le texte soumis au Parlement, une série d'articles apportant des réformes au régime douanier colonial. Ledit projet ayant été frappé de caducité, les articles visant les Colonies en ont été distraits et ont fourni l'ossature de la loi du 13 Avril 1928, première loi spéciale sur le régime douanier des Colonies.

SECTION I

MAINTIEN DE L'ASSIMILATION ET DU RÉGIME SPÉCIAL

En 1928, comme en 1892, le législateur devant la dispersion de notre domaine colonial, la diversité des intérêts et la différence de stade de l'organisation économique de ces divers territoires, a abouti à la même conclusion: l'impossibilité de l'établissement d'une union douanière totale et absolue entre la France et chacune des ses Colonies et par suite, la nécessité de maintenir, jusqu'à la modification problématique de ces conjonctures, la division de nos possessions d'outre-mer en deux groupes.

Les unes continueront à faire bloc avec la France continentale et seront assimilées complètement à la Métropole; les autres, associées à la France, mais en dehors du bloc, demeureront dotées de leur tarif spécial.

Cette distinction a, de nouveau, été consacrée par l'article premier de la loi, qui a modifié toutefois légèrement la répartition de 1892, en transférant parmi les possessions non assimilées le Gabon et la Nouvelle-Calédonie.

Le nouveau texte ne fait d'ailleurs qu'aboutir sur ce point particulier, une disposition inscrite dans le projet de loi Lebrun qui invoquait à l'appui du déclassement proposé, les arguments suivants, dont le recul des années ne devait qu'accentuer la valeur :

« C'était une anomalie de comprendre ces colonies parmi
« les possessions assimilées. Seul de tous les territoires fran-
« çais de l'Afrique Occidentale et Equatoriale, le Gabon
« demeurait soumis au tarif métropolitain, sans qu'il fut
« possible d'expliquer pourquoi la loi du 11 janvier 1892
« l'avait placé dans cette situation particulière. Il se rat-
« tache administrativement à l'Afrique Equatoriale Fran-
« çaise dont les autres fractions sont comprises dans le
« bassin conventionnel du Congo. Or, dans les territoires
« dépendant de ce bassin, les accords internationaux pros-
« crivent tout régime différentiel et tous droits d'impor-
« tation, dont le taux dépasse 10 % *ad valorem*.

« Quant à la Nouvelle-Calédonie, on serait en droit de
« s'étonner de voir cette possession isolée et lointaine res-
« ter placée sous le régime de l'assimilation douanière, le
« moment paraît également venu de la déclasser du pre-
« mier groupe. Le Conseil Général et l'administration sont
« en effet d'accord, pour proposer en faveur de cette colo-
« nie, un régime commercial mieux en rapport avec les

« conditions géographiques et économiques de son développement ».

Lourd de conséquences pour l'avenir, par les perspectives de liberté que l'obtention de ce double transfert laisse entrevoir aux colonies assimilées, les débats dont il a été l'objet devant le Parlement ont permis aux partisans des deux systèmes : autonomie et assimilation, de s'affronter plusieurs fois.

La Chambre des Députés, dans sa première délibération, s'est refusée à modifier comme l'y invitait le projet de loi, le classement du Gabon et de la Nouvelle Calédonie, adoptant les conclusions de sa Commission des Douanes, qui avait estimé que les objections tirées de la situation géographique de ces territoires pour justifier leur transposition, n'étaient pas péremptoires.

Devant la Chambre, un amendement tendant à supprimer ces colonies du premier groupe, fut présenté par Messieurs Brunet et Archimbaud. Malgré l'énergique appui de M. le Ministre des Colonies, cet amendement combattu par Monsieur Le Mire, vice-président de la Commission des Douanes, fut repoussé à une majorité, sur l'importance de laquelle il ne faut pas se méprendre, en raison de la brièveté du débat.

Le Sénat, mieux éclairé par sa Commission des Douanes, elle même plus ouverte aux conceptions nouvelles en matière de doctrine coloniale, a maintenu les propositions du projet du gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie comme pour le Gabon.

La Chambre devait cette fois se rallier à l'avis de la Haute Assemblée.

Enfin, il n'est pas sans intérêt de remarquer que la présentation actuelle de la loi de division diffère de celle

qui avait été suivie en 1892. A cette époque, le législateur, en effet, avait envisagé toutes les Colonies, comme appartenant au premier groupe, par l'énumération limitative de nos possessions d'outre-mer exclues de l'assimilation « Sont exceptés, disait le paragraphe 2 de l'article 3, du régime du tableau E, les territoires français de la côte occidentale d'Afrique, etc... » La dernière loi douanière, au contraire, recense nominativement les colonies assimilées et détermine globalement par voie de conséquence, le régime de toutes nos autres possessions sans les désigner nommément.

Peut-être trouvera-t-on là dans ce changement de méthode de classification, qui n'a d'ailleurs pas échappé à la Commission des Douanes de la Chambre, le signe d'une évolution dans les théories gouvernementales, abandonnant le principe de l'assimilation douanière comme régime normal de nos Colonies.

SECTION II

RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LES COLONIES

Le double principe de l'admission en franchise douanière de la totalité des produits importés, d'une part, dans les Colonies du premier groupe, par la France et par l'Algérie, d'autre part, en France et en Algérie par ces mêmes Colonies, est posé, en termes excluant toute ambiguïté par l'article 2 de la loi.

Dans le silence de la loi du 11 janvier 1892 sur le régime douanier applicable aux produits français expédiés dans les territoires du premier groupe, on se référait à l'article 8 du décret du 17 juillet 1791, ainsi conçu : « Les marchandises et denrées prises dans le royaume à destina-

tion des colonies ou pour l'armement ou l'avitaillement des navires seront exemptes de tout droit. »

Bien que ce texte n'ait pas été abrogé, il a été jugé préférable d'inscrire ce principe fondamental dans la loi elle-même, c'est le but du premier paragraphe de cet article.

Quant au second paragraphe, il a achevé l'œuvre de la loi du 5 août 1913 en proclamant, mais cette fois sans aucune restriction, la franchise douanière de tous les produits originaires des Colonies assimilées à leur importation en France et en Algérie. Par suite, les sucres, les produits sucrés, les poivres, jusqu'ici tenus à l'écart de ce bénéfice, suivront désormais la loi commune.

Les modifications nécessaires à cet égard ont été apportées au tableau A de la loi du 13 avril 1928, en opérant la discrimination du droit de douane et de la taxe intérieure de consommation jusqu'alors confondus et perçus cumulativement sous une désignation inexacte.

SECTION III

RELATIONS DES COLONIES AVEC L'ETRANGER

Le premier paragraphe de l'article quatre, contient la seconde clause du Pacte Colonial ; il édicte l'identité du tarif douanier applicable aux produits étrangers dans les territoires de la Métropole et des Colonies du premier groupe.

L'affirmation de cette règle fut posée pour la première fois par le paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 11 janvier 1892, en ordonnant de soumettre « les produits étrangers

importés dans les colonies (du premier groupe) aux mêmes droits que s'ils étaient importés en France. »

L'inexactitude de cette formule devait apparaître lorsque cessa la politique d'intégration totale de nos Colonies dans les accords commerciaux conclus par la France ; c'est ainsi que depuis le traité de commerce de 1911, si le Japon a obtenu le bénéfice du tarif minimum pour ses importations dans la Métropole, par contre, en raison de la clause de non application de cette convention à l'Indochine, il s'est vu imposer par cette Colonie le tarif général.

Le projet de loi avait tenu compte des critiques lorsqu'il spécifiait que « les produits étrangers... importés dans les Colonies du premier groupe sont soumis aux droits prévus par le tableau A annexé à la présente loi. »

Mais cette rédaction fut repoussée par la Commission des Douanes de la Chambre des Députés qui l'estima à la fois imprécise et incomplète.

Le renvoi au tableau A, qui détermine les droits applicables en tarif général et en tarif minimum dans la Métropole, disait-elle, pouvait laisser supposer que les Colonies du premier groupe, ce qui serait faux, n'auraient point à connaître des droits intermédiaires résultant d'accords commerciaux.

De même ajoutait la Commission, ce libellé pouvait être interprété à tort comme établissant seulement une obligation actuelle d'identité du tarif métropolitain et des tarifs coloniaux à l'égard des produits étrangers, alors qu'il est bien dans l'esprit du législateur que cette identité doit s'étendre à toute modification ultérieure de la nomenclature ou de la tarification.

Enfin elle concluait en affirmant la nécessité de rappeler expressément la similitude qui doit exister à l'égard des

prohibitions d'entrée entre le tarif de la France et celui des Colonies assimilées.

Ces trois préoccupations donnèrent naissance par la Commission au texte ci-après, qui devait, par la suite, recueillir l'adhésion de la Chambre, puis du Sénat :

« Les droits à l'importation en tarif général et en tarif minimum ainsi que les prohibitions d'entrée du tarif des douanes de la Métropole, sont applicables aux produits étrangers importés dans les Colonies du premier groupe ».

Quant au deuxième paragraphe du même article, il a mis fin à une lacune de la législation douanière coloniale, muette jusqu'alors sur les obligations des Gouverneurs des Colonies, en matière de promulgation des lois de Douane.

Désormais, ces hauts fonctionnaires ne pourront plus, au gré de leur fantaisie, donner suite ou opposer leur veto aux décisions du pouvoir législatif ; dorénavant, ils devront promulguer dans un délai de quatre mois, à dater de leur publication au *Journal Officiel* de la République, toutes les dispositions législatives et réglementaires concernant le tarif des douanes.

Les dérogations. — L'article 5 contient le principal amendement apporté au dispositif alors en vigueur concernant les Colonies assimilées.

Rappelons que sous le système de 1892, quand une Colonie sollicitait une dérogation, les pouvoirs publics métropolitains n'étaient pas contraints de répondre, ce qui, trop souvent entraîna « l'abus de silence » ; que par ailleurs, la nécessité de ne l'accorder que par décret rendu en Conseil d'Etat était une source de retards interminables ; et qu'enfin l'initiative de solliciter ces mesures d'exception appartenait concurremment aux Conseils locaux des Colonies et au Gouvernement métropolitain.

Le principe des dérogations est maintenu par la loi du 13 Avril 1928, mais elle remanie complètement la procédure particulière instituée pour leur obtention.

Tout d'abord la dualité d'initiative disparaît, désormais uniquement, d'après le premier paragraphe dudit article, les Conseils locaux pourront solliciter que « par dérogation au tarif de la Métropole, des produits déterminés soient l'objet, dans la colonie, de tarifications spéciales ».

Le projet du Gouvernement concédait des délais d'inégale durée à ces Assemblées pour solliciter la concession de ces mesures d'exception et au pouvoir central pour statuer sur ces demandes suivant qu'il s'agissait de déroger au tarif d'ensemble annexé à la loi ou aux remaniements ultérieurs de tarifs.

La Commission des Douanes de la Chambre ayant estimé que l'étude de ces dérogations dans les deux hypothèses présentait sensiblement les mêmes difficultés, a jugé qu'un même délai maximum de deux mois, à partir de la promulgation dans la Métropole, était suffisant aux Colonies pour présenter leurs demandes de dérogation et, d'autre part, elle a unifié à trois mois au maximum, le délai fixé au Gouvernement pour statuer sur les demandes des Colonies, à dater de l'arrivée du dossier au Ministère des Colonies.

Ce délai de deux mois était primitivement aussi celui accordé aux Gouverneurs des Colonies pour promulguer les lois de douanes; mais ayant été porté à quatre mois au cours de la discussion de la loi, il en résulte implicitement, comme conséquence de la corrélation voulue par le législateur entre la promulgation et le délai de demande que ce dernier est désormais aussi de quatre mois.

Ce délai est impératif et n'est susceptible d'aucune prorogation. Dans le cas de silence des Assem

blées locales, l'obligation de promulgation jouera à son expiration avec comme conséquence l'application intégrale du nouveau tarif. Mais, au contraire, dans l'hypothèse inverse, c'est-à-dire si dans le délai utile de quatre mois, les demandes de dérogation ont été formulées, les délibérations prises suspendront l'obligation de promulgation jusqu'à décision à intervenir : acceptation ou rejet, mais uniquement pour les articles objet des dites demandes, tous les autres produits se voyant appliquer le tarif métropolitain.

La nature de ce délai est essentiellement de suspendre pendant quatre mois l'application du tarif métropolitain, aussi son expiration n'entraîne-t-elle point déchéance pour la colonie de la faculté de présenter des demandes d'exception à ce tarif. M. Falcoz, rapporteur Général de la Commission des Douanes de la Chambre a cru bon de le préciser en ces termes : « cette rédaction (celle de l'article 5) permet aux Colonies intéressées de demander à toute époque des tarifications spéciales, soit entièrement nouvelles et dérogeant, pour la première fois au tarif métropolitain, soit destinées à modifier un tarif spécial déjà en vigueur. C'est à dessein que votre Commission n'a pas limité dans le temps l'usage de la faculté qui leur est octroyée. Le besoin d'une nouvelle dérogation au tarif métropolitain ou d'une révision du tarif spécial peut, en effet, se manifester dans une colonie non seulement au lendemain de l'établissement de ce tarif, mais quelques mois ou quelques années après sa mise en vigueur ; la loi devait être mise en harmonie avec ces nécessités de la vie économique. La seule différence qui existera entre le cas d'une demande immédiate de dérogation et celui d'une demande plus tardive, c'est que l'effet suspensif de la délibération du conseil local sur l'obligation

de promulgation n'aura pas à jouer dans la deuxième éventualité, le tarif en cause étant déjà promulgué, par définition, au moment où interviendra la délibération ».

Un désaccord devait éclater entre cette Commission et le Gouvernement au sujet du pouvoir, de l'autorité qui aurait charge de statuer sur les demandes de dérogation des Colonies.

Le projet du Gouvernement, tenant compte des nombreuses délibérations des Conseils locaux des colonies, substituait aux décrets en Conseil d'Etat exigés par le paragraphe 4 de l'article 3 et le paragraphe premier de l'article 4 de la loi du 11 Janvier 1892, des décrets simples rendus « sur la proposition du Ministre des Colonies, après entente avec les Ministres intéressés ».

La Commission des Douanes de la Chambre a jugé que dans un sujet aussi grave que celui des relations douanières entre la Métropole et ses Colonies, l'entente du Ministre des Colonies avec ses collègues intéressés ne constituait pas une garantie suffisante pour assurer la défense des intérêts en cause et elle le remplaça par le contre-seing de ces Ministres, ajoutant à ceux du passé : Commerce et Finance, celui de l'Agriculture.

Cette modification sembla inopportune à la Commission des Douanes du Sénat ; le contre-seing de quatre Ministres, s'est-elle demandée, est-il bien indispensable pour le décret d'approbation ou de rejet, si la responsabilité de cet acte ne devrait pas incomber plus spécialement au Ministre des Colonies. Elle proposa donc de ne maintenir que son seul contre-seing sous la réserve que le décret ne serait pris qu'après avis conforme des autres ministres intéressés. Le Sénat, puis la Chambre par la suite devaient donner leur adhésion à cette solution.

La Commission des Douanes de la Chambre devait à nouveau entrer en conflit avec le Gouvernement au sujet de la solution à donner aux demandes de dérogation en cas de carence du Ministre des Colonies.

Le texte du projet habilitait les Gouvernements des Colonies à mettre en vigueur par simples arrêtés les dérogations demandées par les Conseils locaux, si le décret d'approbation n'était pas intervenu dans le délai fixé et sous réserve que le Ministre n'eut formulé aucune observation sur ces délibérations. Dans l'hypothèse où les Conseils locaux se ralliaient aux suggestions du Ministre des Colonies, le décret d'approbation devait intervenir aussitôt ; si au contraire, ces mêmes Assemblées restaient sourdes aux propositions ministérielles, l'instruction du dossier reprenait sur de nouveaux frais, un deuxième délai de quatre mois avec toutes ses modalités commençant à courir.

La Commission des Douanes de la Chambre rejeta cette innovation, suivant l'avis de M. Falcoz, son rapporteur, qui estimait « qu'aucune délégation du pouvoir législatif ne pouvait être consentie en cette matière à des fonctionnaires ».

Cependant, il ne semble pas qu'il existe une différence de nature entre l'arrêté par lequel un Gouverneur mettrait en vigueur des dérogations demandées par une assemblée locale et celui par lequel il promulgue un nouveau tarif ou une loi douanière ; ce sont des actes d'exécution et non de législation.

Cet amendement entraînait le retour aux anciens errements, avec cette circonstance aggravante que les demandes de dérogation étant désormais soumises à l'approbation de quatre Départements ministériels au lieu de trois, leurs chances d'obtention tendaient vers zéro.

Justement émue par ce rejet qui réduisait singulièrement la portée de la réforme en cours, la Commission des Colonies intervint et l'accord se fit sur une solution transactionnelle qui admit la confirmation « par silence » (1) des pouvoirs publics métropolitains, « des délibérations des assemblées locales relatives à cet objet (demandes de dérogation) ».

Il était à prévoir que l'éventualité de la mise en vigueur automatique de ces délibérations provoquerait l'inquiétude des milieux métropolitains, qui se manifesta par un amendement déposé au Sénat par M. Jourdain et plusieurs de ses collègues, tendant à la suppression de cette disposition.

M. Tournan, rapporteur de la Commission des Douanes à la Haute-Assemblée, les rassura par de nombreux arguments.

Ces craintes injustifiées, disait-il, semblent oublier que les exportations métropolitaines s'effectuent en franchise dans les colonies du premier groupe en vertu d'une loi organique les laissant en dehors d'un tarif constamment révisable.

D'autre part, au cas où les Colonies sollicitent l'abaissement du taux des tarifs appliqués à certains articles étrangers, le Ministre du Commerce, défenseur né de l'industrie métropolitaine est appelé à en connaître et pourrait, si le Ministre des Colonies adoptait une attitude passive aux fins d'application de la délibération de l'assemblée locale, en référer au Conseil des Ministres.

(1) René Théry, *Questions douanières*, Rapport présenté à la Semaine de la politique commerciale. Exposition Coloniale Internationale de Paris 1931.

Enfin, en dernière analyse, ajoutait le rapporteur, si les intérêts de l'industrie métropolitaine étaient trahis, elle n'aurait qu'à saisir le Parlement de ses griefs, toutes les décisions relatives aux dérogations devant être soumises à la ratification de celui-ci.

Le dernier paragraphe de l'article 5 de la loi du 13 avril 1928 institue le principe de la relativité constante du tarif métropolitain et des tarifs coloniaux, ceux-ci devant se modeler sur celui-là, suivant ses pourcentages d'augmentation ou de diminution ; le tout bien entendu sous réserve de la faculté de demander des dérogations, sans qu'il y ait lieu de modifier la procédure habituelle.

Il pare ainsi à la situation anormale dont l'industrie française avait été maintes fois victime sous la législation antérieure.

En effet, faute de dispositions expresses insérées dans les lois de 1892 et de 1910, le tarif spécial des Colonies avait toujours été considéré, une fois accordé, comme définitif et indifférent dans ses fluctuations aux remaniements imposés par les nouvelles armes de la concurrence étrangère, rendant inopérante la protection qui l'avait inspiré.

SECTION IV

RELATIONS DE COLONIES A COLONIES

En vertu de la législation antérieure (art. 5 parag. 2 de la loi du 11 janvier 1892), les produits originaires d'une Colonie française, importés dans une autre Colonie française bénéficiaient dans cette dernière de la franchise douanière quel que fut le groupe auquel ils appartenaient et le

pays expéditeur et le pays de destination, sous réserve de l'accord des stipulations des traités internationaux.

Toutefois, par exception, aux termes de la loi du 19 avril 1904, les fils et tissus de coton de l'Inde française n'étaient exemptés de droits que dans la limite de quantités déterminées, soit respectivement 1.500.000 kilogrammes pour les premiers et 2.000.000 kilogrammes pour les seconds.

L'article 7 de la loi a, d'une part, maintenu ces dispositions de franchise complète dans le trafic intercolonial, en les étendant avec réciprocité aux Territoires africains placés sous notre mandat et d'autre part, relevé le contingent des Etablissements français de l'Inde, importable en exemption de droits dans une autre Colonie, à 3.000.000 de kilogrammes pour les tissus et à 2.000.000 pour les filés.

SECTION V

RÉIMPORTATION DES PRODUITS ÉTRANGERS APRÈS NATIONALISATION

L'article 8 de la loi a unifié le régime jusqu'alors disparate des produits étrangers, réimportés dans un territoire français après avoir acquitté déjà les droits de douane à leur première introduction sur un autre territoire français métropolitain ou extraeuropéen.

Trois systèmes, dont les différences étaient impossibles à justifier en théorie, étaient admis à la veille de la loi du 13 avril 1928, pour ces marchandises étrangères.

1°) La franchise, lorsque tout d'abord introduites en France ou en Algérie et nationalisées par le paiement des

droits, elles étaient réimportées dans une Colonie assimilée ou non ;

2°) Le paiement de la différence entre les droits de la seconde et de la première Colonie, lorsqu'importées dans une de nos possessions d'outre-mer, elles étaient réexpédiées dans une autre ;

3°) Enfin l'acquit des droits du tarif métropolitain, lorsqu'après avoir acquitté les droits dans une Colonie, elles étaient introduites en France ou en Algérie.

Quoique cette dernière mesure fut particulièrement rigoureuse, Monsieur Pallain s'était efforcé de la justifier.

« Cette solution semblerait injuste si l'on faisait abstraction des faits pour ne tenir compte que des principes. Mais si l'on considère que les marchandises étrangères n'ont jamais besoin d'emprunter la voie des colonies pour pénétrer en France et que les côtes ou frontières de ces possessions d'outre-mer ne sont pas gardées comme celles de la Métropole, on reconnaîtra que la solution adoptée ne lèse aucun intérêt avouable et ferme la porte à une fraude que le commerce interlope ne serait que trop tenté de pratiquer » (1).

Le projet de loi tempérerait la rigueur du troisième système en prévoyant que désormais les marchandises étrangères importées en France ou en Algérie, après passage dans une de nos colonies, ne paieraient les droits qui leur sont applicables d'après leur origine que sous déduction de ceux acquittés lors de leur importation dans la Colonie.

La Commission des Douanes de la Chambre a de suite adopté cette innovation. Mais, frappée par le défaut de réciprocité entre les deux catégories subsistantes, elle s'est

(1) Les Douanes françaises, tome I page 221.

empressée de proposer, initiative qui devait d'ailleurs par la suite obtenir la ratification du Parlement l'extension de la nouvelle règle à tous les échanges commerciaux de l'espèce, qui s'effectuent entre territoires français quel que fût le pays où la première perception aurait eu lieu.

En effet, jusqu'alors la réglementation existante permettait au commerce interlope des pays dont les marchandises sont admises en France ou en Algérie, au tarif minimum ou à un tarif intermédiaire, d'éviter par un détour dans ces territoires, le tarif général qui les frappe dans quelque partie de notre empire colonial.

Entre plusieurs combinaisons possibles, l'on peut retenir comme exemple, l'intérêt qu'avait un négociant portugais, ayant des vins de Porto à livrer en Indochine, à les y acheminer par la France ; la nationalisation obtenue lors du dédouanement dans le pays de prime abord aux droits du tarif minimum, en vertu des conventions existantes, leur concédait la franchise lorsqu'ils étaient réimportés en Indochine, au lieu du tarif général applicable dans cette colonie aux marchandises portugaises en provenance directe.

Cette mesure, la perception généralisée d'une différence éventuelle de droits, qui au premier abord ne semblait inspirée que par l'équité, reconnaissance de l'égale valeur des opérations de dédouanement effectuées en territoire français métropolitain ou d'outre-mer, est en outre profondément précieuse pour notre économie indigène et coloniale.

SECTION VI

CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION
DES RÉGIMES DE FAVEUR

La législation douanière s'est toujours préoccupée, par une réglementation appropriée particulièrement stricte, d'éviter les substitutions de marchandises que l'application aux Colonies d'un régime de faveur doit nécessairement provoquer.

On en trouve trace dans le Code des Douanes de 1791, qui astreint les navires français armés pour les Colonies à l'obligation du transport direct avec interdiction de toucher à l'étranger « hors le cas de relâche forcée, de naufrage ou autres accidents ».

Mais actuellement c'est l'article 23 de la loi du 16 Mai 1863, qui forme la seule base légale de nos règlements sur le transport *en droiture*, c'est-à-dire sans interruption et sans changement dans les moyens de transport, condition *sine qua non* lorsque le tarif prévoit pour certains produits des exemptions ou des réductions de droits en considération, soit des pays d'origine, soit des pays de provenance.

La preuve du transport direct par mer, s'administre aujourd'hui par la production des connaissements, livres et autres papiers de bord, et, en outre, par le rapport de mer dressé par le Capitaine et déposé en douane dans les 24 heures de l'arrivée ; les indications dudit rapport, si le Service le juge à propos, peuvent être contrôlés par l'interrogatoire de tout ou partie de l'équipage.

L'application rigide de la règle du transport *en droiture* avait abouti pour certaines Colonies à des anomalies regrettables. Aussi, si l'article 9, en confirme le principe, il

autorise par contre le Ministre des Colonies à accorder après entente avec les Ministres intéressés, « des dérogations à la règle du transport *en droiture* pour des produits, des parours et des colonies déterminés ».

SECTION VII

DROITS ET PROHIBITIONS DE SORTIE

Le tarif de 1892 ne comportait pas de droits de sortie, par suite la législation antérieure était muette sur l'application aux Colonies des droits et prohibitions de sortie édictés dans la Métropole ; cette situation devait être modifiée par le projet déposé par le Gouvernement, qui comprenait de nombreux droits de l'espèce.

Le premier paragraphe de l'article 10 de la loi du 13 avril 1928 prescrit que les droits et prohibitions de sortie, qui pourront être établis dans la Métropole ne s'appliqueront pas à ses exportations dans nos possessions d'outre-mer.

Quant aux droits et prohibitions de sortie spéciaux aux territoires coloniaux, le projet gouvernemental stipulait qu'ils seraient créés par décret, mais en distinguant selon que cette réglementation s'appliquerait à tous les pays destinataires ou au contraire laisserait en dehors la France, l'Algérie et les Colonies.

Dans la première hypothèse, afin d'éviter toute friction entre la Métropole et les Colonies, les décrets devaient être rendus sur la proposition du Ministre des Colonies, du Ministre des Finances et du Ministre du Commerce ; dans la seconde, le Ministre des Colonies décidait seul.

La Commission des Douanes de la Chambre se refusa à admettre l'instauration de deux procédures différentes,

d'autant plus que dans les deux cas, des taxes exagérées ou irréflechies à l'égard de puissances étrangères, peuvent déclencher des mesures de représailles dont aurait à souffrir le commerce métropolitain. Elle se prononça pour le recours dans tous les cas au décret simple contresigné par les quatre Ministres des Colonies, du Commerce, de l'Agriculture et des Finances, demandant en outre que la procédure des dérogations arrêtée pour le tarif d'entrée soit étendue au tarif de sortie.

Les Chambres acceptèrent le projet ainsi modifié.

Les prohibitions ou restrictions instituées par le tarif d'entrée métropolitain, dans un intérêt d'ordre public ou comme conséquence d'un monopole, sont applicables aux produits originaires des Colonies lors de leur importation en France.

SECTION VIII

INTERVENTION DU MINISTRE OU DU PARLEMENT

Le projet du Gouvernement reprenait ici quelque peu d'une main ce qu'il avait donné de l'autre. Car, en effet, effrayé de la large initiative laissée aux Conseils locaux des Colonies pour l'établissement des droits d'entrée et de sortie, le Gouvernement demandait que le Ministre des Colonies fut autorisé à proposer, sans la moindre restriction, après avis des autres Ministres intéressés et des Conseils locaux, des décrets modifiant les tarifs d'entrée et de sortie de toutes les Colonies.

Cette crainte d'émancipation en matière douanière a paru chimérique à la Commission des Douanes de la Chambre, n'apercevant pas les solutions auxquelles une

Colonie quelconque pourrait recourir pour s'affranchir de la tutelle métropolitaine dans ce domaine, alors qu'au contraire, la Métropole pouvait facilement vaincre des résistances injustifiées de ses protégés.

Par contre, au regret de l'abandon de la procédure solennelle de consultation au Conseil d'Etat institué par la loi du 11 janvier 1892, cette Commission a jugé que l'heure était favorable pour restituer au Parlement son droit de regard sur le régime douanier colonial que la même loi lui avait enlevé.

La ratification par le Parlement permettra la critique à la tribune des mesures prises par le Gouvernement, et, d'en appeler au besoin des décrets rendus sous la responsabilité des ministres signataires.

C'est, afin de répondre à ces deux ordres de préoccupations que le texte voté prescrit de soumettre à la ratification des Chambres, les décrets rendus en matière de tarifs douaniers coloniaux dès leur publication au *Journal Officiel*, si ces Assemblées sont réunies ou, autrement, dans le mois qui suivra leur plus prochaine réunion.

Tout en se rangeant à cet avis, la Commission des Douanes du Sénat a fait remarquer que les délibérations des assemblées locales qui deviendront exécutoires en cas de carence gouvernementale ne peuvent avoir plus de force que les décrets eux-mêmes (1). Par suite, elle proposa et obtint l'extension à ces délibérations de la ratification du Parlement.

(1) Tournan, Sénateur. *Le nouveau régime douanier colonial*, p. 85.

QUATRIÈME PARTIE

LES PARTICULARITÉS DU RÉGIME INDOCHINOIS

Le changement de régime s'effectua sans difficultés, d'ailleurs les réformes réalisées n'avaient rien de révolutionnaire et la seule modification importante, celle du mécanisme des dérogations ne pouvant être jugé utilement qu'après plusieurs années de fonctionnement commença ses essais sans soulever les protestations des métropolitains irréductibles.

Un conflit cependant ne tarda pas à s'élever entre l'Algérie et l'Indochine : celle-ci pensa qu'elle pourrait pour assurer une protection aux tabacs indigènes contre la concurrence des tabacs manufacturés en Algérie, se servir de la disposition de la nouvelle loi douanière instituant à l'égard des produits étrangers passant par une autre colonie, le paiement dans le pays de destination de la différence pouvant exister entre les droits du tarif local et ceux acquittés dans la colonie de prime abord. On touche là à un des aspects les plus délicats de la politique coloniale qui est la détermination de la mesure dans laquelle l'union économique doit être établie, non seulement entre la Métropole et les Colonies, mais encore entre les Colonies d'un même pays.

Le différend, bien entendu, ne se livrait pas sur les tabacs produits en Algérie, puisqu'ils doivent entrer, sans contestation possible, en franchise en Indochine ; tout le

débat était concentré sur le régime à appliquer à la portion de tabacs étrangers mélangés dans les produits manufacturés en Algérie avec ces tabacs algériens.

Jusqu'ici, ces cigarettes étaient exemptes de droits à leur entrée en Indochine, malgré leur teneur en tabacs étrangers, ajoutés pour des raisons techniques aux tabacs algériens ; ces tabacs étaient « nationalisés » par le paiement des droits à leur entrée en Algérie et la réglementation douanière précédemment en vigueur pour les Colonies assimilées comme l'Indochine admettait l'entrée en franchise complète dans ces Colonies des produits provenant directement de la Métropole ou de l'Algérie, après mise à la consommation.

La réciprocité n'existait pas, et les tabacs indochinois étaient soumis à des droits d'entrée en Algérie : nos trois départements nord-africains se considérant au point de vue douanier contrairement aux avis du Conseil d'Etat, comme n'étant pas eux-mêmes une possession française (1) ; l'article 2 de la loi du 13 Avril 1928, mit fin à cette situation paradoxale, en mentionnant expressément l'Algérie à côté de la France dans le principe de la franchise douanière entre la Métropole et les Colonies du premier groupe.

Fort de l'article 8 de la nouvelle loi douanière, l'Administration des Douanes de l'Indochine, réclama alors au moment de la déclaration pour la consommation en Indochine, sur la proportion de tabacs étrangers contenue dans les cigarettes algériennes, un droit complémentaire de 235 francs aux cent kilogs, représentée par la différence entre

(1) Le Gouverneur de l'Indochine avait appelé spécialement l'attention du Ministre des Colonies sur ce problème, dans sa réponse au questionnaire ministériel du 18 mars 1925.

les tarifs indochinois (300 fr.) et algérien (65 fr.) sur les tabacs étrangers.

Les importations algériennes de tabac en 1929 s'étant élevées à plus de 3.100 tonnes et la teneur en tabac étranger incorporé étant au moins de 56 %, il s'agissait d'une perception supplémentaire de 4.000.000 de francs en chiffres ronds.

Les industriels algériens ont résisté à cette prétention en soutenant que l'article 8 ne se préoccupe que des produits réexportés de la Métropole, de l'Algérie ou d'une Colonie sur un de ces territoires, dans le même état où ils ont été importés ; dans l'hypothèse d'une préparation industrielle et c'est le cas pour les cigarettes algériennes, cette transformation les a « nationalisées » et leur confère la franchise prévue par l'article 2.

La généralisation de la théorie de l'Administration des Douanes de l'Indochine, aurait abouti à un contrôle de toute l'importation française ou coloniale, afin de déceler la matière première étrangère, pour la taxer suivant son poids et son origine.

S'appuyant sur un avis du Conseil d'Etat du 11 Mai 1897, le Département des Colonies mit fin au conflit en obtenant de l'Administration indochinoise, qu'elle veuille bien désormais donner une interprétation plus libérale audit article 8.

Quant aux autres dispositions de la loi, sauf l'article 5 dont il sera question plus loin, s'ils laissent certains problèmes économiques à résoudre, administrativement l'exécution des textes ne peut donner lieu à aucune observation.

L'article 8 sur les dérogations au transport en droiture a permis au Ministre des Colonies de mettre fin à l'isolement lamentable dont souffrait Chandernagor (Etablis-

ment français dans l'Inde) depuis près de trente ans, dans ses rapports avec l'Indochine.

Ce port fluvial est situé sur la rive droite de l'Hoogly, un des bras du Gange, à 25 kilomètres en amont de Calcutta (Indes Britanniques). Il y existe depuis 1863 une usine qui fabrique des tissus et sacs de jute, dont les produits de première utilité pour notre grande Colonie asiatique, ont été empêchés de venir en Indochine, par une extension abusive des obligations de droiture. Le manque de profondeur de l'Hoogly à Chandernagoor ne permet pas aux grands vapeurs des Messageries Maritimes fréquentant le port de Calcutta de remonter jusqu'au port français et on refusait d'admettre qu'un transport par allèges de Chandernagoor à Calcutta fut conforme aux règles de la droiture. Devant cette prétention inattendue, la C^{ie} des Messageries fut sollicitée de créer une ligne annexe de Chandernagoor à Calcutta, mais les représentants de l'industrie des textiles obtinrent qu'on donnât à entendre aux Messageries Maritimes qu'elle eût à refuser cette annexe. Il s'ensuivait que jusqu'à la décision du 18 septembre 1931 du Ministre des Colonies, les produits des tissages et filatures de Chandernagoor ne pouvaient pénétrer en Indochine.

Par la décision précitée, dorénavant les sacs de jute originaires de Chandernagoor, embarqués à Calcutta et transbordés à Madras (Indes anglaises) à destination de l'Indochine bénéficieront du transport en droiture sous les conditions suivantes :

1^o Le transbordement aura lieu obligatoirement sur un navire français ;

2^o Il sera établi des certificats d'origine réglementaires visés à Madras par le Consul de France, qui y mentionnera

le nom et la nationalité du navire transbordeur ; la douane de Chandernagoor dressera et enverra directement aux douanes indochinoises des bulletins donnant avis de la délivrance de ces certificats et contenant les mêmes mentions ;

3° Il sera établi des connaissements directs ;

4° Toutes précautions utiles seront prises pour le marquage des colis, en vue d'éviter la fraude.

SECTION I

LE TARIF SPÉCIAL INDOCHINOIS

Quoique le tarif personnel à l'Indochine, élaboré par les services de la colonie, sur l'invitation de la commission Jean Morel, en 1917, ait été écarté par la loi du 13 Avril 1928, il n'en convenait pas moins, en application des dispositions de cette loi, de mettre, au plus tôt, le tarif douanier indochinois en harmonie avec le tarif métropolitain, dont les droits venaient d'être remaniés, par diverses conventions passées avec l'Allemagne (accord du 17 août 1927) avec la Belgique (accord du 23 Février 1928) avec l'Italie (accords des 26 janvier et 7 mars 1928) et par la loi du 2 Mars 1928.

Un projet de tarif préparé par la Direction des Douanes et Régies de l'Indochine fut approuvé par le Conseil de Gouvernement de l'Indochine dans sa séance du 23 novembre 1928, après communication préalable au Conseil Colonial et aux Chambres de Commerce et d'Agriculture de la Colonie. Deux groupes de positions étaient prévus à ce projet :

a) Un groupe de positions conformes au tarif métropolitain qui fut promulgué par l'arrêt du 25 décembre 1928 :

b) Un second groupe, comprenant toutes les autres positions au tarif, pour lesquelles des dérogations avaient été demandées. Par application de l'article 5 de la loi du 13 Avril 1928, ces articles jusqu'à décision à intervenir du Ministre des Colonies dans le délai de trois mois, restèrent provisoirement soumis aux anciens coefficients et à la majoration de 30 %.

Le tarif spécial fut approuvé par le décret du 29 Juin 1929, dont la promulgation à la colonie fut réalisée par l'arrêt du Gouverneur Général du 10 Juillet 1929.

Il était à prévoir que les facilités de procédure susciteraient des demandes nombreuses de dérogations, des changements furent sollicités pour environ 300 postes et pour la généralité avec rehaussement des droits du tarif métropolitain.

Ce programme, on le conçoit, ne pouvait être que favorablement accueilli par le Gouvernement français aux tendances nettement protectionnistes.

Les deux seules questions épineuses, et, dont la solution exigea de nombreux échanges de vues entre métropolitains et coloniaux, furent la tarification des caisses en bois contreplaquées destinées à l'exportation du caoutchouc et celle des tissus de coton imprimés.

Pour les premières, l'industrie bordelaise, s'intéressant à cette fabrication, considéra que l'abaissement de droits proposé lui porterait gravement préjudice ; par contre, les planteurs insistaient sur la diminution du prix de revient qui pouvait en résulter, d'autant plus qu'ils ne bénéficiaient d'aucune protection douanière pour leur pro-

duit, à l'entrée dans la Métropole. Pour les tissus de coton imprimé, le projet indochinois simplifiait le tarif métropolitain, mais sans modifier dans l'ensemble la protection douanière (1). L'accord devait se faire par des concessions mutuelles des intérêts en présence.

Le tarif spécial adopte la nomenclature du tarif métropolitain, mais en ne gardant que les articles figurant aux échanges entre l'Indochine et les pays étrangers.

Sa spécialisation est assez poussée : il comprend 1.300 rubriques dont 101 exemptions et 6 prohibitions; les droits spécifiques ont presque l'universalité, on ne compte guère qu'une soixantaine de droits *ad valorem*.

Enfin, le tarif spécial de 1929 établit pour la grande majorité des articles une proportion uniforme de 1 à 4, entre les droits du tarif minimum et ceux du tarif général, tant pour les droits spécifiques que pour les droits *ad valorem*. Pour un nombre assez restreint de produits, l'écart entre les deux tarifs est moindre 1 à 2,5; 1 à 2; 1 à 5. Quelques articles, retenus par le tarif général, sont exemptés de tous droits au tarif minimum.

Le mécanisme, prévu par le législateur de 1928 pour les dérogations, a pu fonctionner de façon satisfaisante ; mais certaines modalités, notamment les sujétions fixées pour l'intervention des décrets, sont apparues insuffisamment précisées.

Comment la difficulté a-t-elle été tournée ? Voici l'explication fournie par M. René Théry, après critique des dispositions de la loi du 13 Avril 1928 (2).

(1) Maurice Caullery. La réforme du régime douanier colonial, p. 74.

(2) René Théry. Questions douanières, Rapport au Congrès de l'organisation de la production et des échanges, Expositions Coloniales Intern. Paris 1931.

« Quand une Colonie a formulé une demande de dérogation ou de tarification, le Ministère des Colonies en saisit les Départements du Commerce, de l'Agriculture et des Finances, pour obtenir leur avis. Du côté de l'Agriculture, un avis conforme est presque toujours rendu rapidement; mais le Commerce — comme c'est, d'ailleurs, son devoir — consulte les intéressés métropolitains et ouvre une large enquête, à laquelle le Ministère des Colonies, participe dans la mesure du possible, en interrogeant les milieux coloniaux ; l'enquête révélant fréquemment des divergences d'opinion, une discussion s'engage, qui aboutit dans la majorité des cas à des suggestions tendant à une modification de la demande première. Quand il s'agit d'une dérogation requise par une Colonie assimilée à une mesure douanière nouvelle, cette demande modificative, en pratique, est présentée après l'expiration du délai de quatre mois, indiqué comme « suspensif » par la loi : une interprétation littérale des textes eût conduit à la signature d'un décret de rejet de la requête initiale, entraînant suppression de la suspension de la mesure douanière incriminée, la seconde requête n'emportant pas les mêmes conséquences de non-application de ladite mesure. Devant les incidences fâcheuses que de tels à-coups n'eussent pas manqué de provoquer, le Ministère des Colonies a pris sur lui de communiquer par câble avec les Colonies pour hâter leurs demandes modificatives et de considérer ces dernières, comme n'interrompant pas l'effet suspensif. Juridiquement cette solution est défendable : la première demande a ouvert la suspension jusqu'à la décision qui doit intervenir trois mois après sa réception à Paris: du moment que ce second délai n'est pas transgressé, on est en règle avec la loi. Pratiquement, l'avantage de cette procédure est évident ».

Mais, si la difficulté dans l'espèce a pu être aisément tournée, une autre entrave est demeurée : le caractère impératif du délai de trois mois à dater de la réception impartie au Département des Colonies pour statuer sur une demande de dérogation ou tarification spéciale s'est révélé parfois fort incommode. Fréquemment au bout des trois mois, l'entente n'a pu s'établir entre les divers Départements ministériels, la Colonie et les groupements industriels et commerciaux métropolitains intéressés, sans qu'une opposition irréductible se soit cependant manifestée, motivant une décision de rejet. Le silence du Ministre, en pareil cas, validerait automatiquement la demande de dérogation ; pour l'éviter, le Ministère du Commerce émet par prudence un avis défavorable à la demande d'exception, entraînant son rejet obligatoire. Puis, la question est reprise, une formule transactionnelle rallie l'adhésion unanime des parties en cause sur le nouveau remaniement du tarif. Les précautions prises en faveur des colonies pour leur éviter comme sous la législation précédente « l'abus de silence » se sont finalement parfois retournées contre elles.

SECTION II

DROITS DE SORTIE

D'une façon générale, les économistes condamnent les droits de sortie, comme constituant le plus souvent une entrave au mouvement des échanges et dont l'opportunité peut être seulement admise, qu'autant que le pays qui les établit jouit d'un quasi-monopole pour la production de certaines denrées (telles que le guano pour le Pérou, le café pour le Brésil) et que la quotité en soit modérée,

Le taux élevé de ces droits ajoutent-ils, encourage la recherche de succédanés dans les autres pays, risquant ainsi de paralyser l'essor de la production.

Toutefois, certains spécialistes des questions douanières, devant l'évolution économique, dont la guerre a été le point de départ, se sont demandés si cette conception n'était point surannée et ont signalé les avantages du droit de sortie; il permet, sans supprimer complètement l'exportation, comme le ferait la prohibition, système brutal et instable, de la maintenir à un étiage en rapport avec les facultés de production et les besoins de consommation du pays : il procure au Trésor des ressources d'une certaine importance, particulièrement en Indochine où sa perception représente actuellement plus de 30 % du montant total des droits de douane de toute nature.

A l'appui de leur opinion, ils auraient pu invoquer l'opinion émise en 1860, par un théoricien, dont les avis font autorité. A l'origine, a écrit M. Amé, dans son « *Etude sur les tarifs de douane* » nos lois accordaient moyennant finances des exceptions aux prohibitions de sortie et c'était à peu près l'unique élément de l'impôt de douane. Quand le commerce se développa, ce fut encore à l'exportation qu'on demanda la contribution des traites. Plus tard, on ne voulut plus taxer les marchandises françaises, dans la crainte d'en restreindre l'écoulement au dehors. Tout balancé, ajoutait cet auteur, il nous paraît possible, jugeant le droit de sortie dans un ordre d'idées autre que celui dont on s'est inspiré jusqu'ici, d'augmenter cette partie du revenu des douanes, sans nul dommage pour la production. M. Amé estimait qu'un modeste prélèvement supporté d'ailleurs le plus souvent par l'étranger, ne pouvait faire obstacle à des ventes, qui résistent au dehors, à des taxes centuples et qu'en examinant les articles du tarif français, on en trou-

verait aisément un certain nombre pouvant supporter ces droits. Il reconnaissait cependant que son point de vue rencontrerait des contradicteurs et susciterait des objections très fortes. Nous serions même des premiers, concluait-il, à déclarer ces objections décisives, s'il s'agissait de revenir à un régime de forte tarification à la sortie.

Quoi qu'il en soit de ces controverses d'école, si les droits de sortie ne figurent plus depuis 1863 au tarif métropolitain, sauf une courte réapparition de 1914 à 1927 imposée par la guerre, ils demeurent dans la législation douanière de la plupart des Colonies françaises, les nécessités budgétaires ayant primé l'intérêt commercial.

Au lendemain de notre établissement en Indochine, pour augmenter les ressources budgétaires d'une Colonie neuve, on eut recours à ce mode taxation indirecte : un arrêté du 9 septembre 1878 (complété par celui du 19 septembre 1883) établit un droit de sortie de 15 cents par picul de riz exporté de Cochinchine et un autre en date du 16 janvier 1882 frappait également d'un droit de sortie de 0 fr. 20 par tête les bœufs et buffles exportés de la colonie.

La loi du 11 janvier 1892 ne prévoyant pas les droits de cette sorte, le décret du 29 Novembre 1892, qui promulgua en Indochine cette loi de douane fut nécessairement muet à ce sujet.

Comme le budget général avait un besoin absolu de trouver chaque année des revenus plus considérables pour faire face aux dépenses d'organisation administrative, on maintint en les développant les anciens droits de sortie, mais réorganisés sur des bases nouvelles, car jusqu'alors ces « droits de sortie, disait M. Frézouls, directeur des

Douanes (1), tenant à la fois des taxes locales et des droits de douane, avaient le double inconvénient de grever les relations intérieures et d'empêcher les expéditions vers la Métropole. Ils ne protégeaient qu'insuffisamment le commerce national contre le commerce étranger. Hong-kong et Singapour, placés aux portes de notre colonie continuaient à monopoliser les produits indochinois au détriment de la métropole trop éloignée pour lutter avec avantage ».

C'est alors qu'intervint, sur l'initiative de l'Administration locale, dans un double but de protection de l'industrie métropolitaine et de réajustement fiscal, le décret du 29 Décembre 1898, qui unifiait les taxes de sortie pour tous les pays de l'Indochine et leur donnait la forme régulière des droits de douane, c'est-à-dire la forme protectrice, toutes les sorties à destination de la France ou des colonies étant exemptes, sous l'obligation du transport en droiture. D'autre part, comme ce même décret décidait qu'à l'avenir les droits de sortie épargneraient également les produits allant simplement d'une partie de la colonie dans l'autre, l'union douanière indochinoise fut enfin réalisée.

Une seule des anciennes taxes locales à la sortie fut conservée, c'était la taxe représentative de l'impôt foncier, à laquelle étaient assujettis les riz et paddys sortant de l'Indochine. Elle était appliquée à toutes les exportations quelle que fût la destination donnée aux envois. Identique pour tous les pays, elle ne comportait plus l'échelle mobile instituée antérieurement au Tonkin pour régulariser le mouvement des exportations et en diminuer au besoin l'intensité.

(1) Situation de l'Indochine (1897-1901) page 138.

Après la guerre, une révision du tarif à l'exportation s'imposait d'autant plus que son instabilité résultant de son établissement en franc et non en piastre, présentait les plus grands inconvénients pour le commerce et le budget.

Cette réforme fut l'œuvre du décret rendu le 24 Mars 1926, sur avis de la Commission permanente du Conseil de Gouvernement ; un tableau annexe contient la liste des nouveaux produits taxés ainsi que le montant des droits désormais libellés en monnaie locale.

Les seuls produits imposés sont: les chevaux, les bœufs, les buffles, les porcs, les cochons de lait, la volaille vivante ou morte, les éléphants, les soies, les nids d'hirondelle, les poissons frais ou salés ou en saumure, les ailerons de requins, les crevettes sèches ou en pâtes, les biches de mer, les graisses de poisson, les coquillages, le maïs, les riz en paille, paddy, cargo et blanc, brisures et farines basses de riz, les sucres, cannes à sucre, mélasses, le poivre, les amones et cardamones, la cannelle, les huiles et suc végétaux, la badiane, le charbon de bois, le coton brut, les jones, roseaux et rotins bruts, le cunao, les pierres calcaires, les nattes de Chine et rotins (1).

(1) La houille a été exemptée de droit par le décret du 14 mars 1931.

Recettes des droits de douane à l'exportation

Années	Recettes en piastres	Années	Recettes en piastres
Année 1898	1.298.216.51	Année 1915	2.057.323.00
Année 1899	1.525.776.81	Année 1916	1.670.535.85
Année 1900	1.740.755.10	Année 1917	1.318.615.54
Année 1901	1.754.079.66	Année 1918	1.354.852.73
Année 1902	2.228.130.59	Année 1919	854.044.40
Année 1903	1.677.622.26	Année 1920	428.570.81
Année 1904	1.739.978.64	Année 1921	1.112.670.87
Année 1905	1.544.327.95	Année 1922	986.955.32
Année 1906	1.477.726.60	Année 1923	1.525.751.90
Année 1907	2.400.562.08	Année 1924	1.653.900.85
Année 1908	2.291.101.70	Année 1925	1.589.008.15
Année 1909	1.667.363.32	Année 1926	5.699.233.15
Année 1910	2.133.306.36	Année 1927	7.882.772.56
Année 1911	1.658.276.00	Année 1928	7.834.938.06
Année 1912	1.462.615.26	Année 1929	6.692.068.00
Année 1913	1.766.893.56	Année 1930	5.000.780.00
Année 1914	1.834.768.80	Année 1931	3.659.693.00

Les produits, dont il n'y a pas lieu de réserver une part prépondérante à la Métropole et que la Colonie peut laisser sortir en toute liberté sans danger pour ses propres besoins, sont taxés seulement à un pour cent environ de la valeur, c'est un impôt purement fiscal; quant aux autres produits dont il est utile de réserver les disponibilités pour la France ou pour la consommation intérieure de l'Indochine, ils sont un peu plus lourdement atteints de

2 à 5 ou 6 % en moyenne, l'impôt dont ils sont passibles est à la fois protecteur et fiscal.

Les paddys, les riz et les sous-produits du riz sont frappés de droits spéciaux qui englobent les anciens droits de sortie en francs et la taxe représentative de l'impôt foncier en piastres, taxe supprimée par l'article quatre du décret précité.

Trois articles seulement sont frappés de prohibitions de sortie : l'opium, les fossiles y compris les ossements et outils de l'homme préhistorique et enfin les ouvrages (statues, sculptures, inscriptions, manuscrits, livres, peintures, dessins, etc.) antérieurs au xix^e siècle et présentant un intérêt national au titre de la préhistoire, de l'histoire ou de l'archéologie (1).

Toutefois, cette liste n'est pas limitative, l'article 11 du décret du 2 juillet 1928 accorde aux Gouverneurs des Colonies, en cas de famine ou de disette, la faculté d'instituer des prohibitions spéciales par arrêtés, provisoirement exécutoires. Il est statué définitivement suivant la procédure organisée sur les tarifications spéciales par les articles 5 et 10 (2^e paragraphe) de la loi du 13 avril 1928.

SECTION III

LES DROITS DE TRANSIT

Contrairement aux principes admis par la plupart des législations douanières, le transport en transit à travers le

(1) Les armes de guerre sont à ajouter (art. 18 du décret du 2 Décembre 1931, portant codification de la réglementation douanière en Indochine).

territoire indochinois de marchandises étrangères passibles de droits de douane ou frappés de prohibition donne lieu à la perception d'un droit.

Ce droit de transit qui figurait déjà dans les décrets du 7 septembre 1887 et 9 mai 1889 a été maintenu par le décret du 29 novembre 1892 sous forme d'une détaxe de 80 % sur les droits du tarif à l'importation qui seraient perçus si la marchandise entraît en Indochine pour y être livrée à la consommation (1).

Comme en raison des augmentations successives de droits, la charge du transit était devenue trop lourde, il avait été décidé par décret du 8 novembre 1922, que la taxation serait calculée sur les tarifs en vigueur avant le 28 mars 1921.

La base de liquidation s'était ainsi cristallisée, mais une telle disposition obligeait à appliquer un tarif remontant à dix ans et maintes fois remanié.

Aux termes d'une délibération en date du 15 janvier 1931, la Commission permanente du Conseil de Gouvernement de l'Indochine a proposé :

a) qu'à une taxation spécifique portant sur des droits périmés, soit substituée une taxation de 4 % *ad valorem*.

b) et que pour éviter les contestations inhérentes à la détermination des valeurs, celles-ci seraient fixées chaque année par une commission spéciale.

Signalons que, conformément au traité de Tien-Tsin (1886) les marchandises chinoises transitant en Indochine sont soumises à une taxe *ad valorem* de 2 %, que la ré-

(1) Bulletin de l'Agence économique de l'Indochine : numéros de Novembre 1930 et Juillet 1931.

cette Convention franco-chinoise du 16 mai 1930 a réduit à 14 %.

Il ne s'agit pas là de marchandises allant de l'étranger en Chine ou inversement, mais de produits chinois allant d'une région à l'autre de la Chine en empruntant le territoire indochinois. Situation spéciale appelant évidemment un traitement spécial.

Cette délibération non approuvée par le Gouvernement français dans le délai légal de trois mois a été promulguée en Indochine par arrêté du Gouverneur Général en date du 2 Mai 1931, mais l'application du nouveau régime est subordonnée à la ratification de la Convention franco-chinoise précitée (1).

SECTION IV

LE RÉGIME DOUANIER DU LAOS

Jusqu'en 1931, bien que le Laos, fut légalement soumis au régime douanier institué tant par la loi du 11 janvier 1892 que par la loi du 13 avril 1928, il avait toujours été tacitement convenu que les marchandises étrangères y seraient admises sans formalités et sans acquitter de droits de douane. De plus ces marchandises n'étaient pas astreintes à observer les règles prévues en ce qui concerne la circulation dans le pays de douane.

Tant que le Laos ne disposa que de moyens de communication difficile avec les autres parties de la Colonie, l'établissement d'une barrière douanière de ce côté aurait

(1) Les perceptions effectuées à ce titre varient depuis une dizaine d'années entre 450.000 et 850.000 piastres; elles ne sont donc pas négligeables.

pu paraître inutile et prématuré. Mais, depuis l'ouverture à la circulation des voitures automobiles des routes de Dong-Ha à Savannahket et de Thakkeh à Vinh, la contrebande s'est avérée très grave d'autant plus que le renforcement de la surveillance douanière, tant dans la zone Poipet-Battambang que le long des côtes du Golfe de Siam avait détourné sur le Laos des courants de commerce interlope qui étaient primitivement dirigés vers le Cambodge et l'Ouest de la Cochinchine.

Une mesure radicale s'imposait : l'extension au Laos du régime douanier en vigueur en Indochine. Cette réforme a été appliquée à compter du 1^{er} septembre 1931 au Bas et Moyen Laos de Khône à Vientiane ; le Haut Laos restant jusqu'à nouvel ordre, zone franche.

Les protestations ont été très vives de la part des commerçants français et indigènes ; elles ont été transmises par la Chambre de commerce du Laos à M. Paul Reynaud, Ministre des Colonies, lors de son passage à Vientiane, à la fin de l'année 1931.

Les conséquences envisagées sont graves, augmentation de la diminution rapide du chiffre d'affaires des commerçants indigènes notamment chinois installés sur notre rive, rupture de l'équilibre des échanges, fuite des exportations vers la rive siamoise (1).

Il ne semble pas, que l'Administration malgré de grosses difficultés pratiques, revienne un jour prochain sur une décision inspirée par les nécessités de la défense douanière (2).

(1) Comité d'études et de propagande pour le Laos. Rapport moral présenté à l'Assemblée Générale du 17 mars 1932.

(2) Un décret en date du 19 Mars 1932, inspiré par la même politique : retour du Laos au droit commun en matière douanière, a abro-

SECTION V

LE TERRITOIRE DE KOUANG-TCHÉOU WAN

Les causes de notre installation à Kouang-Tchéou-Wan, doivent être recherchées d'une part dans la politique générale d'expansion des nations européennes au détriment de l'Empire du Milieu à l'issue de la guerre sino-japonaise et d'autre part comme une contre-attaque à une tactique adoptée alors par l'Angleterre, pour nous isoler politiquement et économiquement en Indochine.

À la suite de négociations laborieuses commencées à Pékin par M. Dubail, nous obtenions le 10 avril 1898, la concession à bail pour 99 ans du territoire de Kouang Tchéou Wan. La prise de possession ne se fit pas sans difficultés, il fallut livrer bataille aux pirates et à la population encouragée par ses mandarins et ce n'est que le 16 novembre 1899, qu'une convention définitive passée entre le maréchal Sou et le contre-amiral Courrejoles, nous permit d'occuper dans le calme notre nouvelle possession.

Par décret du 5 janvier 1900, le Territoire fut placé sous l'autorité du Gouverneur Général de l'Indochine.

Avec la garantie que l'île d'Hainan ne pourrait être concédée à aucune autre puissance, il nous suffisait de posséder la baie de Kouang-Tchéou-Wan pour tenir « la clef de la porte Nord des mers indochinoises » car entre le golfe du Tonkin et Hong-Kong, elle est le seul abri sûr offert par

gé l'article 4 du décret du 29 Novembre 1892, qui accordait la franchise des droits de douane à tous les produits (autres que le poivre) de la vallée du Mékong et de ses affluents introduits en Indochine par la voie du fleuve.

la côte, dans cette partie de mer extrêmement dure à la navigation. Enfin le port débouché naturel des provinces du Kouang-si et du Kouang-Toung, paraissait être appelé à devenir le grand entrepôt de la Chine Méridionale.

La confiance dans l'avenir était justifiée; en 10 ans le trafic avait septuplé; de 3.756.796 piastres en 1916, il est passé en 1927 à 25.950.500 piastres, mais depuis l'économie du Territoire, assise uniquement sur le trafic, en sus de la dépression générale des affaires, a eu à subir des facteurs spéciaux, qui ont accentué le fléchissement: resserrement du cordon douanier chinois, occupation militaire des régions avoisinantes par des effectifs importants, aussi en 1931, le mouvement des affaires, est-il tombé à 18.843.939 piastres.

Il est regrettable que les courants commerciaux se dirigent vers Hong Kong et ne détournent qu'une minime proportion de leur débit vers l'Indochine.

*Tableau des Importations et des Exportations de
ou sur les Villes d'Hong-Kong et d'Haiphong (1)*

DESTINATION ou PROVENANCE	IMPORTATIONS en piastres			EXPORTATIONS en piastres		
	1 ^{er} sem. 1931	2 ^e sem. 1931	1 ^{er} sem. 1932	1 ^{er} sem. 1931	2 ^e sem. 1931	3 ^e sem. 1932
HONG KONG	4.445.573	7.002.468	5.294.112	3.153.879	4.441.931	3.076.600
HAIPHONG	34.002	39.025	25.470	20.218	7.173	8.482
	4.479.575	7.041.493	5.319.582	3.174.097	4.449.104	3.085.082

La comparaison des éléments des statistiques suivantes indique les variations des échanges des divers produits transités (2).

(1) La progression du trafic pendant le 1^{er} semestre 1932 est toute virtuelle; elle est le résultat d'une perception plus rigoureuse depuis Octobre 1931 et surtout depuis janvier 1932 des droits de statistique (arrêté du 28 septembre 1931 du G. G. Indochine) dont le recouvrement est le seul élément de base pour l'établissement des statistiques.

(2) Ces tableaux sont dressés d'après le Bulletin de l'Agence Economique de l'Indochine numéro de décembre 1932.

Détail du commerce extérieur

Désignation des groupes d'articles	Commerce avec Haiphong				Commerce avec Hong-Kong			
	Importations		Exportations		Importations		Exportations	
	1. sem. 1931	1. sem. 1932	1. sem. 1931	1. sem. 1932	1. sem. 1931	1. sem. 1932	1. sem. 1931	1. sem. 1932
Animaux et Produits divers		2.050	1.500		60.808	127.720	1.949.680	1.506.762
Produits agricoles	1.750	2.660	4.200	560	286.704	650.784	288.501	311.177
Produits d'industrie locale	1.580		2.158	1.040	1.432.066	1.522.066	821.931	1.187.630
Produits commer- ciaux	30.672	20.760	12.360	5.902	2.666.035	2.093.512	93.707	71.031
	34.002	25.470	20.218	8.482	1.445.573	5.294.442	3.153.870	3.076.600

Le régime douanier de la Concession à bail et l'insuffisance des communications maritimes avec Haïphong sont les deux principaux obstacles au développement des transactions commerciales avec le Tonkin.

Quoique le Territoire de Kouang-Tchéou-Wan fasse cependant partie intégrante du Gouvernement général de l'Indochine, les droits de sortie frappent les marchandises transitant de Haïphong à Kouang-Tchéou-Wan, tandis que Hong-Kong, importe tous ses produits en absolue franchise dans ce territoire, qui est au point de vue douanier, constitué en zone franche.

De plus, le fret est rare en direction de l'Indochine, deux vapeurs de la ligne Haïphong-Hong-Kong, touchent trois fois par mois à l'aller et au retour mais encore est-ce à Fort Bayard, le chef-lieu, et non à Tchékam le port de commerce. Par contre, sept vapeurs de 450 à 1800 tonnes font la navette entre Hong-Kong, Fort Bayard et Tchékam.

Parmi les importations qui paraissent les plus susceptibles d'intéresser l'industrie et le commerce métropolitain, il faut citer en premier lieu les étoffes, en 1927, année record, Tchékam a reçu 20.000 ballots d'une valeur totale de 6.000.000 de piastres environ et les fils de coton : 7.200 ballots valant 1.728.000 piastres. Actuellement il n'y a guère que les toiles pures ou métissées qui soient pour une part d'origine française, il en vient surtout d'origine anglaise par Hong-Kong. Des cotonnades chinoises sont importées de Schanghai et de Canton, mais il entre aussi beaucoup de cotonnades allemandes ou anglaises. Pour les draps de laine pure ou mêlés, la production allemande est préférée, grâce à sa réputation d'être solide et bon marché. Les tissus de soie viennent de Shanghai et de Canton; les fils de coton, du Japon, de Schanghai, de Hankéou et des

Indes anglaises et pour une très faible part de l'Indochine.

L'alimentation, les conserves, les liqueurs et la biscuiterie sont en général d'origine anglaise ou chinoise, toutefois les Européens et les riches Chinois de Tchekam donnent la préférence aux produits français pour les conserves, les liqueurs et les vins de qualité courante et de luxe (1).

Les outils et machines proviennent d'Angleterre ou d'Allemagne, les automobiles exclusivement des voitures Ford des Etats-Unis; les boulons, les charnières, les serrures sont pour la plupart de provenance française.

Lors de son étude critique du projet gouvernemental de réforme du régime douanier colonial, la Commission des Douanes avait remarqué qu'une catégorie particulière de territoires occupés par la France, celle des Concessions à bail qui ne comprenait d'ailleurs que le seul territoire de Kouang Tchéou-Wan, n'était pas englobée dans les stipulations de la loi ; il est regrettable que la Commission n'ait pas jugé opportun de prendre l'initiative sur ce point d'une rectification du projet.

SECTION VI

RELATIONS DE L'INDOCHINE

AVEC LES PAYS ETRANGERS

Jusqu'à la veille de la guerre, l'Indochine suivant la loi commune des Colonies françaises était intégrée dans la

(1) *Le sémaphore de Marseille*, 12 octobre 1928.

politique contractuelle de la France et comprise dans ses accords commerciaux, sans qu'on se préoccupât beaucoup des répercussions qu'une telle extension pouvait avoir sur sa législation ou son économie, sans qu'on recherchât, par ailleurs, si elle pouvait y trouver les éléments de commerce et d'échange qui eussent été la légitime compensation d'une politique d'union douanière fermant presque hermétiquement ses frontières à l'importation étrangère. La loi du 11 janvier 1892 ne déclarait-elle pas en substance, que les produits étrangers importés dans les Colonies y étaient soumis aux mêmes droits qu'en France, et de cette règle ne découlait-il pas obligatoirement que non seulement les tarifs douaniers seraient les mêmes, mais encore que le tarif minimum y serait appliqué comme en France.

Les pays bénéficiaires des droits du tarif minimum furent ainsi les mêmes que dans la Métropole, la clause de la nation la plus favorisée y joua dans les mêmes conditions qu'en France.

Ce régime n'était pas sans inconvénient pour l'Indochine et pour la France. Pour la première, il aggravait la situation d'isolement qui découlait du jeu de la règle de l'assimilation.

Les statistiques, est-il besoin de le rappeler encore une fois, révèlent que l'application des droits du tarif métropolitain a eu pour conséquence de paralyser le trafic de l'Indochine avec les pays étrangers sans que la Métropole puisse se féliciter d'une augmentation corrélative de ses importations.

Préjudiciable à la Colonie, ce système n'était pas exempt de dangers pour nos industries d'exportation, car le tarif minimum français, suffisamment protecteur sur le

plan européen avait sur les rives du Pacifique, son incidence faussée par les frais de transport.

En outre, l'extension systématique à nos possessions d'outre-mer, des dispositions, des conventions de commerce passées par la France était infiniment périlleuse car on risquait d'imposer aux Colonies, des clauses d'établissement des nationaux et sociétés des pays étrangers, clauses qui pouvaient être contraires à la législation de ces territoires ou menaçantes pour leur sécurité publique. Par exemple, un régime d'exception a été accordé aux Chinois en Indochine, régime qui découle de l'ancienne souveraineté de ce pays sur le Royaume annamite. Faudra-t-il donc en vertu de stipulations dont parfois le département des Colonies n'a même pas eu à connaître, étendre ces mêmes avantages aux citoyens des autres pays qui contractent avec la France. De même l'on perçoit en Indochine des droits de transit sur les marchandises étrangères qui traversent le Tonkin. Non seulement ces droits rapportent au budget indochinois des sommes importantes, mais encore leur caractère préférentiel protège les produits français transitant par la Colonie. Faudra-t-il parce que la France stipule toujours dans ses conventions de commerce que les marchandises en transit ne sont assujetties à aucun droit, amputer le budget indochinois et supprimer la protection accordée à nos produits expédiés dans les territoires limitrophes de l'Indochine (1).

Aussi vers 1906, sous l'influence des Congrès coloniaux de Bordeaux, et de Marseille, une réaction se dessine contre la règle de l'assimilation dans le domaine des accords commerciaux ; un de ses premiers succès a été l'insertion dans

(1) En ce sens, Tournau. Le nouveau régime douanier colonial, page 95.

ces conventions d'une clause de non application immédiate prévoyant simplement la possibilité de l'accession postérieure des Colonies sur la demande du Gouvernement Français.

Cette nouvelle procédure permit à la France et à l'Indochine d'éviter — avantage fort apprécié depuis par nos industriels — l'extension à cette dernière Colonie du traité franco japonais du 19 août 1911.

La guerre survint. La France dénonçait en 1918 ses conventions de commerce et entreprenait la négociation de nombreux accords commerciaux, s'efforçant d'éviter la concession de la clause la plus favorisée qui avait paru néfaste, essayant tour à tour, du système du contingentement, de la consolidation des droits, revenant à la clause de la nation la plus favorisée dans la négociation avec l'Allemagne, mais délaissant toujours, du point de vue colonial, le principe de non-application automatique admis avant la guerre et revenant à celui de l'intégration des colonies dans les accords.

Au moment où s'ouvrait en 1926, le Congrès de Marseille, tout le bénéfice acquis par les Congrès tenus depuis vingt ans auparavant était perdu. Tout était à reprendre. De ce dernier congrès se dégagea la nécessité de revenir à des conceptions plus judicieuses, celle de consulter les Colonies et de leur permettre d'obtenir par des accords particuliers, des créations de courants commerciaux indispensables à l'écoulement de leur production.

La loi du 13 avril 1928 vint heureusement donner aux colonies, le moyen d'obtenir ce qui, jusqu'alors, leur avait été refusé.

Aux termes de la loi du 11 janvier 1892 « les produits étrangers importés dans les colonies, les possessions fran-

çaises et les pays de protectorat de l'Indochine, à l'exception des territoires énumérés au paragraphe 2, sont soumis aux mêmes droits que s'ils étaient emportés en France ».

Le législateur de 1892, établissait ainsi comme règle, non seulement l'identité des tarifs douaniers entre la France et l'Indochine, mais encore l'identité des pays admis au bénéfice des tarifs conventionnels.

L'article quatre de la loi du 13 avril 1928, est conçu dans des termes sensiblement différents « les droits à l'importation en tarif général et en tarif minimum, ainsi que les prohibitions d'entrée du tarif des douanes de la Métropole sont applicables aux produits étrangers, importés dans les Colonies du premier groupe ».

La formulé, cette fois, se borne à poser le principe de l'identité des tarifs douaniers, l'Indochine comme Colonie assimilée est déliée de l'obligation impérative d'appliquer et de promulguer *ipso facto* les accords commerciaux conclus par la Métropole.

Question importante, qui, au Sénat au cours de la discussion sur le régime douanier colonial, n'avait pas échappé à la vigilance de M. Mario Roustan, rapporteur de la Commission des Colonies ; son intervention permit au Ministre des Colonies, M. Léon Perrier, et au Président de la Commission des Douanes d'affirmer avec force que les dispositions d'une convention commerciale n'étaient applicables aux Colonies qu'autant qu'elle en contenait l'engagement formel.

Le décret du 2 juillet 1928 a confirmé du reste, la pensée du législateur en spécifiant que « les dispositions des conventions de commerce ne sont applicables aux Colonies qu'autant qu'elles le stipulent expressément ».

Une autre déclaration de M. Léon Perrier, mais cette fois à la Tribune de la Chambre, toujours lors de la discussion de cette même loi, a reconnu au Gouvernement le droit de négocier des accords commerciaux particuliers aux Colonies ; les théoriciens de la personnalité douanière des Colonies pouvaient marquer là un nouveau point.

Cette procédure a été mise en pratique par l'arrangement commercial franco japonais relatif à l'Indochine signé à Paris, le 13 Mai 1932.

*Etats ou Territoires admis au bénéfice du tarif minimum
pour la généralité de leurs produits*

Allemagne (tarif minimum pour les produits repris aux listes A et B annexées à l'accord du 17 août 1927, pourcentages de réduction sur le tarif général pour les produits repris à la liste C).

Belgique, Colombie, Colonies et possessions belges, (Congo Belge et territoire de Ruanda Urundi) Danemark, Egypte, Equateur, Esthonie, Grande-Bretagne, Grèce, (y compris les îles) Etat libre d'Irlande, Italie, Luxembourg, Maroc (territoires non compris dans la zone française) Norvège, Paraguay, Pays-Bas, République argentine, Royaume de Serbie-Croatie-Slovénie, Suède, Suisse (y compris la principauté de Liechtenstein) anciens territoires turcs (Hedjaz, îles asiatiques attachées à l'Italie et à la Grèce, île de Chypre, rattachée à l'Angleterre) Irak, Liban, Palestine, Syrie, Transjordanie, Uruguay.

*Etats ou Territoires dont les marchandises sont soumises
à des droits intermédiaires entre ceux du tarif général
et ceux du tarif minimum*

Autriche, Canada, Ville libre de Dantzig, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, (y compris Porto Rico, îles Hawaï et territoire de l'Alaska) Finlande, Hongrie, Lettonie, Pologne, Tchéco-Slovaquie, Turquie, (territoires situés dans les limites fixées par le traité de Lausanne du 24 Juillet 1923, y compris les îles situées à moins de trois milles de la côte asiatique).

*Etats ou Territoires bénéficiant du tarif minimum pour les
denrées coloniales ou autres que le sucre et ses dérivés,
les tabacs et pour quelques-uns, le cacao et le chocolat.*

Antilles Danoises (Anciennes) ou Îles Vierges (îles Saint-Jean, Saint-Thomas et Sainte-Croix), l'Île de la Barbade, le Brésil (a), l'Île de Ceylan (b), les colonies néerlandaises (b), l'État Indépendant du Congo, la Corée, les Etablissements anglais des Détroits (b), les Etablissements fédérés malais, la République du Honduras (b), le territoire de Hong-Kong, les Indes Anglaises et les Etats Indigènes assimilés (b), la Jamaïque (b), la République de Libéria, Mascate, la République de Nicaragua (c), les Protectorats britanniques de l'Est-Africain, du Centre Africain et de l'Ouganda (b), République de San Salvador (d), les Îles Seychelles (b), Siam et le Sultanat de Zanzibar (b).

(a) Cacao.

(b) Chocolat.

(c) Pour les denrées coloniales et en outre certains autres articles : huiles, baumes, caoutchouc, bois de toutes essences et indigos.

(d) Pour les denrées coloniales et en outre : l'indigo, le caoutchouc brut, les baumes, les huiles fines pures, le coton non égrené et le coton égrené en masse.

*Etats ou Territoires jouissant de droits spéciaux pour
seulement quelques catégories de produits*

Colonies et possessions britanniques de l'Afrique du Sud. Bornéo, Indes et Etats indigènes assimilés, Etablissements anglais des Détroits (a).

Indes Orientales Néerlandaises (b).

Guatemala (c).

Indes Anglaises (d).

Maroc (e).

Japon (f).

*Etats ou Territoires dont les produits sont frappés
par le tarif général*

Afghanistan, Albanie, Arabie, Australie, Bolivie, Chili, Chine, Costa-Rica, Ethiopie, Lithuanie, Mexique, Panama, Pérou, Perse, Portugal, Roumanie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

(a) Fruits de table ou autres, confits ou conservés; ananas conservés au naturel tarif minimum; cire de lignite: 441 fr. les 100 K N.

(b) Huiles de pétrole, de shiste et autres huiles minérales propres à l'éclairage, brutes, raffinées et essences, huiles lourdes et résidus de pétrole et autres huiles minérales.

(c) Certains produits énumérés au tarif métropolitain.

(d) Huiles minérales, tarif minimum à titre provisoire en vertu du décret du 16 janvier 1919.

(e) Produits originaires de la zone française importés directement en France et en Algérie: droits prévus au tarif métropolitain.

(f) Tarif minimum ou pourcentage de réduction sur le tarif général.

*Tableau en valeurs du commerce spécial
importation*

PAYS DE PROVENANCE		1921	1930	1929
France		631,5	991,1	1202,2
Colonies françaises		56,9	82,1	86,8
France et colonies (marchand. étrang.)		11	8,6	0,7
Angleterre		26,	16,6	51,6
Allemagne		123,4	55,1	82,6
Belgique		5,8	7,7	8,8
Autres pays d'Europe		35,4	39,2	49,3
Amérique		15,6	99,8	137,
Afrique		0,8	0,3	0,4
Hong-Kong		116,1	187,9	405,06
Singapour		25,4	36,7	92,3
Chine		29,	37,4	170,7
Indes Néerlandaises		82,9	112,6	186,3
Indes Anglaises		52,7	78,7	73,
Japon		15,3	20,3	40,8
Siam		2,8	6,3	13,3
Philippines		0,4	0,2	0,2
Ceylan		"	0,2	0,4
Autres pays		,	0,2	0,5
Total	France et Colonies	688,4	1073,5	1289,
	Étranger	604	737,8	1313,7
Total général		1292,4	1811,3	2602,7
Pourcentage	de la Métropole et des Colonies	53,27	59,24	19,51
	de l'Étranger	46,73	40,76	50,49

par pays de provenance en 1913 et depuis 1921
(millions de francs)

1928	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1913
1061,7	1268,3	1361,4	882,9	660,7	519,7	339,3	247,6	103,3
86,5	74,3	97,4	70,3	51,7	27,2	16,4	28,6	1,2
0,9	0,8	1,3	0,3	0,6	2,8	0,5	0,5	0,1
43,4	42,6	40	34,5	22,6	13,2	25,3	22,9	4,1
24	5,4	6,9	2	1,2	1	1,5	2,2	2,7
8,8	13,1	16,7	11,3	7,3	6,4	3,8	5,3	0,5
41,1	39,2	49,2	26,5	21,7	18,1	7,5	7,8	1,4
113,1	78,6	87,5	56,7	41,3	34,1	14,7	19,9	3,8
0,6	0,1	»	»	»	0,1	»	»	»
489,5	483,6	447	279,4	247,3	227,5	234,4	243,1	64,9
93,8	125,6	121	69,2	49,9	34,1	50,9	118,1	20,9
231,7	229,5	310,7	143,3	130	82,3	30	18	19,8
182,4	150,3	109,1	74,6	62,3	44,8	20,7	19,4	2,6
93,9	92,1	113,5	72,7	62,6	50,8	84,1	52,1	2,3
49,7	66,9	89,4	46,8	23,8	9,8	5,7	17,9	3,5
15,7	14,2	14,8	8,3	5,1	3,6	3,1	2,7	0,3
0,3	0,5	0,8	1,2	0,4	0,5	0,4	1,5	0,1
0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	»	»	»	»
0,6	0,5	0,7	0,4	0,1	0,5	1	0,4	0,3
1147,5	1342,6	1458,5	953,2	712,4	546,4	355,7	276,2	107,5
1389,6	1343,2	1408,7	827,3	676,3	546,6	483,6	531,5	127,3
2537,1	2685,8	2867,2	1780,5	1388,7	1093,5	839,3	807,7	231,8
44,15	50	50,80	53,54	51,29	50	42,43	34,15	15,07
55,85	50	49,20	46,46	48,71	50,	57,57	65,85	51,30

Tableau en valeur du commerce spécial de l'Indochine
Exportations

PAYS DE PROVENANCE		19 31	1930	1929
France		585,8	436,4	571,6
Colonies françaises		14	44,3	30,
Angleterre		17,2	25,3	64,4
Allemagne		6,5	8,3	9,7
Belgique		9,4	7,7	20,8
Autres pays d'Europe		6,6	4,6	8,8
Amérique		8,6	26,2	30,9
Afrique		8	43,3	12,5
Hong-Kong		323,9	467,1	839,1
Singapour		111,8	234,4	271,2
Chine		89,3	298,3	186,9
Indes Néerlandaises		76,1	140,8	254,9
Indes Anglaises		22,2	10,9	19,1
Japon		49,3	98,1	149,9
Siam		9,5	11,1	11,3
Philippines		1,1	1,8	89,7
Ceylan		8,7	12,1	35,6
Autres pays		0,2	0,2	0,2
Total	France et Colonies	399,8	480,7	606,6
	Étranger	748,4	1360,2	2005,
Total général		1148,2	1840,9	2611,6
Pourcentage	de la Métropole et des Colonies	34,82	26,12	23,23
	de l'Étranger	65,18	73,88	76,77

pays de provenance en 1913 et depuis 1921
 (en millions de francs)

	1927	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1913
3	605,6	824,	588 5	335 9	219,7	192 1	165 4	75 1
3	28,1	26 8	10 1	10 1	7	9 7	3 6	5 5
5	67,1	38 7	32	6,8	5 1	5 2	10,	6 2
7	22,4	20 2	16 7	8 4	1,	14 9	17 4	4 4
9	51,2	51 4	33 7	19 5	29 6	15 6	23,	1 8
3	16,6	13 3	8 7	1 2	10 1	6 5	23 2	0 3
1	32 7	54 7	29 3	38 3	30 1	44 5	12 2	1 9
7	20	28	20	5 5	6 3	6 2	»	»
7	935 5	686 9	657,	743 6	510 8	444	498 5	93 3
1	320 9	295 3	175 3	153 5	96 8	73 2	119 1	31 7
	468 1	1126 3	232 3	121 6	129,4	82 2	50 5	17,
3	75 6	189 3	178 4	74 5	15	132 5	241 7	20,
1	9,1	4 5	4 6	0 8	3 8	2 7	0 3	0 2
3	294 3	363 8	351 9	109,	40 4	48 3	79,3	17,3
5	26 4	27 7	20 6	14 9	12 7	5 3	5,	1,7
1	3,	103 4	95 8	124 5	37,	24 2	15 5	8 8
2	4 4	0 3	0 5	0 1	»	»	»	»
2	0 2	0 1	0 3	0 2	»	4 9	18 8	0 2
9	633,7	850 8	599 6	346,	226,7	201 8	169,	80 6
7	2347 5	3003 9	1857 4	1425 4	927 9	910 2	1114 8	204 8
3	2981 2	3854 7	2456 0	1771 4	1154 6	1112 0	1283 8	285 4
39	21 26	22 07	24 38	19 53	19 65	18 16	13 16	28 07
51	58 51	77 9,	55 62	80 17	80 35	81 84	86 84	71 93

*Tableau: 1° des mouvements du commerce de l'Indochine
avec la France et les autres Colonies et avec les pays
étrangers ainsi que leurs balances; 2° et de leurs
pourcentages (millions de francs)*

ANNÉES	FRANCE et COLONIES				ETRANGER				% de la France et Colonies		% de l'Etranger	
	Import.	Export.	Balance		Import.	Export.	Balance		Import.	Export.	Import.	Export.
			Déficit	Favor			Déficit	Favor				
1906	87	39	48		90	108		18	49,10	26,33	50,90	73,47
1907	107	43	64		119	175		56	47,34	19,72	52,66	80,28
1908	94	47	47		127	161		34	42,50	22,59	57,50	77,41
1909	96	66	30		112	175		63	46,	27,58	54,	72,62
1910	81	65	16		110	184		74	42,40	26,10	57,60	73,90
1911	89	59	30		105	148		43	45,87	28,50	54,13	71,50
1912	101	49	52		101	150		50	50,00	24,50	50,	75,50
1913	107	80	27		127	205		78	45,70	28,07	54,30	71,93
1914	90	78	12		121	210		89	42,65	27,07	57,35	72,93
1915	47	61		14	115	225		110	29,	21,32	71,00	78,68
1916	63	68		5	171	230		59	26,92	22,81	73,08	77,19
1917	60	37	3		181	259		75	24,59	18,03	75,41	81,97
1918	33	22	11		210	329		119	13,58	6,26	86,42	93,74
1919	91	153		62	111	693		252	17,10	18,08	82,90	81,92
1920	238	170	68		610	842		202	28,	17,31	72,00	82,69
1921	276	169	107		532	1115		583	34,15	13,16	65,85	86,84
1922	356	202	154		483	910		427	42,43	18,16	57,57	81,84
1923	517	227	320		516	928		382	50,	19,65	50,00	80,35
1924	712	346	366		676	1425		749	51,29	19,53	48,71	80,47
1925	953	599	354		827	1857		1030	53,54	24,38	46,46	75,62
1926	1158	851	607		1409	3004		1595	50,80	22,07	49,20	77,93
1927	1343	634	709		1343	2347		1004	50,	21,26	50,00	78,74
1928	1117	658	489		1151	2280		829	44,15	22,39	55,85	77,61
1929	1289	607	682		1311	2005		691	49,51	23,23	50,49	76,77
1930	1073	481	592		738	1360		622	59,24	26,12	40,76	73,88
1931	688	400	288		604	748		114	33,25	31,81	46,75	65,16

*Tableau du commerce spécial de l'Indochine
avec la balance commerciale
(millions de francs)*

ANNÉES	TOTAL	Importation	Exportation	Balance	
				Déficitaire	Favorable
1906	324	177	147	30	
1907	444	226	218	8	
1908	429	221	208	13	
1909	449	208	241		33
1910	440	191	249		58
1911	401	194	207		13
1912	402	202	200	2	
1913	519	234	285		31
1914	499	211	288		77
1915	448	162	286		124
1916	532	234	298		64
1917	560	244	316		72
1918	594	243	351		108
1919	1378	532	846		314
1920	1830	848	982		134
1921	2092	808	1284		476
1922	1951	839	1112		273
1923	2248	1093	1155		62
1924	3159	1388	1771		383
1925	4236	1780	2456		676
1926	6722	2867	3855		988
1927	5667	2686	2981		295
1928	5475	2598	2938		310
1929	5215	2603	2612		9
1930	3652	1811	1841		31
1931	2440	1292	1148	144	

CINQUIEME PARTIE

LE RÉGIME DOUANIER INDOCHINOIS

dans ses

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Le régime douanier d'une Colonie doit se proposer trois fins :

a) Contribuer au développement de son expansion économique, en n'entravant pas ses échanges extérieurs, il remplira, ce faisant, une des charges de la mission de tutelle qui incombe à la puissance protectrice.

b) En second lieu assurer une marge préférentielle aux importations métropolitaines, sans pour cela tomber dans les exagérations du Pacte Colonial.

c) Enfin, procurer au Trésor local des recettes de haut rendement, car ainsi que M. Méline l'a reconnu à la Tribune du Sénat, dans le discours prononcé à propos de l'accord franco-allemand relatif au Maroc, « Le régime douanier d'une Colonie ne représente pas seulement, en effet, la protection à accorder à nos industriels, il est la clef de voûte des budgets coloniaux ».

SECTION I

COMMERCE EXTERIEUR DE L'INDOCHINE

Le commerce extérieur de l'Indochine jusqu'en 1928, année-record n'a cessé de progresser à peine ralenti dans son ascension par la guerre de 1914-1918.

Doit-on en attribuer exclusivement la cause au système d'assimilation ?

Il faut se garder d'une conclusion hâtive, car le mouvement des échanges est largement fonction d'éléments non douaniers (mise en exploitation de nouveaux territoires, modifications du « standard of life » réalisation d'un plan d'outillage, etc...); enfin depuis la guerre, les courants dominants du commerce mondial ont subi une foule de vicissitudes pour des raisons infiniment variées.

La lecture des statistiques du développement du commerce extérieur de deux colonies anglaises : Ceylan et les Straits Settlements, ses voisines — infiniment moins peuplées — laisserait supposer au contraire que ce développement aurait été plus accentué sous un régime plus libéral que le statut douanier dont l'Indochine fut dotée (1).

(1) M. Regismansel, Directeur des Affaires économiques au Ministère des Colonies (*Bulletin du Congrès permanent du Régime Douanier Colonial*, n° de Décembre 1926)

	IMPORT.	EXPORT.	Commerce total	Commerce total en Francs 1 = 100 fr.	
Ceylan					
1892.	4.712.409	4.451.461	8.863.870		
1898-1899	5.971.470	5.800.900	11.772.370		
1908-1909	8.686.123	8.678.027	17.394.154		
1923-1924	22.916.000	55.120.000	88.036.000	8.803.600.000	
Straits Settlements					
1892.	18.857.000	17.951.693	36.808.693		
1898-1899	23.777.261	20.316.186	48.623.447		
1908-1909	36.912.260	31.195.448	38.858.308		
1923-1924	83.206.000	34.209.000	174.091.000	17.409.100.000	
					COMMERCE DE L'INDOCHINE
					1900 : 341.644.000
					1923 : 2.988.000.000
					COMMERCE
					1892 : 163.703.000
					1909 : 522.788.000

De l'examen des deux tableaux relatifs au commerce extérieur de l'Indochine, il appert :

1° Que la balance des échanges depuis 1909, sauf en 1931 sous l'influence de la brusque dépression de la valeur de la principale exportation, a été constamment favorable à l'Indochine, mais la discrimination en révèle que si la balance des échanges avec l'étranger est créditrice au compte de l'Indochine, par contre, la balance commerciale de l'Indochine avec la France et les Colonies françaises est

restée constamment déficitaire à part les trois exercices 1915, 1916 et 1919.

Cette rupture d'équilibre des échanges entre la Métropole et la Colonie n'a rien de surprenant, si l'on réfléchit un instant que les deux pays n'ont pas la même gamme de produits à offrir au choix de la clientèle, si l'un jusqu'à ces toutes dernières années n'avait guère que le riz comme article d'exportation, l'autre par contre pouvait présenter toutes les variétés de marchandises de la production occidentale.

2° Que la répartition au point de vue de la provenance des importations en Indochine malgré le système de l'assimilation est inchangée depuis 25 ans, le pourcentage des territoires français était de 49.10 % en 1906, il est de 53.25 % en 1931.

Cette stabilité, malgré l'augmentation sensible de la population européenne qui aurait dû provoquer le relèvement du pourcentage métropolitain démontre une fois de plus que l'Indochine est et restera dépendante pour une partie de ses importations des pays d'Extrême-Orient ses voisins.

Il semble que cette donnée essentielle qui domine toute l'économie générale de la Colonie ait été perdue de vue lors de l'élaboration au tarif spécial prévu par la loi du 13 Avril 1928, notamment dans la détermination des taux du tarif général.

En effet, ainsi que le fait remarquer M. le Gouverneur Général Pasquier, dans son discours d'ouverture à la session ordinaire de 1932 du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers « par suite de l'absence d'accords commerciaux avec les pays voisins, et d'une application stricte des règles du transport en droiture, les droits les plus com-

munément appliqués sont ceux du tarif général, or une telle taxation quadruple de celle résultant du tarif minimum n'est mise en vigueur dans la Métropole qu'à titre exceptionnel, et le plus souvent, dans un but de représailles économiques ».

« Les rédacteurs du tarif indochinois ont cru, d'autre part, faciliter la tâche des services d'exécution en diminuant le nombre des positions afférentes à chaque catégorie de marchandises, or les objets importés en Indochine sont généralement d'une qualité médiocre ; il en résulte qu'une taxation simplifiée mais calculée sur la base de la moyenne des positions françaises aboutit le plus souvent à une protection excessive pour des produits de faible valeur ».

« Enfin, lacune d'autant plus essentielle que, jusqu'à une date récente, il n'existait pas d'accord commercial, en ce qui concerne l'Indochine, entre la France, la Chine et le Japon, aucune position particulière ne permet d'appliquer des droits réduits aux produits spécifiquement asiatiques, qui n'ont pas de similaires en Europe et intéressent directement la clientèle indigène. Le tarif indochinois, en frappant de droits particulièrement élevés des marchandises que produisent, seuls nos voisins d'Extrême-Orient, et que le plus souvent aucune industrie locale n'est encore apte à obtenir aboutit dès lors, à une véritable prohibition de fait ».

« Cette attitude, pourrait sans doute se concevoir sans danger, si l'Indochine appuyée sur la Métropole constituait comme les possessions nord-africaines de la France, un ensemble économique autonome, mais il n'en est rien, et la plupart des grands produits indochinois, riz, charbons, trouvent en Chine et au Japon, un débouché dont ils ne peuvent se passer ».

« Sans donc négliger l'opportunité d'un développement de l'industrie locale sans surtout battre en brèche la position justement privilégiée que la France doit garder sur le marché indochinois, il est nécessaire de recréer des rapports plus normaux entre la colonie et ses voisins immédiats, et par là même, d'intensifier des transactions dont dépendent tout à la fois, la prospérité économique et l'équilibre budgétaire ».

En outre, il importe de souligner que la régression des importations en Indochine des pays Extrême-Orient, n'a nullement bénéficié à nos importations de la Métropole et des Colonies Françaises ; non seulement ces dernières n'ont pas augmenté en 1930 sur celles de 1928, mais elles accusent au contraire une légère diminution, résultat peu en rapport avec l'énorme fléchissement de l'apport étranger.

En 1928, avant l'application du nouveau tarif période d'activité normale, les importations étaient réparties comme suit :

<i>Pays asiatiques</i>		<i>Europe</i>	
Hong-Kong	489.497.000	Angleterre	43.420.000
Singapour	93.849.000	Suisse	24.916.000
Chine	231.702.000	Belgique	8.843.000
Indes Néerl.	182.426.000	Pays Bas	5.617.000
Japon	49.692.000	Allemagne	24.004.000
Philippines	325.000	Italie	2.524.000
Indes Anglaises	93.970.000	Autre pays	7.950.000
Siam	15.687.000		
Autre pays	279.000	Total..	117.274.000
Total.. 1.157.427.000			

France	1.060.990.000
Colonies françaises	86.497.000

Total . . . 1.147.487.000

En 1930, un an après l'application du nouveau tarif période pendant laquelle la crise ne se faisait pas encore sentir, elles étaient devenues :

<i>Pays asiatiques</i>		<i>Europe</i>	
Hong-Kong	187.861.000	Angleterre	46.575.000
Singapour	36.687.000	Suisse	19.987.000
Chine	37.384.000	Belgique	7.728.000
Indes Néerl.	112.581.000	Pays Bas	8.875.000
Japon	20.347.000	Allemagne	55.055.000
Philippines	178.000	Italie	2.834.000
Indes Anglaises	78.736.000	Autres pays	8.228.000
Siam	6.274.000		
Autres pays d'Asie	244.000	Total..	149.282.000
Total.. 480.292.000			

France	991.444.000
Colonies françaises	82.139.000

Total . . . 1.073.583.000

La baisse des pays asiatiques dépassait six cents millions et elle ne semble pas extraordinaire lorsqu'on jette un

coup d'œil sur le tableau ci-après, qui pour la seule Cochinchine nous montre la physionomie des importations chinoises avant et après la mise en vigueur du tarif Kircher.

Une délibération du Conseil de Gouvernement en date du 10 mai 1932, tendant à modifier dans un sens plus libéral, les droits d'entrée sur les produits spécifiquement asiatiques, a été en grande partie approuvée par un décret du 25 septembre de la même année, qui sanctionne un certain nombre des dérogations demandées.

pour un certain nombre de produits chinois
importés en Cochinchine seulement avant et après
l'application du tarif Kircher (1)

DÉSIGNATION	Import. Quantité 1928	Ancien Tarif Douane avant 1928	Import. Quantité 1930	Nouveau. Tarif Kircher 1929
		fr.		fr.
Sucre candi	1.367 T	86.00	190 T	196.00
Sucre raffiné	23.767 T	86.00	14.339 T	157.50
Tabac à fumer chinois	154.302 K	350.00	0	1.000.00
Rolin entier ou fendu	578.455 K	exempt	591.464 K	30.00
Légumes desséchés	1.311.811 K	30.00	465.592 K	130.00
Vinaigre	215.685 L	40.80	139.132 L	144.00
Encre de Chine	7.856 L	144.00	613 L	230.00
Sauce chinoise	472.883 K	17.00	0	300.00
Thé de Chine	1.740.635 K	353.60	1.130.215 K	800.00
Poudre joostick	2.586.571 K	25.50	99.536 K	120.00
Faïence noire décorée	48.200 K	66.15	3.248 K	160.00
Faïence décorée	224.958 K	117.60	60.856 K	312.00
Porcelaine com. blanche	1.341.624 K	68.00	0	400.00
Porcelaine décorée renforcée	13.705 K	97.20	721 K	1.000.00
Porcelaine décorée ordinaire	280.375 K	135.00	21.090 K	1.200.00
Abat-jours blancs	23.293 K	61.20	6 K	480.00
Bouteilles vides	3.030.565 K	8.92	152.741 K	152.00
Fil de chanvre	406.370 K	382.50	0	1.000.00
Fil de soie teint	1.644 K	510.00	0	15 000.00
Fil de soie écreu	500 K	340.00	0	12 000.00
Tissus de coton pur uni écreu	22.072 K	680.00	433 K	1.600.00
Bonneterie coton chaussettes	1.914 K	3.825.00	0	20 000.00
Bonneterie coton tricotés	2.912 K	3.825.00	0	10 000.00
Tissus de soie pure	25.218 K	1.360.00	328 K	11 000.00
Tissus de soie façonné	321 K	1.560.00	0	40 000.00
Bonneterie de soie	170 K	1.360.00	0	40 000.00
Broderie de soie	135 K	3.400.00	0	30 000.00
Papier destiné au culte	1.533.352 K	102.00	0	600.00
Panneaux parapluies, éventails en papier	183.159 K	76.50	0	1.200.00
Souliers chinois	3.158 K	2.55		28 à 60
Mouvements de réveil, pendules pendules	paires 216 K	la paire 520.00	0 16 K	la paire 6.400.00
Objets en laque	1.509 K	300.00	0	2.400.00
Pétard	1.132.780 K	204.00	0	1.600.00
Instruments de musique	9.865 K	68.00	0	300.00
Ouvrages en bois, articles en bambou (paniers)	305.667 K	40.80	0	1.000.00
Articles en rotin grossier	41.298 K	25.50	12.521 K	200.00
Souliers de paille p. coolies	39.704 K	25.50	0	100.00
Pâtes alimentaires	40.827 K	34.30	0	300.00
Huile aromatisée	69.153 K	70.00	0	1.200.00
Dominoes chinois	1.183 K	40.80	0	3.000.00
Boulons ivoire, etc.	31.657 K	510.00	0	8.000.00
Poisson sec	463.362 K	17.00	462.431 K	85.00
Oreiller chinois	23.703 K	91.80	0	2.400.00

(1) Extrait du rapport Messner à la Chambre de Commerce de Saigon (29 Septembre 1923). (Doit être consulté avec quelque réserve).

SECTION II

LA PART DU COMMERCE METROPOLITAIN

L'Indochine réserve à la France et à ses Colonies ainsi qu'on l'a vu précédemment 53.25 % de ses achats ; en cette période où chaque pays se barricade derrière des murailles douanières de plus en plus hautes, est-il possible pour nos industries exportatrices, aux abois, de gagner quelques fractions par un exécutoire élargi de leur production dans notre grande Colonie asiatique ?

Si à première vue le problème de reprise ou de conquête d'un marché, où nous avons l'avantage de la franchise douanière sur nos concurrents étrangers, semble des plus aisés à résoudre, un examen détaillé des chapitres du tarif va nous convaincre, que les perspectives d'amélioration du commerce métropolitain sont bien limitées. Les obstacles sont multiples : frais de transport, présence d'une industrie locale à respecter ou à encourager, insuffisance parfois de notre propre production, habitudes séculaires de la clientèle à respecter ou tout au moins à ménager.

I. ANIMAUX VIVANTS (1)

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	11	21	5	29	410	473	255	58
ETRANGER.....	339	361	1.139	699	1.720	1.624	3.959	631
TOTAL.....	370	382	1.164	728	2.130	2.097	4.194	689

Répartition proportion (p. 100)	{	France..	2 9	5 5	0 5	4 0	19 2	23 3	6 1	8,4
		Étranger..	97 1	94 5	99 5	96 0	20 8	76 7	93 9	91,6

Les conditions de transport prohibant les produits de l'élevage national, aussi bien pour la boucherie que pour le trait, tous les articles de ce chapitre, jusqu'au décret du 29 juin 1929 étaient exemptés de tout droit. Depuis ils sont

(1) Les statistiques des trente quatre tableaux qui vont suivre — correspondant aux mêmes chapitre du tarif des douanes — sont extraites pour la généralité des Rapports sur la Navigation et le Mouvement commercial de l'Indochine pour les années 1913, 1929, 1930 et 1931.

Lorsque pour l'année 1913, quelques éléments ne seront qu'approximatifs, en raison de l'établissement rudimentaire à cette époque de certaines classifications, il en sera fait mention.

repris en totalité au tarif spécial, toutefois les chevaux entiers et juments, les reproducteurs des espèces bovine et bubaline, toute l'espèce caprine et les spécimens de l'espèce ovine destinés à l'élevage, ont continué à bénéficier de la franchise douanière.

Contrairement à la tendance générale du tarif spécial d'accentuer la protection du tarif français, les premiers droits institués sur le surplus des articles de ce chapitre ont été très modérés, en raison de la situation de l'élevage indigène ; c'est ainsi que les moutons dont l'importation figure dans les statistiques en valeur de 1931 pour plus des trois quarts du total de cette rubrique ne furent frappés que d'un droit, par quintal de poids vif de 75 francs au tarif général et 50 francs au tarif minimum.

La pauvreté des effectifs du troupeau ovin indochinois, environ 10.400 têtes (1) ainsi que d'ailleurs le souci d'une politique de diminution du coût de la vie, n'ont même pas permis le maintien de ces tarifs qui ont été réduits récemment à 12 francs par tête au tarif général et à 6 francs au tarif minimum (décret du 25 septembre 1932).

Les rares importations françaises sont absolument en dehors d'un commerce régulier; suivant les années, elles sont représentées, soit par des mulets destinés à la remonte de l'artillerie coloniale, soit par des chevaux achetés par les Sociétés de course ou bien encore par des étalons acquis par l'Administration pour ses Haras.

(1) La Production animale en Indochine, rapport par le Docteur G. Le Louet au Congrès de la Production animale et des maladies du bétail. (Exposition Coloniale Internationale Paris-Vincennes 1931).

II. PRODUITS ET DEPOUILLES D'ANIMAUX

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	929	1.074	1.384	757	12.390	14.205	22.621	4.687	
ETRANGER.....	3.684	3.979	4.695	1.768	22.878	25.471	33.055	2.700	
TOTAL.....	4.613	5.053	141	2.525	35.268	39.676	55.676	4.387	
Répartition proportion (p. 100)	France..	20 10	21,3	22 8	30 0	35,13	35 8	40 6	38,4
	Etranger..	79,90	78,7	77,2	70 0	64 87	64 2	59 4	61,6

Quatre articles de cette rubrique (1) : les laits de conserve de toute nature, les fromages, les beurres et les conserves de viandes en boîtes représentent à eux seuls près de 32.000.000 francs sur un total de 35 millions.

(1)	Valeur	Provenance	
	des principaux produits importés	France	Étranger
Lait naturel et concentré pur.....		47.000 fr.	1.786.000 fr.
Lait additionné de sucre	2.116.000		16.909.000
Fromage	3.238.000		200.000
Beurre	4.185.000		1.539.000
Conserves de viande de gibier, etc.....	1.677.000		143.000

La situation de l'industrie française des conserves de lait sur le marché indochinois est absolument lamentable ; depuis 1913, elle n'a progressé en tonnage que de 12 % alors que les importations étrangères ont augmenté de 316 % lui ravissant un débouché de l'ordre au minimum de 20 millions de francs.

La cause de cette quasi-stagnation est due à l'insuffisance du taux de protection du tarif douanier spécial indochinois, qui, en cette occurrence est inférieure de plus de 50 % au tarif métropolitain.

En outre, comme le faisait remarquer M. Kircher « les indochinois allant au meilleur marché, ils achètent à l'étranger du lait complètement écrémé et le donnent à leurs enfants en ignorant que c'est absolument comme s'ils leur donnaient de l'eau » (1).

Or, si les produits français sont d'une qualité hors de pair, tant en raison de la perfection de leur préparation que de leur haute teneur soit en sucre soit en éléments nutritifs, leurs prix sont quelque peu plus élevés que ceux des similaires étrangers, et par suite un renforcement de la protection douanière leur est donc indispensable pour compenser leur situation défavorable.

Solution d'autant plus justifiable, que la fabrication du lait concentré sous toutes ses formes doit constituer pour la métropole une industrie-clé ; son développement en période de paix doit lui permettre en cas de conflit international, d'éviter les graves inconvénients d'une défaillance des marchés étrangers.

(1) Conférence du 18 Février 1929, devant le Comité d'action économique et douanière.

Lors de la revision des accords commerciaux que la crise semble imposer comme prochaine, l'Indochine n'aura pas à ménager la Suisse son principal fournisseur étranger et actuellement bénéficiaire du tarif minimum, puisque pour les riz, cette puissance ne lui réserve aucun avantage tarifaire, mais encore donne la préférence pour ses achats à l'Italie.

Les fromages sont fournis presque en totalité par la France; l'importation étrangère absolument insignifiante (2.50 % en valeur) ne figure que par quelques envois de spécialités (Hollande, Emmenthal, Gorgonzola).

La situation de l'industrie métropolitaine est aussi brillante pour les conserves de viande de gibier, pâtés de foie gras; la concurrence étrangère décline actuellement la lutte, alors qu'avant guerre, elle nous enlevait la moitié du marché.

Pour les beurres, une distinction s'impose suivant qu'il s'agit de beurres frais ou fondus ou de beurres salés. Alors que pour les premiers la France n'est fournisseur que pour 1/10 environ, par contre elle jouit d'un véritable monopole pour les seconds, grâce aux droits élevés du tarif spécial indochinois (400 francs le quintal au tarif maximum et 200 francs au tarif minimum).

Les beurres salés australiens, déjà soumis au tarif général, ont été évincés par la surtaxe de 200 % (décret du 15 janvier 1930), mesure de retorsion appliquée à la suite de droits absolument prohibitifs de la part du Commonwealth sur les produits français.

L'industrie beurrière française, malgré notre balance, en ces dernières années importatrices, prétend que le débouché colonial lui est indispensable pour écouler la surproduction des quelques mois d'été, quoiqu'on puisse lui

objecter que la solution des frigorifiques assurerait la même stabilité au marché.

Dans ce but, elle souhaite l'extension à notre domaine d'outre-mer, du dernier relèvement des droits de douane sur les beurres réalisé par le décret du 28 septembre dernier et qui les a portés de 400 à 1.400 francs au tarif général et de 200 à 700 francs au tarif minimum, avec l'arrière-pensée de neutraliser ainsi, notamment au regard de l'Indochine, les avantages de la récente concession au Japon du tarif minimum pour ses beurres salés (arrangement commercial franco-japonais relatif à l'Indochine du 13 Mai 1932).

Il est regrettable qu'à l'abri de cette barrière douanière, l'industrie beurrière métropolitaine impose à la population indochinoise des produits d'une infériorité marquée comparativement aux beurres similaires australiens ou tasmaniens. Cette attitude vis-à-vis de la clientèle indochinoise s'explique en partie par l'origine méridionale de la plus grande fraction de l'élément français qui, habituée à la cuisine à l'huile ou à la graisse, se montre peu exigeante pour le beurre.

Toutefois, il est à présumer qu'au jour de la trêve douanière, la qualité s'imposera au grand étonnement de nos industriels qui auront au moins comme fiche de consolation, l'assurance d'avoir été les propres auteurs de leur infortune.

III. PECHES

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		135	197	245	122	1.488	1.390	2.747	256
ETRANGER.....		642	942 *	2.156	825	2.682	5.746	22.734	680
TOTAL....		767	1.139	2.401	947	4.170	7.226	25.481	936
Répartition proportion (p. 100)	France..	20,2	17,3	40 2	12 9	35 7	23,7	40,8	37,6
	Etranger..	79,8	82,7	89 8	87,1	64,3	74,3	89 2	62,4

L'important mouvement de régression (1) qui caractérise cette dernière période triennale est due pour la moitié environ, soit une dizaine de millions de francs à la dispari-

(1)	Valeur	Provenance	
	des principaux produits importés	France	Etranger
Poissons secs salés ou fumés autres.....		37.000 fr.	1.134.000 fr.
Poissons conservés au naturel ou	sardines autres	443.000	19.000
autrement préparés.....		799.000	327.000
Ailerons de requins.....			

Nota. — Les statistiques de 1913 sont approximatives.

tion commencée en 1930 et achevée en 1931 de l'importation en provenance des Etats-Unis des poissons conservés au naturel (sardines et autres).

C'est là le seul article où la France doit essayer d'améliorer sa position ; les autres produits repris à ce chapitre sont à négliger comme étant de peu d'importance ou complètement en dehors des ressources de notre production indigène soit en raison de leur nature exotique, soit par suite de leur préparation spéciale, tels que les ailerons de requins, les biches de mer, les algues marines, les huîtres marinées.

Nous avons en France 202 « conserveries » de sardines, dont la plupart traitent aussi d'autres poissons, qui fonctionnent du 1^{er} juin au 1^{er} novembre. Leur capacité de production est estimée à plus de 2 millions et demi de caisses de 100 boîtes $1/4$, 25 ^m/_m, mais elles n'ont produit en 1931 que 600.000 caisses, dont 160.000 ont été exportées et 440.000 ont été absorbées par le marché intérieur ; celui-ci pour satisfaire la consommation nationale a dû acheter 1.795.000 caisses à l'étranger.

Après avoir été la maîtresse du marché mondial de 1824 à 1901, l'industrie française des conserves de sardines a perdu ses débouchés extérieurs et elle est en train de laisser à la concurrence étrangère le soin de ravitailler en poissons le marché français métropolitain et colonial.

Parmi toutes les causes qui ont réduit cette industrie à cette extrémité, l'indifférence des pouvoirs publics, à défendre la plupart de nos positions extérieures doit être dénoncée comme une des plus importantes.

S'il en était autrement, est-ce qu'ils toléreraient que des pays pour lesquels nous avons fait tant de sacrifices d'argent, comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie pren-

nent à l'égard de la sardine française des mesures qui équivalent à la prohibition ? Est-ce qu'ils admettraient qu'un pays de protectorat comme le Maroc applique à nos conserves de sardines, un droit *ad valorem* de 10 % et qu'un pays placé sous mandat français, comme la Syrie applique le droit de 25 % ? Est-ce qu'ils consentiraient au Japon notre tarif minimum de 75 francs alors que pour entrer dans l'Empire du Soleil levant, nos conserves doivent payer des droits variant de 385 francs, quand ils sont dits spécifiques à 1.600, quand ils sont baptisés *ad valorem*.

Nos « conserveurs » doivent mettre à profit sans perte de temps cette désertion inexplicable du fournisseur américain, pour reconquérir au plus vite le marché indochinois ; l'enjeu est de mille tonnes.

Leur plan de campagne doit prévoir :

a) création d'une conserve, dont la dimension de la boîte et le mode de présentation se rapprochent sensiblement d'une similaire américaine afin de ne pas troubler les habitudes de l'acheteur.

b) établissement d'un prix aussi réduit que possible, solution peut être réalisable par la substitution de la sardine, poisson relativement cher, au « sprat » de la mer du Nord.

c) étude de remplacement de l'huile par un autre assaisonnement moins coûteux et plus flatteur au goût de l'indigène indochinois (1).

(1) Des industriels de Boulogne-sur-Mer se préoccupent actuellement de fabriquer des conserves de poisson présentées dans des boîtes ovales rappelant la boîte américaine (Renseignements fournis par l'Union des Syndicats français des fabricants de conserves de sardines et autres poissons).

Ces conditions une fois remplies, le Gouvernement Général de l'Indochine, se trouvant en présence d'un produit bon marché destiné à l'alimentation de la masse, se déciderait peut être, à renforcer la protection douanière (tarif actuel: 170 fr. en tarif général et 85 fr. en tarif minimum les 100 K B).

IV. SUBSTANCES ANIMALES BRUTES PROPRES
A LA MEDECINE OU A LA PARFUMERIE

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		4	4	4	»	73	42	234	»
ETRANGER.....		3	5	5	»	16	15	30	»
TOTAL.....		4	6	6	»	89	57	3.657	»
Répartition proportion (p. 100)	France..	25	46 6	46 6	»	82,1	73,7	88 5	»
	Etranger..	75	83,4	83 4	»	17 9	26 3	11 5	»

Les éponges brutes ou préparées, exclusivement d'ailleurs de provenance française, constituent le seul article digne de mention, de ce chapitre au surplus sans intérêt.

V. MATIERES DURES A TAILLER

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR Millions de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	«	2	«	«	8	6	9	«	
ETRANGER.....	71	107	177	82	240	337	1.734	487	
TOTAL.....	71	109	177	82	248	343	1.743	487	
Répartition proportion (p. 100)	France..	0,4	2 0	«	«	3 3	1 8	0 5	«
	Etranger..	99,9	78 0	100 0	100 0	96 7	97 2	99 5	100

La part de la France, dans l'importation des articles groupés à ce chapitre est absolument infime et leur nature ne permet pas d'espérer un changement à cette situation.

Les défenses d'éléphants, les écailles de tortue, les haliotides et les cornes de bétail, qui représentent les neuf dixièmes tant en valeur qu'en poids des articles de ce titre sont demandées à Hong-Kong (notamment écailles de tortue en totalité, six tonnes en 1931) et à Singapour.

La moins value de 1.400.000 francs, différence entre le montant des importations des années 1929 et 1930 a été provoquée par un changement dans la base d'évaluation des carapaces de tortues, onglons et caouanes ; jusqu'en 1929, la valeur arbitrée pour ces articles était basée à tort sur le prix de l'écaille alors qu'il est surtout importé des petites carapaces sans écailles.

VI. FARINEUX ALIMENTAIRES

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	446	418	482	2.564	1.472	1.642	2.161	1.010
ETRANGER.....	36.301	41.447	40.818	17.043	42.007	54.393	110.923	6.754
TOTAL....	36.747	41.865	41.300	19.607	43.459	56.235	113.084	7.764
Répartition proportion (p. 100)	France..	1 2	1 0	1,2	13 1	3 3	3 0	13 0
	Etranger..	98 8	99 0	99,8	76 9	96 7	97 0	87 0

Alors qu'en 1913 la France occupait une place honorable (2164 tonnes sur 11611) parmi les pays importateurs de farines de froment, principal article de cette rubrique, elle est aujourd'hui presque totalement évincée de ce marché, dont l'approvisionnement est assuré à peu près exclusivement par les entrepôts d'Hong-Kong (17.935 tonnes sur 18.367 en 1931) (1).

(1) Principaux produits importés	France	Etranger
Farine	196.000 fr.	21.472.000 fr.
Vermicelle chinois		6.466.000
Légumes secs	244.000	8.099.000
Pommes de terre.....	8.000	2.958.000

La substitution, quasi intégrale des farines étrangères aux farines françaises a été accélérée depuis 1926 par la suppression dans tous les cahiers des charges d'adjudication publique relatifs aux fournitures des subsistances militaires et autres administrations publiques, de la clause obligeant les soumissionnaires à ne présenter que des farines françaises.

Cette modification fut apportée sur l'intervention du Ministre de l'Agriculture, à la suite de plusieurs récoltes déficitaires et a les plus grandes chances d'être maintenue avec les conditions actuelles du marché mondial du blé.

La meunerie française se plaint amèrement de l'attitude des pouvoirs publics indochinois à son égard.

Elle leur reproche, en premier lieu, d'avoir lors du dernier relèvement des droits de douane sur les farines, œuvre du décret du 16 mars 1932 usé de la faculté incluse au dit décret, de suspendre provisoirement l'application des droits en tarif général concernant ces produits.

Critique bien facile, mais inspirée par une politique à courte vue, alors que cette décision a été motivée par des soucis de colonisation que le préambule de l'arrêté d'application présente en un excellent raccourci de quelques lignes :

« Les farines de froment et les sucres sont, pour la colonie des produits de première nécessité que la Métropole ne peut actuellement lui fournir dans des conditions normales et dont elle est à peu près exclusivement alimentée par des pays ne bénéficiant d'aucun régime de faveur, par suite l'application des nouveaux droits d'entrée sur ces produits entraînerait une aggravation du coût de la vie sans aucune contre partie à l'avantage des industries locales ou métropolitaines. »

Mais son principal grief est le suivant : alors que les farines australiennes ou canadiennes paient le tarif minimum à l'entrée en Indochine, la Colonie émet la prétention de faire payer aux farines de provenance métropolitaine, suite d'admission temporaire les droits de douane en tarif général ou en tarif minimum sur les blés mis en œuvre, suivant l'origine des blés inscrits sur l'acquit en apurement duquel les farines sont exportées.

Par exemple, alors que les farines canadiennes expédiées d'un port du Canada à destination d'Indochine acquittent un droit de douane de 35 francs par 100 kilos brut suivant le tarif minimum applicable ; par contre une farine fabriquée en France pour laquelle l'imputation, en vue du remboursement du droit de douane à la sortie, aura été faite sur des acquits de blés canadiens, paiera à son entrée, dans la Colonie, les droits de douane en tarif général sur les blés ayant servi à sa fabrication, soit 40 francs par 100 kilos brut de blé ; soit environ 56 francs par 100 kgs brut de farine (1).

Cette situation incitait le 39^e Congrès de la Meunerie française tenu récemment à Paris (29 novembre 1932) à adopter les trois vœux suivants :

« Considérant que la loi du 27 décembre 1922 a abrogé l'article 30 de la loi du 16 mai 1863, qui admettait en franchise les produits réexportés sous le régime de l'admission temporaire dans les colonies des Antilles et de la Réunion.

« Mais considérant que le Décret du 14 avril 1905 établissant la réglementation douanière des Colonies de l'Afri-

(1) M. Ch. Boursaus, secrétaire général du Syndicat national de la meunerie d'exportation. Rapport au 39^e Congrès de la Meunerie française.

que Occidentale française, considère comme français, pour l'importation dans la Colonie, les produits fabriqués dans la Métropole, sous le régime de l'admission temporaire ;

« Emet le vœu :

« Que le principe établi par le décret du 14 avril 1905, favorable à l'industrie métropolitaine soit étendu à toutes les Colonies du 1^{er} et du 2^e groupe, et dans les pays de protectorat ou sous mandat, dans lesquels les conventions internationales n'y formeraient pas obstacle. »

.....

« Considérant que la Minoterie des ports et notamment la minoterie marseillaise, vit principalement de la transformation des blés d'admission temporaire et de l'exportation des produits de mouture ;

« Considérant que cette Minoterie est en mesure d'exporter sur l'Indochine et sur Madagascar en particulier, des farines suite d'admission temporaire si les tarifs douaniers sont convenablement aménagés.

« Emet le vœu :

« Que pour chaque colonie soit établi un droit différentiel permettant l'entrée des farines françaises en suite d'admission temporaire ».

.....

« Considérant que la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et le décret du 2 juillet 1928 ont donné aux Pouvoirs Publics locaux dans les Colonies le droit d'accorder certaines dérogations aux taxes et droits qui frappent certaines denrées à l'entrée dans la Colonie ;

« Considérant néanmoins qu'en raison de la crise agricole et particulièrement de la crise du blé dont souffre la Métropole, il y a intérêt à favoriser l'exportation des blés

français et farines françaises ou de fabrication française, dans nos Colonies, Pays de Protectorat ou sous mandat :

« Emet le vœu :

« Que la loi du 13 avril 1928 et le décret du 2 juillet 1928 soient modifiés en vue d'excepter les blés étrangers et les farines de fabrication étrangères, des dérogations qui peuvent être accordées aux droits qui doivent les frapper à l'entrée dans la Colonie. »

Il faut escompter que le Gouvernement Général de l'Indochine résistera de toutes ses forces à l'extension à la colonie du protectionnisme agricole en vigueur dans la métropole et dont les méfaits ont abouti notamment en faussant les cours du blé à l'isolement économique de la France.

Les deux autres articles de ce chapitre: les vermicelles chinois et les légumes secs — dont l'importation pendant les années de prospérité se chiffrait pour chacun par plus de 2.500.000 francs — ne pourront jamais être du domaine des transactions métropolitaines.

En effet, la plupart des légumes secs appartiennent à des espèces particulières aux pays d'Extrême-Orient et il y aurait toute une éducation du goût à entreprendre chez nos protégés pour les habituer aux produits de notre sol. Quant au vermicelle chinois, il décourage à l'avance par son bon marché, les initiatives de nos fabricants de pâte.

Si nous ajoutons à ces considérations, les frais de transport sur des marchandises dont la valeur à la tonne varie de 1.000 à 2.500 francs, l'on comprend aisément l'abstention du commerce français.

L'exemption accordée aux pommes de terre par la loi du 18 juillet 1906 a été maintenue dans le nouveau tarif, la production locale étant insuffisante pour répondre aux besoins de la consommation (importation totale en 1931 : 4.606 tonnes ; France : 14 tonnes).

VII. FRUITS ET GRAINES

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	123	130	151	100	856	952	4.465	105	
ETRANGER.....	13.283	14.956	16.443	12.637	26.272	28.371	69.956	7.402	
TOTAL....	13.406	15.087	16.154	12.737	27.428	29.323	71.421	7.508	
Répartition proportion (p. 100)	France..	0 9	0 9	0 9	0 8	3 1	3 3	2 1	1 3
	Etranger..	99 1	99 1	19 1	99 2	96 9	96 7	97 9	98 7

Quoique les chambres frigorifiques pour le transport des fruits frais, aient supprimé le facteur distance, les importations de France de ces denrées sont absolument dérisoires et tendent même à disparaître complètement : c'était en 1929 avant la crise un manque à gagner de près de six millions de francs rien que pour les pommes, poires et raisins frais (1).

Provenance

(1) *Principaux produits importés* France Etranger

Fruits de table frais et secs..... 613.000 10.346.000

Noix d'arec 13.399.000

Fruits et graines oléagineuses..... 1.079.000

Nota. — Les statistiques de 1913 sont approximatives.

Ce phénomène de regression de notre commerce d'exportation des fruits n'est pas particulier au marché de l'Indochine, il sévit également parmi toute notre clientèle (recul de 226.000 tonnes en 1925 à 135.000 tonnes en 1930), rebutée par notre pratique courante du « fardage » opération qui, comme on le sait, consiste à dissimuler sous une couche de beaux ou de très beaux produits, des produits inférieurs médiocres, avariés ou invendables pour une cause quelconque.

Le marché des fruits secs ou tapés est, à tort complètement délaissée par les importateurs français, sans doute par ignorance de son importance, plus de 17 millions de francs en 1928.

Malgré l'absence dans nos vergers de quelques espèces de fruits spéciaux à l'Extrême Orient, notre part dans les importations de raisins secs (1 %) ou de prunes et pruneaux pourrait être sensiblement relevée, si l'on se décidait à consacrer quelques efforts à la recherche de procédés de dessiccation de fruits propres à attirer la clientèle asiatique.

Ce chapitre et le précédent, ainsi que d'ailleurs tous ceux qui contiennent des articles se rapportant à la production agricole, n'enregistreront jamais les mouvements d'un trafic important avec l'Indochine, le peu de valeur des produits dans la généralité des cas leur interdisant impérativement d'envisager les frais du transport.

VIII. DENREES COLONIALES DE CONSOMMATION

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	3.073	3.375	4.491	6.490	41.891	51.721	71.930	7.018
ÉTRANGER.....	15.364	18.712	24.866	8.752	55.448	28.371	133.209	10.960
TOTAL.....	18.437	22.487	26.357	15.242	97.339	29.323	205.139	18.008
Répartition proportion (p. 100)								
France..	16,7	16,8	15,3	42,6	43,0	50,2	35,6	39,1
Étranger..	83,2	83,2	87,4	57,4	57,0	49,8	61,5	60,9

Si, actuellement la production sucrière de la France et de ses Colonies américaines et africaines assure à peu près intégralement la consommation des habitants de son empire mondial, par contre les différents pays de l'Union Indochinoise, notre possession la plus peuplée présentent cette anomalie d'être encore tributaires pour une large part, soit pour le sucre raffiné, soit pour le sucre blanc cristallisé de leurs voisins d'Extrême-Orient (1).

Principaux produits importés	Provenance	
	France	Etranger
Sucres bruts et raffinés.....	1.182.000	12.886.000
Cafés	216.000	1.893.000
Thés		14.734.000
Tabacs fabriqués	34.119.000	6.159.000

C'est ainsi qu'en 1931, l'origine des 9.600 tonnes de sucre blanc importé se distribue, savoir :

France et ses colonies	3,9 %
Java	14,0 %
Hong-kong	70, %
Singapour	8,4 %
Autres pays	3,7 %

Ce pourcentage si modique de nos importations souligne que la lutte est inégale entre les sucres métropolitains, avantagés par la franchise douanière, mais handicapés et au-delà du bénéfice de cette mesure, par le taux élevé des frets entre les ports français et les ports de l'Indochine, et, les sucres de Java, à pied d'œuvre et produits à des prix exceptionnellement bas, grâce aux perfectionnements remarquable qui ont été réalisés dans cette île, depuis de longues années, en matière de culture et de travail de la canne (Singapour et Hong-Kong sont de centres de raffinage ou d'exportation de sucres originaires de Java).

Les conditions du marché sont donc telles qu'elles imposent comme seule solution pour assurer l'indépendance économique de l'Indochine, l'extension progressive de la production locale.

Pour évaluer cet effort de libération, il suffit de soustraire de la moyenne des tonnages annuels de sucre blanc étantanger importé au cours de ces dernières années celle des tonnages de même sucre produit dans la Colonie, la différence qui est de l'ordre de 20.000 tonnes constitue par suite le débouché assuré immédiat à l'industrie sucrière locale.

Ce chiffre d'ailleurs ne saurait représenter un plafond pour la production des sucres blancs en Indochine car il y a lieu d'escompter à la fois tout d'abord, que les indigènes abandonneront petit à petit l'usage du sucre roux dont la consommation, d'après les statistiques, s'élèverait actuellement à 35.000 tonnes et qu'ensuite la consommation totale ne manquera pas de suivre la progression généralement constatée dans tous les pays.

Fort de l'expérience historique, le Gouvernement de l'Indochine ne pouvait ignorer que le développement encore embryonnaire de l'industrie sucrière exigeait l'aide efficace des pouvoirs publics, notamment pour lutter par un tarif douanier suffisamment élevé, contre la concurrence des Indes Néerlandaises.

Il y a lieu de souligner que ces droits, dans l'esprit du législateur ne devaient en aucun cas constituer un maximum, mais bien fixer une première étape vers un protectionnisme plus marqué, qui irait en s'affirmant avec le développement de l'industrie de la canne à sucre. Politique d'autant plus légitime, que les lourdes épreuves que traverse l'Indochine du fait de la mévente des riz, doivent l'inciter à intensifier largement les cultures annexes et à s'orienter dans toute la mesure possible vers le développement de l'industrie locale sucrière.

Les statistiques provinciales montrent d'ailleurs que les superficies plantées en cannes en Cochinchine ont passé de 6.393 ha. en 1924 à 11.907 h. en 1929, avec une augmentation de 3.000 hectares pour la seule année 1928-1929, année qui correspond à la mise en application de la première augmentation de tarif.

Par étapes successives, les droits ont été portés en tarif minimum à 191 fr. 50 par quintal pour les sucres autres que candis et à 240 francs pour les sucres candis (1).

Ce protectionnisme de démarrage n'est pas exagéré, car les planteurs encore à la période de tâtonnements sont obligés de consacrer tout à la fois des capitaux importants, à la recherche des espèces riches en poids et en sucres, à la mise au point des procédés de culture et enfin à la sélection des variétés d'engrais susceptibles d'améliorer le rendement ; celui-ci pour la culture indigène qui assure pour les 6/10, l'approvisionnement des usines de transformation n'est que de 30 à 35 tonnes en moyenne à l'hectare, alors que pour la même superficie, les Philippines atteignent 70 tonnes et Java excède 100 tonnes.

L'élévation progressive des droits protecteurs a d'ailleurs correspondu à une baisse générale du prix mondial du sucre, empêchant qu'il en résulte par suite, une hausse sensible sur le marché indochinois.

Enfin, il n'est pas indifférent surtout en période de déficit budgétaire de trouver un impôt même indirect, qui soit aussi bien réparti que celui-ci et qui présente moins d'inconvénients pour la population. Il ne frappe guère, en effet, que les classes aisées des Annamites et des Chinois, et, dans une faible proportion, la population française, car celle-ci consomme pour plus de la moitié certainement du sucre scié provenant de France et ne payant aucun droit.

Ces charges sont du reste minimales ; en France, la consommation de sucre blanc est de 20 kilogrammes par habi-

(1) Comme pour les blés, l'arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine du 13 Avril 1932, suspend provisoirement l'application des droits du tarif général.

tant et par an, en Indochine, d'après les statistiques les plus récentes, cette consommation dans les mêmes conditions, ne serait que de 600 grammes (1).

Le ravitaillement de l'Indochine en café, cacao et chocolat est assuré, dans la mesure du possible par la France et ses Colonies, quant au thé il est à peine besoin de le dire que le fournisseur direct ou par l'intermédiaire d'Hong-Kong, est la Chine.

Quant aux tabacs, le déficit de la production locale devant une consommation sans cesse accrue était assurée jusqu'à ce jour pour 80 % au minimum par les importations algériennes.

Mais il n'est pas téméraire d'envisager dans un avenir prochain, la disparition complète de cette importation, comme conséquence d'un réajustement récent de la taxe de circulation sur les tabacs. Désormais en effet, les cigarettes fabriquées localement avec du tabac indigène ne sont astreintes qu'à une taxe de 0 piastre 30 par kilogramme alors que toutes les cigarettes importées ou fabriquées autrement qu'avec du tabac indigène exclusivement sont restées soumises à l'ancien droit de 1 piastre 60.

Ce n'est pas là le seul bouleversement à prévoir sur le marché des tabacs en Indochine, car depuis environ trois ans, la Régie française a commencé une vigoureuse campagne contre les importations de cigarettes anglaises, américaines et chinoises.

Cette tentative d'expansion du Service d'Exploitation industrielle des Tabacs semble devoir être couronnée de suc-

(1) Un décret en date du 31 décembre 1932 vient d'approuver un arrêté récent du Gouvernement Général de l'Indochine, instituant une taxe de consommation intérieure sur les sucres.

cès, tant en raison des mesures de préservation et de conservation adoptées sur les conseils de l'Agent spécial d'importation que sous l'influence des prix modérés de vente aux consommateurs : rien que pour les cigarettes, la consommation a progressé de 5 tonnes en 1929 à 86 tonnes en 1931.

Prix de vente au détail au 1^{er} Juin 1932 des cigarettes françaises:

Le paquet de 20 :	En France	En Indochine
Elégantes caporal ord. ..	2 fr. 25	0 ptre 12
Elégantes caporal sup. ..	2 fr. 70	0 ptre 13
Elégantes Maryland	2 fr. 75	0 ptre 13
Gauloises caporal ord. ..	2 fr. 50	0 ptre 14
Gauloises caporal doux ..	2 fr. 80	0 ptre 13
Gauloises caporal sup. ..	3 fr. 00	0 ptre 15
Gauloises Maryland	3 fr. 25	0 ptre 15
L'étui de 20 :		
Gitanes caporal ord.	3 fr. 00	0 ptre 18
Gitanes Maryland	4 fr. 00	0 ptre 20
Gitanes caporal doux ...	3 fr. 50	0 ptre 15

IX. HUILES ET SUCS VÉGÉTAUX

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		686	864	853	579	3.505	5.468	255	1.044
ETRANGER.....		390	524	960	373	45.070	54.580	69.632	1.825
TOTAL....		1.706	1.388	1.813	952	48.575	60.048	76.794	2.869
Répartition proportion (p. 100)	France..	63.8	62.3	47.0	60.8	7.2	9.1	9.2	36.4
	Etranger..	36.2	37.7	53.0	39.2	92.8	90.9	90.8	63.6

L'opium par sa grande valeur fausse l'importance réelle des importations métropolitaines au compte des « Huiles et sucres végétaux. »

Si l'on fait abstraction de ce stupéfiant dans les statistiques comme il est juste d'opérer, tant en raison du monopole, dont il est l'objet que de l'inaptitude de notre territoire à en assurer la production, la part de la France dans la répartition proportionnelle en valeur, s'élève à 50,3 au lieu de 7,2.

Les huiles de table sont fournies exclusivement par la Métropole, mais, de l'avis des Chambres syndicales de l'huilerie française, l'amélioration de notre pourcentage pour les autres huiles se heurte à des circonstances indépendan-

tes de la volonté conquérante de nos industriels et au nombre desquelles, il faut citer :

1^o Encore une fois le facteur distance ; c'est un *leit-motiv*, qui revient, dira-t-on bien souvent, mais un industriel inquiet de son prix de vente sur un marché distant de 15.000 kilog. ne peut négliger cet élément dans ses calculs, comme il arrive trop souvent de le faire aux protectionnistes intransigeants » surtout des milieux agricoles, hypnotisés uniquement par la fraction représentative de notée importation dans le commerce total d'un article.

2^o La concurrence du Japon, gros producteur d'huile de soja, qui, même en Europe, est un rival de taille pour les principales nations productrices d'huile.

3^o Enfin la proximité de Java et de Sumatra, qui possèdent maintenant des fabriques d'huiles de coprah dont le prix de revient doit être inférieur à celui de Marseille.

Un relèvement des droits de douane à l'importation des similaires étrangers ou des mesures de contingentement à supposer qu'on en étende l'application à l'Indochine seraient inopérants d'après l'avis des spécialistes, étant donné l'énorme différence des cours, qui existe à cause des frais de transport.

X. ESPECES MEDICINALES

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		8	10	10	4	82	119	125	6
ETRANGER.....		2.922	2.929	2.879	2.879	9.729	9.767	19.155	2.202
TOTAL.....		2.930	2.939	2.889	2.889	9.811	9.886	19.280	2.208
Répartition proportion (p. 100)	France..	0 3	0 3	0 3	0 3	0 8	1,2	0,6	0,3
	Etranger..	99,7	99 7	99 7	9,2	99 2	98 8	99 4	99,7

Tous les articles de ce chapitre sont repris au tarif spécial, conséquence logique de leur nature et de leur destination.

En effet, non seulement ces racines, fleurs, feuilles écorces, etc... proviennent en général de plantes spéciales à l'Extrême-Orient et dont la valeur ne saurait s'accommoder de la protection accordée par le tarif métropolitain aux espèces similaires européennes mais encore elles sont réservées à l'approvisionnement des nombreuses pharmacies chinoises.

Ces officines, dont l'exercice est d'ailleurs soumis au contrôle de l'Administration française, ont comme clientèle non seulement le noyau fidèle des compatriotes de leurs propriétaires, mais encore presque toute la population annamite, qui persiste à boader la pharmacopée occidentale.

XI. BOIS

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				(VALEUR Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		42	23	39	141	144	82	73	24
ETRANGER.....		3.349	2.597	2.782	1.927	696	949	1.718	327
TOTAL....		3.391	2.620	2.821	2.068	840	1.031	1.791	357
Répartition proportion (p. 100)	France..	1,2	0 9	1 4	6 8	17 1	8 00	4,1	6 8
	Etranger..	98,8	9 1	98 6	93 2	82 9	92,00	95 9	93,2

L'étendue de la forêt indochinoise (plus de 30.000.000 d'hectares) ainsi que la diversité des espèces végétales qu'elle renferme lui permet de donner satisfaction à tous les besoins de l'industrie locale, celle-ci n'ayant recours à l'importation que pour certains bois spéciaux (1).

Mais cet apport étranger est et a d'ailleurs été toujours insignifiant en 1929, par exemple, il ne s'est élevé qu'à 2821 tonnes, alors que durant la même année, la production de bois d'œuvre seul de la forêt indochinoise contrôlée par le service forestier a été de 952.611 tonnes, chiffre toutefois inférieur à la réalité, car de nombreux exploitants échappent aux redevances fiscales.

(1) Les statistiques de 1913 sont approximatives.

Quoiqu'il paraisse inutile d'insister sur la nécessité, lors d'un relèvement de ces taxes, de procéder à un réajustement des droits de douane, les Chambres de commerce de la Colonie à maintes reprises ont dû réclamer cette mesure des pouvoirs publics.

XII. FILAMENTS, TIGES ET FRUITS A OUVRER

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	92	108	130	563	612	950	1.114	521	
ETRANGER.....	3.625	6.928	4.127	6.879	18.550	49.846	21.649	5.632	
TOTAL.....	3.717	7.036	4.257	7.442	19.162	50.796	22.763	6.153	
Répartition proportion (p. 100)	France..	2 5	1 5	3 0	7 5	3 2	1 8	4 9	8 4
	Etranger..	97,5	98 9	97 0	92 5	96 8	98 2	95 1	96 6

Un seul article, le coton, est à considérer dans ce chapitre ; les autres importations en comparaison sont des plus négligeables, en dehors de la ramie qui a dépassé un million de francs en 1929 (1).

Les fournisseurs de ce textile végétal sont alternativement au hasard de leurs récoltes ou les Indes Anglaises ou les Etats-Unis d'Amérique et même quelquefois la Chine :

	Provenance	
Principaux produits importés en 1931	France	Etranger
Coton en laine.....		16.249.000
Ramie brute		750.000

Nota. — Les statistiques de 1913 sont approximatives.

il y a certainement là une monnaie d'échange pour l'Indochine, lors des prochaines négociations commerciales.

Quant à la France, son rôle en tant que puissance protectrice dans un but de solidarité intercoloniale est d'accroître ses efforts pour le développement dans son domaine africain de la culture du coton, afin de libérer l'Indochine de ce lourd tribut.

XIII. TEINTURES ET TANNINS

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	»	»	»	»	2	4	4	»	
ETRANGER.....	213	173	254	113	195	224	390	52	
TOTAL....	213	173	254	113	197	228	394	52	
Répartition proportion (p. 100)	France..	»	»	»	»	1 0	2,0	1 0	»
	Etranger..	100	100	100	100	99 0	98 0	99 0	10 0

Ce chapitre est absolument insignifiant ; la France n'y figure que pour quelques milliers de francs se rapportant à des ventes de safran.

XIV. PRODUITS ET DECHETS DIVERS

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				(VALEUR Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	658	1.319	623	821	1.936	3.809	2.719	550
ETRANGER.....	18.703	20.295	28.428	41.620	15.443	18.587	60.446	3.206
TOTAL....	19.361	21.614	29.047	42.441	77.369	22.396	63.165	3.776

Répartition proportion (p. 100)	France..	3 0	6 5	2,1	6 7	41 1	47 0	4 3	14 5
		Etranger..	97 0	93 5	97,3	92 3	88 9	88 0	95 7

Comme pour les fruits frais, les légumes frais sont fournis à l'Indochine exclusivement par ses voisins d'Extrême-Orient, il en est de même d'ailleurs pour les légumes salés ou confits dont la préparation exige toute une gamme d'opérations, qui en maintiendront toujours le monopole aux « conservateurs » asiatiques (1).

(1) Principaux produits importés	Provenance	
	France	Etranger
Légumes frais	13.000	7.328.000
Légumes salés		2.562.000
Légumes conservés ou desséchés.	1.207.000	1.267.000
Drilles	405.000	570.000
Pâtes de cellulose.....	73.000	492.000

La part de la France 50 % dans les achats de légumes conservés ou desséchés est satisfaisante, elle correspond au ravitaillement des éléments européens de la population. L'Italie est à évincer sans hésitation pour les conserves de tomates, au profit des maraichers et usiniers de la région méditerranéenne.

Les drilles ou vieux chiffons destinés à la fabrication du papier sont absolument sans intérêt.

Quant aux pâtes de cellulose, si l'on tient compte que la France en importe annuellement pour sa propre consommation cinq cent cinquante mille tonnes environ pour une valeur supérieure à un milliard de francs, il ne faut pas s'étonner du chiffre ridiculement bas des importations métropolitaines.

XV. BOISSONS

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	9.849	11.037	13.459	9.461	46.480	55.940	70.641	6.867	
ETRANGER....	783	997	1.852	963	2.978	3.796	7.448	828	
TOTAL....	10.602	12.034	15.311	10.424	49.458	59.736	78.089	7.695	
Répartition proportion (p. 100)	France..	92 6	91,7	87 9	90,8	94,0	93 6	90 5	89 2
	Etranger..	7 4	8 3	12 4	9 2	6 0	6 4	9 5	10 8

Il est absolument normal que la France, la première puissance vinicole mondiale, se soit réservé par un tarif douanier approprié le marché indochinois (qualité ordinaire, tarif général 336 francs, tarif minimum, 84 francs) (1).

(1) Principaux produits importés	Provenance	
	France	Etranger
Vins ord. de 12° en futailles....	18.887.000	2.762.000
Et au-dessous en bouteilles.....	3.436.000	62.000
Vins de liqueurs en bouteilles...	4.506.000	459.000
Vins mousseux de champagne..	2.440.000	
Bière	42.000	892.000
Liqueurs	3.270.000	73.000
Eaux-de-vie en bouteilles.....	4.119.000	36.000
Eaux minérales	4.343.000	1.000

Actuellement les importations étrangères de vin ne sont représentées par quelques « spécialités » la plupart, vins d'apéritif ou de désert, dont la consommation ne sera jamais que très restreinte : porto et madère portugais, malaga espagnol, asti et chianti italiens.

A l'abri de cette protection il incombe à la viticulture française de développer le goût du vin chez nos protégés et dans ce but, elle doit :

1° Envoyer en Indochine des quantités de vins rouges et blancs en types réguliers et suivis.

2° Stabiliser un prix de vente par tous les moyens ayant pour base comme point de départ, celui minimum de la production française, c'est-à-dire si nous partons d'un prix de 400 francs la barrique, départ Marseille, le défendre contre les fluctuations énormes que subissent nos cours propriété conditionnés par l'importance de nos récoltes dont l'influence, ne l'oublions pas, est mondiale au point de vue cours.

La question du fret, également n'est pas négligeable, il est surprenant que des vins partant pour des destinations différentes soient taxés dans des proportions tout à fait dissemblables, ainsi pour vins en barriques.

De Marseille sur l'Océan Indien, la tonne 700 francs

De Marseille sur la Mer des Antilles,.... 200 francs

Différence par 100 kilogrammes, cinq cents francs, de l'un à l'autre près du triple (1).

Deux autres problèmes très importants méritent encore de retenir l'attention de nos viticulteurs : l'un actuel, la

(1) Voir rapport de M. Mauzac au Congrès des Productions végétales communes à la Métropole et aux pays d'Outre Mer. Exposition Coloniale internationale Paris Vincennes 1931.

fraude sur les vins pratiquée sur une grande échelle en Indochine, l'autre encore seulement hypothétique la concurrence des vins australiens.

Il est reconnu que la fabrication dans cette colonie de vins artificiels, vendus à des prix dérisoires, — 20 cent. la bouteille cognac avec bouchon capsule et étiquette —, fait un tort considérable aux importateurs français.

M. le Docteur Guillermin chargé du service des fraudes à l'Institut Pasteur de Saïgon a présenté en 1929 à la Société médico-chirurgicale de cette ville, une note sur un vin artificiel aromatisé au salicylate de méthyle :

« La falsification des vins est de constatation courante en Cochinchine. La tromperie porte d'abord sur la présentation des bouteilles dont l'étiquetage est des plus fantaisistes et la dénomination de « Bordeaux vieux » ne sert souvent qu'à couvrir une marchandise frelatée ou une boisson ne renfermant même pas de vin du tout. Quant aux indications de crus nous avons reçu tout récemment au Laboratoire un « Cognac » qu'une suscription en quòc-ngu indiquait comme préparé à Londres ».

« Mais ce qui est beaucoup plus dangereux pour l'hygiène alimentaire de la population tant européenne qu'annamite, c'est la composition des liquides si agréablement présentés ».

« Le mouillage, le vinage, l'addition d'antiseptiques, d'édulcorants comme la saccharine, et de produits aromatiques est de pratique courante ».

« Le liquide que nous vous présentons sous l'étiquette de « Bordeaux vieux médaille, qualité supérieure Cholon » présente la composition suivante :

Titre alcoolique à 15 c.	1
Acidité totale en $\text{So}^1 \text{H}^2$	0 gr. 20 par litre

Extrait sec	4 gr.
Chlorure en NaCl	3 gr. 5
Matière colorante étrangère	présence.
Saccharine	présence.
Salicylate de Méthyle	présence.

« Le liquide renferme donc des traces d'alcool, est coloré artificiellement, édulcoré à la saccharine et parfumé à l'aide d'un produit toxique, le salicylate de méthyle et ne peut être considéré comme un vin ».

« Il est difficile de maltraiter davantage un produit essentiellement français ».

« Ces vins sont surtout en vente dans les provinces de l'intérieur mais fabriqués au centre chinois de Cholon ».

La repression de ces fraudes en Indochine peut désormais être assurée d'une manière légale, depuis la promulgation dans la Colonie du décret du 17 Août 1928, portant la loi du 1^{er} août 1905 et par suite de l'intervention de règlement d'administration publique pour l'application de l'arrêté du Gouverneur Général du 5 Décembre 1929.

Il reste cependant à compléter la réglementation existante par l'extension et l'adaptation à la Colonie des lois qui, au cours de ces dernières années, ont modifié ou complété dans la Métropole la loi de 1905, et des décrets qui, par application de l'article 11 de cette dernière loi, sont intervenus pour caractériser les infractions relatives à des produits déterminés.

La concurrence des vins Australiens n'est pas une pure utopie, comme le prétendent à tort certains viticulteurs, le danger est latent.

Le droit de douane de 336 francs (tarif général) est compensé partiellement :

a) par la différence de fret à l'heure présente de plus de 300 francs à la tonne (1).

b) et par la prime à l'exportation actuellement de 1 Shilling 9 pences par gallon (soit environ 180 francs par hectolitre) créée depuis 1924 par le Gouvernement fédéral australien (2).

Le dernier obstacle à une importation massive est le prix sur le lieu de production qui oscillait au mois de Mars dernier aux environs de 350 francs l'hectolitre, sensiblement plus élevé que la qualité courante des vins de notre Midi ; mais la dépréciation de la livre australienne toujours menaçante peut amener une chute verticale des cours, qui pulvérisera notre barrière douanière.

Bières. — Le pourcentage français est ridiculement faible, pour la moyenne des trois dernières années, il s'élève seulement à 5,6 % avec tendance à tomber à zéro, dans un avenir proche.

Il faut reconnaître à son excuse, que la brasserie française est handicapée particulièrement à l'égard de la concurrence allemande à la fois par le taux du fret et par les primes à l'exportation très libéralement accordées par le Gouvernement du Reich ; avantages auxquels vient s'ajouter le bon marché de la verrerie, élément non négligeable

(1) Le fret de Melbourne et de Sydney sur Saïgon est pour le vin de 60 shillings par 40 pieds cubes, soit environ 280 francs par mètre cube.

(2) Lors de la mise en vigueur du décret, la prime était de 4 shillings par gallon ; le 1^{er} septembre 1927 cette prime fut réduite à 1 shilling 9 pences par gallon et le 28 mars 1928 à 1 shilling par gallon. Elle fut ensuite augmentée le 18 Mars 1930 à 1 shilling 9 pences, et ce taux est prévu jusqu'au 28 Mars 1935.

dans le prix d'une caisse, qui comporte généralement 18 bouteilles vendues verre perdu.

Mais le point névralgique du problème de notre importation de bière est seulement, à notre avis, une question de présentation de produit à une clientèle plus souvent préoccupée de snobisme que de la réelle qualité de la marchandise.

Or, si les bières françaises sont boudées, c'est qu'elles n'ont pas le cachet extérieur de leurs similaires anglaises, allemandes ou même japonaises (capsulage métallique or ou argent du col de la bouteille, étiquettes de papier glacé aux couleurs vives) elles « font pauvres ».

Une tentative de reprise du marché, par les brasseurs français, inspirée de cette remarque et appuyée d'une publicité auprès d'une clientèle choisie d'Européens des Pays du Nord, installés à la colonie, ne pourrait être que couronnée de succès.

XVI. MARBRES, PIERRES, TERRES
— COMBUSTIBLES ET MINÉRAUX —

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		5.917	6.955	11.523	12.193	4.398	7.058	8.251	4.031
ETRANGER.....		140.384	180.983	188.949	73.898	123.768	169.481	280.094	7.857
TOTAL.....		146.301	187.938	200.472	86.091	128.166	176.539	288.345	8.888
Répartition proportion (p. 100)	France..	4 0	3 7	6 4	14 1	3 4	4 3	2 8	11 4
	Etranger..	96 0	97 3	93 9	85 9	96 6	95 7	97 2	88 6

Dans ce chapitre très important, puisque suivant les années, il se classe au troisième ou au quatrième rang au tableau en valeur des importations en Indochine, la France occupe une situation fort modeste et il ne faut pas se leurrer, sans perspective d'amélioration ni prochaine ni dans un avenir éloigné (1).

	Provenance	
(1) Principaux produits importés	France	Etranger
Ciments	497.000	1.076.000
Charbons gras et demi-gras....		2.225.000
Bitumes et asphaltes.....	357.000	3.855.000
Huiles et pétrole.....	1.369.000	105.181.000
Hazaut		4.239.000
Paraffine	5.000	3.152.000

Nota. — Les statistiques de 1913 sont approximatives.

Il n'y a là rien d'étrange ni de surprenant, car l'on se trouve en présence de circonstances physiques contre lesquelles le jeu des tarifs douaniers s'avère impuissant ; une revue rapide des principaux articles de ce chapitre va en fournir une preuve convaincante.

Parmi les marbres, pierres et matériaux, toutes marchandises dont le poids et le peu de valeur rendent le transport de France en Indochine, dans la généralité des cas prohibitifs, les ciments seuls autrefois furent l'objet d'une importation active (1.431.837 fr. en 1909).

La création au Tonkin d'une industrie des ciments, a permis en dehors de la satisfaction des besoins locaux, le développement d'une exportation florissante dans tout l'Extrême-Orient, mais qui en ces dernières années a du compter de plus en plus avec le Japon, dont les cimenteries ont coutume de pratiquer pour les ventes à l'exportation un dumping effréné.

La dépréciation du yen aidant, les usines tonkinoises ne pouvaient même plus lutter sur leur propre territoire et il était urgent devant une invasion annuelle de 5.000 à 6.000 tonnes que les droits de douane sur les ciments fussent relevés au plus tôt de 12 à 18 francs (100 K. B.) au tarif général (1).

Les importations de ciments en provenance de la métropole s'appliquent à des ciments spéciaux, qui ne sont pas fabriqués par la « *Société des Ciments portland artificiels de l'Indochine* » ; c'est ainsi que la fabrication des carreaux dans l'usine du Langthi près Hué appartenant à cette firme nécessite l'envoi de France d'un ciment extra-blanc.

(1) Accordé par décret du 24 juillet 1932.

La houille est importée du Japon et des Indes Néerlandaises, ce sont des charbons gras à haute teneur en matières volatiles, qualité de combustibles dont l'Indochine est relativement pauvre, alors qu'elle dispose de ressources importantes en charbons maigres ; tributaire de l'étranger, la Métropole ne peut que se désintéresser de ces importations.

Les charbons gras du Japon sont d'ailleurs pour la majeure partie, importés par la « Société Française des Charbonnages du Tonkin » elle-même, qui les utilise en mélange avec ses propres charbons pour constituer la pâte de ses agglomérés.

Quant aux charbons néerlandais, ils arrivent principalement en Cochinchine où ils peuvent être importés à des conditions plus avantageuses que les houilles de qualité analogue qui pourraient être fournies par les gisements du Tonkin.

Pour les goudrons, les bitumes et asphaltes, nous nous trouvons également en face d'une production métropolitaine largement déficitaire et qui par suite ne saurait s'élever contre la franchise douanière dont bénéficient à leur entrée en Indochine les similaires étrangers.

Dans la Métropole le déséquilibre est tel, entre les besoins des services routiers et la fabrication du goudron, que celui-ci ne peut sortir de France sans dérogations spéciales.

L'Indochine effectue ses achats au Japon ; une partie autrefois était destinée à la fabrication des briquettes de Hongay, mais aujourd'hui comme l'agglomérant utilisé pour leur usinage est uniquement du brai, les Travaux publics sont les seuls consommateurs.

Les Etats-Unis d'Amérique assurent presque exclusivement le ravitaillement de notre colonie pour les bitumes et

asphaltes, mais il est infiniment probable que d'ici peu, ils devront s'effacer devant les produits de provenance française.

En effet, très prochainement, en application des lois des 16 et 30 Mars 1928, la France cessera pratiquement d'importer de l'étranger les divers dérivés du pétrole brut, se bornant à importer de l'huile brute, qui sera raffinée dans des usines en cours de construction dans la plupart de nos ports.

Un tarif préférentiel sera alors à prévoir pour livrer en Indochine :

a) des produits 100 % français, c'est -à-dire provenant du raffinage en France d'huile brute française.

b) des produits X % français, fabriqués en France avec de l'huile brute étrangère.

Enfin pour le pétrole, il est absolument normal que l'Indochine se trouve approvisionnée directement par les Trusts Américains ou Anglais détenant des puits dans toutes les parties du monde, sans que les produits pétrolifères parcourent de longues distances inutiles pour transiter par la Métropole. La question douanière ne joue aucun rôle dans le problème du pétrole, le Gouvernement français s'appliquant à tenir autant que possible, la balance égale entre les grands producteurs étrangers et en faisant payer à chaque groupe des droits de douane équivalents.

XVII. METAUX

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				(VALEUR Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		29.534	50.892	67.515	16.453	40.323	72.303	199.058	5.057
ETRANGER.....		21.847	12.500	14.401	60.054	33.304	31.623	61.882	11.953
TOTAL....		51.381	63.392	81.916	22.507	74.127	103.926	170.940	17.010
Répartition proportion (p. 100)	France..	57,4	80,3	82,4	73,1	55,1	69,6	63,8	29,7
	Etranger..	42,6	19,7	17,6	26,9	44,9	30,4	36,2	70,3
Métaux précieux déduits									
Répartition proportion (p. 100)	France..	57,4	80,3	82,4	73,1	55,5	71,4	78,4	59,5
	Etranger..	42,6	19,7	17,6	29,9	44,5	28,6	21,6	41,5

Le régime des prestations en nature a faussé le mouvement des importations métropolitaines de métaux dans notre colonie (1).

(1) Principaux produits importés	France	Etranger
Argent		1.614.000
Fer étiré en barres.....	5.708.000	4.000
Tôles de fer	3.752.000	935.000
Fer blanc	2.857.000	6.477.000
Rails	3.444.000	19.056.000
Acier en barre	8.255.000	56.000
Cuivre en fils	4.721.000	5.000

Jusqu'alors notre métallurgie, sauf pour quelques articles spéciaux, avait presque éliminé la concurrence étrangère, manifestent une sérieuse prépondérance.

C'est ainsi qu'à l'exception des fers blancs et des rails fournis presque toujours respectivement à concurrence de 50 % ou peu s'en faut par l'Angleterre et l'Allemagne, la France était maîtresse des marchés du fer.

L'acier et le cuivre, le zinc et l'aluminium sous toutes leurs formes, ont toujours été et demeurent terrain réservé à nos métallurgistes.

Quant au plomb et à l'étain, il est absolument naturel devant la pauvreté du sous-sol national en minerais de galène et de cassitérite, que l'Indochine se ravitaille à bon compte auprès des pays gros producteurs.

Les métaux précieux sont importés du Hong-Kong (or et argent brut, or battu en feuilles) ou des Indes Anglaises (or tiré, laminé, filé).

XVIII. PRODUITS CHIMIQUES

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	9.960	20.226	15.195	2.352	16.828	29.625	30.973	1.819	
ETRANGER.....	2.453	6.062	4.176	1.316	3.752	7.086	10.954	969	
TOTAL....	12.413	26.288	19.371	3.668	20.580	36.706	41.927	2.788	
Répartition proportion (p. 100)	France..	80 2	76,9	78,4	64 1	81 8	80,7	73 9	65 2
	Etranger..	19 8	23,1	21 6	35,9	18 2	19 3	26 1	34 8

L'industrie métropolitaine a sensiblement amélioré ses positions depuis 1913, actuellement elle ne doit pas être loin d'avoir atteint son point culminant, car elle ne saurait espérer avoir l'exclusivité du marché indochinois, mais au contraire admettre que pour quelques produits d'importance secondaire, elle peut s'effacer sans déchoir devant la supériorité limitée de certains pays plus avantagés qu'elle pour leur fabrication soit en ressources naturelles, soit par les sous produits d'une industrie principale; les cas typiques suivants en sont la preuve.

C'est ainsi que pour le sulfate d'ammoniaque la France quoique consentant de gros sacrifices pour main-

tenir un courant de trafic avec la Colonie ne peut guère lutter avec certains pays étrangers dont la production plethorique d'ammoniaque les oblige d'exporter coûte que coûte ; la seule solution pour maintenir la position métropolitaine pour les produits azotés, consisterait à défendre l'entrée de nos Colonies au moyen du régime des licences d'importation.

Pour le carbonate de potasse, les aluns, le carbonate de magnésie, la magnésie calcinée, le borax raffiné et le nitrate de potasse, l'Angleterre et l'Allemagne sont beaucoup mieux placées que nous, tant au point de vue des prix de revient, que des taux de fret pour ces trafics en Indochine.

Quant à la soude caustique, il s'agit en réalité d'un produit qui est entre les mains d'une entreprise qui domine tous les industriels et qui répartit ses productions suivant ses propres convenances, il ne paraît donc pas qu'une suggestion quelconque puisse être faite à son égard.

En ce qui concerne le sulfure de mercure, il existe actuellement une concurrence si vive pour ce produit que les fabricants français ont déjà la plus grande difficulté à défendre le marché métropolitain.

Enfin pour les acides, tels que les acides sulfuriques et chlorhydriques les frais d'emballage et de transport sont tellement élevés que les droits de douane ne peuvent avoir d'action très efficace pour protéger les produits français à leur entrée en Indochine, d'autant plus que le Japon déjà très favorisé par sa situation géographique pour ces transports, consent encore des ristournes importantes sur les frets à destination d'Indochine pour certains produits chimiques qu'il désire y importer.

XIX. TEINTURES PRÉPARÉES

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	320	245	316	67	3.995	3.769	4.783	89
ÉTRANGER.....	440	395	538	459	4.398	4.707	3.015	432
TOTAL.....	760	640	854	526	5.393	5.476	7.798	523

Répartition proportion (p. 100)	France..	42 1	38 3	37,	12 7	74 1	68 8	61,3	17,0
		57,9	61,7	63,	87 3	25,9	31 2	38 2	83,0

Tous les articles de ce chapitre sont repris maintenant au tarif spécial alors qu'auparavant, ils étaient justiciables des droits métropolitains. Le cachou, destiné à la teinture des vêtements de la classe nécessiteuse des indigènes continue comme par le passé à bénéficier de l'exemption des droits ; ce produit, qui vient de Singapour ou après usage d'Angleterre, constitue depuis l'après-guerre, en moyenne les trois-quarts de l'apport étranger.

L'amélioration du pourcentage métropolitain est due à l'évincement de l'Allemagne depuis la guerre du marché des teintures dérivées du goudron de houille.

XX. COULEURS

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	4.154	4.578	4.974	4.045	6.202	8.008	9.542	2.442	
ETRANGER.....	403	469	458	403	739	1.158	2.364	212	
TOTAL....	4.257	4.247	2.432	4.448	6.941	9.166	11.906	2.659	
Répartition proportion (p. 100)	France..	91,9	90,3	92,7	91,	89,4	87,4	80,2	92,00
	Etranger..	8,5	9,7	97,0	9,	10,6	12,6	19,8	8,00

La Métropole a toujours eu ici une situation prépondérante, aussi bien pour les couleurs non dénommées et les couleurs broyées à l'huile que pour les encres à écrire et à imprimer.

Quelques vernis spéciaux sont importés d'Angleterre, en 1931 importation totale : 1.971.000 francs ; française : 1.663.000 francs ; anglaise : 214.000 francs.

Si actuellement, les importations britanniques sont modestes en 1929, elles atteignaient 1352 mille francs contre 2.626.000 francs montant des ventes métropolitaines.

Il semble que dans l'espèce, le tarif douanier peut être mis en cause, son taux est un peu faible pour contre-balancer l'effet de certaines taxes, augmentées par paliers successifs durant ces dernières années telles que les taxes fiscales intérieures sur le white spirit, les taxes à la production sur les huiles, sur les résineux, essences de térébenthine.

Le décret du 25 septembre 1932 a repris sous une rubrique spéciale l'encre de Chine, jusqu'alors confondue avec les encres de toute nature et qui, du fait de cette assimilation était par suite soumise à un droit *ad valorem* de 60 % au tarif général et de 15 % au tarif minimum.

Ce taux très élevé, exagéré dans l'espèce, car on ne peut contraindre toute une population à renoncer du jour au lendemain pour tracer les caractères chinois à l'habitude ancestrale du pinceau, avait arrêté presque radicalement les importations de ce produit qui, de 415.000 francs en 1929 avaient fléchi à 17.000 francs en 1931.

Désormais, grâce au décret précité, l'encre de Chine est soumise à un droit spécifique par quintal de 120 francs en tarif général et 60 francs en tarif minimum largement inférieur des deux tiers non comme protection, puisque la France et l'Indochine ne sont pas productrices mais comme charge fiscale aux droits *ad valorem* précédents.

XXI. COMPOSITION DIVERSES

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				(VALEUR Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	1.445	2.044	2.442	1.246	18.490	27.426	33.136	3.188
ETRANGER.....	2.529	2.793	3.606	2.170	5.926	6.684	9.426	2.393
TOTAL....	3.974	4.837	6.048	3.416	24.416	34.110	42.862	5.581
Répartition proportion (p. 100)								
France..	36,4	42,3	40,3	36,5	75,7	80,4	78,0	57,1
Etranger..	63,6	57,7	59,7	64,5	24,3	19,6	22,0	42,9

Les trois principaux articles de ce chapitre dont ils représentent d'ailleurs pour l'année 1931 les 90 % en valeur, sont par ordre d'importance croissante : les savons de toute nature, les médicaments composés d'origine européenne et asiatique et les josticks. (1)

(1). Principaux produits importés	France	Etranger
Savons	8.578.000	103.000
Médicaments figurants dans pharmacopée officielle	7.376.000	72.000
Médicaments ne figurant pas dans une pharmacopée officielle	285.000	1.270.000
Josticks		3.700.000

Nota. — Les statistiques de 1913 sont approximatives.

L'amélioration de notre quote-part est très sensible pour la fourniture des savons ; la concurrence étrangère a été complètement éliminée (sept tonnes seulement en 1931 sur un total de 968 tonnes).

Si nos usines de produits chimiques assurent exclusivement l'approvisionnement des pharmacies européennes, les droguistes chinois remplissent le même rôle auprès des officines de leurs compatriotes ; la démarcation est très nette et les temps ne sont pas encore révolus où la pharmacopée chinoise abandonnera ses pratiques traditionnelles.

Les josticks ou baguettes d'encens sont sauf une importation européenne s'élevant à 21.000 francs, exclusivement de provenance asiatique (Chine et Hong-Kong).

Les trois principales positions de ce chapitre sont actuellement fixées et il ne paraît pas que l'industrie métropolitaine puisse avant longtemps y marquer quelques avances.

XXII. POTERIES

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		4.370	2.082	2.364	564	4.003	6.206	5.285	541
ETRANGER.....		1.152	1.717	2.719	3.192	2.012	2.788	11.458	6.528
TOTAL....		2.722	3.799	5.085	3.756	6.015	8.994	16.743	7.069
Répartition proportion (p. 100)	France..	57,7	54,8	46,5	45,	66,5	69,0	33,3	7,7
	Etranger..	42,3	42,2	53,5	85,	37,5	31,0	66,7	92,3

Il n'y a pas lieu de se féliciter du relèvement du pourcentage métropolitain, car il est trop brutal, pour être la conséquence d'une conquête du marché, il est dû partiellement à la crise, mais surtout et massivement à une exagération accentuée du tarif général spécial indochinois. (1)

(1)	Principaux produits importés	France	Etranger
	Poteries réfractaires	35.000	78.000
	Poteries en terre commune.....	113.000	284.000
	Faïences stannifères	834.000	518.000
	Faïences fines	201.000	449.000
	Porcelaine	575.000	917.000

D'ailleurs, la Colonie, aux dires des représentants des industries porcelainières et faïencières françaises ne constitue pas un marché de premier plan pour nos articles.

Les frais d'emballage et de transport prohibent la poterie commune et quant aux produits de choix ou de luxe, la lutte est particulièrement difficile contre la concurrence des porcelaines chinoises et japonaises qui, non seulement sont à pied d'œuvre et de qualité indéniable, mais dont, à la fois, la forme, les dimensions, le décor conviennent à merveille à la clientèle indochinoise.

Ces considérations ont certainement influencé nos négociateurs lors de la dernière convention commerciale conclue avec le Japon, lorsqu'ils ont concédé à ce pays pour ses importations de faïences et de porcelaine en Indochine, soit le tarif minimum, soit des pourcentages de réduction sur le tarif général.

XXIII. VERRES ET CRISTAUX

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		4.985	998	5.594	2.556	9.021	12.055	29.060	1.534
ETRANGER.....		554	3.680	2.743	2.128	1.787	3.388	5.841	1.478
TOTAL....		2.539	4.678	8.337	4.684	10.808	15.443	31.901	3.012

Répartition proportion (p. 100)	France..	78,2	78,7	67,1	54,6	84,4	78,1	81,7	50,9
	Etranger..	21,8	21,3	32,9	45,4	15,6	21,9	18,3	49,1

Contrairement au chapitre précédent, la situation prépondérante dont bénéficie, à l'heure présente les verrerie et cristallerie françaises, n'est pas due à des circonstances passagères, elle est le résultat d'une élimination progressive de la concurrence étrangère par la supériorité de notre production, à l'abri d'une protection douanière modérée. (1)

(1). Principaux produits importés	France	Etranger
Gobeletterie de verre et de cristal.....	1.597.000	506.000
Bouteilles	1.711.000	252.000
Lampes Electriques	2.468.000	559.000

Les verres à vitres par exemple (avant la crise en 1928 importation totale 7.642.000 francs ; française 7.592.000 francs ; étrangère 50.000 francs) se contentent pour défendre leur position du taux très modeste du tarif français, qui varie aux 100 kilos suivant la superficie et l'épaisseur de 240 à 500 francs au tarif général et de 60 à 125 francs au tarif minimum.

Notre entente avec le Japon ne doit vraisemblablement pas déclencher un recul du chiffre de nos importations, car très sagement, elle n'a accordé à notre cocontractant pour ces articles, non le tarif minimum, mais uniquement des pourcentages de réduction sur le tarif général, dont aucun n'excède 40 %.

XXIV. FILS

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	1.434	1.424	1.112	933	20.720	25.490	15.402	2.308
ÉTRANGER.....	803	1.738	3.404	2.372	10.027	19.432	52.554	5.893
TOTAL.....	1.934	3.162	4.516	3.307	30.747	44.922	57.956	8.201

Répartition proportion (p. 100)	France..	58 5	45 0	24 9	29 3	67 4	56 8	22 7	28,4
		41 5	55 0	75 4	71 7	37,6	43 2	77 3	71,4

L'Indochine possède indépendamment des ateliers domestiques indigènes, une très importante entreprise cotonnière « *La Société cotonnière du Tonkin* », qui compte 80.000 broches à filer, 1260 métiers à tisser et occupe en période normale plus de 6.000 ouvriers.

La culture du coton en Indochine n'ayant pas pris l'extension qu'il aurait fallu pour alimenter ces usines, elles sont obligées de faire venir de très loin à grands frais leurs matières premières. Cette industrie est par suite forcée de compter uniquement sur les tarifs douaniers pour la protéger contre la concurrence étrangère mieux placée qu'elle-même pour produire à bon marché.

Malgré les droits relativement élevés du tarif général spécial indochinois et même avant la dépréciation du yen, l'importation en Indochine des filés de coton japonais n'a jamais été négligeable, car si l'on ajoute aux importations déclarées comme japonaises, les importations en provenance de Hong-Kong qui en fait, ne peuvent être que d'origine nippone, l'on constate qu'en 1929 le Japon a fourni au moins 67 % de l'importation étrangère des filés.

Lors des longues et intermittentes négociations ouvertes depuis des années avec le Japon, l'Industrie cotonnière française exposait dans la forme suivante sa crainte de la concession à ce pays d'un abattement sur le tarif général.

« Un pareil abattement, quel qu'en fût le taux ne donnera jamais satisfaction à la revendication de prestige du Japon, c'est-à-dire à son désir d'être traité comme les autres ex-alliés de la France. »

« D'autre part le Japon ne recevant pas ce qu'il demande sous le rapport prestige, ne manquera pas d'insister pour que l'abattement fut fixé à un chiffre assez élevé pour que ses produits cotonniers puissent prendre pied plus largement en Indochine. Or cette prétention qui serait d'ailleurs exactement contraire à l'intention affichée par les négociateurs japonais de ne pas empiéter sur les débouchés de l'industrie cotonnière française ne pourrait être évidemment admise par cette dernière. Ce n'est pas à l'heure où les filateurs et les tisseurs de coton français travaillent à moins de 50 % de leur activité normale et où une crise sans précédent accumule parmi eux les défaillances financières, qu'ils peuvent envisager la perte d'un pouce de terrain sur les marchés où s'écoule normalement leur production ».

L'accord devait se faire aux termes de l'arrangement du 13 Mai 1932 sur une réduction de 40 % des droits du tarif général pour autant que l'importation en Indochine de ces marchandises en provenance de l'étranger était limitée à un contingent (1).

(1) Le décret du 30 juillet 1932 a fixé pour le dernier semestre de l'année notamment le contingent pour les fils de coton pur : fils simples écrus. (Ex. : 368) à 4.490 quintaux métriques et pour fils retors préparés pour la vente au détail à simple torsion (Ex. : 369) à 1.105 quintaux métriques.

XXV. TISSUS

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				(VALEUR Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	6.725	11.294	9.932	10.316	183.182	381.839	319.370	49.297	
ETRANGE R.....	1.635	4.126	6.449	17.406	23.685	47.986	110.042	27.170	
TOTAL....	8.360	15.429	15.481	27.722	218.767	429.824	429.412	67.467	
Répartition proportion (p. 100)	France..	80 5	73 2	58,3	37,2	86 5	88 8	74 4	59,7
	Etranger..	19 5	26 8	41,7	62 8	13 5	11 2	25 6	40 3

L'Indochine constitue pour l'industrie cotonnière française un des éléments les plus importants du débouché colonial. En 1930 à la veille de la crise elle exportait encore dans la colonie près de 104.000 quintaux métriques, d'une valeur de plus de 300.000.000 de francs, et équivalent à 8 % environ de la production métropolitaine de tissus de coton. Il n'est pas exagéré d'estimer que pratiquement un tiers du personnel ouvrier employé par les usines cotonnières des Vosges travaille exclusivement pour le marché de l'Indochine (1).

(1) Principaux produits importés	Provenance	
	France	Etranger
Tissus de lin, chanvre et ramée	2.077.000	26.000
Sacs, tissus de jute	210.000	2.892.000
Tissus de coton	157.642.000	5.365.000
Tissus de laine	7.017.000	556.000
Tissus de soie naturelle et artificielle	14.597.000	19.455.000

Mais, depuis l'après-guerre particulièrement, un ensemble de circonstances favorables ont imprimé à l'industrie cotonnière japonaise une force d'expansion exceptionnelle toute particulièrement menaçante sur les grands marchés asiatiques, comme l'Indochine où le fournisseur japonais a, par rapport à l'industrie française, le grand avantage de la proximité.

Ces circonstances sont multiples ; elle tiennent entre autres :

a) à la formidable concentration de l'industrie cotonnière japonaise sans exemple dans aucun pays de même industrie et qui place 60 % de son outillage total sous le contrôle de quatre grandes firmes ;

b) aux immenses réserves accumulées par elle grâce à des achats spéculatifs heureux de matières premières au cours de la guerre de 1914-1918.

c) à la longue durée de travail de usines cotonnières qui travaillent 8 heures $\frac{1}{2}$ par jour et toutes en double équipe.

d) au taux sensiblement moins élevé de ses salaires.

A ces causes durables de supériorité, vient s'ajouter enfin depuis décembre 1931, la prime considérable à l'exportation résultant de la dépréciation du yen, dépréciation qui atteint actuellement plus de 45 % par rapport au pair.

Si l'on considère enfin que, grâce à sa concentration, l'industrie cotonnière japonaise est à même de pratiquer selon ses besoins une politique de dumping, on s'explique qu'elle vende sur les marchés mondiaux à des prix sans aucun rapport avec ceux des industries européennes.

A l'heure actuelle, la puissance redoutable de cette force industrielle en plein essor se manifeste avec évidence par les faits suivants :

1° De 1907 à 1930, le nombre de broches à filer du Japon est passé de 1.540.000 à 7.214.000 (soit près de 5 fois plus) et le nombre des métiers à tisser est passé de 9.462 à 82.000 (soit environ 8,5 fois plus).

2° A la fin du 1^{er} semestre de 1930, au moment où la filature de coton européenne et notamment la filature française déjà touchée par la crise, étaient nettement entrés dans la période des pertes, la quotité moyenne des dividendes des 60 compagnies adhérant à l'Union Japonaise des Filatures a été de 9 %.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que lorsque le Ministère des Colonies et le Ministère des Affaires Étrangères songèrent que les intérêts cotonniers français et japonais pourraient être conciliés par une formule de contingentement, l'industrie cotonnière française ait protesté de la façon la plus énergique.

« En fait cette solution ingénieuse (le contingentement), faisait-elle remarquer, comporte pour notre industrie cotonnière d'énormes risques.

« En effet, si le contingentement représente à l'entrée de la Métropole une formule souvent indispensable pour remédier aux graves inconvénients qui résultent des consolidations de droits de douane, il n'en est pas moins par essence un régime précaire, en raison des nombreuses difficultés pratiques que soulève son fonctionnement et le contingent qui serait éventuellement établi pour l'importation des filés et des tissus de coton en Indochine n'aurait certainement pas la vie longue. Soit en cours de convention, soit à l'expiration du délai d'un an pour lequel serait conclue la dite convention franco-japonaise, il serait certainement appelé à disparaître, et, à ce moment-là l'on aurait eu beau spécifier dans la convention que l'octroi du

tarif minimum aux Japonais était subordonné à l'existence d'un contingentement, il serait pratiquement impossible, de remettre la généralité des produits cotonniers japonais au régime du tarif général. Par ailleurs, les importateurs indochinois auraient eux-mêmes pris l'habitude d'importer sous le régime du contingentement, les tissus de coton japonais à des prix invraisemblables de bon marché, et ils seraient alors les premiers à faire pression pour que le marché indochinois fasse plus largement place aux articles cotonniers japonais. En définitive, la formule du contingentement sauvegarderait peut-être encore pour quelques mois le débouché indochinois de notre industrie, mais elle porte en germe pour un avenir rapproché la perte presque certaine de notre prépondérance cotonnière en Indochine.»

Malgré cette opposition, on sait ainsi qu'on l'a vu précédemment au chapitre des fils que le dernier arrangement commercial franco-japonais relatif à l'Indochine, a adopté le contingentement.

Cet accord n'est pas en vigueur depuis assez longtemps pour qu'on puisse se rendre compte de ses résultats (1).

(1) Le décret du 30 juillet 1932 a fixé pour le dernier semestre de l'année, notamment le contingent ci-après pour les tissus de coton :

Tissus de coton pur croisés et coutils :	
N° du Tarif	418 couvertures 10 Qtx m.
	412 tissus de coton pur brillantés et façonnés .. 26 Qtx m.
	411 fabriqués avec des fils blanchis ou teints .. 28 Qtx m.
	407 imprimés 105 Qtx m.
	406 teints 210 Qtx m.
	405 décrues ou blanchis 50 Qtx m.
	404 écrus 70 Qtx m.

XXVI. PAPIER ET SES APPLICATIONS

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	8.540	6.661	5.342	2.829	34.361	40.565	29.881	4.137	
ETRANGER.....	5.285	6.462	7.223	5.961	18.004	23.508	27.380	6.505	
TOTAL....	13.825	13.123	12.565	8.790	52.369	64.073	57.461	10.642	
Répartition proportion (p. 100)	France..	61 8	50,7	42 3	32 2	65 6	63 3	52 0	38,9
	Etranger..	38,2	49 3	57 5	67 8	34 4	36,7	48 0	61,1

L'amélioration de notre position sur le marché du papier s'affirme depuis quelques années (1), grâce au renforcement de protection douanière réalisée par le dernier tarif

(1) Principaux produits importés	France	Etranger
Papiers ou cartes dits de fantaisie....	460.000	5.122.000
Papiers autres plus de 30 g. au m...	13.672.000	4.208.000
Papiers autres moins de 30 g. au m.	4.408.000	6.348.000
Cartons	1.156.000	946.000
Livres en langue française.....	1.165.000	23.000
Imprimés non dénommés.....	2.268.000	207.000

spécial indochinois mais, semble-t-il, la limite est atteinte, car nos papeteries ne livrent pas les nombreuses spécialités réclamées par des traditions centenaires pour recevoir les caractères chinois (comptabilité, instruction et culte).

Les cartes à jouer, aussi bien celles à l'usage des Asiatiques que celles utilisées par les Européens sont exclusivement fournies par la France ; la crise ayant eu son influence sur cet article, il est préférable pour se rendre compte de l'importance de ce débouché de considérer les statistiques de 1929, qui nous révèlent que cette année-là, l'importation totale s'est élevée à 7.154.000 francs. Les fabricants considèrent que le tarif actuel ne saurait être réduit sans entraîner le bouleversement de leur position.

XXVII. PEAUX ET PELLETERIES OUVREES

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
	1934	1930	1929	1913	1934	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	154	294	360	177	6.155	11.399	27.344	1.989
ETRANGER.....	14	27	53	92	474	1.125	3.620	416
TOTAL....	168	321	413	269	6.629	12.524	30.964	2.405
Répartition proportion (p. 100)								
France..	91,7	91,5	87,2	65,8	92,8	91,0	88,8	82,7
Etranger..	8,3	8,5	12,8	34,2	7,2	9,0	17,7	17,3

La France occupe dans tous les articles de ce chapitre une situation hors de pair qui ne fait que s'affirmer avec les années aussi bien pour les peaux tannées, apprêtées ou vernies que pour les chaussures, gants, courroies de transmission, valises et toutes les fantaisies de la maroquinerie(1).

Cette supériorité est surtout marquée pour l'industrie de la chaussure.

(1)	Principaux produits importés	France	Etranger
	Peaux préparées tannées ou mégissées ou corroyées	3.269.000	3.650.000
	Chaussures	1.187.000	15.000
	Maroquineries	156.000	32.000
	Autres ouvrages en peaux.....	494.000	23.000

1929	Importation	96.919	France	{	89.213	Etranger	{	7.706
1930	totale	53.589			52.281			1.308
1931	de paires	36.482			36.025			457

La protection douanière apparaît à cet égard très suffisante surtout comparée à celle accordée à cette industrie sur le sol national.

Avant l'augmentation du tarif métropolitain, œuvre de la loi du 28 novembre 1931, les chaussures étrangères acquittaient en France des droits *ad valorem* dont les pourcentages variaient suivant l'espèce entre 48 à 60 % en tarif général et 12 à 18 % en tarif minimum.

Cette dernière loi a eu pour effet de substituer à ces droits *ad valorem*, des droits spécifiques. De plus une disposition spéciale a stipulé que ces nouveaux droits ne devront jamais être inférieurs à un minimum d'imposition *ad valorem* de 50 % pour le tarif général et de 25 % pour le tarif minimum.

Or, en ce qui concerne le tarif indochinois, les chaussures étrangères ont toujours été soumises à des droits spécifiques, dont la quotité est actuellement encore supérieure à celle des droits du tarif métropolitain malgré la récente augmentation que ce dernier a subie.

Exemple :

Chaussures hommes : tarif métropolitain : 60 francs.
tarif indochinois : 80 francs.

Malgré cette majoration des droits de douane, en présence d'importateurs étrangers, notamment tchécoslovaques, décidés à écouler même au-dessous du prix de revient des stocks énormes, le Syndicat Général de l'Industrie de la chaussure en France a demandé et obtenu que les importa-

tions de chaussures fussent contingentées dans la Métropole, solution de défense applicable d'ailleurs également vis-à-vis d'autres pays, favorisés par la dépréciation de leurs devises ou par des mesures de dumping.

Le Gouverneur de l'Indochine, pressenti récemment par le Ministre des Colonies, étudie l'extension du contingentement à cette possession.

XXVIII. OUVRAGES EN METAUX

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)																					
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913																		
FRANCE & COLONIES	20.304	26.973	32.911	8.420	124.156	165.657	208.963	9.489																		
ETRANGER....	37.331	17.590	23.734	2.203	99.041	78.894	110.898	5.068																		
TOTAL....	57.635	44.563	58.645	10.623	223.197	244.551	319.861	14.557																		
Répartition proportion (p. 100)	<table> <tr> <td>France..</td><td>35,2</td><td>60,5</td><td>68,1</td><td>79,3</td><td>89,4</td><td>67,7</td><td>65,5</td><td>65,2</td></tr> <tr> <td>Etranger..</td><td>64,8</td><td>39,5</td><td>31,9</td><td>20,2</td><td>10,6</td><td>32,3</td><td>34,5</td><td>34,8</td></tr> </table>								France..	35,2	60,5	68,1	79,3	89,4	67,7	65,5	65,2	Etranger..	64,8	39,5	31,9	20,2	10,6	32,3	34,5	34,8
France..	35,2	60,5	68,1	79,3	89,4	67,7	65,5	65,2																		
Etranger..	64,8	39,5	31,9	20,2	10,6	32,3	34,5	34,8																		

L'industrie métropolitaine n'occupe pas ici la place qui lui appartient (1); si au cours de l'examen de certaines

(1)	<i>Principaux produits importés</i>	France	Etranger
	Machines à vapeur fixes.....	3.019.000	3.522.000
	Locomobiles	205.000	5.221.000
	Locomotives	2.298.000	370.000
	Machines à filer.....	134.000	3.271.000
	Machines pour l'agriculture.. ..	109.000	480.000
	Machines dynamo électriques.....	6.171.000	2.572.000
	Appareils électriques	9.914.000	1.955.000
	Machines outils	3.212.000	2.148.000
	Appareils de levage	3.062.000	3.912.000
	Ferronnerie (constructions métal)..	5.388.000	41.660.000
	Vis, pitons et gonds.....	4.840.000	5.098.000

rubriques, des sacrifices nous ont paru quelquefois nécessaires à réclamer de nos producteurs au profit des voisins de l'Indochine, c'était en vue d'éviter l'isolement économique de l'Indochine, mais dans l'espèce il n'en saurait être question, car nos rivaux sont tous des pays d'Europe ou d'Amérique, dont notre Colonie est complètement indépendante pour ses échanges.

La faute en est à l'insuffisance de notre tarif minimum dont beaucoup de nos concurrents peuvent se prévaloir.

En effet, pour de nombreuses spécialités de notre industrie de la construction mécanique tel que les moteurs Diesel, les petits locotracteurs les tracteurs agricoles, les appareils de levage, certaines catégories de machines outils, des relèvements substantiels s'imposent.

La valeur au kilogramme de nombreux matériels a crû dans de très notables proportions, accroissement dû à la fois aux charges générales (fiscales et sociales) supportées par l'industrie, mais aussi à l'augmentation des valeurs intrinsèques constitutives (augmentation des puissances massiques, incorporation d'aciers spéciaux, accroissement du nombre des opérations réalisées pour le matériel, etc.).

L'exemple de l'industrie de la machine à coudre va illustrer notre argumentation. Née en France, il y a un siècle des œuvres du génial Thimonnier, cette industrie est actuellement passée presque entièrement aux mains de l'étranger aussi en Indochine, les importations métropolitaines n'ont pu lutter contre l'afflux des grandes séries produites par les compagnies anglo-américaines et allemandes.

Le tarif spécial indochinois pas plus d'ailleurs que le tarif métropolitain, dont il se différencie d'ailleurs très peu, n'apporte à l'industrie de la machine à coudre, la protection à laquelle elle peut légitimement prétendre ; elle ressort à des taux moyens de 2 à 6 % *ad valorem* pour les

machines à usage spéciaux ; 7 % *ad valorem* pour les piqueuses industrielles, 10 % *ad valorem* pour les machines de famille. Ce taux de protection devrait être au moins de 30 % *ad valorem*, quantum qui est d'ailleurs celui adopté par le tarif américain.

Puis, le régime des prestations en nature est survenu en 1929 et sans l'apprécier politiquement il faut reconnaître que son incidence sur l'économie indochinoise est et sera considérable.

Par la précipitation des travaux que ces prestations ont provoqués, l'avenir est lourdement hypothéqué et il est permis de soutenir que l'acuité de la crise actuelle est dû en partie au caractère hâtif de certaines réalisations qui ont abouti à des suréquipements prématurés.

Economiquement, elles auraient dû porter par priorité sur les produits dont l'économie française (métropole et indochine) est déficiente et, de préférence, sur les matières premières : or la part prépondérante a porté sur les produits manufacturés.

Commercialement, en outre, ces prestations ont facilité, à l'industrie allemande, la reprise de contact avec la clientèle française, grâce à la situation préférentielle qui lui a été faite (abattements de prix, conditions de crédit, etc.) par rapport à des industries françaises concurrentes.

Nos importations sont particulièrement modestes dans les catégories de machines ci-après : tracteurs et machines agricoles, machines à vapeur fixes et demi fixes, machines à coudre, machines à écrire, métiers à filer et toutes les spécialités de la ferronnerie ; quelques efforts aidée d'une politique douanière plus avisée, écartant du marché de notre Colonie des puissances de second rang comme l'Italie aux infiltrations intolérables, peuvent décider un changement d'orientation de la clientèle se soldant à notre profit par un gain de 40 à 50 millions.

XXIX. ARMES, POUDRES ET MUNITIONS

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		707	735	981	619	10.557	14.503	41.445	541
ETRANGER.....		100	19	375	1.056	804	375	4.224	6.528
TOTAL....		807	754	1.356	1.675	11.361	14.878	45.669	7.069
Répartition proportion (p. 100)	France..	87,6	97,5	72,4	37	92,9	97,5	90,8	31,4
	Etranger..	12,3	2,5	27,6	63	7,1	2,5	9,2	68,9

Si l'on s'en tenait à un examen superficiel, le rapprochement des statistiques des années 1913 et 1931 inciterait à conclure à un redressement magnifique de l'industrie métropolitaine dans ce chapitre.

En réalité il n'en est rien, car la France, pour les armes et munitions aussi bien de chasse que de guerre a toujours bénéficié d'un véritable monopole ; si, pour les premières, il était dû à la supériorité de notre industrie, celui des secondes est trop explicable par les nécessités du ravitaillement du Corps d'occupation.

Cette brusque poussée du pourcentage métropolitain, date seulement de 1929, car l'année précédente les importations françaises ne s'élevaient encore qu'à 30 % en poids

et 65,2 % en valeur ; la cause en est due à une diminution brutale des entrées des pétards chinois, provoquée en grande partie par le taux du nouveau tarif spécial indochinois (1.600 francs les 100 kgs en tarif général et 400 francs au tarif minimum) alors qu'antérieurement ces produits étaient frappés seulement d'un droit de 204 francs.

D'autre part, quoique le pétard constitue un superflu, sa consommation dépendant surtout du pouvoir d'achat de la grosse masse de la population indigène, on peut également attribuer à la crise actuelle, une influence dans ce mouvement de régression.

Préoccupé à la fois, comme on l'a vu de la reprise des affaires avec la Chine et le Japon, afin de faciliter la sortie des riz et aussi de la chute des recettes douanières, le Gouvernement de l'Indochine avait proposé au printemps dernier (1932) de réduire les tarifs douaniers concernant les artifices pour divertissements, y compris les pétards de 1.600 francs à 400 francs pour le tarif général ; le tarif minimum ne subissant par contre aucun changement.

Une mesure aussi rigoureuse ne pouvait que consacrer la ruine complète des industries, qui se sont montées au Tonkin à la suite de la promulgation des tarifs actuels, confiantes dans le maintien d'une protection accordée par l'Administration.

Une telle réduction ne se comprend d'ailleurs pas ; car si l'on veut tenir compte des conditions nouvelles dans lesquelles se trouve placée l'industrie des pétards en Indochine par rapport à la fabrication chinoise, il faudrait que les anciens droits de 1928 afin de conserver la même marge de protection, fussent augmentés de :

20 piastres charges supplémentaires occasionnées par la mise en vigueur de la nouvelle réglementation, en vue d'éviter les accidents.

74 piastres, différence due à la dépréciation du dollar de Canton.

16 piastres, diminution des droits correspondant au poids gagné par la suppression du bourrage en terre, remplacé par le sertissage, soit au total 110 piastres; les anciens droits étant de 204 francs, les nouveaux droits ne devraient pas être inférieurs à 1.300 francs.

Ce chiffre constitue un minimum, car les anciens droits étaient autrefois absolument insuffisants pour protéger utilement l'industrie locale, désavantagée par rapport à sa voisine, quant aux facilités de main d'œuvre et d'approvisionnement en matières premières.

Il y a également à prendre en considération d'une part que les Chinois se livrent sur cet article à un véritable « dumping » ; d'autre part, que la fabrication locale a besoin, actuellement pour s'affirmer de vendre à un prix sensiblement inférieur au prix de vente de l'article chinois; elle a en effet à compter avec la coalition des grossistes chinois, installés en Indochine, plus ou moins intéressés dans des fabriques de pétards en Chine, lesquels tiennent le marché de détail et influencent la clientèle d'autant plus facilement que celle-ci se trouve engagée par tradition à se servir des articles d'origine chinoise.

La chambre de Commerce de Saïgon, consultée, voulant concilier les intérêts d'une industrie locale et ceux de la masse des riziculteurs s'était prononcée pour une solution intermédiaire (800 francs en tarif général) entre le maintien du *statu quo* et la proposition gouvernementale.

La modification proposée devait être rejetée par le décret du 25 septembre 1932.

XXX. MEUBLES

PAYS de PROVENANCE		POIDS (Tonnes métriques)				(VALEUR Milliers de francs)			
		1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES		36	70	74	55	649	727	1.462	81
ETRANGER.....		39	91	137	124	388	1.086	2.195	217
TOTAL....		75	161	211	179	1.007	1.813	3.657	298
Répartition proportion (p. 100)	France..	48 0	43 5	35 1	30 7	64 4	40 1	40 0	27,2
	Etranger..	52 0	56 5	64,9	69 3	38 6	59 9	60 0	72,8

La création en Indochine de nombreuses ébénisteries, propres à satisfaire les goûts de la clientèle européenne et asiatique, ne laisse aucune perspective d'avenir à l'industrie française de l'ameublement. Les dédouanements constatés tendront de plus en plus à n'être que les accessoires complémentaires d'articles se rapportant à d'autres chapitres.

XXXI. OUVRAGES EN BOIS

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	405	449	320	454	723	1.855	1.834	407
ÉTRANGER.....	763	937	750	656	1.824	2.434	4.560	345
TOTAL.....	863	1.356	1.070	910	2.547	4.289	6.394	452

Répartition proportion (p. 100)	France..	12 4	30 9	29 9	16 9	28,4	43 3	28,7	23,7
		Étranger..	87,9	69 1	70 1	83 1	71,6	56,7	71 3

Le Japon, par ses caisses en bois contreplaqué destinées au transport du caoutchouc et du thé, représente la seule importation étrangère importante (523.000 francs en 1931).

Le tarif spécial indochinois est la principale cause de cette invasion ; une caisse paie à son entrée dans la colonie 2 fr. 98 au tarif général et 1 fr. 49 au tarif minimum (1), alors que liquidés d'après le tarif français, les droits s'élèveraient respectivement à 26 fr. 65 et 6 fr. 60 (2).

(1) La caisse pèse en moyenne 5 kg. 900 et le tarif spécial indochinois est de 50 fr. au tarif général et de 25 fr. au tarif minimum (les 100 K. N.).

(2) La liquidation est opérée en tenant compte des éléments constitutifs de la caisse (bois, placages, cornières, vis et boulons).

Cette grave anomalie est due, pour une large part au fait que le tarif indochinois a assimilé aux panneaux des caisses les ferrures dans lesquelles ceux-ci sont encastrés, alors que ces ferrures seraient normalement passibles de droits beaucoup plus élevés.

Ce régime défavorable met les producteurs français et notamment l'industrie locale dans l'impossibilité de lutter contre la concurrence japonaise favorisée par une monnaie dévaluée de plus de 45 % ; cette situation est d'autant plus regrettable que l'industrie française est largement capable de lutter en période de circonstances normales.

De nombreux groupements : le Syndicat des Planteurs de caoutchouc d'Indochine, la Chambre de Commerce de Saïgon, la Chambre d'Agriculture de Cochinchine se sont prononcés en faveur d'une révision du régime douanier applicable à ces caisses.

Mais il ne faut pas se leurrer sur les changes de relèvement du tarif car en vertu de l'article premier du protocole de signature de l'arrangement commercial franco-japonais du 13 Mai 1932, les caisses dont s'agit (reprises au tarif indochinois sous le numéro 603 quater B) sont comprises parmi les articles au sujet desquels, le Gouvernement Japonais s'est réservé le droit en cas de modification du tarif, de demander l'ouverture de conversations ayant pour but de pallier aux inconvénients résultant pour lui des modifications envisagées.

XXXII. INSTRUMENTS DE MUSIQUE

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)																					
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913																		
FRANCE & COLONIES	54	74	96	19	2.574	3.246	4.181	99																		
ÉTRANGER.....	13	37	45	16	377	1.027	1.384	88																		
TOTAL.....	67	111	141	35	2.951	4.273	5.565	187																		
Répartition proportion (p. 100)	<table> <tr> <td>France..</td><td>80,6</td><td>66,6</td><td>68,1</td><td>54,3</td><td>87,2</td><td>75,9</td><td>75,9</td><td>53,0</td></tr> <tr> <td>Étranger..</td><td>19,4</td><td>33,4</td><td>31,9</td><td>45,7</td><td>12,8</td><td>24,1</td><td>24,1</td><td>47,0</td></tr> </table>								France..	80,6	66,6	68,1	54,3	87,2	75,9	75,9	53,0	Étranger..	19,4	33,4	31,9	45,7	12,8	24,1	24,1	47,0
France..	80,6	66,6	68,1	54,3	87,2	75,9	75,9	53,0																		
Étranger..	19,4	33,4	31,9	45,7	12,8	24,1	24,1	47,0																		

L'engouement de la population européenne et aussi des milieux asiatiques pour le phonographe a donné à ce chapitre une importance qu'il ignorait en 1913.

La France est maîtresse du marché indochinois pour la fourniture de ces machines, ainsi que pour celle de leurs cylindres et disques (Importation totale en 1931 : 2.517.000 francs ; française : 2.282.000 francs ; étrangère : 235.000 francs).

XXXIII. OUVRAGES DE SPARTERIE, DE VANNERIE
ET DE CORDERIE

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)			
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913
FRANCE & COLONIES	3	2	6	59	124	125	78	961
ETRANGER....	608	751	838	2.444	1.011	1.219	1.822	828
TOTAL....	611	763	844	2.503	1.135	1.344	1.900	1.789

Répartition proportion (p. 100)	France..	0,5	0 3	0,7	2,4	10 9	9 3	4,1	53,7
	Etranger..	99 5	99 7	99 3	97 6	89 1	90 7	95 9	46,3

Le recul sensible de nos importations que ce chapitre enregistre doit nous laisser indifférent ; le peu de valeur de ces produits (vannerie, sacs en jonc pour emballage) et leur encombrement, seraient déjà plus que suffisants pour légitimer l'abstention de nos fabricants, s'il n'y avait pas déjà sur place une industrie locale très florissante favorisée par les nombreux matériaux que la nature a mis à sa disposition (exportation près de 8 millions de francs en 1931).

XXXIV. OUVRAGES EN MATIERES DIVERSES

PAYS de PROVENANCE	POIDS (Tonnes métriques)				VALEUR (Milliers de francs)				
	1931	1930	1929	1913	1931	1930	1929	1913	
FRANCE & COLONIES	4.240	5.886	8.765	2.872	86.237	124.349	228.963	8.683	
ETRANGER.....	21.578	8.233	11.323	5.244	42.723	31.767	54.194	2.402	
TOTAL.....	25.718	14.120	20.008	8.116	128.960	156.056	282.292	11.085	
Répartition proportion (p. 100)	France..	16,5	41,7	43,8	»	66,9	79,0	81,1	78,4
	Etranger..	83,5	58,3	41,7	»	33,1	21,0	18,9	21,6

La brusque poussée, surtout en tonnage, enregistrée en 1931 des importations étrangères, n'est qu'un accident passager, dû aux prestations en nature ; les wagons de marchandises et les bâtiments en fer ou en acier, livrés par l'Allemagne au cours de cette année, au compte des réparations, représentent à eux seuls plus de 20.000 tonnes (1).

(1) Principaux produits importés	France	Etranger
Automobiles (véhicules et pièces détachées)..	23.322.000	4.385.000
Vélocipèdes et pièces détachées.....	4.653.000	23.000
Wagons marchandises (prestations en nature)	644.000	15.338.000
Bâtiments ou usines (prestations en nature).	800.000	13.499.000
Matériel d'aviation.....	10.458.000	
Pneumatiques	22.039.000	2.261.000
Chapeaux feutre laine	1.063.000	118.000
Instruments photographiques	1.535.000	42.000
Jouets	3.433.000	504.000
Parapluies de coton	855.000	1.000

Nota. — Les statistiques de 1913 sont approximatives.

Automobiles. La crise mondiale, il fallait s'y attendre, a sévi sérieusement sur les importations de voitures automobiles ; mais comme le développement du réseau routier et la propension de l'indigène aux déplacements, assurent en Indochine, une extension rapide à ce mode de locomotion, les spécialistes du marché automobile escomptent que, lors du renouveau économique, la Colonie leur assurera annuellement un carnet de commande de 120 à 150 millions de francs.

PROVENANCE		1929	1930	1931
France	Voitures plaisance	1.789	989	647
	Voitures commerce	247	249	69
	Total	2.036	1.208	716
Italie	Voitures plaisance	57	35	»
	Voitures commerce	»	»	»
	Total	57	35	»
Etats-Unis	Voitures plaisance	426	339	113
	Voitures commerce	34	29	5
	Total	460	368	118
Autres pays	Voitures plaisance	3	15	13
	Voitures commerce	3	30	5
	Total	6	45	18

Si l'importation italienne, favorisée un moment non par ses qualités intrinsèques mais uniquement grâce à un engouement injustifié de la population indigène a heureusement disparu depuis 1930; par contre les Etats-Unis, grâce au tarif minimum dont ils sont également bénéficiaires, sont pour nos grandes marques Citroën, Renault et Peugeot, des concurrents redoutables ; en 1929, dernière année normale leur pourcentage en valeur s'élève dans l'espèce, à plus de 12 %.

Alors que pour certains produits, le facteur « distance » peut intervenir, laissant l'Indochine, libre de choisir ou d'écarter le marché métropolitain pour ses achats, avec comme conséquence un protectionnisme très modéré pour la défense de ces articles, l'industrie automobile française, par son importance dans l'économie nationale a droit, au premier chef, à avoir l'Indochine, comme marché réservé (1).

Dans ces conditions, il y aurait peut-être lieu d'envisager le relèvement des droits du tarif minimum ou plutôt lors des prochains accords commerciaux avec les Etats-Unis et l'Italie, relatifs à l'Indochine, le retrait de la concession de ce tarif.

Ces deux puissances ne sont d'ailleurs pas à ménager dans un plan de politique douanière indochinoise, car leurs riz de table, grâce au dumping, concurrencent en France, ceux de notre colonie, et sans entrer dans la voie des mesures de représailles, une attitude de défense passive : refus de tout avantage tarifaire, s'impose.

(1) En 1931, cette industrie a fait vivre près de 1.500.000 personnes, distribué 4 milliards de salaires et réalisé un chiffre d'affaires d'environ 27 milliards.

Vélocipèdes. La concurrence étrangère est inexistante, quelques milliers de francs chaque année, au regard de plus de 16.000.000 de francs, montant des importations métropolitaines en 1929, toujours avant la crise.

Les droits du tarif français, qui sont applicables en Indochine, sans modification pour ces articles, sont donc suffisants (3.200 francs: tarif général; 800 francs: tarif minimum les 100 kg. net).

Il est heureux pour nos fabricants français que le Japon, lors de l'accord du 13 Mai 1932, n'ait obtenu pour ces articles qu'une réduction de 25 % sur le tarif général : la concession du tarif minimum les aurait éliminés sans délai, si l'on songe que dans cette hypothèse, une des principales marques japonaises « Horü » aurait pu être offerte aux cyclistes indochinois à moins de 250 francs.

La situation prépondérante du Japon en Chine (avant le boycottage) sur le marché des bicyclettes, n'avait pas été sans alerter nos négociateurs.

Pneumatiques. De 1929 à 1931, le recul des importations de pneumatiques a suivi, phénomène normal, la même cadence (70 %) que celui des voitures automobiles et dont le seul bénéfice a été pour nos fabricants la disparition presque complète de leurs concurrents américains et anglais, qui s'étaient partagés en 1929 presque par moitié un chiffre d'affaires de dix millions de francs sur un total de 91 millions.

Notre situation déficitaire en caoutchouc ne nous permet pas, malgré les sacrifices consentis pour les plantations, de défendre comme il convient le produit manufacturé (taux de protection 8 à 10 % au tarif minimum) sous peine de déclencher des mesures restrictives contre notre ravitaillement en matières premières ; les lois du 31 Mars 1931, dites

de sauvegarde coloniale et que nous étudierons plus loin, doivent nous permettre d'assurer dans quelques années, notre indépendance économique.

Chapeaux de feutre. Parmi les différentes pièces du costume masculin européen, le chapeau est généralement le premier et même parfois le seul achat de l'indigène qui désire s'assimiler nos usages ; il y a presque là, mais il ne faudrait cependant pas en exagérer la portée, la valeur d'un geste symbolique.

Les importations ont toujours été très actives, plus de 218.000 pièces en 1929, réduites à peine à 50.000 en 1931.

La protection accordée en Indochine aux produits métropolitains est « suffisante en elle-même, aux dires de la *Chambre Syndicale des fabricants de chapeaux de feutre knine et poil*, mais à condition qu'elle ne soit pas faussée, comme cela se produit trop souvent par les prix dérisoires et sans relation avec le coût normal de revient, que pratiquent quelques nations et, en premier rang, l'Italie ou encore que nous ne nous heurtions pas aux procédés d'autres pays, comme les Etats-Unis, qui pratiquent sur une large échelle, la régénération des articles usagés et les introduisent sous l'aspect du neuf, dans les marchés moins difficiles et moins exigeants que constituent certaines de nos Colonies ».

Jouets. La France est maîtresse de ce marché ; pendant la dernière période triennale, son pourcentage n'a jamais été inférieure à 90 % ; la concurrence allemande, c'est-à-dire la concurrence européenne la plus redoutable semble jusqu'ici avoir laissé l'Indochine en dehors de son orbe.

Mais en cas de changement de tactique de sa part il y a les plus grandes chances pour que ses commis-voyageurs

soient devancés en Indochine par leurs collègues japonais, dont les collections, objet d'une réduction récente de 40 % sur le tarif général, vont certainement retenir l'attention des bimbelotiers annamites, au grand détriment de nos fabricants.

Parapluies de coton. Si étrange que cela puisse paraître, les importations françaises de parapluies de coton par leur importance méritaient jusqu'en 1929 de retenir quelques instants l'attention au cours d'une étude sur le mouvement commercial de la Colonie (563.488 pièces pour une valeur de 10.143.000 francs.

Brusquement, en 1931, les achats indochinois se sont réduits à 60.019 pièces.

Il semble bien difficile d'attribuer un pareil fléchissement à la crise mondiale et les firmes importatrices ont songé un moment à imputer cette régression à un apport japonais de montures de parapluie ; le recouvrement étant effectué sur place dans des ateliers familiaux.

Les statistiques douanières n'ont pas permis de retenir cette hypothèse, les importations japonaises dans l'espèce étant restées stationnaires ; l'enigme reste entière, car en admettant même que certaines caisses de montures, présentées sous une fausse dénomination aient échappé à la vigilance de la Douane, cette explication ne saurait valoir pour justifier une pareille différence.

SECTION III

LE RENDEMENT DES DROITS DE DOUANE EN INDOCHINE

Le caractère fiscal du droit de douane, qui a précédé historiquement sa conception économique, subsiste aujourd'hui.

Dans les pays libéraux, il reste prépondérant; le tarif belgo-luxembourgeois est mi-fiscal et mi-protecteur et le tarif néerlandais presque uniquement fiscal. Il en est de même dans les pays jeunes à économie agricole, comme les colonies, pour des produits manufacturés qu'ils ne fabriquent pas et en France même pour certaines denrées exotiques que nos colonies produisent dans une proportion si peu appréciable qu'on ne peut trouver le fondement du droit dans l'idée de la concurrence.

Qui niera d'autre part, l'importance du rôle fiscal de notre régime douanier actuel en France et en Indochine ?

Dans le budget métropolitain de 1932, les produits généraux des douanes entrent pour une somme de 5 milliards 629.731.000, ces chiffres représentant plus du huitième des recettes totales, c'est donc un des éléments fondamentaux de notre système financier.

En Indochine, en 1928, dernière année normale (crise inexistante et ancien tarif douanier encore en vigueur) les droits de douane à l'importation assuraient les 14 % des rentrées du budget général, auquel ils sont affectés comme recettes.

Cette proportion est loin d'être extraordinaire car en 1913 où le mouvement commercial de l'Indochine n'avait

pas atteint l'ampleur de ces dernières années, le quantum était de 15 %.

Il serait intéressant de comparer ce pourcentage avec celui des grandes colonies anglaises et hollandaises voisines, les résultats de l'enquête pourraient peut-être guider les Services financiers indochinois lors de la réorganisation du système fiscal de la Colonie sur les possibilités d'augmentation de la part contributive des droits de douane.

Cette question est à l'ordre du jour, car les trois monopoles du sel, de l'alcool et de l'opium, autre armature du budget général, sont en butte à de telles critiques locales pour les deux premiers et internationales pour le troisième, que l'on doit envisager pour un avenir prochain ou leur abandon ou des mesures moins draconiennes dans leur application avec comme conséquence: diminution des recettes.

Il faudra bien se tourner vers les droits de douane pour combler ce déficit, l'économie de l'Indochine ne permettant pas de songer à l'impôt sur le revenu.

D'ailleurs, le Gouvernement semble entrer dans cette voie par un nouvel aménagement de la taxe générale intérieure 2 % *ad valorem* (décret du 31 décembre 1932) qui malgré son nom, frappe toutes les marchandises françaises et étrangères, de droits pouvant aller jusqu'à 5 % à leur entrée en Indochine.

SIXIÈME PARTIE

LA PROTECTION DOUANIERE DES PRODUITS INDOCHINOIS EN FRANCE ET LA POLITIQUE DE SOUTIEN

L'étude du régime douanier de l'Indochine, ainsi que celle de ses relations commerciales avec la France seraient très incomplètes, si nous ne considérions pas maintenant l'autre face du problème, la situation de la production indochinoise sur le marché métropolitain.

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 13 avril 1928, assure la franchise à l'Indochine comme à toutes les colonies assimilées, pour ses importations en France et en Algérie, mais la protection ne doit pas être limitée à ce bénéfice.

L'exemption de droits de douane ne présente, en effet, d'intérêts qu'autant que de semblables droits frappent les similaires étrangers ; si ces derniers entrent en franchise ou ne sont soumis qu'à des droits très réduits l'entrée en franchise des produits indochinois est un avantage illusoire et fictif.

Or, si la France est entrée de plus en plus dans la voie du protectionnisme, elle en a dosé les effets selon les propres besoins de son industrie et non pas selon ceux de

Et ainsi que le fait très justement remarquer, Monsieur Archimbaud « dans ce cycle d'économie fermée, qu'elle (La France) a, en quelque sorte institué entre ses Colonies et

elle-même, elle a maintenu cet étrange paradoxe d'être à la fois ultra protectionniste en matière de produits manufacturés et libre échangiste, en ce qui concerne l'introduction des matières premières, qui constituent la principale source d'exportation de nos Colonies » (1).

(1) Archambaud. Rapport sur le budget des colonies exercice 1932, document parlementaire n° 5836.

Le tableau suivant va nous permettre de nous rendre compte dans quelle mesure les produits indochinois sont protégés sur le marché français c'est-à-dire quels sont les droits de douane applicables en France aux produits similaires étrangers (1).

PRODUITS	DROITS ACTUELS		VALEUR des MARCHANDISES en 1931 (quintal)	VALEUR de la PROTECTION ACCORDÉE	
	Tarif général	Tarif minimum		Tarif général	Tarif minimum
Peaux brutes	Exempt	Exempt	758 f.		
Caoutchouc	Exempt	Exempt	363		
Soies en cocons)	1 f. 04 (kilg)	0 f. 20 (kilg.)	1.512	6,9 %	1,6 %
Maïs	33 f. 60	16 f. 80	47	71,5 %	35,7 %
Riz entier	34 f. 40	34 f. 40	108	31,9 %	31,9 %
Riz brut en paille	4 f. 20	4 f. 20	99	4,2 %	4,2 %
Brizures de riz	8 f. 40	8 f. 40	72	11,7 %	11,7 %
Poivre	765 f.	530 f.	881	86,8 %	60,2 %
Café $\left\{ \begin{array}{l} \text{en tiges et} \\ \text{pélicules} \end{array} \right.$	510 f.	231 f. 20	502	101,5 %	46 %
	680 f.	680 f. 20	1.663	43 %	22,3 %
Amones et cardamones	680 f.	353 f.	3.023	22,5 %	11,6 %
Cannelle	680 f.	353 f.	584	116,5 %	60,3 %
Thé	680 f.	352 f. 60	1.583	43,5 %	22,3 %
Coprah	45 f.	7 f. 50	234	6,4 %	3,2 %
Étain	1.000 f.	250 f.	635	159 %	39,75 %
Zinc	56 f.	14 f.	170	33 %	8,25 %

(1) Le blé métropolitain, grâce au droit de douane de 85 francs le quintal bénéficie d'une protection de plus de 200 %.

Il est intéressant de rappeler que frappé de l'insuffisance de la production douanière des produits coloniaux français, en général, sur le marché métropolitain, M. Candace a déposé le 6 février 1925, sous le n° 1215 une proposition de loi pour remédier à cette situation profondément inique.

M. Candace poursuivait deux buts infiniment louables, le développement et la mise en valeur de nos Colonies ainsi que la revalorisation de notre monnaie alors en pleine crise. Si la France prenait dans ses possessions d'outre-mer, suggérait ce député, les produits dont elle est actuellement obligée de se pourvoir à l'étranger, d'une part elle mettrait en valeur d'immenses territoires qui sont les nôtres et qui demeurent encore à l'état informe ; d'autre part elle améliorerait sa balance commerciale et par suite, son change défavorable.

Pour que la métropole trouve à se ravitailler dans ses colonies, que faut-il ? Simplement, disait M. Candace, « contraindre nos industries et nos commerçants à s'y approvisionner et pour arriver à ce résultat, élever une barrière douanière suffisante au profit de nos possessions et frapper de droits élevés toutes les importations étrangères que notre domaine colonial est à même de pouvoir nous fournir ».

Afin de ne pas déclancher une action trop brutale, dont l'industrie métropolitaine pourrait avoir à souffrir gravement, M. Candace prévoyait pour l'institution du régime protecteur, dont il réclamait l'institution une série de paliers.

En somme, l'économie de la proposition de loi Candace pouvait se résumer comme suit :

Un décret rendu sur la proposition des Ministres des Colonies, des Finances et du Commerce établit la liste des produits susceptibles de nous être fournis par nos Colonies et qui ne bénéficient pas actuellement en France d'une protection de 20 % au tarif général. Toutefois n'étaient pas modifiés les droits dont les tarifs étaient supérieurs aux taux ci-dessus prévus.

L'application de ce nouveau régime n'était prévu que trois ans après la promulgation de la loi.

À l'expiration d'un nouveau délai de deux ans, les tarifs seront doublés; enfin sept ans après la promulgation de la loi, les droits seront révisés, ils ne pourront plus être inférieurs à 25 % ad valorem au tarif minimum et à 100 % au tarif général.

On ne peut que regretter que la Chambre de Commerce de Paris, dans sa séance générale du 20 mai 1925, sur proposition de sa Commission des Douanes et Questions économiques ait cru devoir émettre un vœu, demandant le rejet par le Parlement de la proposition de la loi de M. Candace; l'application d'un système de cette nature lui paraissant constituer à la fois une menace de dangereuses représailles et un péril grave pour l'approvisionnement normal de l'industrie métropolitaine.

Ce manque de coordination d'efforts entre la Métropole et ses colonies est révélateur des survivances d'un état d'esprit qui rappelle celui d'autrefois ; le « pacte colonial » a trop longtemps régi les relations de la métropole et des colonies pour disparaître tout d'un coup de la mémoire des hommes. Nous avons peine à nous deshabituier de la notion de la colonie asservie à la Métropole, contrainte de l'alimenter en matières premières et de recevoir les produits manufacturés de son industrie pléthorique.

La crise prochaine devait heureusement modifier cette mentalité en permettant à la « politique d'association » de s'affirmer. La raréfaction de la clientèle a ouvert les yeux des milieux métropolitains au double rôle que pouvait jouer nos colonies : l'alimentation de nos industries nationales en matières premières et ensuite la création de débouchés pour les matières ouvrées par ces industries.

Outre cette insuffisance de protection douanière, l'agriculture coloniale est également désavantagée dans l'application des taxes fiscales intérieures ; cette inégalité entre des producteurs français apparaît d'autant plus irritante si l'on songe que les moins bien traités sont ceux qui peinent le plus, loin de leur pays, sur des territoires vierges de tout aménagement comme de toute culture.

Or, tandis que les ventes d'un cultivateur de la métropole ne sont pas assujetties à la taxe sur le chiffre d'affaires, le planteur indochinois supporte, pour les produits qu'il vend en France, la taxe à l'importation et souvent la taxe sur le chiffre d'affaires, l'une et l'autre en général de 2 % soit au total 4 %. Il est vrai qu'en principe, il peut être exonéré de la taxe sur le chiffre d'affaires, à condition de vendre lui-même et non par intermédiaire ; c'est une faculté dont il lui est souvent très difficile de réclamer le bénéfice et s'il y a là une situation de fait, on établirait une fausse inégalité en la considérant comme insignifiante ; l'éloignement est déjà en lui-même une cause de frais bien suffisante. Quant à la taxe à l'importation, elle est due en toute hypothèse ; l'administration des finances considère en effet que la loi y soumet tous les produits importés, quelle que soit la qualité de l'importateur ; cependant si l'on se rappelle qu'à l'origine, la taxe à l'importation était destinée à compenser par un droit

sur le produit importé, la taxe sur le chiffre d'affaires atteignant le producteur métropolitain, il semble qu'il n'y pas de taxe sur le chiffre d'affaires à compenser, lorsqu'il s'agit de produits agricoles et surtout de produits agricoles qui ne sont pas cultivés dans la métropole.

Pour le café et le thé, les planteurs indochinois supportent une charge particulièrement lourde, car les diverses perceptions de la taxe à l'importation et de la taxe sur le chiffre d'affaires ont été réunies en une taxe unique de 8 % pour le café et de 7 % pour le thé, même en cas de vente directe au consommateur (1).

Les conséquences politiques de cette attitude ne sont pas à négliger et récemment M. Le Neveu, secrétaire général de l'Union Coloniale Française a exprimé dans son rapport à l'Assemblée générale de cette association quelques craintes à leur sujet « Peut-on dire, a-t-il fait remarquer notamment, que la métropole plus sans doute par connaissance incomplète que par sa cupidité, ne se fait point faute d'opposer des barrières à l'entrée sur son propre sol des produits de ses colonies et de réclamer pour ses propres manufacturiers, le monopole de nos marchés coloniaux. Le contingentement des vins algériens ou des blés marocains peut-il se perpétuer sans faire naître un état d'esprit dangereux, sans susciter des idées de sécession ou de séparatisme qui, si elles se réalisaient profiteraient plus à des envieux aux aguets qu'à nos provinces lointaines ainsi brimées et enfermées malgré elles dans leur économie encore fragile. »

Malgré ces circonstances défavorables, il faut reconnaître que grâce aux efforts poursuivis depuis l'après

(1) *La Quinzaine Coloniale* numéro du 10 Mai 1930.

guerre, les différentes branches de la production coloniale avaient pris un développement indiscutable. Non seulement nos colonies nous fournissaient au rythme de nos besoins le rhum, la vanille, le poivre, le riz, mais encore elles contribuaient suivant une progression dont le taux s'élevait chaque jour à notre ravitaillement en cacao, manioc, caoutchouc. Or, une crise sans précédent, dont les débuts remontent à 1929, est venu compromettre très gravement l'œuvre de mise en valeur de notre domaine colonial, sévissant dans ces pays neufs avec plus de brutalité qu'ailleurs.

La baisse des denrées alimentaires et matières coloniales touchées par le malaise international a été considérable. Le café par exemple qui est encore vendu à la consommation en France, 25 francs le kilogramme, a été acheté sur place à peine 4 francs, le rix Saïgon n° 1 a baissé de 61 % passant de 11 \$ 34 au 100 kilogrammes cours moyenne 1930 à 4 \$ 50 en décembre 1932. En ce qui concerne le caoutchouc depuis l'époque de l'abandon du plan Stevenson on assiste à une chute progressive des cours, le record de baisse a été atteint le 2 juin 1932 jour où Mincing Lane cota 15/8 (soit environ 1 fr. 24 par kilogramme de gomme vendu en Europe) il était à présent envisagé faute de ressources l'abandon de la lutte contre l'emprise de la forêt vierge.

Pour soutenir les productions en péril, toutes les grandes puissances coloniales ont pris les mesures les plus propres, soit sous forme de primes à l'exportation, soit sous forme de dégrèvements d'impôts.

Le Gouvernement Belge sur l'initiative du Premier Ministre, Ministre des Colonies, a mis cette importante question à l'étude, nommant une commission chargée de

recommander les mesures plus efficaces et les mieux appropriées à la situation du Congo Belge sans attendre le résultat de ses travaux, le Premier Ministre a d'emblée, donné les instructions les plus précises au Gouvernement général à Léopoldville pour que certaines charges pesant sur l'économie du pays, fussent momentanément suspendues.

Au Kenya, à l'ouverture de la session du Conseil législatif à Monbassa le 13 juillet 1930 sir Edvard Grigg, le Gouverneur a reconnu que « l'aide de l'Etat est indispensable si l'on veut surmonter une crise aussi critique ».

La France, à son tour devait comprendre que le problème n'était plus colonial, mais métropolitain. La question du reste avait retenu toute l'attention du Gouvernement et dans sa déclaration ministérielle, M. Steeg, alors Président du Conseil, déclarait en substance « nous poursuivons la mise en valeur des colonies dans le souci d'assurer à travers notre magnifique domaine d'outre-mer, solidaire politiquement et économiquement de la Métropole l'amélioration du destin matériel et moral des populations indigènes et la protection nécessaire des produits de colonisation ».

Sauver les productions coloniales en péril, tel est le problème de l'heure présente. Nous allons passer en revue les mesures de défense, avance de fonds, primes à l'exportation, renforcement de la protection douanière dont certains produits indochinois ont été récemment l'objet et choisis pour notre étude soit en raison de leur importance actuelle, ou soit en considération de leurs perspectives d'avenir.

SECTION I

LE RIZ

Le riz occupe dans l'économie indochinoise une importance supérieure à celle du blé dans la production métropolitaine. Des statistiques très sérieusement établies indiquent que la production totale de riz des divers pays de l'Union Indochinoise atteint les chiffres suivants :

Millions de quintaux :

Pour l'alimentation indigène.....	45
Pour l'exportation	17
Pour la fabrication de l'alcool.....	2
	—
Soit un total de.....	64

Aliment de base de la population, cette céréale représente en outre, d'après la moyenne de vingt dernières années 66,94 % de la valeur totale de ses exportations.

L'exposé des motifs du budget général de 1932 (page 8) reconnaît que « la prospérité économique de l'Indochine dépend essentiellement d'un unique produit d'exportation, le riz » constatation appuyée par le synchronisme des courbes des graphiques de la balance du commerce extérieur et de la valeur des exportations de riz.

Alors qu'avant notre conquête l'Indochine exportait lors des bonnes récoltes 50.000 tonnes de riz, la moyenne de la dernière période quinquennale s'est élevée à 1.530.716 tonnes, l'export maximum ayant atteint 1.797.682 tonnes en 1928.

Il est sorti :

En 1880	294.563 tonnes
En 1890	566.729 d°
En 1900	915.627 d°
En 1910	1.269.516 d°
En 1920	1.188.828 d°
En 1921	1.720.417 d°
En 1922	1.439.995 d°
En 1923	1.339.503 d°
En 1924	1.230.206 d°
En 1925	1.519.860 d°
En 1926	1.597.311 d°
En 1927	1.665.354 d°
En 1928	1.797.682 d°
En 1929	1.471.643 d°
En 1930	1.121.593 d°
En 1931	959.504 d°

Cette progression est due aux travaux d'hydraulique agricole entrepris par le Protectorat Français, qui ont déjà mis en valeur un million et demi de terres nouvelles.

Les projets en cours, aménagements d'irrigations et de drainages, et dont le dernier emprunt permettra la réalisation, donneront un nouveau million d'hectares de rizières ajoutant un million de tonnes au disponible actuel de la récolte pour les marchés extérieurs.

Une seule critique peut être formulée contre cet admirable effort, la transformation quasi totale de ces friches et marécages en rizières au lieu de leur aménagement en terrain pour des cultures variées. Il est profondément regrettable que méconnaissant l'excellence du plan de campagne,

conçu et réalisé, il y a près d'un siècle aux Indes Néerlandaises, par le Gouverneur Général Van den Bosch, introduisant la canne à sucre, le tabac, les épices, là où on ne cultivait que le riz, nous n'avons pas su éviter le problème de la mono-culture riz avec toutes ses conséquences économiques, financières, politiques et sociales.

Jusqu'en 1930, à part de rares années et particulièrement depuis l'après-guerre, les cours influencés par la sous production birmane ou la surconsommation japonaise, malgré le faible rendement de la rizière indochinoise (1.260 kilogr. à l'hectare) laissaient une marge bénéficiaire intéressante au producteur.

Les statistiques des cours de la Chambre de Commerce de Saïgon sont les suivantes :

	le quintal
Pour la période 1889-1903	8 \$ 79
Pour la période 1904-1908	5 \$ 95
Pour la période 1909-1913	6 \$ 93
Pour la période 1914-1918	5 \$ 62
Pour la période 1919-1923	9 \$ 35
Pour la période 1924-1928	10 \$ 10

Brusquement en 1931, le marché fut atteint sur deux points : chute des cours (6 \$ 58 le quintal) cours moyen de l'année et insuffisance des quantités vendues, baisse de 29.57 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cette régression a été provoquée principalement par la défaillance de deux des principaux clients: la Chine ruinée par ses troubles politiques et la baisse de sa monnaie argent et le Japon vexé par l'attente d'un traité de commerce, donnant la préférence au Siam pour ses achats.

Le remède au premier facteur de la crise, ne peut être trouvé, d'après la grande majorité des compétences, ni dans la motoculture, ni dans une politique d'engrais, mais seulement dans l'amélioration du rendement. Une augmentation de 30 % très possible en l'état actuel de la technique agricole et portant la production à l'hectare au niveau du taux mondial soit 1.620 kg. permettrait aux cours présents d'être nettement rémunérateurs.

Ce ne doit être là qu'une première étape, qui serait insuffisante si les cours s'abaissaient davantage, aussi les travaux de l'Office autonome du riz doivent-ils tendre à atteindre le rendement Japonais 3320 kg. résultat non utopique avec l'exceptionnelle teneur chimique des pluies qui arrosent la terre d'Annam.

Pour remédier à la carence de l'acheteur, de nombreux efforts ont déjà été apportés (propagande dans la Métropole pour la consommation, sélection et standardisation du produit) et diverses solutions proposées, (création de magasins généraux, déstabilisation de la piastre), mais nous ne retiendrons ici pour notre étude que les mesures qui se rattachent d'une manière quelconque au jeu des tarifs douaniers et que l'on peut grouper sous trois sections différentes.

a) modification des droits à la sortie.

b) augmentation des droits sur le riz étranger dans la métropole et dans les autres colonies françaises.

c) accords douaniers avec la clientèle d'Extrême-Orient.

A. Modification des droits à la sortie.

Depuis le décret du 24 mars 1926, les droits perçus à compter du 1^{er} avril de la même année à la sortie du riz jusqu'à la réforme de 1931 étaient les suivants : (le tableau donne également le tarif précédemment en vigueur).

Numéro d'ordre	DÉSIGNATION	UNITÉS	DROITS	
		sur lesquelles portent les droits	avant le 31 mars	avant le 31 mars
29	Riz en paille paddy et riz cargo contenant plus de 33 % de paddy	400 K B	0 f. 24	0 p. 70
	Riz cargo contenant au plus 33% de paddy	"	0 f. 30	0 p. 60
	Riz blanc	"	0 f. 38	0 p. 33
	Brisures de riz	"	0 f. 18	0 p. 28
	Farines basses de riz	"	0 f. 12	0 p. 12

Lors de l'établissement de ce tarif, les cours du riz Saïgon numéro 1, depuis cinq ou six ans, oscillaient aux environs de dix piastres, mais avec la baisse des cours, ces droits devenaient intolérables entravant complètement la campagne d'exportation de 1931.

L'association des exportateurs français de riz de Saïgon (1) dans un mémoire remis à M. Paul Reynaud, Ministre des Colonies lors de son séjour à Saïgon réclama un abaissement du tarif à la sortie pour ce produit, comme un des remèdes à la crise de mévente : « Enfin il est à nos yeux, concluait-elle, une autre mesure qui favoriserait l'adaptation de la culture aux nouveaux prix, nous voulons parler

(1) Procès-verbal de la 23^e réunion, page 9.

de l'ajustement aux cours actuels des droits dont sont frappés les riz à la sortie d'Indochine à destination de l'étranger. Les cours des riz, ont depuis l'année dernière baissé de 50%. Or les droits sont restés les mêmes alors que normalement il eut été juste qu'ils suivissent cette baisse. Une taxe *ad valorem* de sortie paraîtrait dans cet ordre d'idées plus équitable qu'un droit fixe qui bien que comportant la taxe représentative de l'impôt foncier est devenu extrêmement lourd. A la fin de cette lettre, nous vous soumettons un état comparatif des droits de sortie ramenés en piastres tels qu'ils sont pratiqués au Siam et en Birmanie » (1).

« A ce sujet, nous nous permettons d'insister sur l'exemple de sage politique que la Birmanie nous donne dans cet ordre d'idées. A la suite de la baisse du sterling, tous les impôts et taxes ont été augmentés proportionnellement à la dépréciation subie par la livre sauf la taxe de sortie sur les riz. Ceci est un exemple typique des sacrifices consentis par nos voisins pour intensifier leurs exportations. D'ailleurs ne vaudrait-il pas mieux diminuer les droits de sortie sur les riz ; ce dont la culture profiterait sans aucun doute plutôt que d'avancer des fonds avec la garantie de la Colonie à des affaires mauvaises que la crise doit inévitablement faire disparaître ».

(1)

		le quintal		
SIAM	Paddy	0 piastre 24	BIRMANIE	Riz. Tarif unique :
	Riz cargo.....	0 piastre 35		Brisures. 0 piastre 27
	Brisures cargo.	0 piastre 18		Paddy. le quintal
	Farines cargo.	0 piastre 18		
	Riz blanc.....	0 piastre 35		
	Brisures de riz			
	blanc	0 piastre 35		

Sur ces entrefaites, la Commission permanente du Conseil de Gouvernement prit le 6 novembre 1931, une délibération transformant les droits spécifiques en des droits *ad valorem*, dans le sens d'un abaissement du tarif ; quatre jours après, battant les records de la rapidité de la réalisation, intervenait le décret métropolitain qui la ratifiait, modifiant comme suit l'article 26 du tarif à l'exportation.

Numéro d'ordre	DÉSIGNATION	UNITÉS	DROITS
		sur lesquelles portent les droits	
26	Riz en paille paddy et riz cargo contenant plus de 35 % de paddy	ad. val.	10 %
	Riz cargo contenant au plus 33% de paddy	«	8 %
	Riz blanc	«	6 %
	Brisures de riz	«	5 %
	Farines basses de riz	«	4 %

La valeur servant de base au calcul des droits pendant un mois déterminé résulte de la moyenne des cours constatés sur le marché de Saïgon au Bulletin quotidien de la Chambre de Commerce de cette ville, durant les trois mois précédents pour chaque catégorie de produits. Ces cours s'entendent selon les usages commerciaux de la place de Saïgon c'est-à-dire livraison sous palan sacs perdus, droits non compris.

Il s'ensuit que pour les produits exportés pendant un mois donné, janvier par exemple, les droits seront perçus sur la moyenne des cours des trois mois précédents, octobre, novembre et décembre; une telle manière de procéder a pour résultat de rendre les opérations sur *l'éloigné* extrêmement aléatoires puisque l'on est dans l'ignorance des droits de sortie qui seront perçus lors de l'embarquement.

Malgré l'amélioration apportée par le décret du 10 novembre 1931, dégrèvement massif de près de 40 % sur les cours actuels (1) il n'en reste pas moins que les riz indochinois au début de l'année 1932 soutenaient difficilement la concurrence entre les riz birmans, aussi le Conseil Colonial, sur les instances des riziculteurs, sollicitait-il du Gouvernement, la convocation d'une session extraordinaire pour la suppression totale des droits de sortie sur les riz.

A la fin Janvier 1932, le riz Saïgon numéro 1 cotait tous droits compris 6 \$ 5479 aux 100 kg. contre 6 \$ 05 pour le riz de Birmanie 2 étoiles et le riz Saïgon n° 2, 6 \$ 0479 contre 5 \$ 63 pour le S. Q. La taxe à la sortie étant à la même époque pour ces qualités de 0 \$ 3684 aux 100 kg. sa suppression aurait donné les cours de :

Riz n° 1 : 6 \$ 1795 contre Burma 2 étoiles : 6 \$ 05

Riz n° 2 : 5 \$ 6795 contre S. Q. : 5 \$ 63

La situation budgétaire de la colonie interdit cependant des dégrèvements plus importants car ils auraient pour contre-partie nécessaire de nouvelles charges fiscales qui seraient finalement supportées par les riziculteurs eux-mêmes.

(1) Discours de M. le Gouverneur Général Pasquier prononcé le 27 juillet à Mylho au siège de la société indigène de crédit agricole mutuel.

mes et leur apparaîtraient sans nul doute, comme plus insupportables encore.

Au surplus, si le gia (20 k. 400) de paddy supporte à l'exportation, un droit de sortie, qui ne dépasse pas d'ailleurs 4 cents on ne saurait oublier que les impôts directs tels qu'ils sont établis actuellement sur la riziculture ont une assiette particulièrement défectueuse ; le plus riche propriétaire de la Cochinchine acquitte le même impôt personnel qu'un coolie, soit six piastres par an environ, le droit de sortie apparaît ainsi comme un impôt forfaitaire sur le revenu dont l'intervention est indispensable pour réparer de véritables injustices.

B. Augmentation des Droits sur le riz étranger dans la Métropole et les autres Colonies françaises. — Lorsque le Gouvernement a voulu protéger la production française de blé, il n'a pas hésité à porter progressivement les droits d'entrée pour cette céréale, au coefficient 11.45 par rapport au tarif d'avant-guerre. Malgré l'importance au moins aussi grande du riz pour l'économie indochinoise les droits sur les riz blanchis étrangers n'ont été multipliés que par le coefficient 4.3 depuis la guerre. Les circonstances actuelles demandent une protection autrement efficace et il importe que le Gouvernement relève de 100 % les droits sur les diverses catégories de riz, c'est-à-dire que le coefficient 2 soit appliqué aux divers produits inscrits au n° 79 du tarif général des douanes.

Par suite, les droits deviendraient :

a) Riz entier (usiné à l'étranger) francs 68.80 au lieu de francs 34.40.

b) Riz brut en paille : francs 8.40 au lieu de francs 4.20.

c) Brisures de riz : droits doublés.

Ce relèvement des droits est d'autant plus urgent que depuis quelque temps les exportations des Etats-Unis d'Amérique et de l'Italie présentent le caractère d'un véritable dumping.

Les riz d'Amérique « blue rose » sont vendus à des prix tellement réduits, que la différence entre le riz manufacturé et le riz décortiqué, qui était encore il y a quelques mois de 50 cents, n'est plus à présent que de 20 cents, or la différence de 50 cents était déjà inférieure aux frais d'usage ; cette différence de 20 cents révèle donc d'une manière indiscutable le dumping pratiqué par les Américains.

Les Italiens ont adopté le système des primes à l'exportation, mais ce pays avec sa mauvaise foi coutumière prétend devant les justes réclamations de notre Ministère du commerce que l'institution de ces primes fait partie d'un système d'ensemble destiné à relever les prix d'achat en Italie, sans aucune arrière-pensée de concurrence internationale (1).

Cette concurrence est particulièrement grave pour l'Indochine, dans une période où elle fait tous ses efforts pour améliorer la qualité de ses riz et pour envoyer à la Métropole, des riz de table spécialement choisis pour être adaptés au goût du consommateur.

Le Ministère du commerce, dont l'attention a été attirée à maintes reprises, notamment par l'Union Coloniale sur les droits d'entrée sur les riz d'origine étrangère, semble

(1) *La Quinzaine Coloniale* numéros des 25 mars, 25 juin et 10 novembre 1931.

vouloir ménager les Etats-Unis, et peut-être pour des raisons politiques, ne pas les froisser.

Dans une de ses lettres, ce Département justifiait ainsi sa politique d'abstention « pour que le Gouvernement Français puisse intervenir utilement auprès du Gouvernement des Etats-Unis et du Japon, au sujet des manœuvres que vous vous plaignez, il serait indispensable que l'Union me fit parvenir tous documents susceptibles d'établir qu'il y a réellement dumping (copies de factures, correspondances, offres de ventes avec indication des prix, etc.) »

« En ce qui concerne le relèvement des droits, il ne peut être réalisé actuellement, ces droits ayant été consoldés dans des accords commerciaux. La question ne pourra être examinée qu'au moment où il deviendra possible de présenter au Parlement une adaptation d'ensemble du tarif douanier sur la base de la nomenclature internationale élaborée à Genève ».

« Je crois devoir faire observer toutefois que le droit actuellement applicable au riz entier comporte le coefficient 4.3 par rapport au droit d'avant-guerre et représente une incidence protectrice d'environ 23 %. Il paraîtrait difficile de le majorer dans la proportion que vous indiquez, étant donné qu'il s'agit d'un produit de grande consommation acheté principalement par les personnes de condition modeste ».

Les pourparlers actuels avec les Etats-Unis pour un accord commercial devraient permettre au cours des négociations de reprendre cette question tarifaire, d'autant plus que comme nouvel atout dans notre jeu nous avons l'adoption par Cuba d'un nouveau tarif préférentiel pour les riz américains éliminant du marché, les riz d'Extrême-Orient ;

il ne faut pas laisser perdre cette occasion, ensuite la France serait peut-être liée par l'accord conclu.

Le droit actuel doublé (68 fr. 80) n'a rien d'exagéré, car à la Conférence d'Ottawa, il a été convenu d'établir en Grande-Bretagne, un droit sur les riz d'origine étrangère, droit qui, au change actuel, représente de 75 à 80 francs par quintal et dont, bien entendu, les riz de Birmanie sont exemptés.

Sur le marché des Antilles Françaises, les riz indochinois sont absolument dénués de toute protection, car il n'existe actuellement à la Guadeloupe qu'un droit de douane de 0 fr. 40 par quintal sur les riz étrangers et aucun droit à la Martinique.

Ces deux îles, qui absorbent annuellement en moyenne cent mille quintaux de riz, sont ravitaillés depuis quatre ans par la Guyane Hollandaise, qui bénéficie par sa situation géographique d'un fret avantageux.

Les Conseils généraux de la Guadeloupe et de la Martinique consultés par le Gouverneur, comme la loi du 13 avril 1928 l'exige sur l'intervention du Ministre des Colonies, ont refusé d'augmenter ou de créer des droits frappant les riz étrangers, ce produit étant considéré comme denrée de première nécessité. La question est donc à reprendre en insistant sur la solidarité intercoloniale, qui doit de plus en plus entrer dans le domaine de la réalité.

C. *Accords douaniers avec la clientèle d'Extrême-Orient.* — Comme puissance protectrice, il est du devoir de la France, de conclure le plus tôt possible avec les pays du Pacifique, des conventions commerciales spéciales à l'Indochine, lui accordant un régime préférentiel pour ses riz.

La Birmanie et le Siam guettent la clientèle, il n'y a plus une faute à commettre; et l'on ne peut que regretter que nos négociateurs, lors de l'arrangement commercial franco-japonais du 13 mai 1932 relatif à l'Indochine n'ait pu obtenir pour les riz de la Colonie une situation privilégiée ou même seulement normale.

Il faut se rappeler que le Japon ne tolère l'importation indochinoise pour ainsi dire, qu'au compte-goutte et seulement au lendemain des récoltes déficitaires, c'est-à-dire quand il ne peut décidément faire autrement. Il n'accorde même pas à notre Colonie un régime aussi favorable qu'au Siam ; est-ce dans un esprit de solidarité panasiatique qu'il réserve à celui-ci une situation privilégiée ? La raison serait bien mauvaise, alors qu'en Indochine les neuf dixièmes des rizières sont cultivées par des indigènes pour leur propre compte. N'était-ce pas plutôt pour peser à l'avance sur les décisions de nos négociateurs dans les pourparlers en vue.

Notre bonne volonté évidente par les nombreux avantages tarifaires concédés, va modifier, il faut l'espérer, la mentalité du Japon à l'égard des riz indochinois.

SECTION II

LE CAOUTCHOUC

Le caoutchouc introduit en 1897 dans la colonie devait se révéler en un tiers de siècle comme un des plus importants éléments de l'avenir économique de l'Indochine, les conditions d'habitat : sol et climat, y étant incomparables.

Jusqu'à la constitution de la première société de plantation en Cochinchine, l'Agricole de Zuzannah (27 février

1907) c'est la période d'essai mais dix ans après, les plantations indochinoises couvraient plus de 21.000 hectares avec 6.000.000 de pieds en place, dont un million en saignée, et en 1925 comprenaient 50.000 hectares. Elles recouvrent actuellement 110.000 hectares situées exclusivement dans le Nord-Est de la Cochinchine et l'Est du Cambodge.

Aussi, quoique 30.000 hectares seulement soient à l'heure actuelle en saignée, l'Indochine qui n'exportait en 1900 que 340 tonnes de caoutchouc sylvestre, mais à commencé à recueillir du caoutchouc de plantation dès 1910, a produit en 1931: 11.901 tonnes.

Ce caoutchouc, dont la qualité est identique à celui de Malaisie ou des Indes Néerlandaises, est maintenant vendu à Paris au cours du « First Latex ».

EXPORTATIONS INDOCHINOISES DE CAOUTCHOUC

ANNEE	FRANCE & COLONIES	ÉTRANGER	TOTAUX
	Tonnes		
1900	340	»	340
1910	170	5	175
1913	169	45	214
1914	146	49	195
1915	376	1	577
1916	548	1	549
1917	931	»	931
1918	538	»	538
1919	2.784	166	2.950
1920	2.297	845	3.142
1921	2.686	962	3.648
1922	3.236	1.386	4.623
1923	4.324	1.372	5.696
1924	5.028	1.758	6.796
1925	7.196	811	8.007
1926	8.208	570	8.778
1927	7.215	2.412	9.627
1928	6.334	3.459	9.793
1929	5.483	4.825	10.308
1930	4.481	5.973	10.454
1931	5.030	6.871	11.901

Le rythme brillant de cette progression ne laisse pas supposer qu'à maintes reprises et pour la dernière fois depuis février 1930, les planteurs acculés à la ruine, par les fluctuations excessives et imprévisibles des cours, n'ont dû leur salut qu'à des mesures étatiques.

Pour saisir la situation actuelle, un historique rapide du marché est indispensable :

Au début du siècle et jusque vers 1910, les quantités annuellement recueillies provenant presque en totalité des forêts tropicales ne dépassaient pas 60.000 tonnes. Puis peu à peu, le caoutchouc de plantation prit de l'importance sur le marché et y dominait pour la première fois en 1914, avec 71.400 tonnes sur un total de 120.460 tonnes.

Mais déjà la spéculation encouragée par un déséquilibre fréquent entre la production et la consommation, sévissait sur le marché et c'est ainsi que la valeur moyenne du kilogramme de caoutchouc qui en 1908 était environ de 12 francs montait brusquement à 20 francs en 1909 et à 33 francs en 1910 et retombait avec la même brutalité à 14 francs en 1911 et à 8 francs en 1914.

De 1914 à 1918 la guerre elle-même, malgré la consommation formidable de pneumatiques faite par les armées combattantes fut impuissante à améliorer les cours du caoutchouc, qui fut sans doute, la seule matière première dont le prix fléchit sur les marchés alliés, il était de 5 fr. 50 en 1917 malgré l'élévation des frets.

La paix une fois rétablie, la baisse s'accrut par la liquidation des stocks accumulés pendant les dernières années des hostilités, la guerre sous-marine ayant restreint les envois des pays producteurs et le prix tomba, en fin Août 1922 à la valeur infime de 3 fr. 50, prix inférieur au prix de revient.

C'est alors que les planteurs anglais, qui contrôlaient plus des 2/3 de la production mondiale établirent en Malaisie britannique et à Ceylan, pour lutter contre l'avisement des prix, un système de restriction entré en vigueur le 1^{er} novembre 1922 sous le nom de plan « Stevenson ». Les sorties de caoutchouc de ces deux territoires ne furent plus autorisées que suivant une échelle mobile qui rendait le contingent exportable proportionnel au cours du produit.

Le gouvernement néerlandais, contrairement à l'attente générale refusa d'édicter des mesures analogues.

De son côté le Gouvernement Général de l'Indochine vint au secours de ses hévéaculteurs tout d'abord par la garantie des prêts par eux contractés auprès de la Banque de l'Indochine puis en leur consentant des avances et enfin par l'octroi de primes à l'exportation (arrêté du 14 septembre et 16 octobre 1919, du 9 novembre 1920 et du 13 avril 1922).

Ces divers crédits, de l'ordre de 1.700.000 piastres, ce qui, au taux moyen des années entre 1919 et 1922 dépassait vingt millions de francs, furent intégralement remboursés, devant engager à la récidive en cas de nouvelle crise.

• L'application du plan Stevenson ayant coïncidé avec la fin de la première crise économique de l'après-guerre et avec le développement considérable de l'industrie automobile aux Etats-Unis, il est très difficile de déterminer s'il a été la cause efficiente de la notable amélioration des cours, qui remontèrent à 26 francs le kilogramme en 1923 et se maintinrent aux alentours de 20 fr. jusqu'en février 1929.

Quand pour des motifs internationaux, le plan Stevenson fut brusquement abandonné le 1^{er} novembre 1928, les Etats-Unis consommateurs de 60 % de la production mon-

diale, ne devaient pas tarder à subir au cours du deuxième semestre de 1929 les premières atteintes de la crise boursière, dont l'une des premières conséquences fut une telle réduction de la fabrication d'automobiles que l'on a pu enregistrer entre les deux premiers semestres de 1929 et de 1930, une réduction de production de plus de 1.200.000 voitures.

Le cours du caoutchouc, qui avait subi depuis 1928, une première regression a donc été particulièrement touché depuis 1929, valant 17 deniers la livre anglaise soit 19 fr. 30 le kilogramme à fin 1927, il est tombé jusqu'à 2 d. $3/4$ soit 3 fr. le kilog. chiffres qui n'avaient jamais encore été enregistrés, les cours les plus bas pratiqués lors de la crise de 1922 n'ayant pas été inférieurs à 6 deniers la livre.

Bien qu'il soit fort délicat d'indiquer un prix de revient moyen pour une matière produite dans des pays distincts, avec une main-d'œuvre au rendement différent et par des procédés d'exploitation sensiblement dissimilaires, il a été reconnu qu'en 1930 sur 469 compagnies britanniques 81 % produisaient leur caoutchouc à plus de 6 deniers la livre soit 6 fr. 80 le kilog., 18 % produisant même au-delà de 7 deniers la livre soit 7 fr. 95 (1).

Les bilans de fin d'année des compagnies indochinoises établissaient généralement à la même époque, le prix de revient aux environs de 7 fr. le kilogramme.

(1) M. Bos. La production du caoutchouc dans les colonies françaises en fonction des besoins de la métropole et les enseignements de la crise actuelle. Rapport présenté à l'Exposition coloniale internationale de Paris-Vincennes 1931 au Congrès des produits spécifiquement coloniaux.

Les cours étaient donc largement déficitaires, il fallait s'attendre à un arrêt extrêmement dur des grosses exploitations et à la déconfiture prochaine des moyennes et petites exploitations avec toutes leurs conséquences : perte des capitaux investis, troubles révolutionnaires par le licenciement de la main-d'œuvre et enfin pour la France situation dépendante pour son ravitaillement en cette matière première.

Pouvait-on envisager froidement cette menace, sans essayer d'en écarter la réalisation prochaine par l'appui financier des gouvernements métropolitain et indochinois ou par des mesures de protection douanières.

Malgré le rejet par le Parlement à quatre reprises en onze ans, de propositions de l'établissement d'un droit de douane sur le caoutchouc.

Proposition Cosnier du 23 Décembre 1911.

Proposition Deloncle du 28 Janvier 1914.

Proposition Outrey (discussion du budget 1919).

Proposition Outrey du 7 Mars 1922.

*Tableau comparatif des besoins de la Métropole
et de la production coloniale*

ANNÉES	CONSUMMATION FRANÇAISE	PRODUCTION des COLONIES FRANÇAISES	OBSERVATIONS
1900	2.700	4.016	Sylvestre
1913	5.943	5.751	presque exclusivement sylvestre
1919	20.300	6.616	pour la moitié en caoutchouc de plantation
1920	16.606	6.606	id.
1922	27.660	6.288	
1924	34.442	10.468	
1926	39.091	13.449	pour la majorité en caoutchouc de plantation
1928	41.476	12.858	
1929	68.627	12.840	
Dans l'Avenir proche	60 à 70.000	55.000	chiffre correspondant aux superficies actuellement exploitées ou plantées

C'est encore l'institution d'un droit de douane de 4 fr. au kilogr. frappant le caoutchouc d'origine étrangère importé dans la Métropole que les planteurs indochinois suggérèrent tout d'abord instamment au Ministère des Colonies comme formule d'intervention possible.

La question fut soumise aux délibérations du Haut Conseil Colonial dans sa séance du 28 Octobre 1930, puis le surlendemain à une Commission Ministérielle, les deux Assemblées furent unanimes à repousser pour la cinquième fois un système qui aurait imposé au consommateur un accroissement de charge de quelques 280 millions, alors que le planteur n'avait besoin que d'un dixième environ de cette somme pour ramener simplement au niveau de son prix de revient le prix de vente du caoutchouc.

C'est alors que le Gouvernement déposa le 25 novembre 1930, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi n° 4117 tendant à frapper l'importation en France notamment du caoutchouc d'une taxe spéciale et temporaire, dont le taux était de 0 fr. 60 au kilogramme. Le produit de la taxe envisagée, perçue et liquidée par le service des Douanes dans les mêmes conditions et suivant les mêmes règles que les droits douaniers ordinaires, devait permettre de distribuer aux producteurs des colonies françaises des primes compensant l'écart déficitaire constaté entre le coût de production et les cours du marché.

Prévu en principe pour dix ans, uniquement en raison du précédent que constituait la taxe de 1 fr. par 100 kilog. établie pour la même durée sur importations de coton par la loi du 31 mars 1927, ce régime pouvait être supprimé en vertu d'une disposition finale du projet de loi, par décret rendu en conseil des Ministres.

De suite, les industriels transformateurs de la Métropole reprochèrent au projet du Gouvernement de constituer en raison de son taux relativement élevé, une charge nouvelle excessive au moment où précisément la lutte s'avérait difficile contre l'envahissement des produits étrangers manufacturés.

<i>Augmentation des importations :</i>	1927	2.934 tonnes
	1928	4.502 tonnes
	1929	6.839 tonnes
<i>Diminution des exportations :</i>	1927	34.190 tonnes
	1928	30.867 tonnes
	1929	22.788 tonnes

Le taux de 0 fr. 60 au kilogramme soit de 600 fr. à la tonne pour une matière valant 5.000 fr. environ la tonne, faisait effectivement ressortir à 12 % l'incidence de la taxe envisagée soit 120 fois plus forte que dans le cas de la laine et 85 fois plus forte que dans le cas du coton ; il ne peut plus être question ici, ajoutaient les transformateurs d'une taxe, apparentée au droit de statistique alors qu'on se trouve en présence d'un véritable droit de douane condamné par toutes les décisions antérieures du Parlement.

Le « *Syndicat du caoutchouc et des industries qui s'y rattachent* » faisait en outre remarquer à juste titre que cette industrie qui payait déjà directement au Trésor 120 millions d'impôts aurait à supporter une taxe nouvelle de quarante deux millions (70.000 tonnes à 600 fr. la tonne) soit une augmentation brutale de 35 % contrairement aux déclarations maintes fois répétées du Gouvernement et du Parlement annonçant solennellement que le plafond des impôts était atteint.

Cette charge supplémentaire, aux dires des manufacturiers pourrait les contraindre à installer des usines en Angleterre ou aux Etats-Unis, perte sèche importante pour l'économie française et le Trésor et perspective de chômage pour des milliers d'ouvriers.

Ce groupement relevait en outre deux lacunes importantes dans ce projet.

Tout d'abord, il n'était pas prévu un relèvement corrélatif des droits sur le produit fabriqué, et par suite l'on aboutissait à attribuer à la matière brute une protection de 50 % plus élevée que celle accordée au produit ouvré, c'est-à-dire au travail de l'ouvrier français. En effet, tandis que les pneumatiques, les bandages pleins, les chambres à air n'étaient protégés au tarif minimum que par un droit de fr. . 200 au quintal métrique, soit 8 % du prix de vente, la tonne de caoutchouc ainsi qu'on l'a démontré plus haut par le quantum de la taxe envisagée au regard de sa valeur internationale bénéficiait d'une protection de 12 %.

Ensuite comme second oubli, il n'avait rien été stipulé au sujet de l'exportation des produits français alors que notre manufacturier devrait bénéficier d'une détaxe correspondant à la quantité de caoutchouc brut employé.

Cette détaxe pouvait se calculer comme suit :

En 1929, l'exportation des produits a été de 22.788 tonnes représentant plus de 9.000 tonnes de caoutchouc. La ristourne à la sortie devrait donc être de :

$$600 \times 9.000 = 5.400.000 \text{ francs}$$

diminuant d'autant les sommes destinées aux planteurs.

L'augmentation du tarif douanier devrait donc pour le moins récupérer cette perte, or l'importation en 1929 ayant été de 6.839 tonnes, le tarif devrait être élevé d'au moins

$$5.400.000 = 790 \text{ francs la tonne}$$

$$6.830$$

Enfin les industriels transformateurs attachaient la plus grande importance, si malgré tout, les circonstances du marché acculaient le Gouvernement à la subvention, à ce que celle-ci fut stipulée remboursable.

Ils craignaient que, dépourvue de cette modalité, l'aide pécuniaire consentie ainsi aux planteurs endormant leurs énergies, ne retardât en Indochine l'introduction d'une technique culturale très poussée, telle que la sélection et le greffage et qui a permis aux Indes Néerlandaises, par des rendements de 1.000 à 1.200 kilog. à l'hectare d'abaisser progressivement le prix de revient jusqu'à 4 fr. le kilogramme.

Les planteurs de leur côté, répondaient à cette campagne en prétendant qu'aucun parallélisme n'existait entre les variations du cours de la gomme et celles des prix de revient de l'industrie manufacturière et que par suite, l'établissement de la taxe de 60 centimes aurait une répercussion plus que médiocre sur le prix du produit ouvré.

Du reste, en se basant sur les statistiques fournis par les transformateurs eux-mêmes, il semble que les affirmations des hévéaculteurs étaient justifiées, car on constate qu'en 1926 au cours de 25 fr. le kilogramme, il entraînait environ 140 fr. de caoutchouc brut dans un pneu courant 13 x 45 (équipement de 80 % des voitures françaises) contenant 5 kilog. 500 de gomme et vendu en gros 405 fr.; en 1928, pour un cours moyen de 12 fr., la part de caoutchouc tombait à 65 fr. environ pour un prix du pneu de 320 fr.; enfin au cours moyen du début de l'année 1931, de 4 fr. 50, la part de la gomme ressort à 25 fr. environ, dans un prix global de 245 francs.

Ainsi la part revenant à la matière première de 35 % en 1926, passait à 20 % en 1928, pour n'être plus que de 10 % en 1931.

Cette vive controverse entre les planteurs coloniaux et les industriels transformateurs de la Métropole ne fut pas sans influence sur la Commission des Douanes de la Cham-

bre qui, s'étant saisie des projets du Gouvernement en transforma radicalement l'économie, par les nombreuses innovations apportées, telles que l'institution de caisses de compensation, l'abaissement de la taxe et enfin l'avantage du « drawback » réservé aux métropolitains, exportateurs de produits manufacturés.

Le projet ainsi amendé fut voté le 31 mars 1931, sans être l'objet de discussions sérieuses devant le Parlement; le Sénat particulièrement adoptant sans modification le texte proposé d'accord par ses deux Commissions des Douanes et des Colonies (1).

Sans entrer dans tous les détails de cette loi et du décret du 31 mai 1931, qui l'a complété, nous rappelons qu'il est créé dans chacune des possessions coloniales françaises intéressées, une caisse de compensation alimentée au prorata des exportations du caoutchouc produit par chacun de ces territoires, par une taxe spéciale perçue à l'entrée en France du caoutchouc, brut ou refondu en masse, ainsi que des produits manufacturés à base de caoutchouc pour la proportion forfaitaire de caoutchouc qu'ils renferment.

La taxe spéciale a été fixée à 0 fr. 30 par kilogramme; elle sera réduite automatiquement suivant l'actif net des caisses pour n'être plus que de 0 fr. 10 quand l'actif atteindra le maximum global de la dotation: 50 millions qui a dû être fournie par chaque Colonie par sa caisse de réserve ou les disponibilités de sa trésorerie.

(1) Par un arrêté du 12 Novembre 1930, en attendant le vote des mesures législatives indispensables, le Gouvernement Général de l'Indochine avait accordé aux planteurs de caoutchouc une prime provisoire à l'exportation.

L'exportation du caoutchouc produit par les Colonies donnera droit au paiement par les caisses de compensation de primes déterminées trimestriellement par la différence entre le prix de revient fixé par un arrêté du chef de la Colonie et le cours trimestriel du caoutchouc, sans pouvoir toutefois dépasser 3 fr. par kilogramme ; l'attribution des primes étant suspendue quand le cours moyen trimestriel s'élèvera au niveau du prix de revient.

Enfin pour assurer la continuité du fonctionnement des caisses de compensation, la loi a prescrit que les exportations de caoutchouc donneraient lieu obligatoirement au versement auxdites caisses, de ristournes trimestrielles lorsque le cours moyen trimestriel dépasserait de 3 fr. le prix de revient, ristournes calculées comme suit :

4 % du cours moyen trimestriel pour des prix de vente supérieurs de 3 à 5 fr. au prix de revient; 6 % pour les prix supérieurs de 5 à 7 fr.; 8 % pour les prix supérieurs de 7, à 9 fr.; 10 % pour les prix supérieurs à plus de 9 fr. au prix de revient.

En outre, il a été spécifié que le montant de ces ristournes serait réduit dans chaque Colonie intéressée de moitié, si l'actif net de la caisse de compensation résultant de l'arrêté ministériel de la comptabilité après remboursement au Gouvernement local des avances effectuées antérieurement à la promulgation de la loi atteignait le maximum de la dotation prévue ; ces ristournes seraient réduites à 2 % quand l'actif de chaque caisse aura atteint le double de ce maximum.

Le prix de revient en Indochine du caoutchouc, ayant été déterminé à 6 fr. 50 le kilog. le taux de la prime à payer par la Caisse de compensation pour les quantités de caout-

chouc exportées de la Colonie à compter du 4 avril 1931, a été fixé :

2^e trimestre 1931 — 2 fr. 09 par kilog.

3^e trimestre 1931 = 2 fr. 85 d^o

4^e trimestre 1931 = 3 fr. d^o (1)

A son discours d'ouverture de la session ordinaire 1932 du Grand Conseil des intérêts économiques et financiers, M. le Gouverneur Général Pasquier estime qu'à la fin de l'année, le total des paiements de la caisse atteindra 7 millions 500.000 \$ provenant pour la plus grande partie des avances de la trésorerie indochinoise, car au 30 juin 1932, la caisse avait été créditée seulement de 331.775 \$ montant de la répartition à la Colonie du produit de la taxe à l'importation en France.

M. Pasquier ajoutait « comme la production a une tendance à s'accroître et qu'il est probable qu'elle atteindra 20.000 tonnes, dans quelques années, le montant annuel des primes à payer devra donc s'augmenter parallèlement, si, donc, le régime actuel était maintenu, trois millions de piastres devraient être versées annuellement aux névéaculteurs, c'est-à-dire une somme qui excède notablement les facultés financières du pays. Dès lors, au cas où la taxe à l'importation en France ne serait pas augmentée le fonctionnement de la caisse de compensation ne pourra être maintenu que par une diminution progressive du taux de la prime ».

Il faut tenir compte en outre pour apprécier l'effort de l'Indochine que celle-ci accorde des avances aux propriétaires de plantations âgés de moins de 7 ans, pour leur per-

(1) Arrêtés du G. Général de l'Indochine du 3 août et 10 décembre 1931.

mettre d'atteindre malgré la carence des capitaux privés, la période de production; ces prêts en 1935, époque à laquelle toutes les plantations auront 7 ans dépasseront 965.000 \$, mais ils auront permis, magnifique exemple de solidarité, d'assurer à la Mère Patrie, par la mise en valeur de ces plantations, son indépendance économique.

SECTION III

LE POIVRE

La consommation métropolitaine de poivre — situation rare en matière coloniale — est tout entière assurée par l'Indochine où cette culture, localisée d'abord au Cambodge, puis étendue à la Cochinchine, y fut introduite au milieu du siècle dernier en deux étapes par des Chinois cultivateurs de la province de Chutamboun au Siam.

Déjà, aux alentours de 1850, on note des expéditions de poivre, par cabotage de jonques chinoises vers le Siam.

Les poivrières, d'une superficie de 1.600 à 1.700 hectares et situées dans les provinces de Kampot et Takeo (Cambodge) et la province de Hatien et l'île de Phu-Quoc (Cochinchine) produisent actuellement bon an mal an de 3.500 à 4.000 tonnes, d'une valeur moyenne de plus de 60 millions de francs, assurant à cette épice le cinquième rang au tableau des exportations indochinoises.

Jusqu'en 1892, tout le poivre indochinois était expédié sur Singapour, et de ce port, les quantités demandées par la Métropole y étaient importées sous le nom de poivre de Singapour ou Penong.

La loi du 11 janvier 1892, qui accordait aux poivres coloniaux une détaxe de moitié sur les droits du tarif mini-

mum (104 fr. les 100 kilog. au lieu de 208 fr.) provoqua la création au Havre d'un marché du poivre qui prit le nom de « poivre privilégié ou poivre Saïgon » et vers lequel, l'importation fut désormais réalisée en droiture de Saïgon.

Ce système de détaxe fut tantôt appliqué sans limitation de quantités admises au bénéfice de cette mesure et tantôt avec contingentement (1).

Le premier système, adopté par la loi de 1892 donna un essor remarquable à la culture du poivre en Indochine, à tel point que devant l'encombrement du marché les prix qui avaient atteint 250 francs en 1900, baissèrent à 150 fr. en 1902.

Devant la menace d'une accentuation de la baisse, la limitation des quantités de poivre admises au bénéfice de la détaxe fut réclamée par les producteurs indochinois, qui, grâce à l'appui du Gouvernement, soupçonnant des importations frauduleuses, obtinrent rapidement satisfaction par la loi du 30 Mars 1902, contingentant les importations annuelles privilégiées à mille tonnes pour le Cambodge et à la même quantité pour la Cochinchine.

Mais, en raison, en caractère par trop rigide de ce système fixant une fois pour toutes le sort des récoltes à venir, dès le 12 juillet 1902, une nouvelle loi décidait que les contingents seraient déterminés chaque année par décret, en tenant compte de l'état des cultures et de la situation des récoltes.

Ce nouveau régime, qui devait durer un an à peine acheva de désorganiser le marché, le livrant à une spécu-

(1) René Ferry. Le régime douanier de l'Indochine, p. 221.

lation encouragée par les variations continuelles des contingents.

D'autre part, l'arrêt de l'importation des poivres étrangers auxquels s'étaient substitués les poivres indochinois (209 tonnes en 1892 passé à 3.424 tonnes en 1902), privait le Trésor d'une recette de 2 à 3 millions chaque année.

C'est alors, qu'intervint la loi du 29 Mars 1903 qui, répondant à un double but : récupération de recettes fiscales et protection de poivres coloniaux, remit en vigueur le régime de la détaxe sans limitation de quantité mais, avec élévation des droits sur les poivres étrangers à 450 fr. au tarif général et à 312 fr. au tarif minimum; les poivres coloniaux continuant à bénéficier sur le tarif minimum de la réduction de 104 francs accordé par la loi de 1892.

Il était fatal que le retour au système de la loi de 1892 ne devait pas tarder à provoquer un nouvel engorgement du marché du Havre, car les producteurs indochinois obstinés dans leurs errements persistèrent à ne vouloir vendre leurs poivres qu'aux importateurs métropolitains au lieu de chercher à l'étranger des nouveaux débouchés pour leurs récoltes.

Devant la faillite du régime libre, on revint par la loi du 31 Décembre 1909, au système de la limitation abandonnée une première fois en 1903. Mais fort de l'expérience du premier essai, il fut prévu, afin de donner plus de stabilité au marché, que le décret rendu sur le rapport des Ministres des Colonies des Finances et du Commerce fixerait pour trois ans au lieu d'annuellement, les quantités de poivre de l'Indochine, qui pourraient être introduites en France au bénéfice de la détaxe coloniale.

Le décret du 31 Décembre 1909, rendu en exécution de cette loi fixait pour les années 1910, 1911, 1912 à 500 ton-

nes pour les provenances du Cambodge, les quantités de poivres à admettre en France sous ce régime de faveur.

Ces quotités demeurèrent presque invariables tant que dura ce système car le dernier décret pris le 28 Mai 1928 avant son abolition fixait le contingent triennal des poivres indochinois pour les années 1928 à 1930 à 2.800 tonnes pour le Cambodge et 800 tonnes pour la Cochinchine.

La loi du 5 Août 1913 ne modifia pas le statut des poivres coloniaux car elle les exclut du bénéfice de la suppression du demi droit qu'elle accordait aux autres denrées coloniales de consommation.

Peu après, la guerre éclatait et bientôt des préoccupations d'ordre international et des nécessités budgétaires intérieures imposèrent deux nouvelles modifications à la réglementation existante, avant qu'il fut possible de la juger en connaissance de cause.

Une première loi votée le 6 Mai 1916, prohiba l'importation des poivres étrangers, disposition qui, prévue pour la durée des hostilités n'allait être levée que par le décret du 22 Février 1929. Si les producteurs indochinois purent se féliciter d'ecette mesure qui les gratifiait d'un monopole de faits, par contre l'article 17 de la loi du 30 Décembre 1916, les frappait indirectement par son incidence certaine en instituant une taxe de consommation intérieure dont le taux était fixé à 620 francs le quintal c'était là en réalité : « un véritable supplément aux droits de douane proprement dits » (1).

Il nous reste à signaler seulement avant le vote de la loi du 13 Avril 1928, les différentes majorations de tarif de l'après-guerre qui élèverait les droits de douane par quin-

(1) Allix et Lecercelé. Les contributions indirectes, p. 57, tome II.

EXPORTATION DU POIVRE D'INDOCHINE DE 1902 à 1931

ANNÉES	FRANCE et COLONIES	ETRANGER	TOTAUX	VALEURS en milliers de francs
1902	3.374	50	3.424	
1903	2.674	740	3.414	
1904	4.895	415	5.310	
1905	3.874	552	4.426	
1906	3.636	1.349	4.985	
1907	4.489	536	5.025	
1908	4.616	144	4.760	
1909	5.523	850	6.373	
1910	2.556	1.606	4.162	
1911	3.671	516	4.217	3.795
1912	3.318	299	3.617	3.255
1913	3.536	613	4.179	3.761
1914	2.626	623	3.249	2.924
1915	2.576	1.735	4.311	3.880
1916	1.976	611	2.587	2.587
1917	1.326	325	1.651	1.651
1918	1.693	1.757	3.451	3.451
1919	1.239	135	1.584	21.925
1920	2.636	131	3.068	15.342
1921	2.551	990	3.542	17.760
1922	2.987	88	3.076	15.380
1923	3.403	789	3.892	14.400
1924	3.494	10.498	4.992	29.972
1925	3.495	323	3.808	15.225
1926	2.766	86	2.792	11.935
1927	3.309	926	4.235	73.729
1928	3.203	3	3.206	35.410
1929	3.516	263	3.779	67.277
1930	3.476	606	4.082	44.820
1931	3.697	761	4.461	30.418

tal, à 530 fr. 40 en tarif minimum et à 765 francs en tarif général, la détaxe coloniale étant restée constante les poivres indochinois ainsi acquittaient 426 fr. 40.

Enfin, dernière étape dans la recherche d'un statut douanier favorable à la production, la loi du 13 Avril 1928, a admis dans la Métropole en franchise sans limitation de quantités, les poivres coloniaux qui bénéficient de ce chef d'une protection de 530 fr. 40 par quintal égale aux droits de douane en tarif minimum qui frappe les poivres étrangers, la taxe intérieure de consommation restant d'ailleurs toujours applicable à tous les poivres sans distinction d'origine.

Mais, comme cette immunité douanière accordée aux poivres coloniaux imposait au Trésor une perte de recettes de plus de 12 millions, le Gouvernement par son projet de loi du 5 Mars 1929, s'est ingénié à reprendre d'une main, ce qu'il avait donné de l'autre, moins d'un an avant.

Ce projet propose un abaissement du tarif minimum de 530 fr. 40 à 260 fr. un relèvement du tarif maximum de 765 francs à 1.040 francs et étend cette tarification à la poudre de carry et aux graines de poudres de clavalier jusqu'ici non reprises au tarif ; il prévoit également le relèvement de la taxe intérieure de consommation de 620 fr. à 1.000 francs par 100 kilogs des poivres et des produits d'unitation contenant du poivre, maintenant au bénéfice de la tarification actuelle (620 francs) les piments et les produits d'imitation contenant du pimmet.

L'exposé des motifs de ce projet de loi tente de justifier l'abaissement proposé par la considération suivante : la protection douanière antérieure à la loi du 13 Avril 1928 en faveur de nos poivres coloniaux n'était pas supérieur à 104 francs par quintal le taux proposé de 260 francs paraît

trait donc bien suffisant pour placer cette production à l'abri de la concurrence étrangère.

Cette considération ne saurait être retenue pour deux raisons.

Du 6 Mai 1916 au 22 Février 1929, ainsi qu'on l'a vu précédemment les pouvoirs coloniaux n'avaient pas à être protégés par notre régime douanier puisque l'entrée des poivres étrangers était interdite en France.

Quant à la protection dont jouissait nos poivres coloniaux avant la guerre elle s'élevait on le sait à 104 francs-or, protection qui, compte tenu de la dévalorisation de notre monnaie, correspond aujourd'hui à 520 francs papier.

L'enquête provoquée par la Commission des Douanes de la Chambre des Députés auprès de Monsieur le Gouverneur Général Pasquier a établi :

1° que le prix de revient à la production qui était en 1914 de 25 à 33 piastres les 100 kilogs varie aujourd'hui entre 66 et 100 piastres.

2° qu'à égalité d'âge des poivrières le coût actuel de la production indochinoise représente au moins le double de celui de la production étrangère, car tandis qu'en Indochine la récolte ne peut avoir lieu que durant les mois de la saison sèche, c'est-à-dire de Mars à Mai et que l'Etat du terrain ne permet qu'une seule culture, celle du poivre par contre, aux Indes néerlandaises, la récolte a lieu à toute époque de l'année et la culture des poivrières ne permet une culture intermédiaire.

Monsieur le Gouverneur Pasquier a conclu en demandant « qu'en aucun cas ledroit protégeant nos poivres coloniaux ne devait être inférieure à 500 fr. le quintal.

Suivant les suggestions du Gouverneur de l'Indochine, la Chambre des Députés, dans sa séance du 4 décembre 1930, fixait le tarif minimum à 500 fr. et le tarif maximum à 2.000 fr. et laissait subsister sans changement le relèvement de la taxe intérieure de consommation.

Déposé au Sénat le 26 février 1931, ce projet fut voté avec modification par la Haute Assemblée dans sa séance du 11 Février 1932, à la suite du rapport de M. Toy-Riont au nom de la Commission des Douanes : la taxe intérieure de consommation dans un but d'égalité fiscale frapperait désormais d'un même taux uniforme (1.000 fr.) aussi bien les poivres et leurs imitations et les piments que les poudres de carry et les graines de poudres de Clavalier.

Cette rectification était parfaitement justifiée car il est de notoriété publique que les poivres indochinois sont concurrencés à l'heure présente par des produits d'imitation ne contenant ni poivre, ni piment, généralement obtenus par des mélanges de muscades, girofles, cannelles et autres matières. Certains de ces produits sont obtenus par addition d'essences de poivres et de piment qui sont introduites sur le marché français à un tarif de faveur (65 fr. par 100 kilogs) comme matières premières de la parfumerie et de la pharmacie.

Or il faut songer qu'en face de cette situation privilégiée le poivre indochinois supporte, en plus de la taxe à l'importation, deux taxes sur le chiffre d'affaires avant de parvenir aux utilisateurs, ce qui représente sur le prix *café* port français, soit 1.400 fr., une majoration de 6 % soit 84 fr. : l'ensemble de ces impôts y compris la taxe intérieure de consommation avec son relèvement, aura pour effet de majorer le prix de 1.100 francs par quintal soit de 78 % de la valeur du produit à l'importation.

Le projet de nouveau présenté à la Chambre des Députés à la séance du 29 Février dernier, sous le numéro 6511 n'a pas encore été l'objet sous sa nouvelle forme d'un débat public.

SECTION IV

LE CAFÉ

Si la France n'occupe que le septième rang dans l'échelle de la consommation du café par tête d'habitant par contre elle figure à la deuxième place immédiatement après les Etats-Unis dans le classement basé sur l'importance totale.

De 1 kg. 340 en 1873 et 2 kg. 900 en 1913, la consommation du café par tête d'habitant est passée à 4 kg. 810 en 1925 et soit une augmentation de 200 % en moins de soixante ans. A cette cadence, il est vraisemblable d'estimer que vers 1945 les besoins du marché français absorberont près de 250.000 tonnes exigeant pour peu que l'on revienne aux cours cotés en 1925-1926, une exportation d'écapitaux voisine de deux milliards de francs.

Il paraît inutile d'insister sur la nécessité impérieuse pour le Gouvernement Français soucieux d'une économie bien comprise, de tendre tous ses efforts vers le développement de la production du café dans nos colonies, qui infime jusqu'à ce jour, représente à peine 3 % de la consommation métropolitaine (en 1931, 14.424 tonnes, sur une importation totale de 192.836 tonnes).

Si la Martinique, berceau du café américain, si la Guadeloupe et la Réunion, déchues de leur splendeur d'antan,

ne peuvent plus aujourd'hui ravitailler la métropole, nous pouvons, nous devons même trouver sur d'autres terres qu'abrite notre drapeau, les ressources nécessaires à la mère patrie.

Le Tonkin grâce aux qualités naturelles de son sol, (terres argilo-silicieuses à sous-sol calcaire) et au fait que les insectes n'ont pas encore causé trop de ravages dans l'espèce « Arabica » cultivée généralement, est appelée à constituer à brève échéance, un des centres de production de café qui nous permettront de ne plus subir les coûteuses exigences des planteurs de Sao-Paulo.

Les plantations, d'après les statistiques les plus récentes, s'étendraient eulement sur 3.472 hectares, on les rencontre groupées dans les régions de Ninh Binh de Tuyen Keranh, de Thai Nguyen et de Dong Trieu.

Puisque toute cette production est exportée en France, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessus, qui comprend également des exportations annamite et Cochinchinoise d'une très faible importance.

EXPORTATIONS INDOCHINOISES DE CAFÉ

ANNÉES	FRANCE et COLONIES	ETRANGER	TOTAUX
	quintaux	quintaux	quintaux
Année 1918	117	242	359
Année 1919	5.788	50	5.808
Année 1920	9.486	79	9.595
Année 1921	2.274	95	2.369
Année 1922	8.415	74	8.489
Année 1923	6.053	177	6.230
Année 1924	8.006	49	8.055
Année 1925	3.771	56	3.827
Année 1926	1.063	37	1.100
Année 1927	3.850	42	3.892
Année 1928	6.343	68	6.411
Année 1929	2.679	55	2.714
Année 1930	460	40	200
Année 1931	3.490	40	3.530

Le mouvement était lancé, lorsque sur ces jeunes plantations en période de croissance vint s'abattre, il ya deux ans, la crise provoquée par l'échec du plan de valorisation brésilien.

La situation des colons français devint rapidement catastrophique, leur production étant encore beaucoup trop faible pour être d'un poids quelconque dans l'établissement des cours internationaux que pouvaient les producteurs de 5 ou 6.000 tonnes en face de la production massive du Brésil qui dépasse le million de tonnes ? Ils ne purent que subir les cours mondiaux (baisse de 1.200 fr. le quintal en mai 1928 à 400 fr. au mois d'Août 1930) cours établis sans aucune relation avec leur prix de revient surtout dans une période de liquidation.

Malheureusement les pouvoirs publics métropolitains restèrent longtemps sourds à leurs appels adressés lorsque l'ampleur de la crise déborda, les gouvernements locaux dont les ressources fiscales avaient été au surplus fortement réduites par la dépression économique mondiale.

Si les commissions du Commerce et des Douanes de la Chambre mirent plus d'une année pour admettre que l'on ne pouvait laisser la ruine des planteurs de café se consommer sans venir à leur aide, le Ministère du Commerce de son côté, s'opposa, dès le début à toute mesure de secours, alléguant que la surproduction brésilienne rendrait inutile la culture du café dans nos possessions extérieures (1).

Par conséquent, si cette théorie était transportée sur le plan métropolitain, nous devions en France, en raison de la situation du marché mondial, cesser les emblavures ou tout au moins supprimer au plus tôt le droit protecteur

(1) Congrès des produits spécifiquement coloniaux. Exposition coloniale Internationale Paris-Vincennes 1931. Rapport de M. A. Fauchère.

(1) *La Quinzaine Coloniale* n° du 10 février 1931.

de 80 fr. le quintal dont bénéfice de céréale, sans nous préoccuper des conséquences économiques et sociales de cet abandon.

En outre, l'attitude du Brésil dans les négociations douanières indifférente grâce à son quasi monopole à toutes mesures de représailles ou de retorsion devrait nous inciter à nous libérer au plus vite de son joug économique.

Récemment, cet Etat, par la loi de finances du 3 janvier 1931, a encore relevé les droits d'entrée sur les articles qui intéressent le commerce français d'une façon toute spéciale, notamment la taxe de consommation pour les vins a été majorée de 25 % en ce qui concerne les vins importés.

Observons que nous sommes peut être pris à notre piège. Qu'est-ce qu'une taxe de consommation intérieure sur les vins importés sinon un véritable droit de douane déguisé ? Mais nos services fiscaux ont employé le même procédé lorsqu'ils ont institué un impôt de consommation sur le café de 180 fr. par quintal, quoiqu'il n'existât pas de production de café sur le territoire métropolitain de la France.

L'aide envisagée par les planteurs coloniaux français de café n'engageait pas les finances publiques, elle se bornait à réclamer du Gouvernement un prélèvement des droits de douane, les réajustant au coefficient de dévalorisation de notre monnaie.

Avant la guerre, les cafés étrangers payaient 136 fr. de droit au quintal à l'entrée en France, notre monnaie s'étant dépréciée des $\frac{4}{5}$ il semble que les droits sur les cafés étrangers auraient dû être portés à $136 \times 5 = 680$ fr. Ils l'ont été seulement de 231 fr. c'est-à-dire qu'ils n'ont pas même été multipliés par le coefficient 2 alors que pour le blé et le vin métropolitains, en sus du relèvement nor-

mal fonction de la faillite du franc, le coefficient de majoration des droits actuels, comparativement à ceux de 1914 est respectivement de 128 % et de 40 %.

Par compensation, les cafés des colonies françaises tout comme les cafés étrangers contrairement à toute équité sont frappés d'un droit de consommation de 1 fr. 80 au kilogramme.

Malgré notre balance déficitaire avec le Brésil dans la crainte de représailles cette solution n'a pas été retenue et la loi du 31 Mars 1931 a établi comme pour le caoutchouc sous la forme légèrement différente d'un compte particulier le système des primes pour compenser la différence entre le prix de revient du café et son cours moyen trimestriel de vente, le financement en a été assuré par la perception d'une taxe de 0.10 à l'importation en France de tous les cafés.

Monsieur Lebrun, dans son rapport sur le budget des Colonies pour l'exercice 1931-1932 estime que « ce système de primes paraît insuffisant pour faire face à une crise aussi exceptionnelle » et il ajoute « qu'il serait juste de faire admettre que les cafés des colonies françaises soient exonérées de l'impôt de consommation de 180 francs par quintal. En effet, cet impôt n'existait pas avant la guerre, au lieu d'ajuster le tarif douanier à la nouvelle valeur du franc, comme le Parlement l'a fait, et souvent au-delà pour les produits agricoles métropolitains, il a été établi un impôt portant sur tous les cafés, quelle que soit leur origine, en réalité, comme un droit de douane déguisé, dont les importations des colonies françaises devraient être exonérées conformément à la loi du 13 Avril 1928 sur le régime douanier colonial ».

Il devançait les critiques du Syndicat des Planteurs de café qui de son côté reproche, semble-t-il, non sans raison, à la nouvelle réglementation :

a) son insuffisance ; car lorsque la production atteindra 12 à 12.000 tonnes, la ristourne couverte seulement par la prime de 0.10 au kilogramme, ne permettra plus d'assurer aux planteurs une aide utile

b) son instabilité : c'est ainsi qu'en A. O. F. la prime accordée primitivement fixée à 2 fr. par kilogramme a été ramenée pour le 4^e trimestre 1931 à 1.40 sans garantie d'une nouvelle baisse pour 1932 ; a plus peut-être aux colonies que dans la métropole pour que l'agriculture puisse prospérer, il lui faut pouvoir compter sur une stabilité relative de ses prix de vente.

Enfin ses difficultés d'application, de répartition devant le nombre considérable de petits et moyens planteurs qui ne tiennent en général aucune comptabilité.

Le montant des primes varie avec chaque colonie les prix de revient étant sensiblement différents. Pour l'Indochine, les primes versées ont varié par trimestre de

Le montant des primes payées au titre de la loi du 31 Mars 1931, s'est élevé à :

En 1931 34.481 \$

En 1932 40.247 \$ (à la date du 15 septembre)

Total 78.728 \$

Le gouvernement indochinois avait, de son côté montré sa sollicitude par la concession de primes d'entretien aux plantations non encore en rendement, et ce par un

(1) *Journal Officiel*, Documents parlementaires, Annexe n° 230.

prélèvement de 300.000 piastres sur la caisse de réserve.

Il a été avancé à ce titre aux planteurs, au titre des deux arrêtés du 16 avril 1931 qui réglementent ces prêts .

En 1931 237.309 \$

(à la date du 18 septembre)

En 1932 97.000 \$

Total 334.309 \$

Les plantations Indochinoises, grâce à ces mesures qui leur ont permis de venir ne fût-ce qu'au ralenti pendant les années de crise peuvent être considérées comme hors de danger, car la situation des cours du café s'est améliorée de façon certaine depuis l'an dernier. Le Santos qui avait coté au Havre au plusbas, en octobre 1931, 181.50 les 100 kg. a vu ses cours se relever dans une progression régulière tout à fait remarquable et atteindre 260 fr. en mai 1932, ce qui représente une augmentation de 50 %.

D'ici quelques années, les négociateurs français seront heureux d'appuyer sur ces plantations lors des pourparlers préalables aux conventions commerciales comme celles qu'ils poursuivent en ce moment avec le Brésil de ne plus pour leurs interlocuteurs leur apposer un monopole de fait pour étudier nos justes demandes.

SECTION V

LE THÉ

La consommation du thé en France qui n'était que de 100.000 kilogrammes sous la Restauration, oscille depuis quelques années entre 1300 et 1400 tonnes. Le débouché

métropolitain sera toujours des plus modestes, la masse populaire étant réfractaire à l'infusion du thé qu'elle assimile à une drogue de pharmacie, par contre, un champ d'action magnifique s'ouvre à la production Indochinoise en Afrique Française du Nord : Algérie, Tunisie, Maroc où la consommation du thé progresse d'année en année en s'alimentant à des sources étrangères.

La Tunisie présente une situation particulièrement intéressante. En 1928 elle a importé 1.023 tonnes de thé d'une valeur de 19.436.000 francs provenant de la Chine; 826.400 kilogrammes, des colonies françaises (Indochine par voie métropolitaine); 86.500 kilogrammes, des Indes anglaises ; 16.600 kilogrammes, plus quelques provenances dont Ceylan avec 300 kilogrammes.

La faiblesse des importations Indochinoises s'explique en raison du statut international de la Tunisie, qui est un pays de protectorat, territoire auquel les dispositions de l'article 2 de la loi du 13 avril 1928 prévoyant la franchise réciproque des droits de douane dans les relations entre les colonies sont inapplicables.

C'est ainsi que les thés d'Indochine sont soumis à l'entrée en Tunisie aux mêmes droits que ceux d'origine étrangère, c'est-à-dire à un droit de douane de 353.60 et à un droit de consommation de 2.000 francs décimes en sus par 100 kilogrammes net et les vins tunisiens sont soumis à l'entrée en Indochine aux droits du tarif minimum local ce qui représente, taxe de consommation intérieure comprise environ 162 francs par hectolitre.

Les relations commerciales entre l'Indochine et la Tunisie ne pourraient que s'améliorer par la conclusion prochaine d'un accord concédant l'abaissement réciproque des droits de thé Indochinois à son entrée en Tunisie et

sur les vins Tunisiens à leur importation en Indochine et même la franchise si les nécessités budgétaires de l'un et l'autre pays n'y mettaient pas obstacle.

SECTION VI

LA SOIE

La soie est encore un produit que la France importe en quantité considérable et qu'elle pourrait demander à ses colonies dans des conditions beaucoup plus importantes qu'elle ne le fait actuellement.

Si à ses débuts, l'industrie française de la soie, s'est fournie en matière première **venant** d'Italie ou du Levant, l'introduction de la **sériciculture** dans le Languedoc et la vallée du Rhône à la fin du **xvi^e** siècle devait lui permettre d'assurer son ravitaillement jusque vers 1850.

Mais à partir de cette dernière date, la navigation à vapeur et plus particulièrement le percement du canal de Suez, amenèrent sur le marché français, les soies de Chine, puis du Japon.

La sériciculture orientale a comme atouts : l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre. Alors qu'en Chine et au Japon, la densité de la population atteint dans de nombreuses provinces les plus fortes moyennes mondiales, chez nous, au contraire, les régions où la sériciculture était jadis florissante, sont de celles dont les statistiques démographiques révèlent un malthusianisme persistant et une émigration continue des campagnes vers la ville. Des cultures plus rémunératrices telles que la vigne, les primeurs ou des petites industries à domicile à portée de la population féminine ont attiré le peu de main-d'œuvre

qui subsiste dans des départements comme le Gard, le Vaucluse, l'Ardèche, l'Hérault et la Drôme, terre d'élection du ver à soie.

Si nous ajoutons à cela que les espèces cultivées dans le Sud de la Chine et au Japon sont polyvoltines, il était à prévoir que la soie asiatique ne tarderait pas à fournir à la fabrique d'Europe ou d'Amérique l'immense majorité des fils qu'elle emploie. Malgré les primes d'encouragement que l'Etat Français accorde à la sériciculture nationale, aux lieu et place des droits de douane qu'elle sollicitait et qu'on ne pouvait pas lui accorder sans compromettre tout le commerce d'exportation, il ne se récolte en France que 2 millions et demi à 3 millions de cocons, donnant moins de 300.000 kilogrammes de soie grège, ce qui, en regard du total de la consommation nationale fait à peine 3 %.

De ce fait, la France paye annuellement à l'étranger 3 milliards 1/4 à 3 milliards 500 millions pour acheter la matière première dont elle a besoin.

Or parmi notre domaine colonial, l'Indochine en particulier présente tous les éléments nécessaires pour devenir un grand producteur de soie, le climat convenant à merveille à cette culture que l'indigène au surplus pratique depuis des millénaires.

L'exemple du Japon qui vers 1872 importait en France de 500 à 100 balles par an et qui aujourd'hui en produit 600.000 soit plus des deux tiers de la production du globe, est là pour démontrer que l'entreprise n'a rien de chimérique.

Si l'on tient compte que le Japon fait trois récoltes par an et que l'Indochine d'après les experts les plus autorisés peut en donner sept et même huit, on doit conclure

que le devoir de la colonisation française est de développer au plus vite la sériculture dans ce pays.

Jusqu'ici les résultats ont été très précaires, malgré les nombreux encouragements de l'Administration indochinoise (1) qu'on ne peut dans

a) *Mesures concernant la culture du mûrier.* — En 1905 un arrêté du Gouverneur Général Beau dégrêva de l'impôt foncier les plantations de mûriers de l'Annam et du Tonkin. La même mesure fut prise ultérieurement pour le Cambodge, en 1921 l'impôt sur le mûrier fut rétabli dans ce pays, mais supprimé à nouveau dès l'année suivante.

b) *Mesures concernant l'élevage des vers à soie.* — Des établissements de grainages et des magnaneries modèles ont été édifiées par les soins de la Colonie. Les graines sélectionnées sont vendues au Tonkin aux indigènes 0.10 les cent pentes, alors que leur prix de revient est de 0 h. 334 à 0 h. 336 ; les dépenses résultant de cette distribution et

(1) La production du Tonkin, de beaucoup la plus importante parmi les cinq pays de l'Union s'est élevée pendant les cinq dernières années :

En 1926 : 146.800 kgs de soie grège à 17 fr. 02, soit environ : 2.500.000 piastres.

En 1927 : 218.000 kgs de soie grège à 12 fr. 80, soit environ : 279.000 piastres.

En 1928 : 239.000 kgs de soie grège à 12 fr. 76, soit environ : 3.049.000 piastres.

En 1929 : 252.000 kgs de soie grège à 11 fr. 45, soit environ : 252.000 piastres.

En 1930 : 258.000 kgs de soie grège à 10 fr., soit environ : 258.000 piastres.

des recherches séricicoles peuvent être évaluées pour ce protectorat à 60.000 piastres représentant environ 2.3 % de la valeur de la production.

La Chambre d'Agriculture du Tonkin a insisté le dénuement pour que :

1° des magnaneries modèles peu coûteuses, de pure propagande dans les milieux séricicoles soient créés, complétant ainsi le réseau des magnaneries exprimant de les achever en 1925 ;

2° Et tout au moins que les difficultés budgétaires actuelles n'affectent pas les crédits mis à la disposition de la sériculture.

c) *Mesures concernant la filature.* — Dès 1894, M. de Lanessan, institua une prime annuelle de 200 francs par bassine analogue à celle existant en France. Des réclamations aussi véhémentes qu'à peu fondées, s'élevèrent dans la Métropole et la prime fut supprimée en 1900.

Le régime en vigueur, en fonction depuis 1929 (1) établit pour toute l'Indochine, le bénéfice d'une prime de 0.10 par kilogramme de cocons avec maximum de 60.000 piastres pour 1930 pour la soie filée à l'européenne prime qui, en 1931 fut portée à 0.20 par kilogramme avec maximum de 90.000 piastres.

En 1921 un groupe d'une trentaine de fabricants Lyonnais concluait un contrat avec le Gouvernement Général d'Indochine aux termes duquel il s'engageait :

1° A créer une société d'exploitation.

2° A construire une usine moderne.

(1) Arrêté du 31 août 1929 modifié par arrêtés du 31 décembre 1929 et 3 mars 1930.

3° A créer d'autres usines dans la Métropole pour filer les cocons indochinois qui ne pourraient être traités sur place.

4° A libérer l'administration d'une usine existante.

De son côté le Gouvernement Général obligeait :

1° A faire planter des mûriers.

2° A installer des stations de grainage.

3° A construire des magnaneries modèles de façon a fournir à l'usine trois millions de cocons par an.

Les Industriels lyonnais ont tenu leurs engagements et dépensé 18 millions dans l'affaire, mais le Gouvernement général a rencontré de grosses difficultés dans l'exécution de ses obligations n'ayant pu fournir les quantités de cocons spécifiés, l'usine n'a fonctionné qu'aux 2/3 de sa capacité de production.

A ces difficultés inhérentes à la mise en train de toute industrie coloniale, la dévaluation du métal argent survenant brusquement et coïncidant avec la stabilisation de la piastre vint compromettre l'équilibre financier et commercial, l'usine dut fermer ses portes.

Pour relever cette entreprise qui est actuellement la plus moderne de l'Extrême-Orient, le Conseil économique des Colonies dans les séances qu'il a tenues entre le mois de mars et de juin 1929 a émis le vœu suivant :

1° Que soit payée en Indochine une prime à la filature d'une importance analogue à celle instituée en France, question alors en instance auprès du Gouvernement local :

2° Qu'en remplacement des primes à la sériculture prévues, il soit attribué à la société une somme correspondante en vue de lui permettre de verser à une concurrence

des avances aux indigènes sériciculteurs dont la société resterait caution.

3° Que soit réalisée de toute urgence, la création d'une école d'apprentissage de filature à Pnom Peuh.

4° Que le Gouvernement local contribue à la construction sur le terrain de la société d'habitation ouvrières nécessaires au logement de 500 ouvrières, effectif indispensable à la marche de l'usine.

Sa situation budgétaire ne permettant pas à l'Indochine d'effectuer elle-même le renflouement de cette entreprise, il serait impardonnable que la Métropole ne vienne pas à son secours.

Une solution très rapide s'impose, les indigènes se découragent devant notre abstention et abandonnent la culture du mûrier. Les usines, bâtiments et matériel risquent de se détériorer et il est à craindre la dispersion du personnel spécialiste.

Il suffit d'étendre à l'Indochine ainsi que le réclament toutes les collectivités soyeuses le système en vigueur dans la Métropole la prime compensatrice de 100 francs par kilogramme de soie filée à l'européenne et importée en France.

Il ne semble pas qu'il puisse y avoir le moindre doute sur la légitimité de cette demande qui est en définitive le droit commun : prime française dans la France prolongée par ses colonies. Mais surtout les engagements pris lors du vote des lois de 1892, lois qui établissaient la franchise des matières premières à l'entrée, ont assimilé les primes pour es produits coloniaux avec les mêmes avantages que ceux accordés à la Métropole, les primes sont compensatrices de la franchise d'entrée des matières premières elles sont donc légalement dues.

Le sacrifice budgétaire est de l'ordre de 4 à 6 millions de francs, au grand maximum pour les années qui vont suivre et pour 1933 d'à peine quinze cent mille francs, avec perspectives de libération prochaine du tribut versé à l'étranger.

D'autre part, l'usine remise en marche, peut assurer au Cambodge :

Achat de cocons	300.000 piastres
Salaires et combustibles	300.000 piastres

Soit au total six cent mille piastres particulièrement bienvenues en période de crise pour la classe laborieuse indigène, c'est la subsistance assurée de dix mille travailleurs pendant trois mois.

SEPTIÈME PARTIE

DES RELATIONS COMMERCIALES DE L'INDOCHINE AVEC QUELQUES PAYS DE L'EXTRÊME-ORIENT

M. Paul Reynaud, Ministre des Colonies, après avoir pendant un voyage d'un mois interrogé l'Indochine, a reconnu à la veille de son retour en France dans son dernier discours et qui avait la valeur d'un programme : « que l'Indochine ne peut pas vivre dans l'isolement économique, à 10.000 kilomètres de la Métropole. Dans leur principe, ces doléances (au sujet de la question du régime douanier) me paraissent fondées. J'en saisirai mes collègues du gouvernement ».

La Métropole doit donc renoncer à s'attribuer par des barrières artificielles une part plus grande du marché colonial, mais chercher à en accroître l'importance massive, d'elles-mêmes les possessions d'outre-mer achèteront davantage à la mère patrie, dont leur prospérité est l'intérêt le plus sûr, le plus durable ; alors dans quelques années ce ne sera plus le quart des exportations métropolitaines que les

*Principaux produits importés de Chine
en Indochine en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeur (milliers de francs)</i>
Tissus de soie	59	8,567
Papier	1,211	3,901
Tissus de coton	106	9,765
Fruits de table frais	1,804	1,615
Légumes salés, confits, conserves	1,377	1,145
Légumes frais	1,786	1,115
Fruits de table secs ou conservés	740	1,109
Jossicks	691	781

*Principaux produits exportés de l'Indochine
sur la Chine en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeur (milliers de francs)</i>
Houille	515,914	36,574
Riz et ses dérivés	47,688	34,779
Ciment	13,940	9,383
Poissons secs, salés, fumés	701	1,333
Coton	439	1,771
Bois et charbons de bois	3,248	1,121
Machines et mécaniques	219	1,107
Bouteilles	169	772

Colonies pourront acquérir, mais le tiers et peut-être bientôt la moitié.

Aussi est-ce pour l'Indochine une question vitale, à laquelle d'ailleurs la Métropole doit veiller, que la reprise immédiate du trafic — désorganisé par la loi du 13 Avril 1928 — avec ses voisins du Pacifique ; l'étude des relations commerciales de la France et de l'Indochine a comme complètement nécessaire celle des échanges de notre Colonie avec les pays de l'Extrême-Orient.

SECTION I

LA CHINE

§ 1. *Le traité franco-chinois de Nankin* *du 16 Mai 1930*

Le 16 Mai 1930 a été signée à Nankin par M. de Martel, ambassadeur de France à Pékin, au nom de la France et le Docteur C. T. Wang, ministre des Affaires Etrangères au nom de la Chine, une série de textes relatifs aux rapports entre la Chine et l'Indochine française.

Ces textes se composent :

1° D'une convention commerciale et d'établissement comprenant 11 articles, 4 annexes et 1 protocole.

2° De trois lettres séparées ne faisant pas partie de la convention et ayant trait à des questions annexes (VII, statut des Chinois en Indochine ; VIII, chemin de fer du Yunnan ; IX, communications télégraphiques avec ou sans fils).

La convention qui n'entrera en vigueur qu'après ratification, est destinée à remplacer trois conventions signées respectivement les 25 Avril 1886, 26 Juin 1887 et 20 Juin

1895, par lesquelles avaient été fixés les rapports de commerce et d'établissement entre l'Indochine française et la Chine.

Aux termes de l'article 18 de la Convention de 1886, la France et la Chine s'étaient réservé la faculté de demander la révision des stipulations commerciales, à l'expiration de chaque période décennale à dater de l'échéance des ratifications. Le gouvernement chinois s'est prévalu de ce texte le 4 Février 1926, pour dénoncer les trois conventions précitées.

Le gouvernement français ne s'est pas montré opposé en principe à une négociation, sous réserve du maintien en vigueur des conventions de 1886 et 1895 jusqu'à la mise en application d'un nouveau traité destiné à les remplacer. Mais c'est seulement le 22 décembre 1928 que fut réalisée l'entente entre les deux gouvernements sur le principe et la portée de la revision qui devait être effectuée.

A cette date, a été signé à Nankin un traité par lequel le gouvernement français, en même temps que d'autres gouvernements étrangers, a accordé à la Chine sa pleine autonomie douanière. Par une lettre du 23 décembre 1928, annexée à ce traité, le gouvernement français s'est déclaré disposé à entamer sans délai des négociations pour la conclusion d'une convention commerciale nouvelle destinée à remplacer les anciennes conventions commerciales relatives à l'Indochine, étant entendu que le *statu quo* serait maintenu jusqu'à la conclusion desdites négociations.

Les textes qui ont été signés à Nankin le 16 mai 1930 l'ont été en application de cette disposition annexée au traité du 22 décembre 1928. Après des pourparlers laborieux, ils mettent fin à une longue controverse franco-chinoise sur les questions de commerce et d'établissement rela-

tives à l'Indochine française et aux trois provinces chinoises limitrophes.

En matière douanière, les négociateurs français estimèrent que les droits du tarif chinois (établis par la Chine aussitôt après la reconnaissance de sa liberté tarifaire) n'étaient pas désavantageux. Ils visèrent donc à les consolider. Le tarif minimum ou un tarif intermédiaire sera accordé en Indochine aux produits chinois (liste A) dans la mesure où l'importation en Chine des articles français (liste B) auxquels nous nous intéressons particulièrement bénéficiera de la même faveur (1).

Le gouvernement de Nankin demandait enfin la suppression totale des droits sur les marchandises chinoises transitant par le Tonkin à destination ou en provenance de la Chine du Sud.

Il se fondait sur une décision prise à la conférence internationale de Barcelone, d'après laquelle les marchandises en transit ne devront plus payer de droits. Il oubliait seulement que l'art. 14 de la convention de Barcelone avait excepté de cette disposition les Etablissements français de l'Inde et l'Indochine française. Et surtout il affectait d'oublier avec quelle désinvolture la Chine traite les marchandises en transit sur son propre territoire. On sait

(1) Les principaux articles qui jouiront du tarif général sont : les tissus de soie naturelle et artificielle ; les papiers, les pétards ; les médicaments simples ; les porcelaines ; les peaux simplement tannées ; les éventails ordinaires ; les pinceaux à écrire.

Bénéficieront d'un pourcentage de réduction sur les droits du tarif général : les médicaments composés (50 %), les josticks (30 %), les poteries cuites en grès (50 %), les cuves, cuveaux et articles en bambou, les baguettes à manger (60 %).

que, de province à province, et même en tout point de passage contrôlé par un chef de bande, les autorités locales perçoivent des droits de *likin*, dont le taux s'élève parfois jusqu'à 150 % *ad valorem*.

Les négociations furent longues et difficiles et cette question fut la dernière résolue à la veille même de la signature du traité.

L'obstination chinoise n'a sans doute pas eu pour cause l'importance des droits perçus par la France. L'Indochine avait consenti à ne pas faire payer aux marchandises chinoises en transit un droit supérieur à celui supporté par les marchandises d'autres nationalités et en aucun cas, elle ne réclamait plus de 2,5 %. Ces droits de transit créaient une légère protection pour les marchandises françaises et alimentaient dans une faible mesure le budget général de la colonie.

Si le gouvernement de Nankin a réclamé avec autant d'âpreté la liberté du transit, n'est-ce pas qu'il a cru (à tort d'ailleurs) que cette liberté aurait pour effet de soustraire les opérations commerciales chinoises à toute espèce de contrôle de notre part ? Il est évident que, le jour où nous fermerions les yeux, le commerce des armes dans le sud de la Chine prendrait une extension nouvelle et développerait la piraterie, qui est endémique dans ces pays. L'opium, dont les stocks s'accumulent en Yunnan, s'exporterait facilement, en dépit des décisions de la Société des Nations. Le gouvernement provincial n'a-t-il pas tenté d'organiser une flotte aérienne destinée à ce trafic spécial ? N'a-t-on pas vu récemment une véritable expédition militaire s'ouvrir un chemin les armes à la main pour faire passer jusqu'à la côte un convoi d'opium.

Si telle a été la pensée des négociateurs de Nankin, ils se sont trompés. Avec ou sans taxes de transit, la France a un droit de contrôle sur les marchandises qui traversent un pays protégé par elle. Mais leur obstination a eu sa récompense, sans la moindre contre-partie en notre faveur : la nouvelle convention soumet à un droit de 1 % *ad valorem* les marchandises chinoises empruntant le territoire tonkinois, sauf les minerais, l'étain, les peaux brutes et des marchandises inscrites sur une liste annexe qui bénéficieront de la gratuité. Ainsi le gouvernement chinois, sans obtenir la liberté totale du transit, a obtenu une réduction sensible de la taxe antérieure, et un accroissement du nombre des marchandises transitant en franchise peut être prévu.

Il ne peut être question de ratification avant un délai qui peut être assez long, car la ratification est subordonnée à certaines conditions, parmi lesquelles il y a la suppression des *likin* et autres taxes intérieures en Chine. Or cette suppression, annoncée par le gouvernement de Nankin pour octobre 1930 n'est pas réalisée à l'heure actuelle.

Ajoutons qu'en cas de non-ratification, de nouvelles négociations devraient avoir lieu. Elles s'engageraient sans aucun doute, sur un terrain plus solide qu'en 1929 (1).

§ 2. *Les échanges entre la Chine et l'Indochine*

Les deux pays s'appliquent mutuellement pour leurs échanges respectifs leur tarif général, aussi depuis trois ans marquent-ils un recul sensible de plusieurs centaines de millions ; la situation est angoissante.

(1) *L'Europe Nouvelle* numéro du 6 septembre 1930.

L'Asie française, numéro de Décembre 1930.

Les importations chinoises de tissus de soie ont fléchi de 285 tonnes en 1929 à 52 tonnes en 1931, celles de fils de lin de 264 tonnes en 1929 à 62 tonnes en 1931, celles du papier de 2.970 tonnes en 1929 à 1,211 tonnes en 1931. Quelques marchandises ont même pour ainsi dire disparu du marché : telles les porcelaines avec une chute de 501 tonnes à 7 tonnes de 1929 à 1931 et le thé de 1.614 tonnes à 23 tonnes dans la même période.

Or, comme l'a fait très justement remarquer le Gouverneur Général de l'Indochine : « Nos exportations sont conditionnées au moins partiellement par des échanges en nature se trouvant en régression sérieuse par rapport aux années précédentes. C'est ainsi, par exemple que la Chine ne peut faire face à ses achats habituels de riz qu'à la condition d'offrir en contre-partie, les stocks accumulés dans ses entrepôts. Or, elle ne les écoule qu'en quantité très restreinte en Indochine, en raison des droits trop élevés qui les atteignent. »

Dans ces conditions, il est fatal que le tableau des exportations indochinoises en Chine soit également dévevant : les principales régressions enregistrées sont les suivantes : riz et ses dérivés (78.832 tonnes en 1929 et 47.688 en 1931) ; la houille (622.368 tonnes en 1929 et 515.014 en 1931) ; la ferronnerie (635 tonnes en 1929 et 35 tonnes en 1931) ; les chapes et pneumatiques (50 tonnes en 1929 et 9 tonnes en 1931).

SECTION II

Hong-Kong et Singapour

Un tarif réduit indochinois ne saurait être accordé à Hong-Kong et à Singapour ; ce sont des entrepôts où viennent se rassembler des marchandises accourant de l'Ancien et du Nouveau Monde en vue de leur répartition sur

les marchés du Pacifique. Tous les Etats, dont les importations dans la Colonie seraient soumises à des droits plus élevés, imposeraient désormais à leurs marchandises expédiées sur l'Indochine, un détour par ces ports francs.

Quant à l'application aux marchandises débarquant d'Hong-Kong ou de Singapour, des mêmes droits d'entrée que si elles provenaient directement de leur pays d'origine, cette dérogation au régime douanier en vigueur impose les plus grandes réserves.

D'une part, en effet, il en découlerait une perte de droits des plus sensibles pour le budget général de l'Indochine, dont les douanes sont un des principaux chapitres de recettes ; d'autre part, le développement de la fraude serait certainement stimulée. Par Hong-Kong, sous le couvert de la nationalité chinoise, il se faisait il y a quelques années, une contrebande que le Service des Douanes en Indochine, n'était pas en mesure de réprimer et qui a été une des principales raisons pour lesquelles, il a été inévitable de supprimer les droits réduits spécialement établis pour certaines marchandises d'origine chinoise.

En outre, en période de crises commerciales, presque traditionnelles à Hong-Kong et à Singapour, les marchandises de leurs immenses entrepôts sont jetés sur les marchés voisins à prix de liquidation contre lesquels les tarifs douaniers ne permettent pas toujours de lutter ; saper le système présent de défense à leur égard, ce serait introduire l'Indochine dans un cycle incessant de crise économique, par ricochet de celles qui se produisent à Hong-Kong et à Singapour, et d'autant plus sensible à notre Colonie, que sa capacité d'absorption est minime à côté des pays qui ravitaillent ces entrepôts ; une pareille tactique vouerait l'Indochine, au point de vue commercial à une ruine certaine. (1)

(1) *La Quinzaine Coloniale*, numéro du 25 juin 1929.

*Principaux produits importés de Singapour
en Indochine en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeurs (Milliers de francs)</i>
Noix d'arec sèches.....	3.203	13.110
Sucres	.805	1.242
Café torréfié ou moulu.....	81	1.170
Légumes frais	1.417	1.077
Fil de jute	244	940
Cachou en masse.....	302	624
Rotins entiers ou fendus.....	364	517

*Principaux produits exportés de l'Indochine
sur Singapour en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeurs (Milliers de francs)</i>
Poissons secs salés fumés.....	21.716	41.261
Riz et ses dérivés.....	41.592	30.225
Caoutchouc	5.504	17.026
Minerai d'étain	1.574	10.036
Porcs	18.930	4.595
Oufs de volaille.....	999	3.498
Ciment	4.981	897
Bois de teck.....	689	878
Houille	12.237	742

*Principaux produits importés d'Hong-Kong
en Indochine en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeurs (Milliers de francs)</i>
Farine de froment.....	17,934	21.112
Thé	1.276	13.103
Espèces médicinales	2.746	9.177
Sucres	6.720	8.425
Papier	2.261	8.222
Légumes secs	7.902	7.230
Vermicelle chinois	2.562	6.391
Tissus de soie.....	28	5.150
Légumes frais	8.340	4.948
Coton en lame.....	771	4.811
Tabac	276	4.785
Fruits de table frais.....	3.805	4.400

*Principaux produits exportés de l'Indochine
sur Hong-Kong en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeurs (Milliers de francs)</i>
Riz et ses dérivés.....	361.047	224.593
Huile		
Poissons secs, salés ou fumés	6.789	12.900
Crevettes sèches	1.552	9.310
Ciments	32.621	5.872
Peaux brutes	975	5.709
Cannelle	907	4.958
Stick-laque	472	4.247
Sel marin	28.925	3.170
Cacao	4.799	2.454

SECTION III

Indes Anglaises

D'une façon générale, sauf les années de mauvaise récolte dans la péninsule de l'Hindoustan et durant lesquelles, le Gouvernement Britannique, afin d'éviter la famine, assure le ravitaillement de ses protégés par des achats massifs de riz indochinois, le solde des échanges de notre colonie avec les Indes est déficitaire ; les achats d'opium brut, opérés par les Régies indochinoises, pour l'exercice du monopole de la drogue sont la principale cause de ce déséquilibre, qui, par suite, perd de sa gravité.

*Principaux produits importés des Indes Anglaises
en Indochine en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeurs (Milliers de francs)</i>
Opium brut	75	41.609
Colon en laine.....	1.155	9.956
Sacs neufs ou usagés.....	132	470
Beurre frais ou fondu.....	32	276
Or tiré, laminé, filé (kilos)....	18	212

*Principaux produits exportés de l'Indochine
sur les Indes Anglaises en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeurs (Milliers de francs)</i>
Riz et ses dérivés	21.611	11.518
Bois de teck.....	8.642	9.759
Peaux brutes	4	455
Houille	531	273

En ces dernières années, à maintes reprises, des pourparlers ont été amorcés entre la France et la Grande-Bretagne, pour régler les relations commerciales entre leurs colonies mutuelles.

A vrai dire, nos négociateurs espéraient trouver au cours de ces conversations une monnaie d'échange pour obtenir de la Grande-Bretagne, le retrait de certains règlements qui, sous prétexte de protection sanitaire, entravent l'importation du bétail et des fruits chez notre voisine d'Outre-Manche.

De toutes nos colonies, l'Indochine aurait été certainement la plus affectée par la conclusion de cet accord, en raison de sa proximité relative des Indes Britanniques, pays de grande industrie et dont la branche cotonnière très développée (comptant 8.704.000 broches au 31 janvier 1929) se serait révélée immédiatement, comme un des concurrents les plus dangereux pour les industries similaires indochinoise et métropolitaine.

Des fabriques se sont créées dans l'intérieur de l'Inde, au centre même des régions productrices de coton ; l'économie réalisée sur les frais de transport a permis à ces nouvelles filatures d'enlever une grande partie du marché indien aux fabriques de Bombay, qui ont dû chercher une compensation dans les marchés extérieurs. Sans les longues grèves de l'année 1928, qui les a paralysées pendant plusieurs mois, les usines de Bombay auraient déjà fait sentir malgré l'application du nouveau tarif douanier, leur concurrence en Indochine, si, d'autre part l'intensité du mouvement *Swadeshi* n'était venu à propos de leur servir d'exutoire.

Par contre-coup, ces grèves paraissent devoir préparer un nouvel accroissement dans la production, car le rapport de la Commission Fawcett sur les conditions de tra-

vail a préconisé comme moyen de mettre fin à la crise de l'industrie textile, sans maintenir les réductions de salaires imposées aux ouvriers : l'accroissement du rendement de la main-d'œuvre et le développement de l'exportation des fils et tissus de coton.

Au surplus, les fabriques de l'Inde Anglaise ont sur les nôtres des avantages naturels considérables, d'une part, la proximité de la matière première ; d'autre part la production en grand, possible à une industrie appuyée sur une « masse » de 320 millions d'habitants ; enfin, vis-à-vis des tisseurs français de la Métropole, la différence des frets pour les articles expédiés en Indochine.

Vis-à-vis des articles de notre production nationale et dont le débouché colonial est une question vitale, la situation géographique de la Métropole par rapport à l'Indochine lui interdit radicalement d'accorder des réductions de tarif aux pays dont le voisinage par ses conséquences, annihile partiellement la protection voulue par l'établissement du tarif général ; déroger à cette règle en faveur des Indes Britanniques, ce serait creuser de nos propres mains la tombe de notre commerce en Indochine et ce serait en outre créer un précédent qui serait bientôt invoqué par le Japon, les Indes Néerlandaises et même la Chine.

Néanmoins, pour certains articles, tels que les sacs de jute destinés au transport du riz, un traitement de faveur pourrait être accordé à ce Dominion.

Comme contre-partie des avantages ainsi accordés, il y aurait lieu d'exiger que les droits d'entrée aux Indes soient réduits pour les bois de teck de l'Indochine. Nos exportateurs sont en effet placés dans une situation très désavantageuse par rapport à leurs concurrents de Birmanie qui, déjà favorisés par des taux de fret plus réduits et par

les facilités de flottage des fleuves birmans, bénéficient dans l'Inde de l'admission en franchise.

Inégalité d'autant plus choquante que l'Inde se trouve en concurrence sur le marché français métropolitain avec certains bois indochinois et jouit de la franchise douanière dans la plupart des cas (1).

SECTION IV

LES INDES NÉERLANDAISES

Parmi les manifestations d'opinion auxquelles a donné lieu la visite que M. de Graeff, Gouverneur général des Indes Néerlandaises, a rendu au cours de l'année 1930 à M. Pierre Pasquier, Gouverneur général de l'Indochine, le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* a en quelques lignes excellemment résumé les conditions d'une coopération économique entre les deux Colonies :

« Des circonstances politiques plus encore qu'économiques ont conduit au rapprochement de ces deux pays voisins. Tant que la colonie française maintiendra sa politique douanière protectionniste, les relations économiques avec un territoire où est pratiquée complètement la politique de la porte ouverte reposent sur une base incertaine. En face de l'exportation considérable de riz d'Indochine aux Indes, il n'y a aucune possibilité d'exportation des Indes vers l'Indochine sur le même pied de liberté, bien qu'une partie de nos produits de culture européenne y trouve peu à peu son chemin. La création d'une ligne de navigation

(1) En ce sens, *la Quinzaine Coloniale*, numéro du 25 juin 1929, page 301.

directe peut apporter quelques améliorations dans les relations, mais le mur douanier n'en sera pas abattu pour cela ».

En effet, depuis l'après-guerre, alors que dans le commerce spécial d'exportation de l'Indochine les Indes Néerlandaises prennent ordinairement la 4^e ou 5^e place, des pays fournisseurs, notre Colonie ne participe sur l'ensemble des exportations de ces possessions hollandaises que dans une proportion de 0,24 % (1929), ne venant qu'au 26^e rang.

L'Indochine vend exclusivement du riz aux Indes Néerlandaises pour 75.468.000 francs ; les autres importations réunies ne représentent même pas un million de francs.

Par contre, les produits sortant des Indes Néerlandaises à destination de notre Colonie sont beaucoup plus variés ; ils comprennent tout d'abord les huiles de pétrole raffinées, les essences et mazout (76.200.000 fr.). Viennent ensuite les sucres (1.338.000 fr.) et la paraffine (1.786.000 francs). Les machines mécaniques et les ouvrages divers en métaux atteignent la somme assez élevée de douze cent mille francs environ. Le café est le second article d'exportation parmi les substances alimentaires. Enfin, si la quinine ne figure plus que pour des montants minimes dans les statistiques, cette régression est due non à l'abandon de la lutte contre le paludisme, mais à la diminution des effectifs des coolies sur les plantations (1).

Les pouvoirs publics indochinois devraient se préoccuper de conclure au plus tôt un arrangement commercial liant les deux Colonies, dont les productions ont le liès

(1) Les renseignements statistiques appartiennent à l'année 1931.

grand avantage d'être en général complémentaires ; il faut éviter pour le marché du riz dans ce pays la même aventure qu'au Japon, où les Etats-Unis et le Siam gagnant de vitesse, nos négociateurs ont pu, grâce à des traités de commerce heureusement conclus, se tailler des situations privilégiées.

SECTION V

LE JAPON

§ 1. *Les échanges entre les deux pays*

Les exportations japonaises vers l'Indochine sont tombées de 40.807.000 francs en 1929, à 20.347.000 francs en 1930 et 15.292.000 francs en 1931 (1).

Les achats indochinois de soieries japonaises sont passées de 8.511.000 francs en 1929 et 4.781.000 francs en 1930 à 4.863.000 francs en 1931 ; ceux de goudron minéral de 13.900.000 francs en 1929 et 1.610.000 francs en 1930 à 1.950.000 francs en 1931 ; ceux de gobeletterie de verre et cristal de 1.012.000 francs en 1929 et 542.000 francs en 1930, à 212.000 francs en 1931.

Quant aux exportations de l'Indochine vers le Japon, si elles demeurent sensiblement plus importantes, elles marquent cependant, elles aussi, une régression sensible, puisque de 149.989.000 francs en 1929, elles sont tombées à 49.350.000 francs en 1931 (2).

(1) En 1926 : 89.400.000 francs.

(2) En 1926 : 363.800.000 francs.

Cette régression est due surtout à la prohibition des importations de riz [48.197 tonnes en 1929 contre 545 tonnes en 1931] (3).

Par contre, malgré la crise, les exportations de minerais et de métaux, se maintiennent, sauf pour la calamine, à des niveaux intéressants : les charbons de Hongay et autres mines (39.384.000 francs en 1929, contre 28.608.000 francs en 1930 et 28.977.000 francs en 1931) ; le zinc en saumons (13.191.000 francs en 1929 contre 6.478.000 francs et 4.289.000 francs en 1930 et 1931).

L'Indochine vend également au Japon du maïs pour 4.183.000 francs ; du caoutchouc pour 3.136.000 francs ; du minerai de zinc pour 240.000 francs ; ses envois de laque continuent : 20.289.000 francs en 1928, 5.436.000 francs en 1929 et 5.740.000 francs en 1931.

L'application du tarif général au Japon, jusqu'au mois de Mai dernier, pour ses produits à leur importation en Indochine était incontestablement la cause du ralentissement du trafic entre ces deux pays.

Le grand quotidien *Osaka Mainichi* interprétait comme suit avec quelque partialité la politique douanière de l'Indochine :

« La valeur des exportations du Japon en Indochine s'élevait chaque année jusqu'en 1928, à la somme de 4 millions de yen. Les principaux articles exportés étaient les tissus de coton, les marchandises générales et les tissus contenant de la soie artificielle. Mais, depuis que le Gouvernement de l'Indochine a imposé des droits douaniers très élevés, comme mesures de représailles par suite de la prohi-

(3) En 1925 : 253.000 tonnes et en 1918, année record, 355.000 tonnes.

*Principaux produits importés du Japon
en Indochine en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeurs (Milliers de francs)</i>
Issus de soie naturelle.....	21	4863
Goudron minéral	4951	1950
Houille	8504	1371
Ciment	5123	917
Chapez, pneumatiques, bandages..	30	495
Fils de coton	27	430
Tissus de soie artificielle	3	429
Ouvrages divers en métaux	33	341
Fruits de table frais	121	240
Gobelinerie de verre et de cristal..	75	212
Poissons secs, salés ou fumés	58	212

*Principaux produits exportés de l'Indochine
sur le Japon en 1931*

<i>Désignation des articles</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>	<i>Valeurs (Milliers de francs)</i>
Houille	435497	28977
Laque	638	5740
Zinc en saumon	2383	4289
Mais	9729	4183
Caoutchouc	1057	3136
Gommes et résines brutes	581	469
Riz et ses dérivés	545	398
Sable	31601	330
golon	202	317
Graines de ricin	307	294
Minerais de zinc	1200	240

tion au Japon du riz d'Indochine, les exportations japonaises en Indochine ont diminué de moitié en 1929 et cette baisse s'est accentuée en 1930 ».

Et ce journal proposait de frapper de droits élevés le charbon provenant d'Hongay « afin d'obliger le Gouvernement de l'Indochine à mieux traiter les articles japonais ».

Menace, qui ne pouvait laisser indifférente notre Colonie car sur 1.278.000 tonnes d'anthracites exportés en 1930, le Japon en a absorbé plus de 405.000 .

L'institution d'une taxe de 1 yen par tonne, dont il avait été question au Japon aurait abouti pratiquement à la fermeture du marché nippon pour nos charbonnages du Tonkin (1).

D'autre part, nos charbons indochinois sont concurrencés sur les marchés d'Extrême-Orient : au Sud, par ceux des Indes Néerlandaises sans parler des expéditions du Natal ; au Nord par d'importantes mines chinoises mandchouriennes et japonaises de charbons gras et mi-gras et aussi par les exploitations d'anthracites du Shansi, du Nord du Shantung et de Corée.

Nos anthracites ne bénéficient donc pas, comme on l'a cru longtemps, d'un monopole de fait. La perte du marché japonais ne pourrait être compensée par la création de débouchés nouveaux et l'éloignement de la Métropole ne permet pas d'envisager pratiquement, sauf pour des produits classés de premier ordre, en raison de l'importance du fret, l'écoulement vers elle des anthracites inemployés.

(1) *Journal Officiel*. Documents parlementaires. Chambre 2^e séance du 26 février 1932.

La réduction des exploitations entraînerait donc nécessairement une diminution de la production, avec toutes ses conséquences économiques et sociales, également graves.

Les industries indochinoises (bières, cotonnades, ciments) subiraient elles-mêmes par contre-coup, les fâcheuses répercussions d'une diminution de l'activité des charbonnages.

Dans la situation politique et sociale de notre colonie asiatique l'éventualité d'un chômage étendu ne doit pas être envisagé à la légère.

Il apparaissait donc qu'un accord avec le Japon, sauvegardant les intérêts essentiels en cause était désirable au plus tôt.

*§ 2. L'arrangement commercial franco-japonais
relatif à l'Indochine du 13 Mai 1932*

Lorsque la France et le Japon signèrent le 19 Août 1911, une Convention de commerce et de navigation, ses dispositions, d'abord applicables exclusivement à la Métropole, s'étendirent peu à peu à tous les territoires dépendant à un titre quelconque de la souveraineté française ; l'Indochine seule étant tenue à l'écart de l'accord. Réserve logique et rationnelle, car l'octroi au Japon du tarif minimum pour ses exportations en Indochine aurait été d'une gravité singulière tant pour les industries naissantes de la Colonie que pour le commerce métropolitain, particulièrement les filatures de Rouen et des Vosges.

Sur invitation du Gouvernement Général à formuler son avis, la Chambre de Commerce de Saïgon, en sa séance du 28 Octobre 1912 déclarait, après une étude approfondie

repousser à l'unanimité, l'application à l'Union indochinoise de ladite Convention.

En outre, deux points importants, suites inéluctables d'un tarif de faveur concédé au Japon, — considérations encore justifiées à l'heure actuelle — furent signalés à l'attention du Gouvernement Général : l'accoutumance rapide de l'indigène à se satisfaire de produits de qualité inférieure, mais bon marché et l'établissement en Indochine de firmes japonaises, génératrices d'un courant d'échanges au profit de leur pays.

La guerre devait survenir, sans qu'il fut donné suite à la suggestion de l'application de cet accord à notre possession d'Extrême-Orient.

Au début des hostilités, lors des raids des croiseurs allemands dans le Pacifique, le Gouvernement Général, craignant pour le ravitaillement de la population européenne prit, après avis favorable des Chambres de Commerce, un arrêté soumettant au tarif minimum pendant la durée des hostilités, certaines denrées alimentaires de provenance étrangère, englobant *ipso facto* les produits japonais.

Le Japon, toujours très attentif à ses intérêts économiques, pensa voir là une porte ouverte à d'utiles revendications et entama de suite des pourparlers avec le Quai d'Orsay et dont le Bulletin de l'Agence Fournier du 6 Mai 1915 se fit l'écho.

Devant le sursaut de l'opinion des milieux économiques métropolitains et indochinois, M. Delcassé, alors Ministre des Affaires Etrangères assura aux délégations des grandes Commissions du Sénat et de la Chambre des Députés, que son Département n'était lié au Japon, par aucun engagement, aucune promesse verbale, aucun protocole d'aucune espèce : déclaration qu'il devait renouveler par la

suite aux Commissions des Douanes des deux Assemblées.

Malgré les assurances officiellement prodiguées, une Commission interministérielle fut nommée le 14 Octobre 1915, pour « étudier les mesures à prendre en vue de donner satisfaction aux demandes du Japon. »

La chute du Ministère, dont faisait partie M. Delcassé, seul auteur des *conversations* et seul partisan de la thèse japonaise, renvoya *sine die* la convocation de la Commission.

Après quelques mois d'accalmie, le Gouvernement autorisa — et même engagea — M. le Gouverneur Général Roume rentrant en France (mai 1916) à passer par le Japon avec mission « d'étudier à Yokohama, la question des relations commerciales. »

En fin Septembre, et certainement en conséquence de ce voyage, la Commission interministérielle de 1915 fut resuscitée sous la présidence de M. Jean Morel.

L'opinion française se montra aussi unanime et décidée que l'année précédente ; le 20 Novembre 1916, les corps élus de l'Indochine (Chambres de Commerce et d'Agriculture et Conseil Colonial de la Cochinchine) renouvelèrent leur protestation contre l'application au Japon, en tout ou en partie, du tarif minimum. Dans le même temps, M. le Gouverneur Général Sarraut exposait devant la Commission ses vues personnelles, qui tendaient à la création d'un tarif douanier spécial à l'Indochine.

Malgré toutes les interventions et malgré la bienveillance indéniable de la Commission, celle-ci fut contrainte de reconnaître qu'elle était liée par des pourparlers et même par des commencements d'engagements pris par le Gouvernement, avant sa constitution. Ce n'était plus l'arrangement, mais les *modalités* d'application de l'arrangement qu'il s'agissait d'étudier. En conséquence, la Commission

en déposant son rapport le 30 Novembre 1916, faisait une double proposition : ou bien relever les tarifs douaniers, général et minimum ; ou bien accorder à l'Indochine la personnalité douanière. Et elle n'indiquait point ses préférences pour l'une ou l'autre solution ; elle précisait seulement que la solution choisie quelle qu'elle fût, était une solution de temps de guerre, et qu'elle devait être révisée et modifiée dès la cessation des hostilités.

Le Gouvernement Japonais, au cours de cette même année 1916, ne perdant pas de vue un seul instant l'affaire de la Convention Commerciale, envoya dans la Colonie, officiellement et surtout officieusement, un certain nombre de « missions » dont les membres s'attachaient surtout aux questions économiques et douanières. Aussi le Conseil de Gouvernement de l'Indochine, alarmé de cette invasion, dans sa deuxième session de 1917, examinant à nouveau la question du tarif minimum, se prononçait en faveur de l'octroi, à la Colonie de la personnalité douanière et votait un tarif spécial approprié aux denrées de la France d'Asie.

La position prise par les corps élus de l'Indochine, l'unanimité d'opinion des intéressés, ont pendant près de cinq ans, arrêté les ambitions japonaises.

Mais le problème rebondit avec vigueur en 1921 ; en effet, le Japon crut pouvoir saisir l'occasion propice de la Conférence de Washington, pour obtenir en Indochine, le traitement de la nation la plus favorisée. Dès le mois d'Août 1921, on ne s'en cachait pas à Tokio dans les cercles politiques (1). Les trois Départements des Affaires Etrangères, des Colonies et du Commerce furent saisis de vœux pressants, notamment : 1^o) que, sur la question soumise par

(1) *Le Temps*. 23 Août 1921.

le Japon, le Gouvernement français oppose à la Conférence de Washington la question de l'incompétence ; 2° que, fort de la législation en vigueur et préoccupé de la sauvegarde absolument légitime des intérêts tant français qu'indochinois, le Gouvernement repousse la demande du Japon tendant à obtenir le bénéfice du tarif minimum en Indochine et n'oublie pas que la loi du 29 juillet 1919 subordonne toute concession de tarif réduit à la ratification du Parlement et à l'obtention d'avantages corrélatifs.

M. Berthelot, secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères (et à ce moment de la Présidence du Conseil), en recevant les délégués de l'Union Coloniale française et du Comité de l'Indochine, leur déclara que, pour le passé, aucun engagement ne liait le gouvernement français ; que, pour l'avenir très vraisemblablement, cette question ne viendrait pas devant la conférence de Washington, et que, si par impossible, elle y était posée, le Gouvernement français répondrait par la négative (26 Octobre 1921).

La question de la convention commerciale entre Indochine et Japon ne fut pas posée à la Conférence de Washington, et demeura de nouveau dans l'ombre pendant près de trois années.

Au commencement de l'année 1924, des bruits persistants coururent en Extrême-Orient, concernant une reprise plus ou moins détournée, des conversations franco-japonaises ; ce n'était pas une fausse alerte, car le 20 Avril, une mission se rendait au Japon : elle était composée de M. Merlin, Gouverneur Général, M. Kircher, Directeur des Douanes et Régies et des Présidents des Chambres de Commerce de Saïgon, Hanoï et Haïphong.

M. Kircher, mis en rapport direct avec le Ministre des Affaires Etrangères de Tokio, précisa à son interlocuteur qu'il fallait renoncer à s'appuyer sur des promesses éventuelles d'un tarif minimum total et qu'il convenait de réclamer seulement des avantages tarifaires sur tels ou tels articles (2).

M. Kircher, de retour en France exposa nettement au Gouvernement quelle était la situation.

Le traité de 1911, déclara-t-il, avait été fait sans penser aux intérêts spéciaux de l'Indochine. A cette époque, il eut été facile, par exemple, d'obtenir l'abaissement des droits d'entrée japonais sur le riz l'une des plus importantes exportations indochinoises. Par contre, si l'on avait appliqué tel qu'elle était la Convention de 1911 à l'Indochine, l'on aurait abouti à des résultats désastreux. L'Indochine, ayant des besoins particuliers, a tout avantage à passer avec le Japon une convention spéciale, qu'elle est mieux à même que la Métropole de discuter.

Il est parfaitement possible d'aboutir, affirmait M. Kircher, en accordant au Japon des tarifs intermédiaires, laissant même pour les tissus de coton, des avantages suffisants aux marchandises françaises pour que leur vente ne fût pas mise en péril. En outre, il existe de nombreux produits que la France ne vend point ou très peu à l'Indo-

(1) *L'accord commercial entre l'Indochine et le Japon*. Publication du Comité de l'Indochine. Paris, 96, Boulevard Haussmann.

Bulletin économique et financier du Sémaphore de Marseille, n° du 26 Août 1928.

Les Cahiers Coloniaux de l'Institut Colonial de Marseille, n° 840 du 9 Avril 1928.

chine et qui ne sont pas fabriqués sur place. Ce sont sur ces marchandises qu'il faudrait faire au Japon les plus amples concessions, sans toutefois perdre de vue que deux facteurs doivent avoir une influence restrictive : la nécessité de maintenir les recettes douanières dont l'absence obligerait à créer de lourds impôts intérieurs et le danger d'éliminer les concurrents étrangers qui, par mesure de réciprocité pourraient cesser d'effectuer en Indochine leurs achats. Le Japon doit être placé, vis-à-vis des autres puissances sur le pied d'un concurrent plutôt favorisé, mais il faut éviter de lui procurer un quasi-monopole.

Le commencement de 1925 vit, en Indochine, l'arrivée de la mission japonaise dirigée par le prince Yamagata, fils de l'ancien genrô et qui procéda, avec la Chambre de Commerce de Saïgon à l'examen détaillé, article par article, des modifications douanières, dont le Japon réclamait le bénéfice. Ces « conversations » c'est le titre officiel qui leur fut donné, dont l'importance fut considérable, eurent lieu du 5 au 27 Février. Il convient de remarquer ici que, à peu d'exceptions près, les demandes du Japon ne portaient pas sur des chiffres considérables d'importation : que la manière dont les demandes étaient formulées et traduites avait une grande importance, aux yeux de la mission japonaise, et que le Président de cette Commission, M. Saburi, insista plusieurs fois sur le côté psychologique, et, textuellement, sur le côté *moral* de la question. Cette particularité du tempérament national japonais est à retenir dans toutes les tractations à venir.

Brusquement, au début de Janvier 1926, les représentants du Japon, demandèrent la suspension des conversations, sans indiquer la date à laquelle ils désiraient qu'elles fussent reprises.

Deux ans s'écoulèrent sans que les pourparlers — qui n'étaient non pas rompus mais différés sur la demande du Japon — firent un pas en avant.

Une tentative discrète fut esquissée en septembre 1929; le gouvernement japonais demandait un arrangement provisoire, accordant à l'ensemble des marchandises japonaises importées en Indochine une réduction de 50 % sur le tarif général. Cette tentative était faite à l'occasion de la Conférence internationale du désarmement naval.

Les Chambres de Commerce de l'Indochine demeuraient opposées, à cause du manque de compensation et surtout à cause de la restriction encore faite par le Japon à l'importation du riz; toutefois pour des raisons de politique générale, elles s'en rapportaient « à la sagesse des négociateurs ». La Chambre de Commerce d'Hanoï ajoutait une demande d'exception pour les cotons filés, les tissus de coton, les ciments et la soie artificielle; ce sont-là des chapitres sur lesquels l'opinion indochinoise s'est constamment montrée la plus irréductible.

A la suite de la communication de ces renseignements au Ministère des Colonies, la proposition japonaise fut écartée au moins provisoirement (Mars 1930), et un nouvel entr'acte régna pendant plus d'un an.

Enfin au mois de Mai 1931, le Gouvernement japonais exprima le désir de reprendre les pourparlers, afin d'arriver le plus tôt possible à la conclusion d'un accord tarifaire entre le Japon et l'Indochine.

Si les propriétaires de mines et les métallurgistes, dans l'espoir de trouver des débouchés considérables au Japon, envisageaient avec faveur un projet d'accord douanier; par contre les importateurs et fabricants de tissus de coton, les verriers, les brasseurs, s'opposaient à toutes

concessions d'avantages tarifaires au Japon, car ils redoutaient d'en faire les frais.

Après un an de tractations, laborieuses, l'arrangement fut enfin conclu le 13 Mai 1932, pour une période d'un an à partir de la date de sa mise en vigueur, c'est-à-dire, en fait, à partir du 26 Août suivant. Pour venir à expiration à la fin de la première année, il devrait être dénoncé avec un préavis de six mois. Par la suite, en cas de tacite reconduction, le préavis de dénonciation serait de trois mois seulement (1).

Par leur valeur, nos concessions rachètent amplement les lenteurs que nous avons pu apporter dans les négociations.

L'énonciation des produits japonais (liste A) auxquels des avantages ont été accordés (tarif minimum ou pourcentage de réduction sur le tarif général) s'élève à plus de cent cinquante articles du tarif indochinois, tandis que la nomenclature des marchandises indochinoises (liste B), admises au Japon en franchise ou au tarif le plus réduit, comprend seulement : maïs, caoutchouc brut, gommes (à l'exclusion de celles destinées à l'usage médicinal), laque, coton égrené ou non égrené (y compris le coton cordé ou peigné), houille, minerai de zinc et matte de zinc, zinc en lingots ou saumons, coprah, jones et roseaux, rotin non fendu et autre bois (teck).

Soulignons immédiatement que le Japon ne nous a pas concédé en compensation des avantages consenties, un régime de faveur pour nos riz indochinois, dont l'importation est en fait prohibée depuis le rescrit de 1928, sur l'autorisation préalable, formalité évitée aux pays, qui,

(1) *Journal Officiel* de la République française du 18 Août 1932.

comme le Siam et les Etats-Unis, sont liés au Japon, par un traité de commerce. Un accord complémentaire, il faut l'espérer, devrait être conclu, sur cette question le plus tôt possible.

Si, au total, nos négociateurs ont fait preuve de libéralisme ils se sont bien gardés de ne pas omettre dans le protocole de signature d'importantes clauses de sauvegarde. C'est ainsi qu'en ce qui concerne les fils et tissus de coton, pour lesquels un dégrèvement de 40 % sur le tarif général a été consenti au Japon, ce pays ne pourra importer ces produits que dans la limite d'un contingent. Remarquons en outre, que si l'arrangement prévoit que les parfumeries autres que les savons, sont admises au tarif minimum, le protocole de signature suspend ce bénéfice jusqu'à ce que des arrêtés du Gouverneur Général aient déterminé les qualités, auxquelles devront se conformer ces marchandises pour l'obtention du régime de faveur. Il sied de se précautionner contre les imitations japonaises, extraordinairement habiles dans la fabrication des essences.

La convention contient encore quelques dispositifs particuliers qu'il est intéressant de signaler.

Par dérogation à la règle du transport en droiture, le bénéfice des avantages tarifaires est maintenu aux marchandises japonaises lorsqu'elles seront transbordées, dans les ports de Hong-Kong et de Shanghaï, sous réserve bien entendu de l'accomplissement de certaines prescriptions ayant trait au connaissance, au visa consulaire et au pavillon transporteur.

Les produits originaires et en provenance du Japon qui entrent sous le régime du tarif minimum ou de la réduction des droits seront admis à voyager à travers l'Indochine, avec les avantages appliqués en matière de transit.

Enfin, une lettre annexe prévoit qu'une surtaxe compensatrice de change de 15 % *ad valorem* sera appliquée à quelques marchandises japonaises. Comme contre-partie, l'application d'une mesure semblable a été obtenue par les plénipotentiaires nippons au cas où la piastre se dévaluerait.

SECTION VI

LE SIAM

Les courants des échanges entre le Siam et l'Indochine, légèrement bénéficiaire pour cette dernière (7 millions $\frac{1}{2}$ moyenne des dix dernières années) est assez faible, malgré leur frontière commune sur plus de 1.200 kilomètres ; ces deux pays étant exportateurs des mêmes produits.

L'article 26 du traité signé le 14 février 1925 entre la France et le Siam avait prévu qu'en ce qui concerne l'Indochine, il serait négocié le plus rapidement possible une convention spéciale et des arrangements complémentaires portant notamment sur les questions visées dans un protocole annexe : 1° statut des Siamois en Indochine ; 2° navigation sur le Mékong et régime juridique du fleuve ; 3° organisation d'une haute commission permanente franco-siamois de Mékong ; 4° arrangement commercial et douanier.

Jusqu'à ce jour, l'accord commercial n'a pas été réalisé et il en résulte que, si à leur entrée en territoire siamois, les marchandises indochinoises ne jouissent d'aucun avantage tarifaire, il en est de même en Indochine, pour les marchandises siamoises, qui lors de leur importation

se voient appliquer le tarif général, à l'exception des denrées coloniales (1).

Récemment par un arrêté du 19 Avril 1932, le Gouvernement siamois vient de relever les droits de douane sur les ciments, lesquels sont passés de 3 ticaux 30 la tonne métrique à 9 ticaux.

Cette augmentation de près des deux tiers frappe lourdement un produit fourni presque exclusivement par l'Indochine, laquelle ne peut manquer d'en être gravement affecté.

Il n'apparaît pas que la rigueur de cette mesure puisse être compensée par le droit d'accise de 1 tical 92 par tonne métrique qui frappe désormais les ciments fabriqués au Siam et ce presque exclusivement par la Siam Cement Co (2).

(1) Loi et décret du 22 Février 1902.

Le sucre et ses dérivés et les tabacs sont exempts du régime de faveur des denrées coloniales.

(2) L'Asie Française, numéro de septembre-octobre 1932, page 312.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcés de démontrer suivant la forte expression de M. Albert Sarraut, qu'il n'est pas plus possible de détourner des courants commerciaux qu'il ne serait possible de détourner le courant du Gulf-Stream.

Le facteur déterminant des échanges commerciaux est le voisinage et la proximité, les temps ne sont pas près d'être révolus où l'Indochine, pour sa récolte de riz, pourra négliger les marchés d'Extrême-Orient.

Or, sauf le Japon, il n'est pas actuellement un seul des pays qui l'entourent, Chine, Indes anglaises, Indes Néerlandaises, Straits Settlements, Siam, Iles Philippines, qui, ayant signé avec elle une convention de commerce, sont en droit, pour l'importation de certains de leurs produits en Indochine, de réclamer le bénéfice du tarif minimum. L'on a vu, quelle est commercialement l'existence de cette Colonie, contrainte d'appliquer à tous les pays qui la bordent les droits prohibitifs du tarif général français.

Devra-t-on, pour dégager l'Indochine de ce « splendide isolement » attendre que la Métropole se décide à engager avec ces puissances des négociations pour elle-même, et occasionnellement à ses Colonies, par surcroît ? Certainement non. Devant les motifs impérieux qui s'imposent de jour en jour avec plus de force, de doter nos Possessions d'outre-mer des institutions et des traités commerciaux qui réclament leur économie particulière, la politique de l'unité contractuelle doit s'effacer. La France doit négocier chaque fois qu'en apparaît la nécessité, des accords commerciaux spéciaux à ses Colonies.

Et alors, surgit un grave problème ; la France, doit-elle dans la conclusion de ces conventions particulières, stipuler en sa faveur, à titre de courtage, des avantages tarifaires pour ses exportations.

Une compensation, prétendent certains, paraît équitable, car autrement la France ferait les frais de l'accord, si elle ouvrait, au grand dam de ses nationaux, son domaine colonial à la concurrence étrangère.

Cette argumentation paraît oublier que ces accords spéciaux ne concèdent pas aux pays étrangers des avantages exceptionnels, mais seulement le tarif minimum, qui, lors de l'établissement du statut douanier, a été reconnu suffisamment protecteur pour l'industrie métropolitaine ; d'ailleurs, n'a-t-on pas commencé par relever considérablement les droits du tarif minimum indochinois, lorsque des pourparlers, envisagés avec la Chine et le Japon, en préoyaient l'octroi ?

En outre, la clause d'accession postérieure des Colonies, telle qu'elle est dirigée dans l'accord franco-japonais de 1911, doit se substituer à la stipulation de l'incorporation automatique des Colonies dans les conventions. Les conditions des débats, souvent brusques et quelquefois d'improvisation de la dernière heure, interdisent en effet de consulter nos Dominions sur les dispositions d'un projet aux remaniements incessants jusqu'au jour d'échange des signatures. On ne saurait admettre également que la subordonnée à l'acceptation des clauses demandées par les Colonies.

« Clause d'adhésion postérieure avec avantages compensateurs pour les Colonies, possibilité pour ces dernières d'examiner les accords avant d'y adhérer et possibilité d'y adhérer intégralement ou partiellement, conventions spé-

ciales toutes les fois qu'elles sont nécessaires, tels sont les principes rationnels qui doivent être retenus si l'on veut faire œuvre utile et permettre aux Colonies de devenir de grands marchés (1) ».

Une seconde tâche doit solliciter également d'urgence l'attention des pouvoirs publics métropolitains.

L'Empire Britannique, grâce aux « accomodements » conclus avec ses Dominions à la Conférence d'Ottawa (Juillet-Août 1932) a préparé ses positions diplomatiques à la veille de la Conférence économique internationale.

Il importe au moment où se prépare cette réunion que le Gouvernement français, avant de s'y présenter, connaisse avec exactitude ce que nous pouvons recevoir de nos colonies et ce que nous pouvons leur fournir, sans risque de concurrence ni de double emploi d'un côté ou de l'autre, et qu'il ait déterminé le régime à appliquer à nos divers produits, métropolitains ou coloniaux pour leur assurer, en face d'une concurrence internationale de plus en plus sévère, les protections les plus efficaces.

M. Pierre Lyautey, qui a suivi attentivement les travaux de la Conférence d'Ottawa, écrit dans *Revue de Paris*: « Ottawa a été un grand conclave anglo-saxon. C'est la France maintenant, si elle veut éviter de ne se laisser traiter à la Conférence économique internationale qu'en puissance européenne, de provoquer la création d'une Conférence de l'Empire français. Elle pourra alors déclarer à son tour à ses interlocuteurs : Je n'ai pas les mains libres, moi aussi j'ai mon Empire à consulter. Je dois négocier avec mes protectorats et mes délégués coloniaux avant de vous accorder les concessions que vous me demandez » (2).

(1) Congrès des Chambres de Commerce et des Chambres d'Agriculture de la France d'outre-mer. Comptes rendus et rapport page 271. Exposition Coloniale internationale, Paris-Vincennes 1931.

(2) *La Revue de Paris* du 15 Sept. 1932.

Quoique le fait colonial n'occupe pas dans l'opinion de notre pays une place suffisante, les idées font leur chemin et récemment M. Daladier, Président du Conseil des Ministres, — se dégageant de cette psychose néfaste du protectionnisme agricole, comme unique panacée au malaise économique, — vient d'annoncer au début du mois de février dernier qu'il décidait de réunir une Conférence inter-coloniale, pour réaliser « une solidarité plus étroite » de la Métropole et de nos admirables possessions d'outre-mer.

Comme tâche il a été assigné à cette conférence :

1° D'étudier les conditions des échanges entre la Métropole et la France d'outre-mer, en particulier avec le Nord africain ;

2° De définir une politique économique susceptible de maintenir et de renforcer la solidarité et la défense de tous les intérêts français.

Dans les mois à venir, l'Indochine va donc avoir l'occasion inespérée d'une revision de son statut douanier ; les Corps élus, les Chambres de Commerce et d'Agriculture doivent le plus rapidement possible élaborer un plan d'ensemble tarifaire, dont l'écoulement de la production rizicole doit inspirer les lignes constructives.

Enfin, comme le salut de la Colonie dans la crise mondiale réside dans une élévation à l'hectare du rendement des rizières, les calculs des experts devront tenir compte non de la capacité actuelle d'exportation, mais de celle de trois à quatre millions de tonnes, quantité vers laquelle doivent tendre les efforts de l'Indochine agricole.

Vu le Doyen :

BERTHELEMY.

Vu le Président de thèse :

RENÉ MAUNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GENERAUX

- ALLIX et LECERCLÉ. — *Traité des douanes* (1932).
- ARTAUD. — *Introduction à la révision du régime douanier des Colonies françaises* (1925).
- BOULET. — *Cours de législation douanière*.
- CAUSSÉ. — *Le problème colonial français* (1928).
- CAULLERY. — *La réforme du régime douanier colonial*.
Thèse Paris (1929).
- DEPINÉ. — *La situation économique de l'Indochine* (1905).
- FERRY. — *Le régime douanier de l'Indochine* (1912).
- GIABICANI. — *Le régime douanier des colonies françaises* (1925).
- GIRAULT. — *Principes de colonisation et de législation coloniales*.
- GOURDON (Henri). — *L'Indochine*.
- LYAUTEY (Pierre). — *La bataille économique*.
- MOREUX. — *L'Indochine, ses trafics et ses ports* (1929).
- PALLAIN. — *Les douanes françaises*.
- SARRAUT (Albert). — *La mise en valeur des colonies françaises* (1923).
- TALON. — *Le régime douanier de l'Indochine*. Thèse (1932).
- TOURNAN. — *Le nouveau régime douanier colonial* (1928).

II. REVUES ET PERIODIQUES

Annales des Douanes et Régies de l'Indochine:

Bulletin de l'Agence économique de l'Indochine.

Bulletin de l'Institut Colonial du Havre.

Bulletin des Syndicats Agricoles coloniaux.

Bulletin du « Sémaphore » de Marseille.

Bulletin du Congrès permanent du régime douanier colonial (numéros des années 1926 et 1927).

Les Cahiers coloniaux (Bulletin de l'Institut Colonial de Marseille).

La Chronique Coloniale.

L'Europe nouvelle.

Le Journal des Débats (Edition hebdomadaire).

La Quinzaine Coloniale.

La Revue du Pacifique.

La Revue de Paris.

La Semaine Coloniale.

III. RAPPORTS

Rapports à l'Exposition Coloniale Internationale de Paris
1931 :

- a) *Congrès des produits spécifiquement coloniaux* (24-25 Juin 1931).

La question du café dans les Colonies Françaises (M. A. Fouchère).

Le poivre en Indochine (M. J. Mayer).

La production du caoutchouc dans les colonies françaises en fonction des besoins de la Métropole et les enseignements de la crise actuelle (M. Bos).

- b) *Congrès de la Politique commerciale* (1^{er} au 8 Juillet 1931).

Questions douanières (M. René Théry).

La contrebande douanière aux Colonies (MM. Decron et de la Beaumelle).

c) *Congrès du Commerce des Colonies* (6, 7 et 8 Juillet 1931).

Le problème des matières premières coloniales par M. D. Serruys.

d) *Congrès des Chambres de Commerce et d'Agriculture Coloniales* (15-19 Septembre 1931).

Les traités de commerce avec les pays étrangers et leur application aux Colonies françaises (Rapport de l'Union Coloniale Française).

Compte-rendu et rapports du Congrès du Régime douanier Colonial tenu à Marseille du 29 Juin au 1^{er} Juillet 1925 (Institut Colonial de Marseille).

Rapport présenté à la Chambre de Commerce de Paris par M. H.-E. Boyer, sur la politique contractuelle de la France au regard de sa situation économique. (Bulletin de la Chambre de Commerce n° 27-28).

IV. DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

a) SÉNAT

N° 151, session ordinaire 1911. Rapport Gervais sur le budget du Ministère des Colonies (1911).

N° 674, session ordinaire 1928. Rapport Lebrun sur le budget du Ministère des Colonies (1929).

N° 760, session ordinaire 1929. Rapport Lebrun sur le budget du Ministère des Colonies (1930).

N° 126, session ordinaire 1930. Rapport Lebrun sur le budget du Ministre des Colonies (1931).

N° 230, session ordinaire 1931. Rapport Lebrun sur le budget du Ministère des Colonies (1932).

b) CHAMBRE DES DÉPUTÉS

- N° 1215, session ordinaire, 6 Février 1925, Proposition de loi de M. Candace tendant à mettre le régime douanier de la métropole et de ses colonies en harmonie avec la nécessité d'assurer le ravitaillement de la France par ses possessions d'outre-mer.
- N° 3401, session ordinaire 1926. Rapport Archimbaud sur le budget du Ministère des Colonies (1927).
- N° 4885, session ordinaire 1927. Rapport Archimbaud sur le budget du Ministère des colonies (1928).
- N° 619, session ordinaire 1928. Rapport Archimbaud sur le budget du Ministère des colonies (1929).
- N° 2262, session extraordinaire 1929. Rapport Archimbaud sur le budget du Ministère des colonies (1930).
- N° 3873, session ordinaire 1930. Rapport Archimbaud sur le budget du Ministère des colonies (1931-1932).
- N° 5836, session extraordinaire 1931. Rapport Archimbaud sur le budget du Ministère des colonies (1932).
- N° 6474, session ordinaire 1931. Rapport de la Commission des Douanes sur la convention avec le Japon et la surtaxe compensatrice de change aux produits importés en France et en Indochine.

V. DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET CORPORATIFS

Bulletin de la Chambre d'Agriculture de la Cochinchine.

Procès-verbaux de l'Association des Exportateurs français de riz de Saïgon.

Procès-verbaux de la Chambre de Commerce de Saïgon.

Administration des Douanes et Régies de l'Indochine (Hanoï 1930).

Rapports annuels sur la navigation et le mouvement commercial de l'Indochine.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

<i>HISTORIQUE DU REGIME DOUANIER</i> <i>DE L'INDOCHINE</i>	9
---	---

SECTION I. <i>De la conquête à la loi du 26 Février 1887</i>	11
SECTION II. <i>La loi du 26 Février 1887</i>	12
SECTION III. <i>La loi du 11 Janvier 1892</i>	17
SECTION IV. <i>La loi du 29 Mars 1910</i>	20
SECTION V. <i>La loi du 5 Août 1913</i>	22
SECTION VI. <i>Les coefficients de majoration</i>	24

DEUXIEME PARTIE

<i>VERS LA REFORME DU REGIME DOUANIER</i> <i>INDOCHINOIS</i>	27
---	----

SECTION I. <i>Avant la guerre</i>	28
§ 1. <i>Les Congrès coloniaux</i>	28
§ 2. <i>Les enquêtes administratives de 1908 à 1910</i>	30
§ 3. <i>Propositions de l'Administration des Douanes et Régies de l'Indochine</i>	32

§ 4. <i>Opinions formulées par les Chambres de Commerce indochinoises</i>	34
§ 5. <i>La proposition de loi de M. Toy-Riont</i> .	36
§ 6. <i>Le projet de loi Lebrun</i>	37
SECTION II. <i>Pendant la guerre. La Commission Jean Morel</i>	40
SECTION III. <i>Après la guerre</i>	42
§ 1. <i>Le projet Albert Sarraut de 1921</i>	42
§ 2. <i>L'enquête de 1925 et le rapport au Conseil supérieur des Colonies</i>	43
§ 3. <i>Le Rapport Sambuc. Les Congrès Coloniaux de Strasbourg (1924) et Marseille (1925)</i>	49
§ 4. <i>Opinions formulées par les Chambres de Commerce et d'Agriculture indochinoises</i>	63

TROISIEME PARTIE

LA LOI DU 13 AVRIL 1928	68
SECTION I. <i>Maintien de l'assimilation et du régime spécial</i>	68
SECTION II. <i>Relations entre la France et les Colonies</i>	70
SECTION III. <i>Relations entre les Colonies et l'étranger</i>	71
SECTION IV. <i>Relations de Colonies à Colonies</i> ..	79
SECTION V. <i>Réimportation des produits étrangers après nationalisation</i>	80
SECTION VI. <i>Conditions requises pour l'obtention des régimes de faveur</i>	83

SECTION VII. <i>Droits et prohibitions de sortie . . .</i>	84
SECTION VIII <i>Intervention du Ministre ou du Par- lement</i>	85

QUATRIEME PARTIE

LES PARTICULARITES DU REGIME DOUANIER

INDOCHINOIS	87
SECTION I. <i>Le tarif spécial indochinois</i>	91
SECTION II. <i>Droits de sortie</i>	95
SECTION III. <i>Droits de transit</i>	101
SECTION IV. <i>Le régime douanier du Laos</i>	103
SECTION V. <i>Le régime douanier de Kouang- Tchéou-Wan</i>	105
SECTION VI. <i>Relations de l'Indochine avec les pays étrangers</i>	110

CINQUIEME PARTIE

LE REGIME DOUANIER INDOCHINOIS DANS SES

CONSEQUENCES ECONOMIQUES	125
SECTION I. <i>Commerce extérieur de l'Indochine</i>	128
SECTION II. <i>Pourcentage du commerce métropo- litain dans les importations indo- noises</i>	136
SECTION III. <i>Le rendement des droits de douane en Indochine</i>	224

SIXIEME PARTIE

LA PROTECTION DOUANIERE DES PRODUITS INDO- CHINOIS EN FRANCE ET LA POLITIQUE DE SCUTIEN

225

SECTION I. <i>Le riz</i>	234
A) <i>Modification des droits à la sortie</i>	237
B) <i>Augmentation des droits sur le riz étranger dans la Métropole et les autres colonies françaises</i>	242
C) <i>Accords douaniers avec la clientèle d'Extrê- me-Orient</i>	245
SECTION II. <i>Le caoutchouc</i>	246
SECTION III. <i>Le poivre</i>	261
SECTION IV. <i>Le café</i>	268
SECTION V. <i>Le thé</i>	276
SECTION VI. <i>La soie</i>	278

SEPTIEME PARTIE

<i>DES RELATIONS COMMERCIALES DE L'INDOCHINE AVEC QUELQUES PAYS D'EXTREME- ORIENT</i>	285
SECTION I. <i>La Chine</i>	287
SECTION II. <i>Hong-Kong et Singapour</i>	292
SECTION III. <i>Les Indes anglaises</i>	296
SECTION IV. <i>Les Indes néerlandaises</i>	300
SECTION V. <i>Le Japon</i>	302
SECTION VI. <i>Le Siam</i>	316
CONCLUSION	319
BIBLIOGRAPHIE	323

